

Initiatives : 17 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

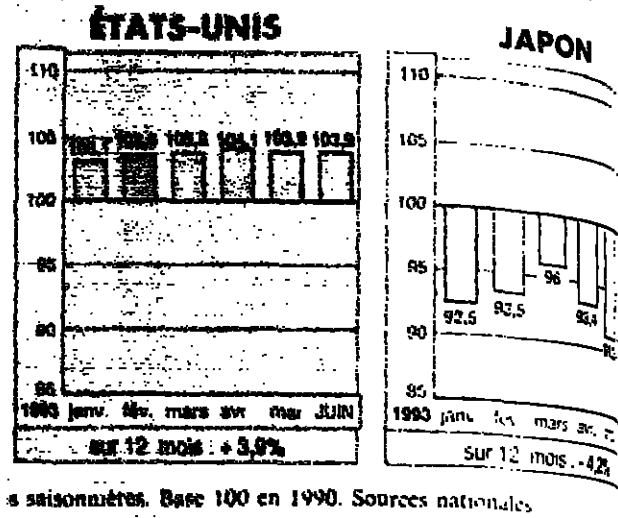
MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15120 - 7 F

depuis le mois d'avril, tel n'est pas encore le cas en Allemagne : les commandes s'y raffermissent néanmoins quelque peu. Dans le passé, les productions de biens intermédiaires et de produits finis ont enregistré de même un léger mieux par rapport aux statistiques de début 1993, mais ces évolutions sont encore bien trop faibles pour laisser augurer une reprise de l'activité industrielle française et en Allemagne de l'Ouest une hausse de l'ordre de 1 à 2 % au cours des prochains mois. Le point le plus bas de l'activité européenne a été dépassé, mais la reprise ne se dessine pas encore.



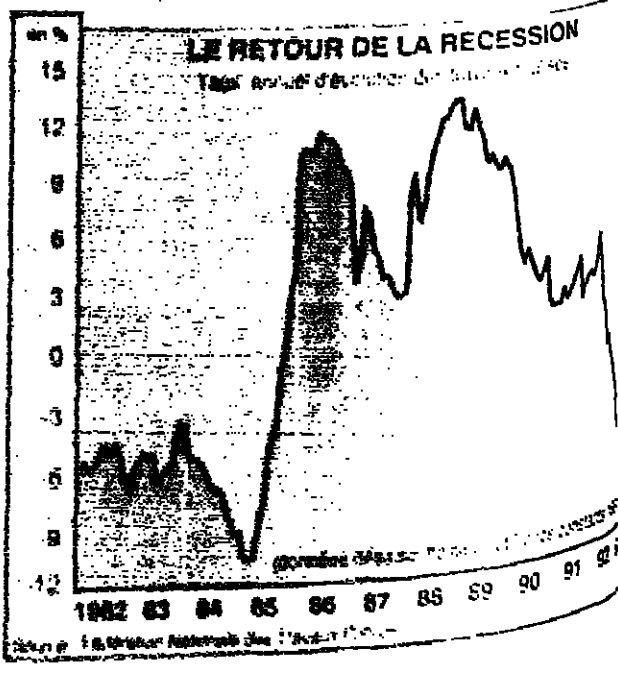
à saisonnières. Base 100 en 1990. Sources nationales.

SECTEUR • Les travaux publics

Retombées d'automne

DES mesures de toutes premières mesures annoncées en avril par le gouvernement Balladur, les entreprises de travaux publics ont vivement apprécié, en revanche, que, dans le plan de relance de mai et le collectif budgétaire, leur secteur fasse l'objet d'un traitement nettement volontariste. Le ministre de l'équipement, Bernard Bosson, a pu en effet évaluer, au début de l'été, à 18,5 milliards de francs la commande publique de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises nationales et des sociétés d'autoroutes apportées par le dispositif mis en place par les pouvoirs publics. Le seul volet budgétaire comprend 4,9 milliards de francs de crédits, ce qui devrait conduire à 9,9 milliards de francs de commandes. Selon des estimations émanant du ministère de l'équipement, la commande publique de l'Etat augmenterait d'environ 2,1 % en volume cette année, alors que, avant le plan de relance, les experts s'attendaient à une baisse de l'ordre de 2,6 %. Le chiffre d'affaires de l'ensemble de la branche, qui avait chuté de 5 % entre 1991 et 1992, atteindrait 162 milliards de francs. Enfin, les commandes spécifiques de l'Etat devraient atteindre 20,1 milliards de francs, au lieu des 18,6 prévus hors effets du plan de relance (1). En termes d'emploi, les conséquences devraient être appréciables, puisque le ratio global de l'activité des entreprises de travaux publics est de trois mille emplois directs pour un milliard de francs supplémentaires de commandes.

L'ampleur de ce programme, qui n'est pas contestée par les entreprises, permettra notamment d'accroître les travaux des chantiers de transport collectif, comme le VAL de Lille et le projet parisien de métro MTEFOR. Des programmes bloqués, souvent pour des raisons de procédures et de contestation électorale, vont recevoir un nouvel élan. A St-Etienne-Saint-Denis, autoroute Angers-Tours. A 43 dans la vallée de la Maurienne, tunnel du Sent-pert dans les Pyrénées.



à saisonnières. Base 100 en 1990. Sources nationales.

Planète football

Le football international est une planète à part, qui vit selon ses propres règles. La décision de l'Union européenne (UEFA) d'exclure l'Olympique de Marseille de la Coupe d'Europe qui débute dans quelques jours en est le rappel éloquent. En sport, le charbonnier est maître dans sa maison. La sentence est tombée sans appel et sans égard pour la procédure judiciaire française, tout comme le Comité international olympique (CIO) peut, de son côté, prendre des décisions indépendantes de la diplomatie des Etats.

Contrairement aux instances françaises, qui ont choisi de s'en remettre à la justice de leur pays avant de prendre d'éventuelles sanctions disciplinaires, l'UEFA est donc restée fidèle à son attitude de fermeté. En condamnant l'OM à titre « préventif », sur la foi d'un dossier très incomplet, les douze « sages » du comité exécutif de l'UEFA ont préféré prendre le risque d'une éventuelle injustice plutôt que de laisser s'installer le doute, le soupçon, bref le désordre, dans la compétition qu'ils organisent.

A suivre au jour le jour les péripéties, souvent rocambolesques, de l'affaire de corruption présumée entre les clubs de Valenciennes et de Marseille, les Français ont sans doute perdu de vue son impact international. Joao Havelange, le tout-puissant patron de la Fédération internationale de football (FIFA), ne s'était-il pas plaint amèrement, lors d'un récent déplacement au Japon, où balbutie un championnat professionnel, de voir la presse nipponne s'intéresser presque quotidiennement à l'affaire ? Ce n'était pas un Clochemerle à la française, mais, pour un sport qui prétend à l'universalité, une menace de séisme.

Un club champion d'Europe doit être un exemple. Dans le cas contraire, il faut faire un exemple. L'UEFA a tranché, fortement encouragée par la FIFA comme en témoignait la présence très visible de Joao Havelange à Zurich. Pour le président du premier sport mondial, la jeunesse des cinq continents doit pouvoir continuer à rêver à des héros irréprochables, à des compétitions sans tricherie. En particulier, là où le football fait partie des rares instances de joie et d'espoir, entre guerre et misère.

TOUTEFOIS, les bons sentiments ne sauraient expliquer à eux seuls l'attitude des instances internationales. Ayant exclu coup sur coup des compétitions européennes, ces dernières semaines, des clubs polonais, géorgiens et lettons, l'UEFA ne fait que confirmer spectaculairement sa politique intransigente dans une période de transition qui voit affluer, en Europe de l'Est, de jeunes fédérations sans expérience.

Pour la FIFA, l'enjeu est aussi économique à quelques mois de la Coupe du monde aux Etats-Unis, où l'on caresse l'espoir de créer enfin un championnat professionnel de « soccer ». Des perspectives de même nature se font jour en Orient. Au plus fort des négociations avec les gros investisseurs internationaux - principalement américains et japonais -, le football doit présenter une image saine et propre. M. Havelange trahira probablement tout ce qui brouillera cette image, la corruption comme la violence. Sur la « planète football », où des millions de dollars sont en jeu, le sort d'un club, même prestigieux, est second.

M0147 - 0908 0 - 7.00 F

Dans l'attente de la reconnaissance officielle de l'OLP

L'avenir de Jérusalem est débattu en Israël

Le tabou de la reconnaissance de l'OLP ayant été brisé, d'autres interdits sont en train de tomber en Israël. L'avenir de Jérusalem, où trois Israéliens ont été blessés dans un attentat dans la nuit du 6 au 7 septembre, et la création d'un Etat palestinien sont déjà publiquement débattus, alors que ces sujets sont exclus des négociations en cours, conformément aux exigences du gouvernement israélien. Le vice-ministre des affaires étrangères, Yossi Beilin, a ainsi proposé, lundi 6, de considérer la partie arabe de Jérusalem comme « un quartier autonome » dont les habitants seraient « politiquement liés à l'entité palestinienne qui se créera ». De son côté, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Itamar Rabinovitch, a admis que la question d'un Etat palestinien demeurerait « ouverte ».

De guerre lasse

par Jean-Pierre Langellier

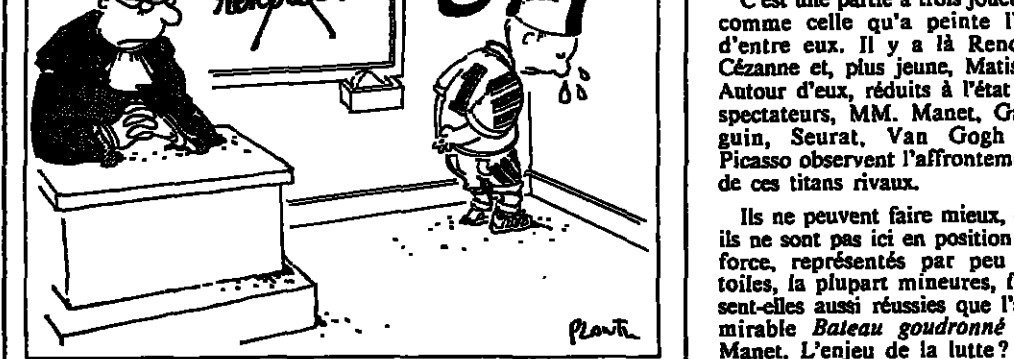
Usant un jour d'une métaphore théâtrale, Shimon Pérès promettait au Proche-Orient deux futurs possibles : soit un scénario « shakespearien », « où tout le monde meurt à la fin » ; soit un scénario « tchékhovien », « où chacun se retrouve plus ou moins frustré, mais vivant ».

Cette victoire de la raison sur l'instinct, du compromis salutaire sur l'intransigence suicidaire, Yasser Arafat l'appellait aussi de ses vœux, à sa façon, dès 1985, lorsqu'il confiait à l'écrivain américain-palestinien Edouard Saïd qu'un

infortuné destin le hantait, celui du grand mufti de Jérusalem, dont l'obstination aveugle avait contribué à la « première calamité » palestinienne, la défaite de 1948. « Il était dans son droit mais il n'a rien obtenu du tout. Je ne veux surtout pas finir comme lui ».

Aujourd'hui, si l'Histoire s'emballe à nouveau au Proche-Orient - cette fois-ci pour le meilleur, c'est parce qu'Israéliens et Palestiniens, Shimon Pérès et Yasser Arafat en tête, surmontant craintes et rancœurs, ont enfin choisi ensemble de « faire l'improbable », comme Anwar El Sadate stupéfiant le monde à Jérusalem il y a

La « punition » de l'OM



Après l'exclusion de l'Olympique de Marseille de la Coupe d'Europe, prononcée lundi 6 septembre à Zurich par le Comité exécutif de l'Union européenne des associations de football (UEFA) pour la saison 1993-1994, de lourdes incertitudes pèsent sur l'avenir du club phocéen. Le référent introduit par son président Bernard Tapie contre la Fédération française et la Ligue nationale de football pour « avoir de fait » été examiné mardi en fin d'après-midi par le tribunal de grande instance de Paris. Sans attendre son résultat, les dirigeants de l'OM cherchaient des solutions pour compenser le manque à gagner et assurer l'équilibre financier du club. A Marseille, les supporters, sous le choc, mettent en cause les responsables du football français.

- Une décision qui menace l'avenir du club phocéen par PHILIPPE BROUSSARD
- Le communiqué de l'UEFA
- Un match de trois mois et demi
- M. Tapie et l'OM assignent en référé les autorités françaises du football
- Le désarroi des supporters marseillais par MARTINE VALO
- Les réactions au sein de l'équipe de France
- Un club endetté et à la comptabilité obscure par GÉRARD ALBOUY pages 8, 9 et 10
- La chronique de Daniel Schneidemann page 23

Malgré des concessions du gouvernement

Le plan pour l'emploi déçoit les syndicats

Les partenaires sociaux disposant d'une semaine, avant le conseil des ministres du 13 septembre, pour poursuivre la concertation avec le ministre du travail sur le projet de loi quinquennale en faveur de l'emploi. La rencontre du lundi 6 avec M. Balladur s'est soldée par quelques concessions. Malgré celles-ci, les réserves syndicales persistent. Le gouvernement renonce à l'allongement des contrats à durée déterminée et aux missions d'intérim. La négociation sur la réduction du temps de travail pourra être liée au calcul de celui-ci sur une année.

par Alain Lebaube

Obtenu après neuf heures « passées ensemble », comme pour en souligner l'importance, le résultat de la concertation sur le projet de loi quinquennale pour l'emploi, entre les partenaires sociaux et le premier ministre, est bien dans le style Balladur. Dans l'ordre des apparences, des concessions ont été faites mais qui ne changent presque rien quant au fond. Une volonté demeure, à peine affichée pour ne pas exaspérer davantage, mais en donnant des gages qui ne coûtent pas afin de laisser croire à l'importance de la « politique contractuelle ». Bref, Malignon a joué cette rencontre sur le mode souple et dur. Un élément résume tous les autres. En tout état de cause, le conseil des ministres examinera le texte lors de sa réunion fixée exceptionnellement au 13 septembre. Ce qui laisse peu de temps à la concertation promise sur plusieurs sujets, dont celui de la formation professionnelle où, en séance, les syndicats et les dirigeants patronaux ont eu la surprise de se découvrir « unanimes », ainsi que le soulignait François Perrot, président du CNPF, à sa sortie. L'impression générale, traduite par Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, était sans illusions : certes, le premier ministre s'est fermement déclaré favorable à la négociation et à la politique conventionnelle, mais « on ne va pas hésiter à passer sur le ventre des partenaires sociaux ».

Lire la suite page 18

L'Olympe de Monsieur Barnes

A Orsay, quatre-vingts tableaux impressionnistes et post-impressionnistes révélés pour la première fois

par Philippe Dagen

C'est une partie à trois joueurs, comme celle qu'a peinte l'un d'entre eux. Il y a là Renoir, Cézanne et, plus jeune, Matisse. Autour d'eux, réduits à l'état de spectateurs, MM. Manet, Gauguin, Seurat, Van Gogh et Picasso observent l'affrontement de ces titans rivaux. Ils ne peuvent faire mieux, car ils ne sont pas ici en position de force, représentés par peu de toiles, la plupart mineures, fusent-elles aussi réussies que l'admirable *Bateau goudronné* de Manet. L'enjeu de la lutte ? Le premier rang dans l'une des principales collections privées du siècle, collection devenue mythique en raison des extravagances de son fondateur, l'acariâtre Albert Barnes, rival des Havemeyer, Chtchoukine et autres Lund. Le lieu de la dispute ? Les salles hautes d'Orsay, vidées de leurs séries impressionnistes et réaménagées. Les tableaux y sont accrochés avec grâce, ils se défilent d'une salle à l'autre, bien mieux visibles que dans le palais néo-classique que Barnes avait fait bâtir à Merion, en Pennsylvanie. Naïades joufflues de Renoir, baigneuses tendues de Cézanne ;

nymphes serpentes de Matisse, bougeoises à la mode de Renoir ; femmes gothiques et muettes de Cézanne, modèles déguisés et inquiets de Matisse ; marines de Renoir aux rochers et aux vagues douteuses, falaises et maisons de Cézanne dures et comme cristallines ; natures mortes abondantes et chamarrées de Matisse, natures mortes, fruits sphériques et tables carrées de Cézanne : les sujets et les manières se répondent et s'opposent point par point.

Lire la suite et l'article de GENEVIÈVE BREERETTE page 14

PRÉPARATIONS ANNUELLES OU INTENSIVES POUR

réussir

SCIENTES-PO
Entrée en 1^{re} ou en 2^e année
HEC-ESSEC-ESCP
Admission en 1^{re} ou en 2^e année
MÉDECINE-PHARMACIE
DROIT, SC-ÉCO, GESTION
MBA INSTITUTE, GMAT
BACCALAURÉAT
MATH SPÉ
CFPA

ipesup

43.25.63.30 18 rue du Cloître Notre-Dame 75004
3615 IPESUP Enseignement Supérieur Privé

INITIATIVES

Le travail perd sa valeur

Les salariés prennent leurs distances avec l'entreprise. Ils affirment désormais leur aspiration à travailler moins et remettent ainsi en question la place du travail dans la société. pages 25 à 48

SCIENTES ♦ MÉDECINE

L'évolution en quête de synthèse

Un siècle et demi après Darwin, les principes de sa théorie sur l'origine des espèces tiennent bon. Mais les mécanismes de l'évolution du vivant sont loin d'être élucidés. ■ Hépatite C : les premiers pas de l'interféron alpha. ■ Une bouffée d'oxygène pour les étoiles. pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 24

DÉBATS

Armée

La plume sans le masque

par Bruno Boubée

Il semble être d'usage pour les militaires en mal d'expression de s'avancer masqués, se dissimulant à la vindicte hiérarchique présumée derrière des pseudonymes insolites. Encore s'agit-il de ceux qui, de loin en loin, osent rompre le silence.

Car l'appellation de « grande muette », pour agaçante et éculée qu'elle soit, n'est pas totalement imméritée : les militaires ne prennent que rarement part aux échanges d'idées de la scène publique sur les questions relevant de leur compétence. « Le public comme les médias sont persuadés qu'il est interdit aux militaires de s'exprimer sans autorisation sur les problèmes de leur métier », soulignait déjà, en 1990, en le déplorant, l'amiral Antoine Sanguinetti (1). Et, lorsqu'ils le font, c'est avec la retenue laïque que provoque le sentiment de transgresser des règles convenues.

Pourtant, les autorités de l'Etat ont édité depuis longtemps des dispositions permettant aux militaires de s'exprimer librement et publiquement, sans autorisation préalable et par tous les moyens écrits ou oraux, sur les problèmes militaires non convertis par le secret (2). Elles en rappellent à l'occasion la teneur, regrettant notamment, comme Pierre Joxe en 1992, que « sur des questions stratégiques, on ne sente pas un faillissement d'idées... ». Mais, dans un même mouvement, le plus souvent relayé par la hiérarchie militaire elle-même, elles sanctionnent sans état d'âme tout officier qui commet publiquement l'imprudence de ne pas épouser d'assez près les dogmes du moment ou de mettre à jour des faiblesses qu'on veut taire.

Ce paradoxe développe chez les militaires le sentiment confus, mais lancinant, qu'une utilisation abusive est faite de leurs statuts et de leur code de conduite, comme le dénonçait récemment le colonel Ballarin dans un article du bulletin

de l'association des amis de l'Ecole supérieure de guerre, les *Cahiers de l'Armée*. Ce paradoxe se nourrit d'une argumentation spéculative, quoique séduisante, qui mérite d'être passée au crible de l'analyse pour en mesurer les conséquences.

L'argumentaire du silence s'articule autour de quatre piliers majeurs : la tyrannie de l'image, la peur du « civil », le corporatisme, la discipline intellectuelle.

L'armée a compris, avec le temps, « qu'à cultiver le secret, on récolte l'enquête » selon la formule de François-Henri de Virieu (3). D'où une stratégie de communication maintenant bien au point. Elle ne paraît pas, en revanche, vouloir admettre que critique n'est pas nécessairement subversion et que l'échange public de points de vue — loin de la discréditer — participerait au contraire à son insertion dans le tissu réflexif national et accablait sensiblement l'intérêt de la collectivité pour elle-même et pour la défense.

Car, sans doute par manque de familiarité avec ses mécanismes, la dialectique n'est appréhendée que sous l'angle conflictuel entre dirigeants et dirigés. Cet amalgame entre critique et contestation est à la source de l'empêchement manifeste de la communication sur la réflexion. Le primat de l'image annihile la dynamique du dialogue, oubliant que l'armée — service public discret par nécessité opérationnelle — doit chercher à valider ses choix auprès de la nation qui la fonde.

Ainsi encore, et bien qu'elle s'en défende, la hiérarchie considère-elle avec circonspection cette société civile médiatisée, dont les mœurs bavardes et impertinentes sont à l'opposé du rigorisme déférent et traditionnel dans les armées. Elle se retranche alors généralement derrière le souci louable de protéger l'institution de la contagion « protestataire » de la société pour justifier son contrôle

étroit de l'expression des militaires, mêlant indistinctement querelles de personnes et débats d'idées, méconnaissant conjoncturel et dialectique de la réflexion.

Ces confusions guident à l'expression commune à la qualité de la pensée. D'abord, parce que toute dialectique autour d'une doctrine, ou d'une politique qu'on ne dissocie pas de celui qui a mandat de la mettre en œuvre, paraît être une remise en cause de ce dernier : le débat est, de ce fait, mal toléré par le premier : le quotidien étouffe l'imagination, la critique se fait anodine de peur d'aggraver les difficultés présentes.

Un mutisme consenti
sinon consensuel

Une autre dérive inhérente est liée au réflexe de défense corporatiste de l'armée face au pouvoir politique (ou des différentes catégories militaires entre elles), qui impose — pour se prémunir, parait-il, contre la rapidité des décisions — de parler d'une seule voix afin d'influer auprès du décideur. Quel que soit le bien-fondé de cette préoccupation, on ne peut exiger que monolithisme sur que quelques points précis. L'élargir à tous les aspects de la vie militaire revient à dénigrer les esprits dans un garde-à-vous définitif.

La famille d'arguments qui se réfère à la discipline est, elle, d'une élévation certaine. Si le sens militaire traditionnel, il s'agit d'un « rapport du commandement et de l'obéissance », comme l'a écrit Emile Littré dans son *Dictionnaire de la langue française*. A partir de

cette définition élémentaire s'est développée une notion bien difficile à cerner : la « discipline intellectuelle ».

Derrière le flou de cette dénomination se dissimule un large éventail d'interprétations. Depuis les plus classiques, tel le respect loyal des choix du chef malgré les désaccords, exprimés ou non, jusqu'aux plus contestables, comme le refus de principe de jeter un regard critique sur les raisons qui ont conduit l'autorité à fixer cette mission, voire l'adhésion *a priori* à ces raisons, quelles qu'elles puissent être, en faisant taire au besoin sa propre intelligence, sinon sa conscience.

Sur ce sujet, il est probable que beaucoup subissent en leur for intérieur des tensions contradictoires. Toujours est-il que cette fameuse « discipline intellectuelle », brandie — abusivement en l'absence d'un cadre conceptuel précis — comme une qualité essentielle de l'éthique militaire, contribue puissamment à réfréner l'expression dans une communauté où le respect des règles de déontologie est une seconde nature. La notion, très ambiguë elle aussi, de neutralité politique suscite de même une crispation irrationnelle chez de nombreux militaires, pour qui toute expression hétérodoxe s'apparente à une dangereuse incursion sur les terres sulfureuses de la politique.

Mais si la rhétorique employée est incertaine, elle n'est pas pour autant inoffensive.

A user de tels paralogismes, le mutisme est devenu consenti, sinon consensuel. Dès lors, au sommet, il est d'autant plus facile et tentant de le garantir — en jouant éventuellement des ressorts éternels de l'ambition et de la réussite sociale — qu'à la base, on se résigne avec une certaine complaisance à cette exigence qui confère à ceux qui sont les « éloignés des médias » (4). Comment croire qu'elle n'a pas sa part de responsabilité dans certains avatars mili-

naires, qu'ils soient d'ordre structurel ou budgétaire ?

A l'heure où des choix fondamentaux se posent à notre pays en matière de sécurité, les interprétations restrictives du devoir de réserve paraissent inopportunes. Le général Beaufre nous a utilement rappelés les conséquences de la décision, prise pendant l'entre-deux-guerres, d'imposer que tout article ou toute conférence sur des sujets de doctrine soient soumis à autorisation. « Chacun, n'a-t-il écrit en 1965 dans le *Drame de 1940*, se le tint pour dit et un silence pesant tomba sur l'armée, jusqu'en avril de 1940. »

C'est à la hiérarchie, bien sûr, de permettre que se banalise l'expression militaire dans les espaces naturels du débat public, et de faire en sorte qu'expression et aide de carrière ne soient plus synonymes. Il lui suffit pour cela de s'en tenir strictement aux termes du statut des militaires. Cesserait, par voie de conséquence, la pratique contestable de l'expression anonyme, dont on mesure mal les conséquences sur l'image que les militaires donnent d'eux-mêmes à leurs concitoyens.

Mais il appartient avant tout aux officiers, s'ils veulent être entendus et s'ils ont leur intervention peut s'avérer utile, d'avoir le courage d'user de leur droit à visage découvert.

Des restrictions
inopportunes

La manière dont furent rapportées, en mai, les prochaines dissolutions d'unités et la polémique qu'elles ont suscitée, ont été symptomatiques. Fut-il question de militaires de défense ? Point, ou si peu. Mais de municipalités, d'emplois, de commerces ou d'écoles. Terrible indifférence si l'on admet avec Alain Elchegoyen que « les faibles dans notre société de consommation sont ceux qui sont les plus éloignés des médias » (4). Comment croire qu'elle n'a pas sa part de responsabilité dans certains avatars mili-

naires, qu'ils soient d'ordre structurel ou budgétaire ?

A l'heure où des choix fondamentaux se posent à notre pays en matière de sécurité, les interprétations restrictives du devoir de réserve paraissent inopportunes. Le général Beaufre nous a utilement rappelés les conséquences de la décision, prise pendant l'entre-deux-guerres, d'imposer que tout article ou toute conférence sur des sujets de doctrine soient soumis à autorisation. « Chacun, n'a-t-il écrit en 1965 dans le *Drame de 1940*, se le tint pour dit et un silence pesant tomba sur l'armée, jusqu'en avril de 1940. »

C'est à la hiérarchie, bien sûr, de permettre que se banalise l'expression militaire dans les espaces naturels du débat public, et de faire en sorte qu'expression et aide de carrière ne soient plus synonymes. Il lui suffit pour cela de s'en tenir strictement aux termes du statut des militaires. Cesserait, par voie de conséquence, la pratique contestable de l'expression anonyme, dont on mesure mal les conséquences sur l'image que les militaires donnent d'eux-mêmes à leurs concitoyens.

Mais il appartient avant tout aux officiers, s'ils veulent être entendus et s'ils ont leur intervention peut s'avérer utile, d'avoir le courage d'user de leur droit à visage découvert.

(1) *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(2) Article 7 de l'instruction de Michel Debré, ministre d'Etat, chargée de la défense nationale, en date du 29 septembre 1972.

(3) *La Méditerranée*, p. 116, éditions Flammarion, 1990.

(4) *La Démocratie malade du mensonge*, p. 46, éditions François Bourin, 1991.

► Bruno Boubée est officier supérieur d'active de l'Armée de terre.

Justice

Garde à vue ou garde avec

par Tiennot Grumbach

DEPUIS l'affaire OM-Valenciennes, l'opinion publique a gardé à vue le rôle joué par la garde à vue dans la machinerie judiciaire. Procureur de la République, juge d'instruction, syndicats de commissaires de police, lobby de magistrats ultras ont, en effet, dit tout haut ce que les avocats ne cessent de dénoncer : la garde à vue comme moyen de pression. Dans le quotidien, et contrairement à d'autres pays voisins, la garde à vue n'a pas pour fonction déterminante la recherche objective des preuves par les officiers de police judiciaire chargés des investigations, elle se fonde sur les méthodes les plus archaïques pour faire pression sur les témoins ou les suspects, afin de les amener au soulagement par l'aveu, qui est censé précéder le repentir et l'éventuel pardon des fautes commises. Bref, la religion théologique de l'aveu justifie toujours les vieilles méthodes inquisitoriales.

Pourtant, tous les gardés à vue de l'affaire OM-Valenciennes ont bénéficié de la présence d'un avocat librement choisi, qui s'engageait à exposer au premier dans les « égarés » l'existence pour faire connaître les rétractations et les commentaires de ceux qui, du jour au lendemain, d'honnêtes citoyens étaient devenus des suspects. Conformément à la loi du 4 janvier 1993, qui introduit la présence de l'avocat en garde à vue, ces personnes, vingt heures après avoir été interpellées, ont pu librement s'entretenir pendant une demi-heure avec leurs avocats et connaître ainsi l'étendue de leurs droits, le cadre de la procédure dans laquelle s'inscrivait leur garde à vue et l'échec de la poursuite de celle-ci. Au même moment, des dizaines de milliers d'autres gardés à vue continuèrent à être interrogés sans la présence d'un avocat et n'avaient aucun moyen de faire face à l'arbitraire.

Reprenons. La réforme du code de procédure pénale était l'un des engagements de la gauche. La commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par Mireille Delmas-Marty, avait préparé cette réforme de grande envergure. La gauche parlementaire et les gouvernements Mauroy, Fabius, Rocard, Cresson, en ont pourtant refusé l'application. En toute hâte, MM. Vau-

zelle et Sapin ont fait passer aux forces un succédané sans apporter toutefois à cette réforme les moyens matériels et financiers qui en auraient permis l'application. Bercy... toujours. C'est dans ce contexte de tardive précipitation que fut promulguée la loi du 4 janvier 1993 réformant le code de procédure pénale. Elle marquait néanmoins des progrès significatifs des libertés des citoyens face à l'arbitraire des juges, et pour concilier la législation française avec les principes dégagés par la jurisprudence de la cour de Strasbourg, dans le respect de la Convention européenne des droits de l'homme.

Malgré le contrôle de constitutionnalité opéré par le Conseil d'Etat du Palais-Royal, plusieurs des projets de la loi du 4 janvier 1993 viennent pourtant d'être supprimés. Ainsi, alors que la loi du 4 janvier 1993 avait prévu qu'à compter du 1^{er} janvier 1994, l'intervention de l'avocat pouvait être mise en œuvre dès la première heure de garde à vue, la loi du 23 août dernier la pérennise entre la vingt-et-une et la vingt-quatrième. Par ailleurs, la loi de contre-réforme a supprimé l'instauration du juge d'instruction, qui distinguait le contenu de l'investigation et celui de la détention, juge délégué dont l'efficacité a fait ses preuves entre la mise en vigueur de la loi du 4 janvier 1993 et le 23 août dernier. Les juges d'instruction retrouvent ainsi l'indépendance de leurs prérogatives, et la création d'un référent-liberté n'est manifestement qu'un trompe-l'œil. Dans le même mouvement, la suppression des nullités textuelles permet de maintenir de multiples procédures boiteuses. Enfin, la suppression du caractère accusatoire de l'audience de jugement met fin à l'une des dispositions les plus novatrices de la loi Sapin et maintient un président d'audience de jugement omnipotent pour assumer la double fonction de diriger les débats et de trancher sur les infractions qui lui sont soumises alors qu'il a souvent instruit le dossier à charge.

Si la nouvelle majorité a finalement maintenu la présence des avocats en garde à vue, elle n'a pas entendu les avertissements prodigués par le barreau uni, qui indiquait que ce nouveau droit devait être assorti d'un effort financier pour permettre

sa mise en œuvre effective. Le seul rappel du principe d'un financement hypothétique ne peut aujourd'hui satisfaire les avocats. Quelle est en effet la situation depuis la promulgation de la loi du 4 janvier 1993 ? Le Syndicat des avocats de France (SAF) et les autres syndicats d'avocats, l'immense majorité du barreau, la conférence des bâtonniers, le Conseil national des barreaux, ont pris position pour que nul ne puisse dire que, pour des raisons financières, les avocats s'étaient dérobés à l'appel de la liberté. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 4 janvier 1993 et jusqu'au 15 juillet environ, les bâtonniers de France ont donc commis d'office des milliers d'avocats qui se sont rendus dans les commissariats et les gendarmeries afin de remplir les nouvelles missions de service du public fixées par le législateur sans être indemnisés.

Deux poids
deux mesures

Cette situation exceptionnelle ne peut se perpétuer. Verrait-on des médecins, des experts, des architectes, des financiers, des ingénieurs coopérer avec l'institution judiciaire sans bénéficier de la juste compensation en honoraires, sous le contrôle des juges, de leurs prestations professionnelles ? C'est pourtant ce qui est demandé aux avocats. Après contrôle de constitutionnalité, la loi du 24 août 1993 confirme cette présence de l'avocat auprès des gardés à vue sans aucune source de financement pour rémunérer leurs prestations. Pour protester contre le contenu restrictif du texte et l'absence de financement des missions de garde à vue, la majorité des bâtonniers ont donc cessé de désigner d'office leurs confrères depuis le 15 juillet 1993. Certains bâtonniers, pour leur part, de façon appuyée, ont cru devoir prévenir leurs confrères que ce refus de désignation, ne faisait nullement obstacle, dans le cadre de la liberté de l'avocat, à ce qu'ils puissent se rendre dans les commissariats et les gendarmeries à l'appel de leurs clients... payants.

Apres la question de la garde à vue, l'affaire OM-Valenciennes révèle la consécration publique du fonctionnement d'une justice à deux vitesses. Dans cette affaire,

tandis que des stars du barreau couraient les créneaux médiatiques pour parler de la garde à vue, comme s'ils allaient quotidiennement accomplir ce type de mission de défense dans les gables obscures des commissariats des banlieues claudes, des citoyens gardés à vue pour des affaires sans strass ni paillettes et sans écho médiatique sont restés sans assistance d'avocat. La majorité des barreaux ne désigne plus les avocats pour remplir cette mission, alors que s'ils disposent demain des moyens financiers nécessaires à la compensation indemnitaire de ces missions, nul doute que nombre d'entre eux resteraient disponibles pour remplir leur rôle d'avocat de proximité au service du public. Deux poids, deux mesures. Justice à deux vitesses à l'évidence.

Aujourd'hui, magistrats et policiers n'hésitent pas à proclamer que la garde à vue est devenue une garde avec, et le code de procédure pénale un code de procédure pénale pour le leur seul confort. L'accusation et la police utilisent la garde à vue pour obtenir de judiciaires aveux sans se soucier de la recherche de la vérité, au détriment d'autres moyens de preuve autrement plus fiables (police scientifique). La présence de l'avocat en garde à vue est donc, plus que jamais, un impératif pour que puissent s'exercer efficacement les droits de la défense.

L'affaire de l'OM-Valenciennes a permis de démontrer que, même pour des clients payants, les créneaux de garde à vue ne peuvent devenir la règle. Que dire pour les trois cent soixante mille personnes placées tous les ans en garde à vue qui n'ont pas le soutien financier de M. Tapie ou de ses homologues ? Pour eux, ni avocat payant... ni avocat d'office, puisque les bâtonniers ne les désignent plus, faute... d'intendance. On voit le diable, depuis Bob Dylan, le monde et les temps changent. Avec M. de Montgolfier, il n'est pas étonnant que l'on soit passé de la recherche légitime d'une éventuelle enveloppe cachetée à la rationalisation des principes d'Antoine Régime de la lettre de cachet.

Garde à vue, garde avec, gare à vous !

► Tiennot Grumbach, ancien bâtonnier du barreau de Versailles, est président du Syndicat des avocats de France.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.808F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléfax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Dirigé de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
La Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Grumbach
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction :
Jacques Guiz
Isabelle Tasaki
15-17, rue de Valenciennes
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Télécopieur : 46-42-96-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie aéroportée
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE et code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 9.91 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at New York, NY, and additional mailing offices. POSTNETS: 75002 PARIS CEDEX 15

TER : Social address change to 1445 of NY Box 1318, Chagrin Falls, NY 10919 - 1318.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 310 Pacific Avenue, Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 281 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

Une Yougoslavie exsangue

Soumis à quinze mois d'embargo, Serbes et Monténégrins sont confrontés à une situation économique catastrophique porteuse de troubles sociaux

BELGRADE

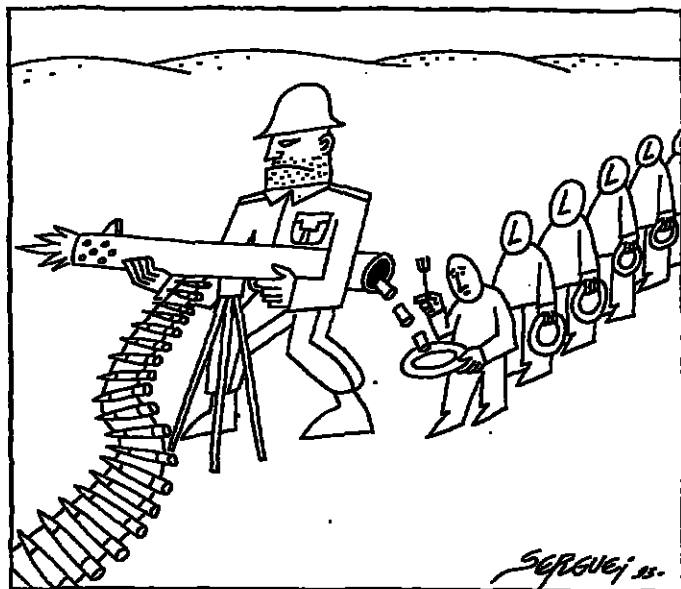
de notre correspondante

Des états vides, des attroupements autour de quelques cartons de bouteilles d'huile vendues avant même d'avoir été mises en rayon, c'est le visage qu'offre depuis quelques semaines la capitale serbe. Même spectacle dans les supermarchés chics, équipés à l'occidentale et, en principe, mieux approvisionnés. Quelques produits étrangers de luxe exposés et bien trop chers pour être vendus donnent une impression d'abondance. Une impression trompeuse, puisque le même article remplit avec monotonie plusieurs rayonnages. Mais les rayons boucheries, charcuterie, fromage et produits laitiers ne peuvent pas faire illusion. Ils sont tout simplement vides. Dans le centre de Belgrade, on trouve parfois quelques kilos de viande de seconde ou troisième catégorie, quelques morceaux de lard, mais à des prix qui frisent le cinquième d'un salaire mensuel moyen.

Quinze mois après l'entrée en vigueur du blocus international contre la Serbie et le Monténégro, décrété par les Nations unies le 30 mai 1992, la « mini-Yougoslavie » s'enfonce dans le marasme et connaît d'importantes pénuries. « La Serbie n'a jamais connue la famine, même dans les moments les plus difficiles de son histoire », se vantait-on pourtant dans les milieux officiels de Belgrade, où l'on assurait il y a quelques mois, avec fierté et soulagement, que la Serbie était autosuffisante en matière d'agroalimentaire.

Mais, si les sanctions ont entraîné une chute vertigineuse de la production et un effondrement du niveau de vie, elles ont toutefois en moins d'effets que ne le prévoyaient les experts. Le pouvoir, qui n'a pas cessé de dénoncer « l'injustice » des sanctions, affirme bien entendu que la crise économique est la conséquence directe de l'embargo. C'est ce qu'avance en particulier le premier ministre yougoslave, Radolje Konic, qui nie toute relation entre « le chaos économique » et ce qu'il appelle « le prétendu engagement de la Yougoslavie dans la guerre en Bosnie-Herzégovine ».

L'épouse du président serbe, Mirjana Markovic, semblait pourtant contredire le discours officiel en confiant au mois d'août, dans le bimensuel *Belgrade Duga*, que le gouvernement ne pouvait pas faire face à la crise « puisque le gros des nos revenus s'en va pour alimenter les



Serbes en Bosnie et en Croatie et qu'avec le reste, nous devons entretenir de plus en plus de réfugiés en Serbie ».

Pour leur part, les économistes estiment que l'embargo joue « un rôle important mais non décisif » sur la dégradation de la situation. « Nos gouvernements mènent depuis des années une mauvaise politique économique, la crise était inévitable mais les sanctions, il est vrai, ont contribué à accélérer et même à accentuer la catastrophe », affirme Tomislav Popovic, directeur de l'Institut de sciences économiques de Belgrade, souligne également qu'« aucun pays au monde ne peut entretenir trois armées (celle de la Yougoslavie et celles des indépendantes serbes de Bosnie et de Croatie), cinq millions de personnes (retraités, demandeurs d'emploi et salariés mis au chômage technique en raison de la fermeture des entreprises due aux sanctions) et supporter en même temps une baisse aussi brutale de la production ».

L'effort de guerre et l'embargo international ont donc fini par mettre à genoux une économie déjà fragile. Mais avec un certain retard, estiment les experts, qui s'attendaient à ce que « le choc des sanctions » se produise beaucoup plus tôt. Plusieurs facteurs ont joué un rôle d'amortisseur, explique M. Popovic, qui souligne notamment que la chute du niveau de vie a été pendant longtemps « amortie » par les économies en devises de la population et par « la solidarité familiale ». Il ajoute que le conflit sanglant qui se déroule aux portes de la Serbie a non seulement développé la solidarité, mais également la débrouillardise, et accru l'endurance des gens. Et ce sont ces phénomènes qui, selon lui, ont empêché jusqu'à présent une explosion sociale pourtant prévisible compte tenu de la situation catastrophique.

Le spectre de la famine

Mais, maintenant que « ces amortisseurs se sont usés », le gouvernement yougoslave doit faire face à une situation critique, qu'il lui est bien difficile de maîtriser. Alors que « la famine frappe aux portes de la Serbie », comme l'a souligné l'opposition, le gouvernement yougoslave a décidé de lancer, le 18 août dernier, de nouvelles mesures visant à améliorer le ravitaillement. Basé sur la dévaluation du dinar et le blocage des prix, ce programme prétend déclencher la guerre à l'hyper-inflation, à la spéculation et à la corruption, promettant des jours meilleurs à la population. Depuis, les étiquettes ont continué à valser, les pénuries se sont multipliées, et les économistes affirment que l'inflation continue à progresser à raison de 1 % par heure. Tant par tous les gouvernements précédents, le gel des prix n'a eu pour effet, jusqu'à présent, que de vider les magasins et de faire prospérer le marché noir. Si les milieux officiels reconnaissent que 50 % de l'activité économique s'effectue sur les marchés parallèles, les experts indépendants n'hésitent pas à dire que ce pourcentage dépasse aujourd'hui les 70 %.

Contraints par le gouvernement à vendre à des prix souvent inférieurs au coût de production et continuellement en baisse – plus de 20 % par jour –, les producteurs préfèrent céder leurs marchandises à des intermédiaires qui les revendent dans des circuits parallèles.

ser la place à un véritable programme anti-inflationniste capable de nous sortir de l'abîme dans lequel nous nous enfonçons de plus en plus chaque jour ».

Le gouvernement, qui avait promis de ramener la hausse des prix à un taux mensuel de 30 % avant le mois de décembre 1993, est en train de perdre le contrôle de la situation. De 400 % en juillet, l'inflation est passée à 1 881 % en août. Faute de pouvoir masquer son échec, le pouvoir s'efforce de faire croire à une possible levée des sanctions internationales d'ici à la fin de l'année.

Panique à l'approche de l'hiver

L'optimisme opportuniste des dirigeants n'a toutefois pas réussi à rassurer la population prise de panique avant l'hiver. Car ceux qui ont les moyens de constituer des réserves se heurtent aux pénuries et se rabattent sur les campagnes pour acheter quelques pommes de terre, oignons et autres produits qu'ils peuvent mettre en conserve. Les autres se résignent faute d'argent. Si 84,7 % de la population a vu son niveau de vie sensiblement baisser, il n'en reste pas moins que 3,4 % peuvent se réjouir d'avoir renfloué leurs économies. 1,7 % d'entre eux se sont même enrichis grâce à la crise. Manipulés et manipulés, ces derniers ne souffriront pas du vertige provoqué par le nombre impressionnant de zéros inscrits sur les étiquettes ou sur les billets de banque. Quinze jours après la mise en circulation de billets de 500 millions de dinars, les Yougoslaves viennent de voir apparaître des coupures de 1 milliard qui permettent tout juste d'acheter 1 kilo de viande ou quelques litres de lait.

En attendant la nouvelle dénomination de la monnaie nationale, prévue pour fin septembre, chacun s'efforce de ne pas se tromper d'un ou plusieurs zéros en réglant ses achats... Et nombre de gens abandonnent aux caisses ou jettent sur le trottoir les billets inférieurs au million de dinars. Non sans humour, les plus pragmatiques ont toutefois fait valoir dans la presse que ces petites coupures restaient meilleur marché que le papier hygiénique.

Alors qu'un salaire moyen (une centaine de francs aujourd'hui, contre 4 000 francs en 1989) représente désormais moins d'un tiers des besoins vitaux d'une famille de quatre personnes et que le pouvoir d'achat a chuté de 100 % en un an, plus de 50 % de la population yougoslave a atteint le seuil de pauvreté. Cette situation a entraîné, selon la presse, une progression alarmante du nombre de suicides, notamment chez les retraités. En revanche, le désastre économique qui frappe le pays n'a pas provoqué de remous dans l'électorat. Les derniers sondages montrent que Slobodan Milosevic maintient le score qu'il a obtenu aux élections de décembre 1992 et reste en tête avec 25 % des intentions de vote, devant le droitiste ultranationaliste représenté par Veljko Stokic, qui recueille entre 12 % et 17 % selon les instituts de sondage. Accaparé par les problèmes pratiques de survie, l'électeur ne fait pas de politique, concluent les sociologues belgradois.

FLORENCE HARTMANN

SLOVAQUIE : indignation de Simon Wiesenthal

Le premier ministre qualifie les Tziganes de « mentalement arriérés »

PRAGUE

de notre correspondant

Les propos anti-tziganes du premier ministre slovaque, Vladimir Meciar, qui avait qualifié, vendredi 3 septembre, la population tzigane de « socialement inadaptable » et de « mentalement arriérée » ont suscité une violente réaction de Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juive de Vienne et de la part de la Fédération internationale des droits de l'Homme d'Helsinki (FIDH). Dans un communiqué, publié lundi à Vienne, M. Wiesenthal a protesté contre les déclarations de M. Meciar et appelé le Conseil de l'Europe à révoquer l'appartenance de la Slovaquie à cette institution, « tant que M. Meciar sera premier ministre ».

Quant à la FIDH, elle a demandé à M. Meciar de « s'excuser publiquement et de retirer ses propos », constatant « la multiplication des discours et des actions racistes du gouvernement slovaque et des officiels à l'égard des Tziganes ».

Selon l'agence de presse slovaque, M. Meciar, qui participait à un débat avec les responsables locaux du district de Spisska Nova Ves sur le chômage, la criminalité et la question tzigane, avait annoncé une réforme des allocations familiales en vue de « réduire l'importante reproduction de la population socialement inadaptable et mentalement arriérée ». Les Tziganes, qui représentent un peu plus de 13 % de la population du district, constituent la part la plus

BOSNIE-HERZÉGOVINE : selon un membre du HCR

Des détenus musulmans ont été victimes d'exactions de la part de Croates

Des Musulmans relâchés récemment de deux camps croates dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine ont fait état d'exactions commises par leurs gardiens appartenant aux forces croates bosniaques (Conseil de défense croate-HVO), a indiqué, lundi 6 septembre à Sarajevo, une représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Kirsten Young. Celle-ci a entendu une centaine de ces ex-prisonniers après leur libération et leur arrivée dans la ville de Jablanica, contrôlée par les forces musulmanes.

Près de 450 hommes ont été relâchés le 31 août des camps de Dretelj et Gabela. Ils sont dans un état de fatigue physique et psychologique extrême, a précisé un porte-parole du HCR, Ray Wilkinson, citant les observations de Kirsten Young. Dans les premiers jours de leur détention, les Musulmans ont été privés d'eau. Pour ne pas mourir, ils ont dû boire leur urine. Trente d'entre eux ont été blessés par balles par des gardes croates qui, ivres, ouvraient le feu à l'arme automatique contre les bangars où les Musulmans étaient confinés, dans une absence totale d'hygiène.

Cinq prisonniers ont été battus à mort. Les survivants ont raconté à M^{me} Young les bastonnades répétées, visant des captifs liés au sort, ou les humiliations répétées, les chants insultant les leurs qu'ils étaient obligés de reprendre. Lorsque les Croates les ont libérés d'un poste de contrôle, ils ont dû courir sous le feu des armes automatiques. « Les survivants affirment que quatre des leurs ont été exécutés à cet endroit », a rapporté Ray Wilkinson. Selon les témoignages recueillis par Kirsten Young, de 2 000 à 2 500 Musulmans seraient

toujours entassés dans les cinq bangars et les deux dépôts souterrains de munitions du camp de Dretelj, près de Mostar, où les conditions sont telles qu'il n'est pas possible, pour les détenus, de s'allonger entièrement pour dormir.

« Plus de concessions » pour M. Tudjman

Par ailleurs, le président de Croatie, Franjo Tudjman, a affirmé que les Croates « ne peuvent plus faire de concessions » aux Musulmans en Bosnie-Herzégovine. M. Tudjman, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse à Zagreb, a rejeté catégoriquement « pour des raisons politiques, stratégiques et psychologiques » l'existence d'un accord à la mer Adriatique pour la future République musulmane de Bosnie-Herzégovine.

Pour sa part, le président bosniaque Alija Izetbegovic s'est dit déterminé à négocier une extension du territoire dévolu aux Musulmans dans le cadre du plan de partage de la Bosnie, qui prévoit la division du pays en trois Républiques unies au sein d'une confédération aux liens très lâches.

Présent à New-York, où il doit rencontrer les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, Alija Izetbegovic a indiqué qu'il leur reprocherait de ne pas avoir suffisamment défendu l'indépendance et l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine. « Bien des résolutions ont été adoptées, mais ensuite les actes n'ont pas suivi », a-t-il dit. M. Izetbegovic devrait s'entretenir mercredi avec le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher et, sans doute, également avec le président Clinton. — (AFP, Reuters.)

UKRAINE : les réactions à l'accord avec Moscou

M. Kravtchouk défend la nécessité du « réalisme »

Le président ukrainien, Léonid Kravtchouk a défendu, lundi 6 septembre, sa décision de signer avec Moscou (le Monde date 5-6 septembre) des accords dénoncés par l'opposition nationaliste comme une « trahison des intérêts nationaux ». Le communiqué signé par M. Kravtchouk et Eltsine, publié dimanche, prévoit d'une part que la Russie démantellera les têtes nucléaires ukrainiennes et lui restituerait de l'uranium non enrichi, d'autre part qu'une commission russo-ukrainienne « proposera d'ici à un mois des solutions au problème de la flotte de la mer Noire sur la base des idées et accords conclus » par les deux présidents.

Cette formulation a permis à M. Eltsine de claironner, lors d'une intervention télévisée à son retour à Moscou, que « l'Ukraine est obligée de céder à Moscou sa part de la flotte pour éponger ses dettes énergétiques, et à M. Kravtchouk de souligner que cet accord doit encore être négocié et que le Parlement ukrainien sera appelé à ratifier les documents – y compris ceux sur les armes nucléaires, sujet sur lequel les députés ukrainiens

ont toujours été réticents. M. Kravtchouk a ajouté qu'il fallait vendre la part ukrainienne de la flotte, non en échange des dettes, mais, ce qui est moins humiliant, « pour obtenir de l'argent, après quoi nous pourrions construire la flotte ukrainienne ».

Cependant, il n'a pas exclu la possibilité d'une union militaire avec la Russie dans la zone de la mer Noire, ce que Moscou vient de proposer. Et il a vigoureusement défendu la nécessité « d'agir avec réalisme ». « Supposons que nous ayons claqué la porte et que nous soyons partis. Le robinet de gaz aurait été fermé et il n'y aurait plus rien eu à faire. (...) Cela aurait été de la faute du président », a-t-il déclaré, en reconnaissant que la dette ukrainienne à l'égard de la Russie dépasse les dix milliards de dollars.

À Lvov, dans le fief des nationalistes d'Ukraine occidentale, quelque 5 000 manifestants ont appelé, dimanche, à une grève générale et à la démission du président. Mais le mouvement nationaliste Rukh est désormais divisé et son score tombe dans les sondages. Des dirigeants proches de M. Kravtchouk ont aussi critiqué les accords, mais la tendance semble être à l'acceptation de l'inévitable, tout en plaçant pour rendre les accords plus favorables à l'Ukraine, comme l'a déclaré le vice-premier ministre, Valeri Chmarov. En revanche, à Sébastopol, le port de Crimée où est basée la flotte de la mer Noire, les marins et les habitants de la ville, en majorité russes, ont manifesté leur joie.

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : la visite de Salman Rushdie illustre le différend entre M. Havel et M. Klaus. — Le premier ministre tchèque, Václav Klaus, s'est défilé, lundi 6 septembre, du président Václav Havel, qui a reçu la semaine dernière l'écrivain britannique Salman Rushdie. M. Klaus espère « que cette rencontre ne sera pas comprise comme un acte d'hostilité envers les pays islamiques ». Ce différend illustre la cohabitation difficile entre M. Havel et Klaus dans le domaine de la politique étrangère (le Monde du 12 mai). Pour la première fois, M. Klaus vient ouvertement de critiquer le chef de l'Etat dont les conceptions morales de la politique étrangère sont à l'opposé du pragmatisme de M. Klaus. — (Corresp.)

EUROPE

Sebastian en colère contre l'ETA

indépendantisme des Pays Basques

Le président du gouvernement basque, Juan José Ibarretxe, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le ministre de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

La Chine e

Le premier ministre chinois, Li Peng, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le premier ministre chinois, Li Peng, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le premier ministre chinois, Li Peng, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

Le premier ministre chinois, Li Peng, a déclaré, lundi 6 septembre, que le mouvement indépendantiste des Pays Basques (ETA) était « une tumeur cancéreuse » qui menaçait la stabilité de la région. Il a appelé à une « cure radicale » pour éliminer ce danger.

BOSNIE-HERZÉGOVINE : selon un membre de

Des détenus musulmans ont été victimes d'exactions de la part de Croates

Des musulmans relâchés récemment de deux camps croates dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine ont fait état d'exactions commises par leurs gardiens appartenant aux forces croates bosniaques (CDB) et de la Croatie-Herzégovine, à l'indiqué, lundi 6 septembre à Sarajevo, une représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Kristen Young, celle-ci a entendu une centaine de ces ex-prisonniers après leur libération et leur arrivée dans la ville de Jablanica, contrôlée par les forces musulmanes.

Plus de 450 hommes ont été relâchés le 31 août des camps de Dretelj et Gabela. Ils sont dans un état de fatigue physique et psychologique extrême, a précisé un porte-parole du HCR, Raj Wilkison, citant les observations de Kristen Young. Dans les premiers jours de leur détention, les musulmans ont été privés d'eau. Pour ne pas mourir, ils ont dû boire leur urine. Trente d'entre eux ont été blessés par balles par des gardes croates qui, ivres, ouvraient le feu à l'arme automatique contre les hangars où les musulmans étaient confinés, dans une absence totale d'hygiène.

Cinq prisonniers ont été battus à mort. Les survivants ont raconté à M. Young les tortures infligées, les viols, les humiliations répétées, les chants insultant les leurs qui étaient obligés de reprendre. Lorsque les Croates les ont libérés à un point de contrôle, ils ont dû courir sous le feu des armes automatiques. « Les survivants affirment que quatre des leurs ont été exécutés à cet endroit », a rapporté Raj Wilkison. Selon les témoignages recueillis par Kristen Young, de 2 000 à 2 500 musulmans seraient

UKRAINE : les réactions à l'accord avec Mos

M. Kravtchouk défend la nécessité du « réalisme »

Le président ukrainien Léonid Kravtchouk a défendu, lundi 6 septembre, sa décision de signer avec Moscou (le Monde daté 5-6 septembre) des accords dénoncés par l'opposition nationaliste comme une « trahison des intérêts nationaux ». Le communiqué signé par MM. Kravtchouk et Eltsine, publié dimanche, prévoit d'une part que la Russie démantellera les sites nucléaires ukrainiens et lui restituera de l'uranium non enrichi, d'autre part qu'une commission russo-ukrainienne « proposera d'ici à un mois des solutions au problème de la dette de la mer Noire sur la base des idées et accords conclus » par les deux présidents.

Cette formulation a permis à M. Eltsine de réaffirmer son retour à Moscou, que « l'Ukraine est obligée » de céder à Moscou sa part de la dette pour éponger ses dettes étrangères, et à M. Kravtchouk de souligner que cet accord doit encore être négocié et que le Parlement ukrainien sera appelé à ratifier les documents, y compris ceux sur les armes nucléaires, pour lesquels les députés ukrainiens

Viesenthal

les Tziganes ières

importante des chômeurs, dont le nombre représente plus de 10 % de la population active.

Les tensions avec les Tziganes se sont aggravées ces derniers mois avec la récession économique et ont même débouchées en juillet sur la proclamation d'un état d'urgence dans la capitale par le président M. Mielar. Les deux ministères de son gouvernement ont été élargis pour appuyer une séparation des responsables locaux qui demandent des mesures radicales pour éradiquer la cause de la répression des Tziganes.

MARTIN PUCHTA

EUROPE

San Sebastian en colère contre l'ETA

Deux mois après l'enlèvement de l'industriel basque Julio Iglesias Zamora, l'indignation grandit en Espagne et met les indépendantistes dans l'embarras

SAN SEBASTIAN
de notre envoyé spécial

Sur la façade de la mairie, les jours s'écoulent en chiffres noirs sur fond blanc : 64. Ce numéro est un simple geste de solidarité de la municipalité socialiste envers un industriel basque, Julio Iglesias Zamora, enlevé il y a soixante-quatre jours (le 5 juillet) par un commando de l'ETA, l'organisation indépendantiste basque (le Monde daté 11-12 juillet).

Mais, depuis deux mois, l'indignation ne cesse de croître contre ce rapt au Pays basque, provoquant un mouvement d'opinion sans précédent contre le radicalisme séparatiste. « Julio Iglesias » (Julio, libéré), la banderole barre l'entrée de la route qui conduit à l'entreprise Ibaiz, dans les faubourgs de San Sebastian. Sur le bâtiment, une large inscription s'étale au-dessus de l'entrée : « A Ibaiz, il en manque un. Liberté pour Julio ».

Dès les premiers jours, les 340 employés de cette société d'électronique ont amorcé une campagne en faveur de la libération d'un des leurs, un ingénieur de quarante-quatre ans, père de trois enfants, et dont le retour dépend du versement d'une rançon estimée entre 500 et 800 millions de pesetas (22 à 35 millions de francs). Depuis la réception par le quotidien Egin, au début du mois d'août, d'une photo de l'industriel et d'un texte revendiquant « son arrestation », il ne fait plus aucun doute que ce kidnapping est l'œuvre du mouvement séparatiste basque, qui renoue ainsi avec des méthodes de financement non utilisées depuis quatre ans. Des méthodes que l'opinion publique n'est plus disposée à accepter. La campagne lancée en faveur de sa libération a, en effet, atteint une ampleur inégalée. Ce mouvement de protestation et de solidarité a démarré au sein même de l'entreprise, propriété de l'onde de la victime, lequel s'est toujours refusé à payer l'impôt révolutionnaire auquel sont soumis - de moins en moins - les industriels basques pour contribuer au combat en faveur de l'indépendance. « L'objectif est de rappeler constamment à la société que Julio est privé de liberté », déclare un employé, affichant sur la poitrine un petit nœud bleu et une carte du Pays basque surmontée d'une colombe.

Nœuds bleus
contre nœuds verts

Au début, les radicaux indépendantistes regroupés sous la bannière de Kas, la coordination socialiste basque, ont comparé sans succès la détention de l'industriel à celle des 600 prisonniers de l'ETA en Espagne et en France, ce qui a fait dire dédaigneusement au président du gouvernement basque, Jose Antonio Azkuna, que « l'ETA n'est pas une organisation politique, c'est une organisation criminelle ». Les prisonniers politiques n'existent que dans la dictature, pas dans les situations démocratiques.

Puis devant la dimension prise par la campagne de protestation, Kas - coordination dont fait partie l'ETA - a décidé de réagir. Des nœuds verts ont été mis en circulation pour représenter aux nœuds bleus, des affiches sont apparues pour réclamer des négociations avec l'Etat espagnol. Sur l'une d'elles, Julio y figure à côté d'un enfant blessé lors d'une manifestation et de trois militants dénonçant la torture : « Le PSOE peut mettre fin à tout cela demain ».

Plus de 100 000 de ces nœuds bleus ont été distribués à la population pour protester contre le kidnapping d'Amara où vit la famille de Julio Iglesias, la population sort dans la rue pour dire silencieusement son opposition à ce kidnapping. Tous les lundis, les employés d'Ibaiz arrêtent le travail pendant dix minutes et se réunissent devant l'usine pour demander en silence également le retour de leur compagnon de travail. Les fêtes de la mi-août à San Sebastian ont été dédiées au sequestre. Le maire socialiste, Odoño Elorza, s'est joint à ce qu'il appelle « un mouvement serein, pacifique, une démonstration claire de courage civique » contre « des petits dictateurs, qui pendant plus de dix ans sont parvenus à intimider la population basque ». Le mouvement a pris une dimension nouvelle et a débordé le Pays basque pour s'étendre en Navarre, à Valence, à Barcelone. Il revêt de plus en plus la forme d'une condamnation de l'extrémisme nationaliste.

Il n'y a pas que dans la population basque que cet enlèvement a semé le trouble. Au sein même de Herri Batasuna, considéré comme le bras politique de l'ETA, des voix se sont élevées de l'agressivité injustifiée de l'ETA contre le mouvement. « Julio, poète », les affiches contre le kidnapping de l'industriel basque, Juan Maria Antxa, où son visage apparaît dans un collier avec ces mots : « Les jours qui te restent sont un compte à rebours ».

Cependant, en dépit des dommages infligés à la cause nationaliste par cet enlèvement et les récents attentats, Herri Batasuna garde le cap. Afin de répondre à la grande manifestation prévue le 11 septembre par une plate-forme civique et afin de contrer l'appel lancé par une cinquantaine de personnalités en faveur de la libération de Julio Iglesias, Herri Batasuna s'est déclaré disposé au « bras de fer ». Dans une conférence de presse, samedi 4 septembre, Floren Azia, porte-parole du mouvement, a estimé que le rassemblement du 11 septembre sera « une protestation en défense de l'Espagne » et que ses participants seront « les instruments de la répression ». Une contre-manifestation sera donc organisée le samedi suivant, le 18 septembre, pour soutenir les revendications en faveur de la négociation et tenter de démontrer que la côte basque a encore de nombreux fidèles en dépit de tout, en dépit de Julio Iglesias Zamora.

MICHEL BOLE-RICHARD

AFRIQUE

SOMALIE : tandis que l'ONU demande à l'Italie de maintenir ses troupes à Mogadiscio

Des soldats d'élite américains ont attaqué un bâtiment

Appuyés par une dizaine d'hélicoptères, des soldats d'élite de l'armée américaine ont attaqué, mardi 7 septembre, un bâtiment suspecté d'abriter une « structure de commandement et de contrôle » du général Mohamed Farah Aidid. Après un bref accrochage, dix-sept miliciens somaliens ont été arrêtés.

Selon un porte-parole des Nations unies, deux Somaliens ont été blessés, ainsi que deux Rangers de l'armée américaine.

La veille, le ministre italien de la défense avait annoncé que le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a personnellement demandé à l'Italie de « retarder le redéploiement de ses forces » hors de Mogadiscio. Les « casques bleus »

italiens devaient être redéployés à partir de mardi à trente kilomètres au nord de la capitale somalienne, à la suite des divergences entre le gouvernement italien et l'ONU.

Le grave incident qui a fait, dimanche, sept morts parmi les soldats nigériens, et plusieurs dizaines parmi les Somaliens, selon l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Mohamed Farah Aidid, a relancé la polémique entre les Italiens et les forces des Nations unies (le Monde du 7 septembre). Le commandant des troupes nigériennes en Somalie, cité par la BBC, a accusé les troupes italiennes de n'être pas intervenues lors de ces incidents. - (AFP)

Les parachutistes belges sur la sellette

BRUXELLES

de notre correspondant

« Belgium, good, good ! : nos paras ovationnés à Kisimayo ». C'est, c'était le titre du Soir le 22 décembre 1992, quand le quotidien de Bruxelles annonçait le « spectaculaire débarquement belge-américain dans le Sud somalien », en pleine opération « Rendre l'aspir ». Depuis, l'état d'esprit de certains Somaliens a changé, si l'on en croit les accusations de violences gratuites et de racisme formulées contre le contingent belge par l'organisation britannique African Rights.

Les paras auraient « tiré dans le tas » quand ils se sentaient menacés, ils auraient pratiqué des interrogatoires très « musclés » et auraient même jeté des prisonniers à l'eau. Les faits remonteraient au début de l'année, quand les « casques bleus » belges chassèrent de Kisimayo les hommes du colonel Omar Jess et laissèrent entrer ceux de son rival Mohamed Said Hersi Morgan, ce qui leur aurait valu l'hostilité d'une partie de la population.

Des membres d'organisations humanitaires ayant confirmé des bavures, sans faire d'estimations quant au nombre des victimes, et des paras retour d'Afrique ayant parlé d'actes de violence devant les caméras de la télé-

sion flamande, l'armée a ouvert une enquête. Des « auditeurs militaires », c'est-à-dire des magistrats civils travaillant en coopération avec la hiérarchie militaire, ont été envoyés sur place.

Sur une trentaine de cas de « mauvaises conduites » examinés, dix ont donné lieu à l'ouverture de dossiers pour homicide volontaire, a-t-on indiqué jeudi 26 août de source officielle. Tout en soulignant le devoir de sanctionner des fautes éventuelles, le haut commandement assure qu'il y a beaucoup d'exagération dans cette affaire et souligne le travail accompli sur le plan humanitaire.

Etats
d'âme

Néanmoins, les libéraux flamands demandent la convocation d'urgence de la commission de la défense nationale à la Chambre des représentants. La Vlaams Blok (extrême droite flamande) trouve ce débat sur la conduite des paras inopportun, mais exige leur retour immédiat parce qu'ils risquent leur vie en Somalie « pour des intérêts qui ne sont pas les leurs ». Depuis le début de l'opération, les pertes belges sont de quatre morts et douze blessés.

Cette affaire intervient alors

que les officiers ont des états d'âme. Le service militaire sera supprimé à partir de 1994 pour raisons d'économie, et le budget de la défense est gelé à 99 milliards (18,5 milliards de francs français) non indexés jusqu'en 1997. Cessant en partie d'être un creuset de l'unité nationale grâce à la conscription, invitée à se montrer parcimonieuse dans ses dépenses, l'armée se cherche des raisons d'exister.

L'affectation récente de l'essentiel des forces terrestres à l'Eurocorps est une réponse. Les missions pour le compte des Nations unies en sont une autre. Dans ce domaine, la petite Belgique fait plus que de la figuration. Sa marine était présente lors de la guerre du Golfe. Ses soldats sont à l'œuvre dans l'ex-Yugoslavie, à commencer par le commandant de la FORPRONU en Bosnie, le général Francis Brique-mont, dont l'hostilité aux éventuelles frappes aériennes de l'OTAN autour de Sarajevo irrite tant les Etats-Unis. Jusqu'à présent, le professionnalisme des Belges a été reconnu. Pour préserver cette image, l'état-major semble vouloir jouer la transparence dans l'enquête en cours à Kisimayo.

J. de la G.

DIPLOMATIE

La visite à Pékin de Narasimha Rao

La Chine et l'Inde poursuivent un « dialogue de raison »

Le premier ministre de l'Inde, Narasimha Rao, a commencé, lundi 6 septembre, une visite officielle de quatre jours en Chine. Les deux pays, qui sont restés quatorze ans sans relations diplomatiques après s'être battus en 1962, n'ont toujours pas réglé leur contentieux territorial. Pourtant, ils ont entamé, en 1988, un « dialogue de raison » au plus haut niveau.

« Le Pakistan est pour nous un problème », la Chine, elle, est un défi. Ce mot de Jasjit Singh, directeur de l'Institut d'études de défense à New Delhi, résume la perception qu'a l'Inde de son environnement. Elle a, certes, mené trois guerres contre son voisin pakistanais, mais lui de la partition du raj britannique, et une seule contre la Mequie du communisme asiatique. Mais c'est bien face aux troupes de Pékin que la catastrophe a été frolée, il y a trois décennies, dans l'Himalaya. Et la Chine a gardé l'Aksai Chin, un territoire de quelque 30 000 km², jadis partie intégrante du Ladakh, que New Delhi continue de revendiquer comme sien.

Rivaux en tout (1), les deux géants n'ont plus connu d'incident à leur frontière depuis 1987. Ils ont au moins une bonne raison de vouloir se parler en ce moment : ni l'un ni l'autre ne sont satisfaits, ni très rassurés, du nouvel ordre dominé par l'Amérique, qui émerge après la dissolution de l'Union soviétique. L'Inde a perdu, avec l'URSS, son seul allié ; la Chine ne peut plus, comme naguère, compter sur les Etats-Unis

modus vivendi sur la question du Tibet est confirmé. New Delhi s'entend à sa position traditionnelle : considérer ce territoire comme une « région autonome de la Chine ». Pékin semble ne pas trop se formaliser de la présence en Inde du dalaï-lama, officiellement tenu pour un réfugié de marque et un dirigeant spirituel plus que pour un chef politique.

Un regain de friction n'est certes jamais exclu en raison, par exemple, de l'intensité montrée par Pékin envers la Birmanie, proche de l'Inde ou, plus encore, au vu de l'empiètement des Chinois à répondre aux sollicitations pakistanaises en matière d'armements. Pourtant - et bien que l'on n'en soit pas encore à diminuer les effectifs face à face - la note dominante est à la convivialité. Ainsi, les deux pays sont convenus, à l'occasion de rencontres d'experts désormais régulières, de prendre des « mesures de confiance », par exemple de reculer leurs troupes en faction de part et d'autre des passes himalayennes. Les commandants locaux se rencontreront deux fois l'an pour examiner la situation. Une ligne de communications d'urgence doit aussi être installée. Enfin, les protagonistes se tien-

dront informés de leurs mouvements de troupes ou manœuvres. Toujours pour améliorer le climat, ils ont accepté, symboliquement, d'ouvrir au commerce deux localités sur leurs 4 000 kilomètres de frontière.

Ce sont ces mesures que M. Rao doit signer durant sa visite à Pékin. Elles ne peuvent manquer de retenir l'attention, en Asie et ailleurs, car, comme l'explique K. Subramanyam, expert indien des questions stratégiques, « lorsque deux pays représentent les deux cinquièmes de l'humanité entreprennent de dialoguer, ce doit être bon pour tout le monde, non ? »

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Y compris pour la suprématie démographique. La Chine compte 1,17 milliards d'habitants, contre 875 millions en Inde. Mais le taux de croissance du sous-continent est tel que le rattrapage devrait se faire vers 2050.

(2) La Chine a livré au Pakistan des éléments de missile à moyenne portée M-11, et l'Inde avait conclu avec la Russie un contrat relatif à des moteurs de fusée utilisant la cryogénie.

(3) Non seulement sur l'Aksai Chin, à l'ouest de l'Himalaya, mais aussi sur l'Arnachal Pradesh, Etat indien situé à l'extrémité orientale de la chaîne.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

ASIE

AFGHANISTAN : dans un manifeste politique

Le commandant Massoud dénonce les «ingérences» du Pakistan et de l'Iran en faveur des intégristes

Alors que le premier ministre en titre de l'Afghanistan, le fondamentaliste islamiste Gulbuddin Hekmatyar, vient d'effectuer une visite officielle au Pakistan, en Iran et en Arabie saoudite, Ahmad Chah Massoud, dont les forces contrôlent Kaboul, a fait parvenir au Monde un manifeste politique dans lequel il réclame des élections et la fin des ingérences du Pakistan et de l'Iran dans son pays, où ils soutiennent les extrémistes musulmans accusés de former des terroristes qui sévissent dans plusieurs pays arabes (le Monde du 11 août).

En choisissant, pour sa première visite à l'étranger, de se rendre dans les deux pays qui le soutiennent, M. Hekmatyar a entrepris une offensive diplomatique pour restaurer l'image de son gouvernement. Un gouvernement imposé par les accords d'Islamabad en mars, qui n'a toujours pas réussi à s'installer à Kaboul et que la plupart des forces afghanes rejettent comme infidèles aux intérêts du Hezb-e-Islami et à ses mercenaires arabes, surnommés les «afghans». En même temps, les iraniens et pakistanais ont voulu montrer leur soutien à M. Hekmatyar et à son «système islamique de gouvernement».

Dans un manifeste transmis au Monde par le chargé d'affaires afghan à Paris, Daoud Mir, le général Massoud, ex-ministre de la défense et l'homme qui fit tomber

Kaboul l'an dernier, s'est posé en rempart contre la vague islamiste qui, selon lui, menace non seulement l'Afghanistan mais toute la région. Car M. Hekmatyar porte haut le flambeau de l'extrémisme; n'a-t-il pas proposé, lors de sa visite au Pakistan, d'accueillir Cheikh Omar Abdul Rahman, accusé d'être l'inspirateur de l'attentat du World Trade Center de New-York, qu'il qualifie de «leader de la nation islamique»?

Un appel à l'Occident

M. Massoud souhaite des élections «sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation de la conférence islamique» pour instaurer un système «parlementaire» et «démocratique», «tenant compte du droit des différentes ethnies qui vivent dans le pays dans un cadre acceptable pour tous le monde, pour ne plus avoir besoin de guerre», «un Etat avec un esprit islamique, mais modéré». Ce scrutin serait organisé par un Conseil des commandants de l'intérieur, et non plus par le conseil des chefs de parti de Peshawar, accusé de saboter les efforts de réconciliation nationale. D'ici là, le pays serait géré par un gouvernement provisoire composé des deux tiers «de technocrates sans parti»; les ministres de la défense et de l'intérieur seraient choisis par les commandants.

Dans cette perspective, il se dit prêt à «assurer la sécurité d'Hekmatyar s'il accepte de venir à Kaboul pour occuper son poste (...) et de faire cesser le bombardement» de la capitale par le Hezb, qui continue de faire de nom-

breuses victimes civiles. Sinon, ajoute M. Massoud - qui affirme avoir le soutien de cinq des neuf partis islamistes afghans (1) - «si nous étions obligés à nous battre, nous le ferions jusqu'au bout» pour «sauver le pays».

Le commandant tadjik reconnaît l'échec de sa politique depuis un an. Il a été surpris par la chute rapide du régime communiste de Kaboul - que le Pakistan, l'Iran ou M. Hekmatyar n'attendaient ni ne souhaitaient, selon lui : «Pendant une année, nous nous sommes cantonnés à une position défensive, regardant chaque fois qu'Hekmatyar était au bord de l'échec car nous ne voulions pas que cette guerre se prolonge et que les roquettes détruisent notre peuple. (...) Notre politique a été une erreur, car Hekmatyar voulait le pouvoir pour lui seul», un Hekmatyar qualifié de «dictateur», de «fils jumeau de Saddam Hussein», soutenu par Kadhafi et prêt à toutes les trahisons pour instaurer sa dictature islamique sur l'Afghanistan.

Après M. Hekmatyar, M. Massoud réserve ses critiques les plus acérées à l'Iran et au Pakistan. Un «Pakistan qui a triché avec tout le monde pour mener une action contre nous». Quand, cette année, après l'éclatement de la coalition anti-Massoud managée par Islamabad, «le Hezb restait seul et [quel] nous pouvions en finir avec lui», «le général Hamid Gul [ex-chef de l'ISI, services spéciaux pakistanais], Kazi Hussein Ahmad [chef du Jamaat pakistanaï, intégriste] et quelques autres chefs islamistes sont venus du Pakistan pour imposer un cessez-le-feu», sauvant ainsi la mise de leur protégé. D'ail-

leurs, «j'ai la preuve que les Pakistanais et les Iraniens continuent à s'ingérer dans les affaires afghanes». Face à ce risque islamiste qui a failli faire tomber Kaboul, M. Massoud lance un appel à l'Occident.

Bien qu'échaudé par le soutien longtempore apporté par la CIA au Hezb - via l'ISI - et par l'échec du plan de paix de l'ONU, il «souhaite que les pays libres n'oublient pas que leur devoir moral ne s'arrête pas avec le retrait des Russes et que, pour qu'un régime parlementaire voie le jour par la volonté du peuple afghan, les pays occidentaux doivent nous aider. L'Afghanistan a beaucoup d'influence sur la stabilité de l'Asie centrale, où la guerre se poursuit au Tadjikistan».

Pourquoi un tel manifeste en forme d'appel à l'aide assorti de menaces? Sans doute pour contrer l'offensive diplomatique de M. Hekmatyar. Sans doute aussi pour justifier une nouvelle stratégie plus agressive, si M. Massoud parvient à unifier la coalition anti-Hekmatyar et à se débarrasser du Hezb. Pour cela, il compte sur la compréhension de l'Occident, qu'il sait inquiet du prosélytisme iranien et du rôle ambigu joué par certains Pakistanais envers le terrorisme islamique. En tout cas, cela laisse craindre un renouveau de la guerre civile en Afghanistan.

PATRICE DE BEER

(1) Le Jamiat-e-Islami (dont font partie M. Massoud et le chef de l'Etat, Burhanuddin Rabbani), le Hezb, le Harakat-e-Islami et le Mahaz-e-Islami (posthumes traditionnelles modérées) et l'Ittehad (intégriste pro-saoudien).

THAÏLANDE

Bangkok s'inquiète des troubles dans le Sud

BANGKOK

de notre correspondant

Le gouvernement et l'opinion publique thaïlandaise ne parviennent pas à se faire une idée précise de l'origine des troubles qui ont affecté pendant plus d'un mois l'extrême sud péninsulaire, où vit une minorité de musulmans. Début août, trente-quatre écoles rurales musulmanes y ont été incendiées de façon manifestement concertée. Depuis, l'explosion d'une bombe a endommagé un temple bouddhique, deux militaires ont été tués au cours d'une embuscade, et l'attaque d'un train, à 40 kilomètres de la frontière malaisienne, a fait un mort et neuf blessés.

Au départ, les autorités, notamment le commandement militaire régional, avaient porté ces exactions sur le compte de ce qu'il reste de mouvements séparatistes musulmans actifs dans les années 70 et qui ne s'étaient guère manifestés depuis. L'extrême Sud avait été, aux septième et dix-septième siècles, le siège du sultanat de Pattani, absorbé au siècle dernier par le Siam. Mais certains doutent que les séparatistes aient les moyens d'entreprendre de telles actions, même dans une région où sévit encore un banditisme de grand chemin. Le premier ministre, Chuan Leekpai, avait d'ailleurs été plus prudent en déclarant, lors d'une visite à la suite de l'incendie des écoles : «Lorsque nous ne savons encore rien, mieux vaut demeurer silencieux».

Bien entendu, la Malaisie voisine, dont le premier ministre vient d'effectuer un séjour officiel en Thaïlande, a démenti offrir un appui à des séparatistes thaïlandais. Kuala-Lumpur souhaite, en

effet, entretenir les meilleures relations avec Bangkok, son allié au sein de l'ASEAN, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est. En revanche, les radicaux musulmans de l'extrême sud thaïlandais pourraient bénéficier d'oreilles plus attentives au Kelantan, Etat malaisien frontalier de la Thaïlande et géré par un parti d'opposition musulman fondamentaliste. En outre, la frontière entre les deux pays, couverte de forêts, est difficile à contrôler.

M. Chuan, qui préside une coalition gouvernementale depuis les législatives de septembre 1992, est lui-même originaire du Sud, où son Parti démocrate est très bien implanté. Des témoignages recueillis par les autorités laissent penser que la situation est complexe. Chargé de dénouer l'écheveau et d'assurer l'ordre, le général Kitti Rattanasakaya, commandant militaire de la région, a déclaré la semaine dernière que les auteurs des attentats appartenaient à une fraction dissidente d'un mouvement séparatiste. Ces gens, a-t-il ajouté, «sont peu nombreux et collaborent peut-être avec quelques politiciens pour créer des troubles afin d'entraîner la stabilité du gouvernement».

D'autres, y compris dans la presse, font allusion, avec prudence, à l'«ancienne clique militaire», donc à des membres non précisés de la junte qui avait pris le pouvoir en 1991 et qui ont eu des responsabilités dans la répression brutale de manifestations à Bangkok en mai 1992. Cette réurgence de la violence dans le Sud pourrait être également liée à des règlements de comptes et, si tel était le cas, ne pas s'éterniser.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

CORRESPONDANCE

Le Parti québécois et les anglophones

Louise Beaudoin, ancienne députée générale du Québec à Paris, nous écrit à propos de l'article de Martine Jacot (le Monde du 26 août) consacré au récent congrès de sa formation, le Parti québécois (indépendantiste).

Selon l'article du Monde, la garantie du maintien des droits de la minorité anglophone dans le Québec devenu un pays souverain aurait été acquise par 69 voix seulement sur 100. Ces chiffres se rapportent au vote intervenu en commission. En assemblée plénière, le dimanche 22 août, une nette majorité des mille sept cents députés a appuyé la proposition de la direction du Parti québécois : cette majorité a été estimée à 70 % par les médias québécois.

Sur le problème de la langue d'affichage, j'aimerais apporter les précisions suivantes par rapport à votre texte. La résolution du Parti québécois portant sur la langue d'affichage a été retirée sur proposition de la direction elle-même,

non pas à la demande des députés. Cette proposition, écrit Martine Jacot, «reconnaissait le droit aux petits commerçants d'afficher dans les deux langues avec prédominance du français». «Le gouvernement libéral de Robert Bourassa vient d'adopter des dispositions en ce sens.» Il est faux d'écrire que le gouvernement de M. Bourassa a adopté une législation en ce sens. Ce gouvernement vient de légiférer pour donner le droit à l'affichage en anglais à tout commerce, à toute entreprise quelle que soit sa taille.

[Mme Beaudoin a raison de préciser que le vote cité est intervenu en commission, ce qui est un vote de médiation des deux langues. A propos du second point soulevé par M. Beaudoin, la loi numéro 86 que le gouvernement de Robert Bourassa a fait adopter en juin 1981 est bien, en matière d'affichage commercial, qu'elle autorise - mais pas dans tous les cas - l'usage de l'anglais «à condition que le français soit nettement prédominant». M. J.]

ÉTATS-UNIS : un projet d'enlèvement de MM. Nixon et Kissinger. L'un des inculpés dans l'attentat du 26 février contre le World Trade Center s'est entretenu avec un informateur de la possibilité d'enlever Richard Nixon, Henry Kissinger et d'autres personnalités américaines, écrit lundi 6 septembre le New York Times. Le quotidien affirme que l'inculpé, Siddiq Ali, a évoqué le 23 mai ce projet avec l'informateur du gouvernement Emad Salem, juste après avoir rendu visite en prison à El Sayyid Nosair, coupable d'infraction aux lois sur les armes à feu, le jour de l'assassinat du rabbin Meir Kahane en 1990 à New-York. M. Nosair aurait suggéré les noms de victimes potentielles. - (AFP).

HAÏTI : fin de la visite en France du président Aristide. - Jean-Bertrand Aristide, président constitutionnel d'Haïti, qui doit rentrer le 30 octobre dans son pays après deux années d'exil, a été reçu lundi 6 septembre à l'Élysée par

M. Mitterrand au terme d'une visite de trois jours en France (le Monde du 7 septembre). M. Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire, a indiqué à cette occasion que la France enverrait cinq cent mille cahiers et autant de stylos pour la rentrée scolaire en Haïti et participerait à la campagne de vaccination de quatre millions de jeunes haïtiens qui doit être lancée prochainement.

NICARAGUA : soutien de la CEE à M. Chamorro. - La Communauté européenne a exprimé lundi 5 septembre son soutien à la présidente Violeta Chamorro. «En raison des événements survenus au Nicaragua le 2 septembre, la CEE et ses Etats membres rappellent leur appui à la présidente Chamorro dans ses efforts pour mener à bien le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, y compris la garantie d'un contrôle civil sur les forces armées», indique un communiqué publié à Bruxelles. La présidente Chamorro avait réaffirmé le 4 septembre son intention de nommer en 1994 un nouveau chef de l'armée pour remplacer le général sandinista Humberto Ortega, frère de l'ex-président Daniel Ortega. L'annonce de ce remplacement, le 2 septembre, avait provoqué un grave affrontement avec la hiérarchie militaire. - (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Près de soixante morts en deux jours

La police sud-africaine a indiqué, lundi 8 septembre, qu'au moins cinquante-huit personnes ont été tuées lors d'une nouvelle vague de violences, au cours du dernier week-end, dont vingt-huit dans la région du Natal et vingt-six dans les banlieues noires de l'est de Johannesburg.

D'autre part, des négociations ont repris lundi, afin que puisse être respectée la date du 27 avril 1994, retenue pour les premières élections démocratiques du pays. Au centre des discussions figure la mise en place du Conseil exécutif de transition (TEC) qui, d'ici aux élections, doit donner un droit de regard sur l'action du gouvernement aux formations négociant l'avenir du pays.

Si le texte relatif à cette première institution de la transition démocratique n'est pas mis au point avant la fin de la semaine, tout le processus, y compris l'organisation du scrutin d'avril, pourrait être retardé, a souligné la presse sud-africaine. Une session parlementaire extraordinaire de deux jours doit s'ouvrir lundi au Cap pour évaluer les avancées de la négociation. - (AFP).

AZERBAÏDJAN

Gueïdar Aliev évoque une possible adhésion au traité de sécurité de la CEI

Le «numéro un» azerbaïdjanais, Gueïdar Aliev, a évoqué, lundi 6 septembre, la possibilité que son pays adhère au traité de sécurité de la CEI, lors d'une rencontre avec le ministre russe de la défense, Pavel Grachev, a rapporté l'agence ITAR-TASS. «Nous avons déjà discuté cette question au Parlement, cette idée a beaucoup d'adversaires mais aussi des partisans», a déclaré M. Aliev. Laisant entendre qu'il est lui-même favorable à une telle adhésion, il a ajouté que «l'Azerbaïdjan doit adhérer à la CEI si ses membres ne sont pas contre» et précisé qu'il s'agissait aussi de «l'Union économique et du traité de sécurité collective».

Une agence de presse azerbaïdjanaise, Touran, a indiqué de son côté que M. Aliev pourrait demander le retour de troupes russes en Azerbaïdjan, aux frontières de l'Arménie et de l'Iran. Le général Grachev a indiqué quant à lui que M. Aliev avait demandé son inter-

cession pour obtenir la suspension des hostilités et le retrait des troupes séparatistes arméniennes hors de l'Azerbaïdjan, grâce à ses contacts en Arménie, qui est membre de la CEI et signataire du traité de sécurité collective. M. Aliev, qui a aussi été reçu par le président Eltsine, devait rencontrer le premier ministre turc, M. Ciller, attendu mercredi à Moscou. - (AFP).

PHILIPPINES

Le retour au pays du corps de Ferdinand Marcos

Le corps embaumé de l'ancien président philippin, Ferdinand Marcos, est arrivé, mardi 7 septembre, dans le nord de l'archipel, en provenance de Hawaï, accompagné par son fils Ferdinand «Bongbong». Plusieurs milliers de partisans du dictateur défunt, chassé du pouvoir en 1986 et mort en exil il y a quatre ans, l'attendaient sur l'aéroport de Laoag, de même que sa veuve, Imelda, vingt et un généraux de l'ère Marcos, aujourd'hui à la retraite, la sœur du président Ramos, Leticia Shahani, sénateur, et le vice-président Estrada, venu à titre personnel. Les obsèques devaient avoir lieu vendredi dans sa ville natale de Batang, non loin de Laoag. Par crainte de troubles, le président Ramos avait interdit que le cortège passe par Manille. - (AFP, Reuters).

CHINE : deux dissidents libérés à Shanghai. - Han Lifa et Yao Tiansheng, deux dissidents de Shanghai emprisonnés depuis mai dernier, ont été libérés, samedi 4 septembre, à leur demande après de leurs amis. Ils avaient été arrêtés pour avoir tenté de célébrer l'anniversaire de la répression du «printemps de Pékin». Plusieurs autres dissidents demeurent néanmoins derrière les barreaux.

CORÉE DU NORD : aucun accord entre Pyongyang et l'AIEA. - Les consultations entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et Pyongyang sur l'inspection des sites nucléaires nord-coréens, qui se sont tenues la semaine dernière dans la capitale nord-coréenne, n'ont pas donné de résultat, a-t-on appris, lundi 6 septembre, à Vienne, siège de l'AIEA. «Aucun accord sur la reprise des inspections, interrompues depuis février, n'a été obtenu», non plus que sur une date pour la reprise des consultations à Vienne, a indiqué le porte-parole de l'Agence, qui a qualifié ce résultat de «maigre». - (AFP).

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

8^e arrdt

AVEN. MONTAIGNE, 2P

Cadre luxueux, jardin

KHS-SELECT - 42-16-04-57

18^e arrdt

Mr Jules-Joffroy, 3 pièces

cuisine séjour 2 chambres

cuisine meublée, 590 000 F

Immo Marcadet 42-51-51-51

Mr Pic-de-la-Chapelle

Récit 3 P 65 m² 180 000 F

Immo Marcadet 42-51-51-51

maisons de campagne

Dans les Deux-Sèvres, à

23 km de Niort et 10 km de

Fontenay-le-Comte, à 100 m

de la mer, sur un terrain clos

de 800 m², une maison com-

mode de fin de siècle 1974,

F.D., deux garages, cuisine

aménagée, salle à manger,

salon avec cheminée, maison

plain-pied, tous commerces à

500 m, dix-neuf chambres,

écoles, C.E.T. 55 U.

Tel. : 49-06-22-70

Achetez à particulier

VIAGER LIBRE OU OCCUPÉ

par placement. 42-42-25-25

bureaux Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

immobilier information

VOUS VENDEZ

un appartement avec ou sans

confort. Adressez-vous

à un Professionnel FIAM

IMMO MARCADIET

(1) 42-51-51-51 FAX 42-55-55-55

viagers

Recherche 2 à 4 P. PARIS.

propre RIVE GAUCHE.

PME COMPTANT chez nous.

40-70-35-43 même le soir

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MONTAGNES, DESERTS

NOMADE

59, rue Montaigne - 75008 Paris
Tél. 46.33.71.71

NOMADE

59, rue Montaigne - 75008 Paris
Tél. 46.33.71.71

NOMADE

59, rue Montaigne - 75008 Paris
Tél. 46.33.71.71

maintenir

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

THAÏLANDE

BANGKOK

ien entendu, la Malaisie voi-
dont le premier ministre vient
fectuer un séjour officiel en
dlande, a démenti offrir un
ui à des séparatistes thailan-
Kuala-Lumpur souhaite, en

D'autres, y compris dans la presse, font allusion, avec défiance, à l'ancien régime *sarrien*, donc à des membres précisés de la junte qui ont exercé le pouvoir en 1991 et qui ont des responsabilités dans la répression brutale de manifestations. Bangkok en veut tout particulièrement.

JEAN-CLAUDE PONS

Laurent Fabius, qui avait suggéré cette méthode le 2 septembre, a expliqué, sur RMC, lundi matin, qu'« il faudra suivre »

En revanche, Jacques Chirac, invité du Club de la presse d'Europe 1, lundi, a observé que « les *conseillers d'Etat ont été très larges* », et a insisté sur l'importance du texte sur la maîtrise de l'immigration et fait valoir qu'« on peut passer outre à la décision du Conseil d'Etat ». « C'est un problème de procédure », a indiqué le président du RPR, qui se dit « très favorable à la révision limitée », mais « nécessaire de la Constitution » et ce par la voie parlementaire, « formule la plus rapide et la plus simple ». Se référant à l'avis d'experts, le maire de Paris a affirmé : « Si une autre procédure aboutissant

Pour M. Vasseur, « le président de la République serait bien de faire un peu attention à l'examen de la Constitution, parce que (...) s'il y a une initiative parlementaire pour réviser la Constitution, de mon point de vue, [il] ne peut pas s'y opposer », « Sinon, estimant que la Constitution est bonne, il serait de la Constitution une lecture qui ressemblerait à celle qu'il faisait en écrivant le Coup d'Etat permanent. » Dans cet ouvrage, paru en 1964 et récemment réédité, François Mitterrand critiquait sévèrement les institutions de la V^e République et la pratique du général de Gaulle.

recherchait un accord avec le chef de l'Etat et a assuré que la

Pour Edouard Balladur, en

Le «conseiller du gouvernement» serait ainsi, si le premier ministre se rallie à la suggestion du président de la République, transformé en arbitre entre les deux hommes. Ce n'est certainement pas son rôle. Il est probable que les conseillers d'Etat seraient flattés de l'honneur qui leur serait fait, mais qu'ils recherchaient le moyen de ne désavouer ni l'un ni l'autre. Car, si, effectivement, le problème n'est que juridique, leur intervention est justifiée, mais s'il s'agit d'un choix politique, celui-ci relève de la responsabilité politique des élus.

THIERRY BRÉHIER

JA HAVE

LA HAYE
de notre correspondant

• Nouveau chef d'état-major de l'armée de terre. — Le général hoon Emphan a été nommé d'état-major de l'armée de terre, remplaçant le général Eze Palasin, nommé colonel sans mandant en chef de l'armée de terre, le général Wimal Wajenich, le militaire le plus âgé du pays, a annoncé lundi soir, la presse de Bangkok, la marine et l'armée de l'air dotées d'un nouveau commandant en chef, respectivement le général Prachet Suddet et le général Song Thongsa. Par ces nominations, le gouvernement con-

CHINE : deux dissidents à Shanghai. — Han Lifa et Tiansheng, deux dissidents Shanghai emprisonnés depuis dernier, ont été libérés.

[illegible]

Les protestations du Haut Commissariat aux réfugiés, d'Amnesty International, de juristes réputés et des défenseurs des droits de l'homme auront été vaines : une majorité des députés néerlandais s'est prononcée, la semaine dernière, en faveur d'une restriction sensible des possibilités d'asile aux Pays-Bas.

Argument de la nécessité de dépoussiérer la loi sur les étrangers (datant de 1963), en général, et de fluidifier les procédures d'asile, en particulier, le gouvernement de centre gauche (chrétiens-démocrates et travaillistes) a proposé, et s'est d'accorder, à l'autorité administrative le droit de déclarer « infondées » un grand nombre de demandes, qui ne seront donc plus prises en considération à l'avenir. Tel sera le cas pour les demandeurs déclarant une fausse nationalité ou présentant des faux papiers, pour ceux qui auront atteint le territoire néerlandais en traversant un Etat auquel ils auraient pu demander refuge, ou, encore, pour les « récidivistes » ayant déjà frappé,

Ces demandeurs d'asile seront « mis en rétention à la frontière » (une prison spéciale, appelée Hospice, a été ouverte à proximité de l'aéroport de Schiphol en 1992) et les vérifications achevées, refusées. Le souci des autorités est de filtrer le plus en amont possible - un nombre croissant de contrôles étant déjà effectués à la porte même des avions - un flot de demandeurs d'asile qui gonfle dans des proportions à leurs yeux inquiétantes.

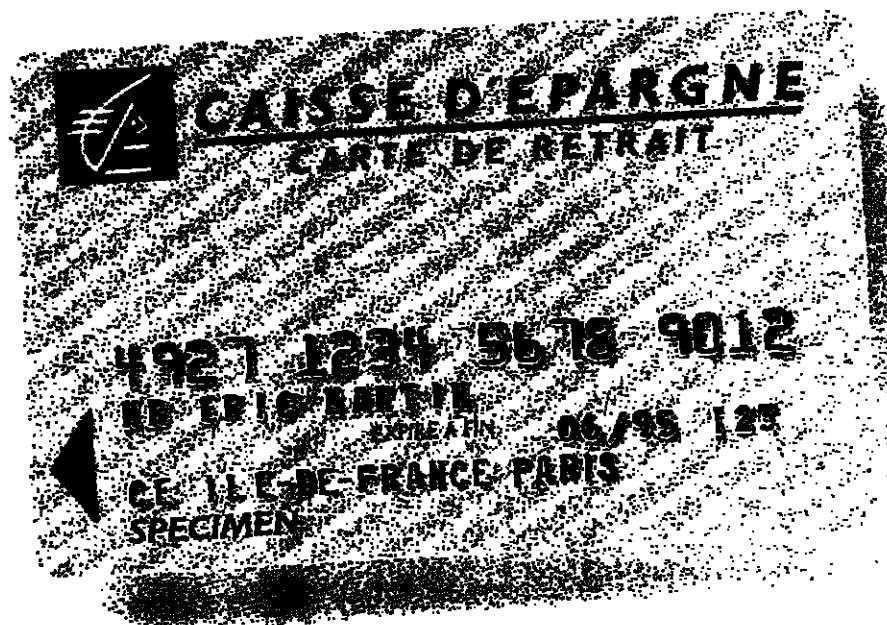
Les autres motivations du gouvernement de La Haye sont d'ordre juridique (l'entrée en vigueur des accords de Schengen), financier (la hausse des dépenses de l'asile d'urgence)

(on estime que la prise en charge d'un demandeur d'asile coûte près de 90 000 francs par an) et pratique (les centres d'accueil offrent 12 500 places, qui sont toutes occupées). En outre, même si ce n'est pas dit aussi clairement et si aucune statistique ne l'étale, la crainte des Pays-Bas est que le durcissement des législations en Allemagne et en France ne pousse vers leur territoire les candidats à l'asile.

La nouvelle législation a pour second objectif d'accélérer les procédures judiciaires intentées contre les refus d'asile. Les instances d'appel se tiendront toutes devant une chambre administrative spéciale du tribunal de La Haye, qui aurait le dernier mot. Le gouvernement envisage, en effet, de supprimer le droit à cassation pour les demandeurs d'asile.

CHRISTIAN CHARTIER

Livret A :
maintenant disponible
à la carte.



N° VERT 05.150.150

Offre valable uniquement dans les agences de la Caisse d'Epargne Ile-de-France Paris

CAISSE D'ÉPARGNE
ILE-DE-FRANCE PARIS

Le Monde IMMOBILIER

maisons individuelles

bureaux

Locations

COLOCATIONS

immobilier information

vous STABEZ

appartements achats

SOCIÉTÉ

Après la décision de l'Union européenne de football

L'éviction de l'OM menace

Un match de trois mois et demi

• Mai : une semaine avant la coupe d'Europe...
 - 20 : Lors du match avancé OM-Valenciennes de la trente-troisième journée du championnat de France, les dirigeants de Valenciennes émettent des réserves sur la régularité de la rencontre, accusant l'OM de tentative de corruption. Le joueur valenciennois Jacques Glasmann affirme avoir été contacté la veille par le joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie et par le directeur général de l'OM Jean-Pierre Bernès, pour « ne pas forcer son talent » en échange d'argent. Il répète ses accusations publiquement devant des journalistes. Marseille remporte 1 à 0.
 - 26 : L'OM remporte la coupe d'Europe face au Milan AC à Munich (1-0).
 • Juin : le début de l'information judiciaire

- 4 : Jean-Pierre Bernès dépose plainte contre X, affirmant que c'est Valenciennes et non Marseille qui a proposé un arrangement.
 - 8 : Après enquête interne, la Ligue nationale de football (LNF) porte plainte contre X, auprès du procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier.
 - 9 : M. de Montgolfier ouvre une information judiciaire pour « corruption active et passive ». Le 11, l'instruction est confiée au juge Bernard Beffy.

- 16 : Boro Primorac, l'entraîneur de Valenciennes, est entendu comme simple témoin à Valenciennes par le juge Beffy. Il affirme ultérieurement avoir été invité, le lendemain, 17 juin, à Paris par le restaurateur corse André-Noël Filippou, au prétexte d'un engagement comme entraîneur à Bastia; celui-ci l'aurait conduit au siège de Bernard Tapie Finance, où il lui aurait proposé de « porter le chapeau » dans l'affaire OM-VA, et lui aurait fait rencontrer Bernard Tapie.

- 23 : Boro Primorac demande à être entendu par le juge Beffy, pour lui faire part de la rencontre à BTF du 17 juin. Le joueur valenciennois Christophe Robert est placé en garde-à-vue à Périgueux (24).

- 24 : Christophe Robert reconnaît avoir touché une somme de 250 000 francs qui aurait été une avance sur les 600 000 francs promis à lui-même, à Jacques Glasmann et à Jorge Burruchaga pour qu'ils ne « forcent pas leur talent » lors de la rencontre du 20 mai. C'est son épouse, Marie-Christine Robert, qui se serait rendue à l'hôtel des Marseillais pour recevoir la somme dans une enveloppe remise par le marseillais Jean-Jacques Eydelie. L'argent est retrouvé enterré dans le jardin de l'un des proches du couple Robert.

- 25 : Jean-Jacques Eydelie, soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire, est placé en garde à vue à Valenciennes.

- 26 : Mitterrand apporte son soutien à son ancien ministre Bernard Tapie, et souhaite une « plus grande prudence » des magistrats en charge du dossier. L'Union européenne de football (UEFA) fixe au 30 août la date limite à laquelle la FFF devrait désigner un éventuel remplaçant en coupe d'Europe des clubs champions, qui débute le 15 septembre pour l'OM.

- 21 : Jean-Pierre Bernès, confronté pendant huit heures à MM. Glasmann, Burruchaga, Robert, Eydelie et M. Robert devant le juge Beffy, « ne craque pas », selon son expression.
 - 22 : Il est remis en liberté sous contrôle judiciaire.
 - 25 : Il démissionne de son poste de directeur général de l'OM.

- 26 : Boro Primorac est entendu par le juge Beffy.

- 30 : Jacques Mellick, ancien ministre socialiste, député et adjoint au maire de Béziers (Hérault), est entendu comme témoin par le juge Beffy, dans le cadre de l'enquête pour subornation de témoin.

- 31 : M. Mellick affirme, dans un entretien au Point, avoir rencontré M. Tapie, le 17 juin, au siège de BTF, sans y croiser M. Primorac. Par la suite, ses déclarations concernant l'heure de cette rencontre comportent de nombreuses variations. Tout au long du mois d'août, son entourage est entendu par les policiers du SRPJ de Lille.

• Août : l'affaire dans l'affaire
 - 5 : Le juge Beffy se rend dans les locaux de BTF où il entend Bernard Tapie, et constate la disparition des mails courantes de l'emploi du temps du député pour le mois de juin. M. Tapie produit un agenda quasi vierge pour cette période.
 - 11 : La légende d'une photo publiée dans la revue interne de la communauté béténoise Cap sur l'unionisation, remis en cause la présence de M. Mellick au siège de BTF le 17 juin, à l'heure où M. Primorac prétend y avoir rencontré M. Tapie.
 - 16 : Jacques Mellick est entendu à Valenciennes par le juge Beffy. Demandant à être mis en examen, le député n'accepte pas de répondre aux questions posées par le juge, qui refuse de le mettre en examen pour « complicité de subornation de témoin » ou pour « faux témoignage ».

• Septembre : retour au football
 - 4 : Après audition des protagonistes de l'affaire, hormis Jean-Jacques Eydelie, la Commission supérieure juridique et de discipline (CSJD) de la Ligue nationale de football estime qu'elle ne dispose pas d'« éléments suffisamment probants » et décide d'attendre la fin des procédures judiciaires pour prononcer d'éventuelles sanctions.
 - 6 : Réuni à Zurich, le comité exécutif de l'UEFA décide, au vu des auditions du CSJD, d'exclure l'Olympique de Marseille de la coupe d'Europe des clubs champions.

Le comité exécutif de l'Union européenne de football (UEFA), réuni lundi 6 septembre, à Zurich, a exclu l'Olympique de Marseille de la Coupe d'Europe des clubs champions pour une saison en raison des allégations de corruption qui pèsent sur le club marseillais à la suite du match Valenciennes-OM du 20 mai. L'équipe marseillaise, qui devait jouer les 15 et 29 septembre contre l'équipe grecque de l'Aek Athènes, ne pourra défendre son titre de champion d'Europe.

Cette décision, qui n'est pas susceptible d'appel, intervient alors que les enquêtes judiciaires sont toujours en cours en France. En l'absence de réaction officielle de M. Tapie, Jean-Louis Leveau, vice-président de l'OM, a jugé que cette décision risquait d'avoir « des conséquences catastrophiques » sur l'avenir de son club, privé des recettes de la Coupe d'Europe. Les présidents de la Fédération française, Jean Fournet-Fayard, et de la Ligue nationale, Noël Le Graët, qui défendaient la cause marseillaise devant l'UEFA, ont regretté cette sanction. Ils ont estimé que l'organisme s'était appuyé uniquement sur des « rumeurs ». A Marseille, la sanction a été accueillie avec stupeur et colère.

Au départ était un match. Un simple match de football, disputé le 20 mai, entre Valenciennes et Marseille. Premier acte, où l'on constate que l'OM domine l'équipe nordiste (1-0). Est ensuite venue « l'affaire ». Un joueur et un dirigeant marseillais auraient tenté de corrompre trois de leurs adversaires. Deuxième acte, où l'on découvre les billets de la corruption dite « présumée ». Est alors arrivé le temps de l'enquête et des polémiques, des aveux et des alibis. Troisième acte, où l'on croise des magistrats, des avocats et des témoins surpris.

Que réservait encore cette comédie à l'affiche depuis trois mois et demi ? Un quatrième acte, joué à Zurich, lundi 6 septembre, devant le comité exécutif de l'Union européenne (UEFA) : les juges du ballon rond, moins patients que ceux de la République, ont exclu l'OM de la Coupe d'Europe sans attendre la fin des procédures judiciaires, sans se soucier non plus des répercussions de leur décision.

Mardi, au lendemain du « verdict », le traumatisme était tel, à Marseille, que tous les dévouements restaient envisageables, à commencer par le dépôt de bilan du club (amputé des recettes « européennes ») et le départ de son président, Bernard Tapie. L'homme d'affaires n'a été en si mauvaise posture. Jamais la ville n'a été aussi profondément blessée. Jamais le football français n'a été confronté à pareil scandale.

Comment est-on arrivé là ? Comment l'UEFA, ce jour après avoir remis à l'OM la première coupe d'Europe remportée par une équipe française (le 25 mai, à Munich, contre le Milan AC), s'est-elle pu sanctionner le club de M. Tapie ? Les joueurs provençaux, comme leurs dirigeants, feignent la stupeur, mais ils se doutaient bien, depuis plusieurs semaines, qu'une telle issue était possible, voire probable.

L'image internationale d'un sport

L'UEFA, en effet, n'a pas pour réputation de badiner avec l'image de son sport. La moindre incartade, qu'elle vienne des joueurs, des dirigeants ou du public, est vite sanctionnée. Peu importe aux « sages » du football continental qu'une enquête soit menée par des magistrats, que l'instruction suive son cours, que la vérité cherche à débrider la rumeur, que la première chaîne de télévision européenne (TF1) plaide la cause de l'OM. L'UEFA juge à partir de ce qu'elle sait (et elle sait généralement beaucoup de choses) et de ce qu'elle lit (et elle lit énormément). Elle en a le droit. Elle ne s'en prive jamais. Son président, le Suédois Lennart Johansson, l'a rappelé, mardi après-midi : « Le comité a jugé que les résultats essentiels de l'enquête judiciaire menée en France, qui sont globalement connus du public, indiquaient qu'une irrégularité était survenue lors du match Valenciennes-Marseille ».

L'UEFA, expéditive, arc-boutée sur une procédure réglementaire, où les décisions ne sont pas susceptibles d'appel, est donc restée insensible aux plaidoiries du président de la Ligue nationale, Noël Le Graët, et du président de la Fédération française, Jean Fournet-Fayard. M. Le Graët le regrettait, mardi, sur Europe 1 : « Le football français a déshonoré ses procédures et les règles de droit. L'UEFA n'a pas souhaité entendre nos arguments, elle a estimé que les rumeurs étaient trop persistantes, que le battage médiatique pouvait nuire au football... Les coupures de presse des uns et des autres ont servi à ce que l'UEFA tranche dans un sens négatif pour l'OM... ».

L'Union européenne n'a jamais trop goûté la « méthode Tapie » adaptée au football. Elle n'a donc pas laissé passer cette occasion de punir le club marseillais. Dans l'esprit des dirigeants du football européen, ce « carton rouge » a également valeur d'exemple. Ils montrent ainsi qu'ils traitent les grands clubs comme les petits et qu'ils ne tolèrent pas d'autres affaires de ce genre. Le message s'adresse notamment aux équipes des pays de l'Est, de plus en plus souvent soupçonnées de « monnayer » leurs défaites.

L'UEFA était d'autant moins encline à faire preuve de patience que son organisme de tutelle, la Fédération internationale (FIFA), le « gouvernement » du football mondial s'était

penché, lui aussi, sur le dossier. A l'heure où les Etats-Unis préparent la première Coupe du monde de leur histoire, à l'heure où le Japon investit dans le professionnalisme, Joao Havelange, le président de la FIFA, n'a guère apprécié le fait que « l'affaire » soit évoquée aux Amériques et en Orient. Le monarque de la planète foot, qui assistait exceptionnellement à la réunion de Zurich, se serait bien passé d'une telle « promotion ». Il l'a fait savoir aux responsables français. Mais ceux-ci, retranchés derrière les procédures judiciaires, n'ont pu lui apporter en temps et en heure les éléments souhaités.

Interprétée comme une manière de « jouer la montre », l'attitude française a irrité l'UEFA et la FIFA. Le 31 août, M. Havelange avait parlé d'« atterrissements » et menacé d'exclusion l'ensemble du football français (le Monde du 2 septembre). La sanction de lundi, si elle vise d'abord l'OM, est donc aussi un revers, un de plus, pour Jean Fournet-Fayard, le président de la FFF. Dans l'esprit de ses « supérieurs » des instances internationales, il demeurera l'homme qui n'a pas su prendre des décisions rapides. Pour le public marseillais, il est déjà le dirigeant qui n'a pas su défendre l'OM. Un tel constat fragilise sa position de chef de file d'une fédération pourtant chargée - par la FIFA... - d'organiser la coupe du monde 1998 en France.

Trois scénarios

Il reste à savoir quelles seront les autres conséquences de l'exclusion du plus titré des clubs français (une coupe d'Europe, neuf titres de champion, dix coupes de France). Les réactions suscitées par l'annonce de cette mise à l'écart illustrent l'ampleur de l'onde de choc partie de Zurich. Des supporters de l'OM au premier ministre, Edouard Balladur, des rues de Marseille aux cabinets des hommes politiques, chacun y est allé de son commentaire, laissant ainsi entrevoir les futurs développements de cette affaire où s'imbriquent et s'emmêlent l'avenir d'un club et le futur d'un homme, les espoirs d'une ville et la crise d'un sport.

L'avenir de l'OM dépend essentiellement de celui de Bernard Tapie. Quitte-t-il le football, sept ans après avoir repris l'OM à la demande de Gaston Defferre ? Mardi, en fin de matinée, le président de l'OM n'avait pas encore réagi à la décision de l'UEFA. Dans l'attente d'un communiqué ou d'une apparition publique après une réunion prévue à son domicile parisien, seules ses déclarations les plus récentes, faites avant le « lundi noir », pouvaient donner quelques indications à ce sujet. Vendredi 3 septembre, il affirmait dans Libération : « Sortir l'OM de l'Europe, c'est tuer le club. Moi, j'arrête. Je n'ai pas un effectif et un budget qui peuvent vivre sans la coupe d'Europe ».

La comptabilité obscure d'une entreprise endettée

L'hypothèque financière

Depuis janvier 1991, les responsables de l'Olympique de Marseille ont opté pour le statut de Société anonyme à objet sportif (SAOS), dont le capital, fixé à 101 millions de francs, est détenu, à hauteur de 66 % par Bernard Tapie, de 33 % par l'Association sportive OM (l'ancien club, fondé en 1899), et de 1 % par divers partenaires. A la fin de la saison dernière, le président de l'OM projetait une augmentation de capital de l'ordre de 30 à 50 millions de francs qui aurait permis un partenariat avec des entreprises locales et régionales regroupées au sein d'une Société anonyme OM Premier. L'affaire Valenciennes-OM a obligé Bernard Tapie à repousser ce projet.

Si on se réfère aux déclarations faites au tribunal de commerce de Marseille, l'exercice 1992 se serait soldé pour la SAOS par 324,6 millions de francs de recettes et 349,7 millions de francs de charges. Après déduction des résultats financiers, le déficit d'exploitation se serait élevé à 46,7 millions de francs, mais l'endettement cumulé dépasserait les 400 millions de francs. A cet endettement, dont il conteste l'ampleur, Bernard Tapie oppose le « capital joueurs » qu'il estime « grosso modo à 220-250 millions de francs » (1).

Comme celle d'autres équipes, la comptabilité de l'OM a été passée au crible ces dernières semaines par la direction nationale de contrôle de gestion (DNCG), un organisme mis en place par la Ligue nationale de football pour tenter d'éviter de trop gros dérapages budgétaires. Les représentants de la DNCG ont dû faire avec l'impudence et réclamer le concours d'un cabinet d'audit pour tenter de clarifier une comptabilité jugée inextricable.

Depuis qu'il a été appelé en 1986 par Gaston Defferre, Bernard Tapie, vite grisé par les succès sportifs et leurs retombées médiatiques, est entré dans une folle spirale inflationniste pour faire de l'OM le premier club français vainqueur de

la Ligue des champions. Certains joueurs vedettes se sont vu attribuer des salaires mensuels de 800 000 francs à un million de francs.

En sept ans, quelque 180 mouvements de joueurs ont été enregistrés. Une enquête préliminaire sur les finances de l'OM, ouverte en octobre 1990 par Olivier Droplet, procureur de la République à Marseille, à la suite de l'affaire de la « caisse noire » de Toulon et de l'information ouverte contre Claude Bez, alors président des Girondins de Bordeaux, avait permis de révéler des pratiques qui n'étaient certes pas propres au club phocéen mais qui semblaient particulièrement développées sur les bords de la Méditerranée.

Un manque à gagner de 100 millions ?

Certains joueurs vedettes de l'OM voyaient ainsi leurs salaires officiels complétés par des honoraires versés à des sociétés gérant leur « droit d'image », basées dans des paradis fiscaux, ou avaient bénéficié de prêts qu'ils n'auraient pas à rembourser. Des sommes importantes et pas toujours justifiées avaient été attribuées à des « intermédiaires » étrangers. Le 4 juillet 1991, le procureur avait adressé à la Chancellerie un rapport accusant d'abus de confiance dès la fin de la saison parlementaire. Deux informations judiciaires ont finalement été ouvertes, les 21 février et 16 avril 1992, au tribunal de grande instance de Marseille. Mais aucun acte de procédure n'est encore intervenu.

Parallèlement, Bernard Tapie s'était engagé en 1990 avec Michel Chassagne, alors ministre du budget, dans une croisade visant à assainir les pratiques financières des clubs. Malgré les transferts de Jean-Pierre

Capin (80 millions de francs), Chris Waddle ou Carlos Mozer, héros des supporters marseillais, la régularisation de certaines situations a dû considérablement grever le budget du club puisque plusieurs joueurs ont dû attendre la victoire en coupe d'Europe pour se voir enfin régler leurs primes et des arriérés de salaires qui se chiffraient à plusieurs millions de francs.

Dans cet élan d'assainissement, Bernard Tapie avait aussi régulé, à la veille de la finale européenne, ses relations avec les collectivités en signant avec la ville, le département et la région des accords de partenariat assurant au club quelque 35 millions de francs par an. Afin de défendre son trophée européen, l'OM a recruté cette saison le meneur de jeu portugais Paulo Futre et les Autrichiens Daniel Dutuel et William Pruiner, dont les transferts n'ont pas encore été réglés. Les dirigeants auxerrois auraient exigé que Bernard Tapie se porte caution de ces transferts sur ses biens personnels. Une partie de la somme devait être prélevée sur les futurs droits de télévision que l'OM allait percevoir pour sa participation à la prochaine coupe d'Europe.

A quelques heures des réunions de la Commission supérieure juridique et de discipline de la Ligue nationale, puis du Comité exécutif de l'UEFA, Bernard Tapie avait multiplié dans la presse les menaces sur les conséquences d'une exclusion de son club : « Sortir l'OM de l'Europe, c'est tuer le club. Moi, j'arrête. Je n'ai pas un effectif et un budget qui peuvent vivre sans la coupe d'Europe » (2).

Dans l'Equipe du 6 septembre, le président de l'OM détaillait le manque à gagner engendré par une telle mesure : 30 millions de francs de droits de télévision ; 20 millions pour les recettes des deux premiers tours ; 10 millions du sponsor ; 25 millions pour l'annulation de la Coupe intercontinentale contre le champion d'Amérique du Sud 20 millions pour l'annulation de la Super coupe contre le vainqueur de la coupe d'Europe des vainqueurs de coupe ; 8 à 10 millions par match pour les six rencontres de la Ligue des champions. Au total, le manque à gagner se chiffrait ainsi à plus de 100 millions de francs.

GÉRARD ALBOUY

(1) L'Equipe du 6 septembre.
 (2) Libération du 3 septembre.

Robert Vigouroux briguerait un nouveau mandat de maire de Marseille. Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, sénateur (attaché au groupe PS) des Bouches-du-Rhône, annonce, dans un entretien publié par le Provençal lundi 6 septembre, qu'il sera de nouveau candidat aux élections municipales de 1993 pour mener à bien le dossier d'un centre euro-méditerranéen et celui de l'intercommunalité. Estimant que Marseille va mieux, malgré le « gros point noir du port auto-

nome pour lequel il faudrait organiser un « Grenelle », M. Vigouroux estime que « l'idée-force pour redonner une activité à la ville » est de développer le « tertiaire international ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

Se situant toujours dans la « mouvance de gauche », le maire de Marseille précise qu'il voit peu de différence entre « le socialisme libéral et le libéralisme social » et qu'il n'exclut pas de se présenter aux électeurs à la tête d'une liste d'« ouverture ».

SOCIÉTÉ

excluant l'équipe marseillaise de la Coupe d'Europe

l'avenir du club de M. Tapie

En 1991, alors qu'il venait d'être sanctionné en France par la Ligue nationale pour un «manquement grave à la morale sportive» (des soupçons de corruption pesaient déjà sur l'OM mais la justice n'avait pas été saisie), M. Tapie avait déjà menacé de démissionner. Il n'en avait rien fait, expliquant qu'il avait changé d'avis en constatant le soutien que lui apportaient joueurs et supporters. En sera-t-il de même cette année?

Le football français dans l'impasse

La situation est bien plus grave, surtout sur le plan financier (lire l'article de Gérard Albouy). Dès lors, trois scénarios paraissent envisageables : soit M. Tapie «vend» ses meilleurs joueurs (le Portugais Paulo Futre, le Croate Alen Bokšić, les Français Didier Deschamps et Basile Boli) pour compenser le manque à gagner provoqué par l'exclusion et poursuivre malgré tout sa route avec un effectif restreint ; soit il cherche tout de suite à céder l'OM à un «repreneur» (la Ligue, qui ne peut se priver d'un club à Marseille, pourrait l'aider à en trouver un) ; soit il dépose le bilan du club et quitte le football avec pertes et fracas, en révélant ce qu'il sait des pratiques en vigueur dans le football (cette perspective inquiète bien des dirigeants).

Tout dépend en fait de l'état de santé exact des finances de l'OM. Mais seul M. Tapie lui-même peut apporter un diagnostic sur ce point.

Son départ, surtout s'il devait être précipité par une mise en examen dans l'affaire de Valenciennes, aurait néanmoins pour l'homme d'affaires des conséquences politiques importantes. Déjà aux prises avec un autre dossier encombrant (l'affaire Testut, filiale du groupe Bernard Tapie Finance), et sous la menace d'une invalidation de son élection du mois de mars par le

Conseil constitutionnel, M. Tapie risque de perdre du terrain dans sa course à la mairie de Marseille. A moins qu'un départ bien préparé – qui le verrait jouer le rôle de la «victime» d'une cabale partie de Valenciennes pour aboutir à Zurich – ne lui permette de «rebondir» de manière spectaculaire.

Car M. Tapie sait bien que son dernier atout est à Marseille, dans la passion de ses habitants pour leur équipe de football. Or la cité phocéenne, passée en trois mois et demi du triomphe de Munich à la déchéance de Zurich, reste solidaire de son OM. Elle fait sienne la thèse du «complot» et de la «machination» que les dirigeants du club ne cessent de lui proposer. «Ils veulent tuer l'OM», assure la ville, prête à dénoncer les «nouveaux» présumés : les dirigeants du football français, les journaux parisiens, les clubs rivaux (Monaco et le Paris-SG), les policiers lillois, les magistrats valenciennois et, bien sûr, les dirigeants de l'UEFA. Les Marseillais se mobilisent en faveur d'un club qui a fait office, ces dernières années, de stabilisateur social, dans une ville en proie à de graves difficultés économiques.

L'enquête judiciaire en porte-à-faux

Dans l'immédiat, soumises à la vive pression des amateurs de football, les instances françaises de ce sport risquent de se retrouver dans une impasse. L'UEFA leur a en effet demandé de désigner un remplaçant à l'OM en Coupe des clubs champions. Le Paris-SG, second du championnat, Bordeaux, troisième, et Monaco, quatrième, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils refusaient de prendre la place du club marseillais. Les dirigeants de Nantes disent qu'ils se plieront au choix de la Fédération.

Le «cadeau» de l'Union européenne, s'il est

attrayant du point de vue financier – les retombées sont beaucoup plus importantes en coupe des champions qu'en Coupe des coupes ou en Coupe de l'UEFA –, est en fait empoisonné pour les autres grandes équipes du pays. Accepter de suppléer l'OM contribuerait à renforcer la thèse du «complot» avancée par les dirigeants marseillais. La Coupe des clubs champions se jouerait-elle sans représentant français, même si cela doit poser un problème à TF1, qui décline les droits de retransmission de cette compétition ? Pour éviter une telle extrémité, l'équipe d'Auxerre, sixième du championnat, pourrait être appelée à la rescousse.

Reste enfin l'enquête judiciaire, qui se serait bien passée de cet énième rebondissement. A l'approche de la réunion de la commission supérieure juridique et de discipline (CSJD) de la Ligue nationale puis de celle du comité exécutif de l'UEFA, le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, avait annoncé qu'il redoutait d'éventuelles sanctions sportives, susceptibles, selon lui, d'amener certains protagonistes de l'affaire à changer d'attitude devant la justice. La sanction frappant l'OM risque aujourd'hui de compliquer la tâche des enquêteurs. Ils vont devoir poursuivre leurs investigations dans un climat hostile, alors qu'un mouvement de solidarité se dessine en faveur de l'OM, à Marseille et dans le reste du pays.

Les investigations, tant pour l'affaire de corruption que pour les dossiers «annexes», sont pourtant loin d'être terminées. Elles ne le seront pas avant plusieurs mois. Les derniers chapitres de ce feuilleton sans fin restent à écrire.

PHILIPPE BROUSSARD

• Lire page 23 la chronique de Daniel Schneidermann : «En berne».

Le communiqué de l'UEFA

L'instance supérieure du football européen a publié, à l'issue de son comité exécutif, le texte suivant :

«Après avoir entendu les déclarations du président de la Fédération française de football (FFF), Jean Fourmes-Fayard, et du président de la Ligue nationale de football (LNF), Noël Le Graët, le comité exécutif a noté avec regret qu'il n'y avait aucun compte-rendu décisif concernant les auditions entreprises par la Commission supérieure et de discipline de la LNF, compte-rendu d'abord attendu pour la fin du mois d'août et ensuite pour aujourd'hui après que nous avons attribué un délai supplémentaire.

Le comité a été déçu de constater que la FFF a été incapable, pour diverses raisons, de produire les résultats de ses investigations sur cette affaire de la plus haute importance pour le football national et international.

Le comité a considéré que le premier tour de la Coupe d'Europe des clubs champions doit débiter les 14 et 15 septembre 1993 et que l'Olympique de Marseille a été engagé à titre conservatoire dans la compétition 1993-94.

Le comité estime que les principaux résultats de l'enquête du juge d'instruction en France, désormais connus du public, démontrent que des irrégularités ont été commises en liaison avec le match en question (déclaration des joueurs concernés).

Le comité a considéré que cette

affaire, qui dure depuis plus de trois mois et sur laquelle les autorités du football n'ont pris aucune décision concernant les compétitions sportives, portait un préjudice croissant au football et qu'un délai supplémentaire nuirait directement aux compétitions internationales.

Considérant les faits ci-dessus, le comité a décidé, en vertu de l'article 6 paragraphe 1 en liaison avec l'article 28 des statuts de l'UEFA : de rejeter la demande de participation de l'Olympique de Marseille à la Coupe d'Europe des clubs champions comme mesure préventive afin de protéger la régularité des compétitions européennes pour les clubs.

Le comité exécutif accorde jusqu'au mercredi 8 septembre 17 heures à la Fédération française de football pour proposer le nom d'un club pour remplacer l'OM en Coupe d'Europe des clubs champions. Les documents requis pour la participation (liste des joueurs, conformité du stade) pourront être soumis jusqu'au 10 septembre au plus tard.

Cette décision est sans appel et sera applicable pour la saison 1993-94. Le comité se réserve le droit de reconsidérer la participation de l'OM aux compétitions européennes au début de la saison 1994-95. Signé : Lennart Johansson, président de l'UEFA, avec copie à l'OM et à la FIFA. »

Les réactions au sein de l'équipe de France

Remous au bord du lac

TAMPERE (Finlande)

de notre envoyé spécial
Gérard Houllier, le sélectionneur de l'équipe de France, pensait avoir édifié suffisamment de digues pour protéger son domaine réservé. Il avait prévenu les journalistes que la sélection reste «sacrée», qu'il faudrait être «pernicieux et pervers» pour songer à troubler la préparation de son groupe en évoquant l'affaire avant une rencontre en Finlande, mercredi 8 septembre, décisive pour la qualification pour la Coupe du monde 1994.

Las, les remous du match Valenciennes-OM auront rattrapé l'équipe de France, sur un petit terrain des environs de Tampere, au bord d'un lac aux eaux noires. Les joueurs ont appris l'éviction du club marseillais de la Coupe d'Europe dans le car qui les conduisait vers leur premier entraînement finlandais. Ils ont improvisé une réunion de crise, autour de leur sélectionneur, dans le baraque en bois qui leur servait de vestiaire. Puis ils ont tenté de noyer le choc d'une sanction que personne ne semblait avoir prévue dans la routine d'une séance d'entraînement.

Les regards ont convergé vers deux joueurs, le milieu de terrain Didier Deschamps et le défenseur Marcel Desailly, les deux derniers membres d'une équipe marseillaise qui a longtemps fourni son ossature au groupe tricolore. Leur présence justifiait que Gérard Houllier oublie un instant sa règle de silence pour les autoriser à livrer leur désarroi.

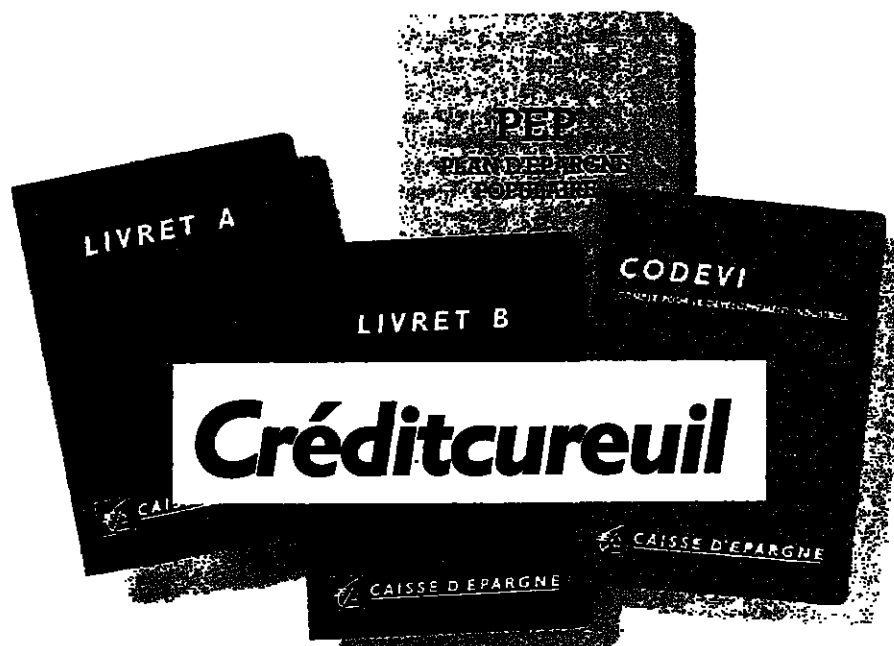
«Les joueurs payent»

«Il est normal, à partir du moment où la justice est saisie, que les fraudeurs soient sanctionnés», a expliqué Didier Deschamps, étonnamment serein. Mon seul regret est que ce soient les joueurs qui payent encore une fois. On nous envoie un peu de cette joie qui a été la nôtre pendant des semaines. Et encore, nous sommes des privilégiés par rapport aux autres qui sont restés à Marseille : nous avons devant nous le plaisir d'un match important.

Mercredi, une victoire suffirait presque à l'équipe de France, et à ses deux Marseillais, pour se qualifier pour la Coupe du monde. Histoire d'adoucir d'une bonne nouvelle le début de semaine amer du football français.

J. Fe.

Crédit consommation : maintenant, épargner permet de mieux emprunter.



N° VERT 05.150.150

Sous réserve d'acceptation de votre dossier. Exemple de financement : pour 10 000 F empruntés sur 1 an, 12 échéances de 877,92 F (assurance comprise), coût total du crédit : 535,08 F, taux effectif global : 9,73 % (assurance comprise). Offre valable jusqu'au 31.12.93, uniquement dans les agences de la Caisse d'Épargne Ile-de-France Paris.



CAISSE D'ÉPARGNE
ILE-DE-FRANCE PARIS

de l'Union européenne de foot

de l'OM menacé

monde, lui aussi, sur le dossier d'Alain...
...de tout l'honneur, à l'heure où...
...le président de la FIFA, a été...
...la justice n'avait pas été saisie, M. Tapie avait...
...déjà menacé de démissionner. Il n'en avait rien...
...fait, expliquant qu'il avait changé d'avis en constatant le soutien que lui apportaient joueurs et supporters. En sera-t-il de même cette année?

...comme une manière de se...
...l'attitude française à l'égard...
...FIFA. Le 31 août, M. Havange...
...«manquement grave à la morale sportive» (des soupçons de corruption pesaient déjà sur l'OM mais la justice n'avait pas été saisie), M. Tapie avait déjà menacé de démissionner. Il n'en avait rien fait, expliquant qu'il avait changé d'avis en constatant le soutien que lui apportaient joueurs et supporters. En sera-t-il de même cette année?

Trois scénarios

Il s'agit de savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

...à savoir quelles seront les...
...conséquences de l'exclusion de plus...
...l'équipe française (une coupe d'Europe...
...de champion, des coupes de France...
...sont en jeu). La sanction de lundi...
...pour Jean Fourmes-Fayard, le...
...président de la LNF, a été...
...dans l'esprit de ses...
...supplémentaires internationales, il est...
...pas pu prendre des décisions...
...pour le public marseillais, il est...
...pas pu défendre l'OM. Un...
...position de chef de file...
...pourant chargée - par la FIFA -...
...la coupe du monde 1994 en France.

SOCIÉTÉ

L'exclusion de l'équipe marseillaise de la Coupe d'Europe de football

Pour les supporters : « Un jugement avant le jugement »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Les ruses se sont accumulées pendant l'après-midi, tandis que les fidèles, tendus, attendaient la nouvelle devant le siège, non loin du Stade-Vélodrome. Et puis, l'orage a grondé et la pluie est venue balayer les derniers espoirs : l'OM ne jouerait pas la Coupe d'Europe. Une soirée décidément trop triste : la plupart des Marseillais sont restés chez eux. Il n'y aura pas de manifestation aujourd'hui sur le Vieux-Port. Normal : « C'est là-haut qu'il faudrait aller pour tout casser », menace un groupe de chauffeurs de taxi. Mais Valenciennes est bien loin.

Malédiction sur la ville

« Ce qu'il s'est fait, ce n'est pas propre, c'est une infamie, un scandale », Les Marseillais sont sous le choc. Quelques-uns sont tout de même venus chercher un réconfort dans les nombreux bars de supporters. Là, on rassure les mêmes griefs. « S'ils voulaient s'en prendre à Tapie, ce n'était pas la peine de régler l'OM dans la même mouvement », « La France est un pays de Pouletier, on n'y aime pas les gagnants », « Ils sont accusés de tous les maux. Ils : les jaloux, les tristes ». Les responsables du football français d'abord. « Aujourd'hui, ils versent des larmes de crocodile ; hier, ils pleuraient moins pour les victimes de Furiani ». Et puis il y a ces « Messieurs de la capitale ». Un CRS à moitié assassiné par les hooligans du PSG, ça fait moins de rumeurs que 250 000 francs enlevés dans un jardin.

Les Marseillais n'en démontent pas : la décision de l'UEFA est « un jugement avant le jugement », une condamnation sans preuves. « Ils disent que nous avons triché contre la petite équipe de Valenciennes pour nous humilier, sinon ils nous auraient accusés d'avoir acheté les Milanais ». Les supporters se interrogent sur l'honnêteté des

milleux du football préfèrent garder leurs doutes pour eux. De toute façon, le problème à leurs yeux est ailleurs. Pourquoi les catastrophes s'échangent-elles en série sur la Canibale et son sort ? La thèse du complot s'impose, même si on ne l'évoque qu'à demi-mot. « On nous envoie la SNCM et maintenant l'OM ». Une malédiction semble s'acharner sur la ville. Avec ses 20 % de chômeurs, elle n'avait pas besoin de ce nouveau coup dur.

Jacques, le patron du Marengo, n'appartient pas à ceux dont l'émotion fait trembler la voix : « Les Marseillais sont fiers ; le président du club n'a qu'à démissionner ; comme ça, nous jouerons en deuxième division. » Que le France ne compte plus sur les joueurs de Marseille pour lui rapporter des victoires. Tant pis pour la Coupe du monde. Au Marengo, la soirée de deuil tourne à la fête amère. On sort les trompettes et les foulards, comme lors des heures de gloire.

Sur la corniche, Lolo, des Flots bleus, un des plus célèbres cafés des fidèles de l'OM, rode son discours pour les journalistes, plus nombreux ce soir que les clients : « Si le gouvernement défendait la France comme Marseille et son club, notre pays se trouverait après le Bangladesh ». Au bar, deux jeunes de Martigues noient leur chagrin en se remémorant les bons souvenirs. D'abord la Coupe d'Europe (ils étaient à Munich) puis tous les grands matches depuis leur enfance. L'un arbore un badge représentant la fameuse Coupe, l'autre un pin's poli : « Touchez pas à mon club ».

L'alcool aidant, certains retrouvent des raisons d'espérer : « Je considère que nous avons perdu le premier tour de la prochaine Coupe d'Europe ; nous allons vivre une année de purgatoire, rien de plus, assure Lolo. Il traîne ici comme un goût de vengeance froide. « Tapie ne se laissera pas faire, lui aussi a des dossiers. Et nous le soutiendrons tous. »

MARTINE VALO

Les réactions

● Jean Fournet-Fayard : « Profondément affecté ». Le président de la Fédération française de football (FFF) s'est dit « personnellement profondément affecté par cette décision de l'UEFA qui n'a pas pris en compte les éléments que nous lui avions apportés. Ces éléments, certes, n'étaient pas très détaillés parce qu'ils reposaient sur la décision de surseoir à statuer de la commission supérieure juridique et de discipline de samedi (4 septembre) (...). Pour nous, Marseille était engagé, nous n'avions pas dans nos propres dossiers des éléments à porter des accusations fondées contre l'OM. Il est absolument indispensable que des pays comme le nôtre disposent d'une juridiction sportive qui nous permette d'être plus en harmonie avec les instances internationales ».

● Noël Le Graët : « L'UEFA a tenu compte de rumeurs ». Le président de la Ligue nationale de football a estimé que que l'UEFA avait « tenu compte des rumeurs » pour exclure l'Olympique de Marseille de la Coupe d'Europe. « Le football français a défendu ses procédures, il a défendu l'UEFA les règles qui sont les nôtres, les règles de droit. L'UEFA n'a pas souhaité entendre nos arguments, elle a estimé que les rumeurs étaient trop persistantes, que le battage médiatique pouvait nuire au football (...). Nos commissions de discipline n'ont pas pu trancher, notre dossier était relativement modeste et ne donnait aucune indication pour exclure l'OM ».

● Jean-Louis Levrain : « Une décision terrible et injuste ». Pour le vice-président de l'Olympique de Marseille, « la décision d'exclure l'OM est terrible et injuste. Elle est tellement lourde de conséquences sur l'avenir du club qu'on se demande si les instances européennes ont bien tenu compte de l'importance de l'OM, dans sa ville, dans sa région et dans le football français avant de le condamner uniquement sur la base de rumeurs ». « On va mesurer rapidement, poursuit-il, les effets de cette décision sur l'équilibre socio-économique de Marseille (...). Il

s'agit d'une manœuvre destinée à mettre Tapie en cause à la fois pour son action dans le sport et sur le plan politique. L'UEFA est ainsi entrée, qu'elle le veuille ou non, dans un jeu politique malin ».

● Michel Coencas : « Je suis abasourdi ». Le président de l'USV Valenciennes, s'est déclaré « abasourdi », après la décision de suspension de l'OM. « Je pensais que les instances internationales suivaient les décisions de justice pour se déterminer. » « Ces décisions sont lourdes mais à la mesure des faits, a-t-il ajouté, car il est clair que le match du 20 mai (entre Valenciennes et l'OM) s'est déroulé dans des conditions anormales de corruption active et passive, et que le championnat s'en est trouvé faussé. » « Je crois que les tergiversations scandaleuses de la LNF et de la FFF ont été fatales à Marseille, car elles ont créé un sentiment de doute et entraîné cette décision gravissime ».

● Robert Vigouroux, maire (maj. prés.) de Marseille : « L'OM doit continuer à vivre ». « J'admets mal qu'un verdict soit prononcé avant la lettre. Le fait qu'une institution supranationale décide d'une culpabilité est contraire à notre esprit de justice et à notre éthique. Mais l'OM, qui vit depuis des années, doit continuer à vivre. Quand cela va mal, c'est le moment où il faut rester et se servir les coude ». « Très choqué et ulcéré par la décision de l'UEFA, le maire de Marseille a demandé à ses concitoyens de « ne pas réagir par la violence ». Il a émis le souhait que « Bernard Tapie reste à la tête de l'OM ».

● Jean-Claude Candia, président (UDF) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur : « Poursuivre le partenariat ». « Je suis très triste. C'est une véritable catastrophe pour le club, les joueurs et les supporters. C'est aussi un mauvais coup porté à Marseille, car l'OM reste le facteur d'intégration majeure de notre ville. En tous les cas, la région poursuivra son partenariat avec le club pour la formation des jeunes des quartiers défavorisés ».

MÉDECINE

Selon une étude publiée par des chercheurs français

L'« huile de Lorenzo » n'aurait aucune efficacité dans le traitement de l'adrénoleucodystrophie

Selon une étude publiée dans *The New England Journal of Medicine* (daté 9 septembre) par une équipe de chercheurs français dirigée par les docteurs Patrick Aubourg et Pierre-François Bougnères (unité de pathologie métabolique et hormonale du développement de l'INSERM), l'« huile de Lorenzo » enrichie en acides oléique et érucique ne permet pas d'améliorer l'état clinique des patients atteints d'adrénoleucodystrophie, une maladie génétique neuro-musculaire extrêmement grave.

Le miracle aura en définitive duré le temps d'un film. Le temps d'apprendre à connaître l'histoire de ce petit garçon - Lorenzo - dont les parents, Auguste et Michaela Odono, ont refusé l'indéfectible lorsqu'ils ont appris la nature du mal dont souffrait leur enfant. Avec l'énergie du désespoir, au prix de mille recherches, ils s'étaient persuadés qu'il était possible de freiner le cours de l'adrénoleucodystrophie (ALD), une maladie génétique liée au chromosome X, atteignant un garçon sur 15 000 et caractérisée par une atteinte massive de la myéline du cerveau - en administrant de fortes doses d'acide oléique. La maladie était caractérisée par une accumulation de lipides particuliers (appelés acides gras saturés à très longue chaîne), les patients qu'un apport exogène d'acide oléique permettrait de faire baisser considérablement le taux d'acides gras saturés en excès dans l'ALD et, ainsi, d'induire le cours de la maladie.

Sorti l'an dernier, un film de George Miller, intitulé *Lorenzo*, racontait l'histoire de cette lutte acharnée. Surmontant mille obstacles, les parents de Lorenzo parvenaient à fabriquer cette fameuse huile enrichie en acides oléique et érucique et à l'administrer à leur enfant. Quelques semaines plus tard, le taux d'acides gras saturés à très longue chaîne

avait chuté. L'état clinique de Lorenzo s'était stabilisé.

A sa sortie, le film fut très mal accueilli par les journaux scientifiques. Traitant le film de « pernicieux », le docteur Fred Rosen (Center for Blood Research, Boston) alla même, dans les colonnes de la revue scientifique britannique *Nature*, jusqu'à traiter M^{me} Odono d'« hystérique » et de « manomaniacque ». Plus sérieusement, une équipe de chercheurs français spécialisés dans l'adrénoleucodystrophie (1) décida, pour en avoir le cœur net, de mettre en œuvre un véritable essai thérapeutique avec l'« huile de

Lorenzo ». Publiés dans le prochain numéro du *New England Journal of Medicine*, les résultats de cette étude sont très décevants. Au bout de 33 mois de traitement, en dépit d'une nette diminution du taux d'acides gras saturés, aucune amélioration clinique n'a été observée. Comme 3 à 10 % des enfants atteints par cette maladie sans que l'on puisse dire que la fameuse huile y était pour quelque chose. Pour autant, tout espoir d'arriver, un jour, à mettre au point un traitement contre l'ALD n'est pas perdu. L'isolement du gène de la maladie donne le double espoir

de parvenir à mettre au point un modèle animal, et d'envisager des expérimentations de thérapie génique consistant à transférer un gène normal de l'ALD dans les cellules de moelle osseuse (actuellement, la greffe de moelle osseuse est le seul traitement qui, dans cette indication, ait fait la preuve d'une certaine efficacité).

FRANCK NOUCHI

(1) Cette équipe a réuni, il y a quelques mois, en association avec l'équipe du professeur Jean-Louis Mandel (unité 184 de l'INSERM, Strasbourg), à isoler le gène de la maladie.

Après la constatation de « sérieuses insuffisances »

Le contrôle des analyses biologiques médicales va être confié à l'Agence du médicament

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a annoncé, dans le *Quotidien du médecin* du vendredi 3 septembre, qu'elle avait « décidé d'engager une réforme d'ensemble du dispositif de contrôle des analyses biologiques pratiquées en laboratoire, et que ce contrôle serait confié à l'Agence du médicament ».

« Une inspection, demandée en décembre 1992, sur la qualité et l'organisation des centres de la biologie médicale est en cours, a-t-elle précisé, et ses premières conclusions font apparaître de sérieuses insuffisances ».

Jusqu'à présent, ces contrôles étaient effectués par des laboratoires agréés, sous l'égide de la commission de contrôle de qualité - dont M^{me} Veil annonce qu'elle sera « réformée », « réactivée » et renforcée au sein de l'Agence. Ces vérifications s'effectueraient selon des normes techniques qui étaient loin de faire l'unanimité.

« Les recettes affectées au contrôle de qualité seront sensiblement

accrues », a assuré le ministre. L'Agence du médicament devra ainsi mettre au point une nouvelle procédure de validation et de suspension des réactifs enregistrés, tout en poursuivant une modernisation technique déjà largement engagée. L'Agence sera en outre chargée, avec la direction générale de la santé, de « tirer les conséquences de l'ensemble des résultats de contrôle de qualité, y compris de prendre d'éventuelles sanctions ».

Pour mener à bien la réorganisation de l'enregistrement de la biologie médicale, Simone Veil compte « proposer au Parlement une modification de la loi » du 4 janvier 1993 portant création de l'Agence du médicament. Il s'agit, selon elle, de « bien marquer que les décisions de l'agence sont prises au nom de l'Etat et (de) permettre les recours devant le ministre ».

La Fédération des biologistes de France, qui rassemble plus de 1 200 laboratoires, a approuvé, dans un communiqué publié lundi 6 septembre, le projet de réforme annoncé par M^{me} Veil. L'organisation a souhaité

l'élaboration d'un guide de bonne exécution des analyses, des moyens de contrôle auprès des biologistes directeurs de laboratoires, et s'est prononcée en faveur d'un « renforcement du contrôle de qualité des analyses, assorti de sanctions en cas de résultats erronés ou imprécis ».

FAITS DIVERS

ANGLETERRE : causant des millions de livres de dégâts

Des émeutes ont éclaté dans une prison « modèle » du Lancashire

LONDRES

de notre correspondant

Pendant plus de huit heures, la majorité des 745 détenus de la prison de Wymott, située près de la ville de Leyland, dans le comté de Lancashire (côté ouest de l'Angleterre), se sont livrés, lundi 6 septembre, à des déprédations massives tout en affrontant les forces de l'ordre. Cette émeute, la plus grave depuis la « révolte » de la prison de Strangeways, en 1990, a été maîtrisée dans la matinée de lundi, après l'intervention de plusieurs centaines de policiers pour rétablir l'ordre et empêcher la fuite des prisonniers. Des incendies ont été allumés et les trois-quarts des locaux ont été partiellement ou totalement détruits. Selon une première estimation du ministère de l'Intérieur, le coût des dégâts dépasserait vingt millions de livres, soit environ cent-soixante-quatre millions de francs.

Le gouvernement a ordonné une enquête qui a été confiée à l'inspecteur en chef des prisons, le juge Stephen Tumin. Ce magistrat, réputé pour son indépendance, avait sévèrement critiqué, en octobre 1992, la situation prévalant à Wymott, mettant notamment en cause les brimades entre détenus et la consommation de drogues. Le juge avait souligné que certaines zones de la prison étaient des « endroits interdits » pour les surveillants, notamment la nuit. Il ajoutait : « Il est difficile d'imaginer un environnement plus corrompu dans lequel placer un délinquant ». La prison de Wymott, ouverte en 1979 et destinée à l'origine à des condamnés devant purger des peines ne dépassant pas dix-huit mois de détention, a déjà été le théâtre de troubles en 1986. Il s'agit pourtant d'une prison dite « modèle » : les détenus possèdent la clé de leur propre cellule et peuvent aller et venir à leur guise à l'intérieur du périmètre carcéral.

Lorsque les troubles ont éclaté, sept surveillants titulaires et onze auxiliaires étaient en service. Le manque d'effectifs, un certain climat d'« anarchie » et d'intimidation sont réputés être à l'origine de ces incidents. Les syndicats de surveillants mettent également en cause les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur, Michael Howard, qui a critiqué le régime trop laxiste régnant dans certaines prisons. Cette émeute intervient quelques jours après que M. Howard ait annoncé son intention de poursuivre le programme de privatisation des prisons : deux établissements sont déjà gérés par le secteur privé et dix autres devraient suivre. Selon John Bartlett, le président de l'association des surveillants, l'émeute de Wymott est le résultat d'une politique qui oblige le système pénitentiaire à abaisser « ses coûts et ses standards pour être compétitif avec le secteur privé ».

L. Z.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Michael Chang en défense

Dernière surprise aux Internationaux de tennis des Etats-Unis, l'Américain Martina Navratilova, tête de série numéro 3, a été éliminée, lundi 6 septembre, par la Tchèque Helena Sukova (n° 12). Les deux quarts de finale du bas du tableau opposeront cette dernière à Katarina Maleeva, qui a battu sa sœur Magdalena ; et la Biélorusse Natalia Zvereva à l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 2), qui ont respectivement dominé l'Argentine Maria-José Gaidano et la Française Nathalie Tauziat (n° 14). Chez les hommes, les deux premiers quarts de finale opposeront les Américains Michael Chang, tête de série numéro 7, et Pete Sampras (n° 2), vainqueurs du Sud-Africain Wayne Ferreira et du Suédois Thomas Enqvist ; et l'Autrichien Thomas Muster au Russe Alexander Volkov, qui ont éliminé les Américains Brad Gilbert et Chuck Adams.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Michael Chang et Pete Sampras se sont affrontés pour la première fois il y a un peu moins de quinze ans. Le premier avait sept ans, le second en avait huit. Qui remporta la partie ? Michael Chang jure qu'il ne s'en souvient pas. Seul subsiste l'image d'un match difficile. « A l'époque, j'étais plus grand que lui », plaisante-t-il. Il lui rend aujourd'hui huit centimètres. Haut de 1,73 mètre, Michael Chang est le plus petit des dix meilleurs mondiaux : une inépuisable sur le circuit international où les joueurs sont de grands gabarits au service puissant. Quinze ans après, il va rencontrer Pete Sampras en quarts de finale et pour la première fois aux Internationaux des Etats-Unis.

Depuis, Pete Sampras est devenu, un temps, numéro un mondial, puis le dauphin de Jim Courier. Un bon élève, un mangeur

de tournois. Quels que soient les exploits qu'il pourra réaliser, Michael Chang restera toujours ce petit bout de joueur perché de crampes, servant un service à la cuillère contre Ivan Lendl et le battant en huitième de finale avant de devenir le plus jeune vainqueur de Roland-Garros. Depuis, il est admiré pour repêcher toutes les balles et les transformer en points gagnants, devant des adversaires dégoûtés.

Musculation et parties de pêche

Le Sud-Africain Wayne Ferreira, lundi, a vu son élégant jeu de service-voile mouché par le « petit ». Chang n'aurait tout, une volée claquée qu'il allait chercher dans les baches, repartant du fond du court pour aller cueillir une amorce. « C'est un joueur à qui il ne faut pas donner un point », explique sobrement le vainqueur. On lui reproche d'être un matamore du fond du court : « Si je joue con-

tre Goran Ivanisevic ou Richard Krajicek, ils tireraient ace sur ace, répond-il. Cela, c'est frustrant ».

Plus que son jeu, la carrière de l'Américain est des plus frustrantes. Depuis Roland-Garros, en 1989, il n'a pas réalisé d'exploit, son jeu de défense étant devenu désuet. Il est septième joueur mondial, à se demander si l'ordinateur de l'Association des joueurs professionnels n'a pas commis d'erreur dans le classement. Il fut battu au deuxième tour à Paris et au troisième tour à Wimbledon et n'a pas gagné de tournoi pendant six mois. Chang ne fait plus peur.

Les choses ont changé il y a trois semaines. Il est revenu aux Etats-Unis encore plus trappé, après deux semaines de préparation musculaire intense. Ses jambes sont plus véloce, sa vitesse de déplacement plus démolissante. Finaliste à Los Angeles et à Long-Island, vainqueur à Cincinnati, il est brusquement devenu un favori pour Flushing Meadow. Avec Boris Becker, il est le seul capable de venir bousculer une compétition décapitée par l'élimination de ses têtes de série et promise à une finale entre Jim Courier et son dauphin, Pete Sampras.

Son quart de finale contre le numéro deux mondial est attendu, comme s'il devait présager la victoire finale. Ce dernier ne s'est pas éternisé sur le sujet. Il a préféré parler de ses parties de pêche, chez lui, dans le Nevada, sur bord d'un lac où il se réfugie entre deux séances de musculation : « Le problème, dit-il, c'est que je n'ai pas que des petits poissons ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du lundi 6 septembre

SIMPLE MESSIEURS

Quatrième tour
Troisième quart du tableau
T. Muster (Aut., n° 12) b. B. Gilbert (EU) 6-2, 7-5, 6-7, 6-3 ; A. Volkov (Rus., n° 14) b. C. Adams (EU) 6-2, 7-6, 6-1.

Quatrième quart du tableau
M. Chang (EU, n° 7) b. W. Ferreira (RSA) 6-4, 6-3, 6-4 ; P. Sampras (EU, n° 2) b. T. Enqvist (Sud.) 6-4, 6-4, 7-6.

SIMPLE DAMES

Troisième tour
Quatrième quart du tableau
K. Maleeva (Bul.) b. M. Maleeva (Bul., n° 10) 6-2, 6-3 ; H. Sukova (Rep. Tch., n° 12) b. M. Navratilova (EU, n° 3) 7-5, 6-4.

Quatrième quart du tableau
N. Zvereva (Biel.) b. M.-J. Gaidano (Arg.) 6-0, 6-2 ; A. Sanchez-Vicario (Esp., n° 2) b. N. Tauziat (Fra., n° 14) 6-4, 6-3.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série).

Kaige et la censure liv...

Succès public pour une version exp...

Jeux d'ombres

CULTURE

CINÉMA

Chen Kaige et la censure invisible

«Adieu ma concubine» sort à Pékin sans l'accord du cinéaste

VENISE

de notre envoyée spéciale
«Mon film Adieu ma concubine va être projeté à Pékin? C'est ce que j'ai entendu dire. Ou du moins, c'est ce que j'ai lu dans le Herald Tribune. Au Lido, Chen Kaige, juré de la 50^e Mostra affirme ne pas savoir, ne pas avoir été averti de la sortie dans la capitale de son pays, du film qui a obtenu la palme d'or de Cannes 1993 (ex aequo avec Le Lagon de Plano, de Jane Campion).

Le film, vendu dans le monde entier, a reçu partout en Occident, confirme-t-il, le même accueil chaleureux, adhésion aux deux personnages principaux, («couple» d'interprètes de l'opéra chinois que l'on suit dans leurs indissociable vie personnelle au travers des soubresauts de la vie de la Chine), découverte d'une culture lointaine.

«Mais il y a eu aussi les réactions du public chinois», dit Chen Kaige, le film a été présenté à Shanghai. On l'a d'ailleurs reçu très bien comme une métaphore sur la situation de la Chine, sur le statut de solitude qui y est fait à l'artiste. J'adhère assez à cette interprétation. Que ce soit dans la vieille Chine ou dans la jeune Chine.

«Je ne suis pas surpris de n'avoir pas été averti du destin de mon film. Toute cette affaire est peu claire. Longtemps, à Pékin, le silence a entouré le film. Puis on m'a fait comprendre qu'il serait exécuté si je ne consentais pas à changer certaines choses. Mais évidemment, pas d'instructions précises. Et surtout aucune lettre, aucune trace écrite. Tout s'est passé par téléphone et jamais directement avec moi. Ce sont les directeurs des studios de Shanghai, ou j'avais tourné, qui ont fini par me dire qu'on leur avait dit de me dire ce qu'on attendait de moi. Que ce coupe tout ce qui avait à faire avec la révolution culturelle et l'homosexualité! C'est absurde.

«Pour l'instant ma seule protection est de ne pas m'être opposé directement aux autorités, de n'avoir jamais négocié quoi que ce soit. Je sais ce qu'ils veulent, ils veulent que moi je fasse des coupes, que moi j'opère une censure sur mon propre travail. Il n'en est pas question. S'ils veulent changer, qu'ils changent. Je ne veux pas le savoir. Mais pour attaquer, je dois attendre. Attendre de voir la

nouvelle version de Adieu ma concubine. Mes amis, là-bas, me disent ne pas être trop pessimistes. Parce que la comité olympique va bientôt se réunir pour examiner la candidature de Pékin aux Jeux de l'an 2000, et qu'il vaudrait mieux donner une image libérale...»

Chen Kaige travaille déjà à son prochain film. Tourné une nouvelle fois aux studios de Shanghai, l'ombre de la fleur sera joué par Leslie Cheung, une vedette de Adieu ma concubine et une très jolie comédienne encore inconnue («Nous n'avons pas assez d'une seule Gong Li», dit Chen Kaige, en souriant, et précisant que son épouse et interprète favorite

tourne actuellement avec Zhang Yimou et a un calendrier très chargé). L'ombre de la fleur se déroulera dans la Chine effervescente des années 20, qui se donne une République, qui s'ouvre à l'Ouest, qui ressemble beaucoup selon Chen Kaige à la Chine d'aujourd'hui.

«Et ce sera une histoire d'amour vécue par des gens très jeunes, précise le cinéaste. L'âge des passions c'est celui de Romeo et Juliette. Moi, je n'ai pas pu le vivre: j'étais soldat.»

DANIELE HEYMANN

Succès public pour une version expurgée

PÉKIN

de notre correspondant
Initialement retiré de l'affiche après une brève apparition fin juillet, soupçonné d'être officiellement interdit par les censeurs communistes, le film de Chen Kaige Adieu ma concubine, première œuvre d'un cinéaste de Chine populaire à décrocher la Palme d'or à Cannes, est finalement sorti à Pékin dans une version légèrement expurgée.

Le secrétaire de l'auteur et les responsables du ministère de la culture indiquent que de nombreuses petites coupes ont été opérées par rapport à la version montrée à Cannes. Il appartient à l'auteur de juger, quand il le voudra, si les coupes constituent une véritable «censure» ou un compromis acceptable.

Dix fois le prix normal

La décision d'autoriser finalement sa diffusion semble à tout le moins d'ordre politique; l'interdit n'aurait pas été levé si la Chine se disait «plus ouverte» pour l'éventualité des Jeux olympiques de l'an 2000 et quelque haute personnalité a eu le bon sens de s'en rendre compte. En attendant, la foule se presse dans les salles qui

affichent la longue histoire de l'amitié entre les deux acteurs de l'Opéra de Pékin, malgré le fait que le prix des places ait été porté, pour une raison inexpliquée, à environ dix fois le prix normal pour un film produit en Chine, soit bien plus encore que pour les films étrangers projetés d'habitude.

En tout cas, cet ostracisme par l'argent n'empêche pas les salles de faire de la publicité à son sujet, même si la presse officielle n'a pas fait un triomphe au film. Celui-ci n'en connaît pas moins un certain succès grâce à la circulation de versions intégrales en cassette vidéo piratées, ce qui n'est pas fait pour arranger les affaires financières de l'auteur.

Adieu ma concubine n'a pas pu sortir à Taïwan, en raison d'une réglementation ancienne toujours en vigueur, alors même que le film a été pour bonne part financé par de l'argent taïwanais. Même si les pouvoirs n'en sont plus, comme autrefois, à orchestrer des campagnes de dénonciation contre un film n'ayant pas l'heur de plaire en haut lieu, la Chine politique et le cinéma ont décidément toujours du mal à faire bon ménage.

FRANCIS DERON

XIV^e Festival des films du monde de Montréal

Images de femmes

Au milieu d'une sélection pléthorique les réalisatrices affirment leur individualité

MONTREAL

de notre envoyée spéciale
Au quatorzième Festival des films du monde de Montréal qui s'achève ce lundi 6 septembre avec la projection du Bleu de Krzysztof Kieslowski, il fut question de sexe, de sexe et encore de sexe. Imbécile! Vicente Aranda avec Ornela Muri. Pityable et obsessionnel: Journal d'un maniaque, de Marco Ferreri. Pathétique: le Journal de Lady M., d'Alain Tanner, où Myriam Mézières, co-scénariste et principale interprète, nous révèle plus qu'on n'en voudrait savoir. Explicite et nostalgique: le documentaire Sex Is... de Marc Huestis, sur le sida et le San Francisco d'avant l'épidémie. Politique: And the Band Played On, de Roger Spottiswoode qui évoque l'inertie des milieux médicaux franco-américains au tout début de l'épidémie de sida.

Et c'est finalement la confusion des sexes qui est au centre du film (remarquable) de Paule Baillargeon, le Sexe des étoiles, présenté en ouverture du festival. Une adolescente se réfugie dans l'astronomie et l'observation des étoiles pour oublier une vie familiale dont le père est absent depuis longtemps. Et pour cause: c'est un transsexuel. En cachette de sa mère, elle renoue le contact avec «lui». La jeune fille tentera de «reconstituer» le père, l'amenant à remettre pantalon, veste et cravate.

Dans le rôle du transsexuel, Denis Mercier, acteur de théâtre et grand gaillard, évite tous les pièges et tous les manéges. Le film de Paule Baillargeon est d'une audace et d'une justesse tranquilles: seule une femme pouvait réaliser (ou écrire) le Sexe des étoiles.

A Montréal, le festival proposait près de trois cents films, et ceux que les femmes avaient réalisés ont affirmé leur originalité, dans le choix des sujets, comme dans la réalisation. En-cho à la Scorta, présentée cette année à Cannes, Margarethe von Trotta choisit, dans le Long Silence, de raconter ce qu'aucun cinéaste mâle n'aurait osé à aborder: la peur, le courage, puis le début de la révolte des épouses, filles ou mères des juges italiens, qui tombent sous les balles de la mafia.

Quoique encore inachevé, les Enfants de mademoiselle Beauty, de Pamela Rooks, est prometteur. S'inspirant de son propre roman, dont l'action est située dans l'Inde de 1936, Rooks traite d'un monde aux codes rigides, où une jeune

institutrice anglaise qui tente d'empêcher la vente d'adolescentes par les proxénètes des temples, se trouve mise au ban d'une société aux rituels dépassés.

La Japonaise Yoko Nishitani se fiche éperdument de la notion de «film de femme»: elle fait des films, c'est tout; il n'y a pratiquement aucun personnage féminin dans son Winds of God où, suite à un accident de la circulation, deux jeunes comiques de 1993 se retrouvent pilotes kamikazes dans l'armée japonaise en août 1945, juste

que la postérité ne l'accuse pas de collaboration pure et dure. Le scénario, qui joue à saute-mouton par dessus les époques, est un bijou de construction.

Coproduit par la France (Parnasse Productions) et grand vainqueur au palmarès, Trahir, du Roumain Radu Mihalceanu, suit également l'aventure intérieure d'un écrivain et poète dissident qui, emprisonné, maltraité, accepte de collaborer avec la Securitate, à condition de «ne révéler que ce que la police sait déjà». Mais lorsqu'on se fait prendre dans un système absurde auquel on croit se soustraire en y collaborant, ne vient-on pas à douter de tout et de tout? En recevant son grand prix, Radu Mihalceanu déclarait son film «à mes parents qui ont vécu ça, et à mes enfants, pour qu'ils n'aient pas à le vivre.»

HENRI BÉHAR

Le palmarès

Grand Prix des Amériques: Trahir, de Radu Mihalceanu (Roumanie-France); Grand Prix spécial du jury: And the Band Played On, de Roger Spottiswoode (Etats-Unis);

Prix de la mise en scène (ex aequo): Tout ce qui pour ce, de Claude Lelouch (France) et la Madre Muerta, de Juanma Bajo Ullas (Espagne);

Prix de la meilleure contribution artistique: Kalifornia, de Dominic Sena (Etats-Unis); Prix d'interprétation féminine: Carla Gravina dans le Long Silence, de Margarethe von Trotta (Italie-France);

Prix d'interprétation masculine (ex aequo): Denis Mercier pour le Sexe des étoiles (Canada) et Johan Laysan pour Trahir;

Prix du meilleur scénario: The Heartbreak Kid, de Michael Jenkins (Australie);

Prix du court métrage: Quien mal anda, mal acaba, de Carlos Saura (Espagne) premier prix; le Trieur de Philippe Boun et Laurent Brandenbourger (Belgique) second prix.

avant Hiroshima et Nagasaki. Au contraire, Nishitani passe en revue les notions de patriotisme, de survie, de codes d'honneur défaits ou pas, hier comme aujourd'hui.

Parmi les films primés, deux autres tournent autour de la limite entre compromis et compromission. Partant d'un cas réel, Consuming Sun, de John Zhang, cinéaste sino-américain, a pour personnage central un Chinois, engagé comme interprète par les forces japonaises occupant l'Indonésie mais secrètement opposé à tout conflit militaire. Il disparaît à la fin de la seconde guerre mondiale; ce n'est que cinquante ans plus tard qu'on retrouvera ses écrits, détaillant ses menus compromis mais aussi les choix souvent pénibles qu'il dut faire pour

o Trois nouveaux pensionnaires au Français. - Trois nouveaux pensionnaires viennent d'être engagés à la Comédie-Française: Jeanne Balibar, interprète d'Elvire dans le Dom Juan mis en scène par Jacques Lassalle et présenté à Avignon; Eric Ruf, qui, après avoir été doué Carlos dans ce même spectacle, jouera Brooks dans les Cortès de Michel Vinaver, par Christian Schiaretti, au Vieux-Colombier; enfin, Eric Doye, qui reprendra le rôle de Minard dans le Faiseur de Balzac, mis en scène par Jean-Paul Roussillon.

Quitter la foire aux vanités ne suffit plus. Maugaronne pose en fait qu'il n'y a rien à dire sur cette planète, et qu'il ne s'y trouvera bientôt plus personne. Il remâche l'absurdité noyée de tout salut par l'esprit, avec un acharnement jubilatoire et qu'on espère, à tout le moins, thérapeutique. Ces autres jeux d'ombres s'illuminent, à chaque page, de cohérence, d'intelligence, et d'un désespoir formidablement attachant à force d'authenticité.

De certains détails, il ressort, je le jure, que Maugaronne et George ne font qu'un. Comme quoi ne disparaît pas qu'un. Comme qu'il dissert sur le néant n'est pas parler pour ne rien dire. Au public de prouver que le talent peut encore se passer de visage, et la valeur de forteries!

Bychkov
Maïsky/Dupouy/
Ewing/Schaer/Tear

STRAUSS

Don Quichotte
Salomé, extraits

18 septembre à 16h
Salle Pleyel - 43 63 47 00

Ecoutez voir

Grand théâtre

Maison d'arrêt

Nora

Comment va le monde, Mōssieu ?

Il tourne Mōssieu !

Les journalistes

Les prodiges

Cachafaz

Oh les beaux jours

Gustave n'est pas moderne

AVENUE LA CARTE COLLIERE
TOUS LES SPECTACLES : 530 F

ENVOI GRATUIT DE LA
BROCHURE SUR DEMANDE AU
43 66 43 60

Prochaines représentations
dans le Monde
du 9 septembre

DIAGONALES

JEAN CAU tenait un Journal intime, dont voici des morceaux (Composition française, Plon). Le lecteur qui en attendait des confidences triviales en sera pour ses 125 francs. On se doutait qu'un homme aussi corseté, de son vivant, et jaloux de son intimité, n'aurait pas, sitôt mort, se laisser imposer par un premier venu, l'aveu, si c'est cela qu'on cherche, est à saisir au détour du style, cette musique qui fut tout, aux yeux de l'écrivain, et dont il jouait comme peu de ses contemporains. Faire des gammes en public, c'est déjà bien impudique; disons: généraux!

Par «gammes», il faut entendre des remarques qui pourraient n'être pas datées, au quart de siècle près, et qui sont autant de brouillons, de secrets de fabrique. Sujets d'élection: l'impossibilité du roman, la cécité des utopies, la dispersion des uniformes, le naufrage de la grammaire. Hormis une faune parfaite ou des souvenirs de gosse, l'ensemble de notre monde, pour Cau, menace ruine et mérite dédain. La fin des choses l'excite, autant qu'elle le désole. Les thèmes corporels ont toujours mieux flêté la plume que leurs contraires, espérances de progrès et autres ingénuités. Le nihilisme reste une croyance, et d'autant plus attachée à son objet qu'elle en tire de beaux frissons.

Une certaine contradiction jaillit de ces jeux d'ombres, plus indécrottables qu'ils ne s'en donnent l'air. Jean Cau n'a de cesse de surprendre et de suggérer, chez autrui, les réalités corporelles qu'il entend soustraire, en ce qui le concerne, à la curiosité publique, tout en tenant que ces réalités sont la matière première des destins un peu marqués, et l'occasion de rabaisser, en les perçant à jour, les grands de ce monde.

Ainsi s'expliquent les histoires de sexe que Cau relate sur Genet, les regards foveoluxes qu'il porte sur les mains de Valéry Giscard d'Estaing, les cheveux de M^{lle} Thatcher ou les cavités de Lénine et de Foucault. Racine traitait sa parure pour écrire Phèdre? Drôle de ques-

Jeux d'ombres

tion, mais qui cache un trouble fécond. Maurice aurait pu le poser. Du haut de la «maigre polissonne» que lui voit Cau, l'auteur des Mémoires intérieures cultivait le même coup d'œil du trou de serrure, et les effets littéraires, notamment les comparaisons animales ou minérales, qu'induisent ces curiosités réputées masculines. N'était-ce pas lui qui peignait de Gaulle en cormoran, et se demandait ce que le général pouvait bien dire à Dieu quand son grand corps s'agenouillait au pied d'un lit? C'est Céline traitant Montherlant de «buste à pattes»; c'est Cau réduisant à ses masques en too le même Montherlant, si fort qu'il l'admire et lui ressemble, ou visionnant, derrière l'immobilité du visage de François Mitterrand, l'impossibilité d'un «gisant qu'on aurait redressé». Bien vu, bien dit, non?

Ce serait trop simple, si le style ne tenait qu'à ce genre de réussite dans les croquis. Mais il est de fait qu'il y éclate souvent et que, chez Cau, il y culmine. A l'art du trait s'ajoute l'émotion que la présence du vécu sous l'apparat des mots nous soit rappelée par un jeune mort, et que, cette leçon de modestie, nous la tenions d'un orgueil de vivre récemment terrassé.

L'auteur doit-il consentir à exister comme être de chair, ou s'écarter et faire le mort, des son vivant, au profit de sa seule prose?

Périodiquement, des ascètes de la pure écriture rêvent de boudier l'historicisme de l'époque, non par un surcroît de frime, mais pour de bon, comme y sont parvenus Beckett, Michaux, Char ou Gracq. Ils sont rares, car l'absence systématique des médias coûte de plus en plus cher en danger de n'être plus lu, ni écrit.

Le philosophe et essayiste François George

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie Française

des chercheurs français

aucune efficacité adrénoencodystrophie

Environ 100 000 personnes souffrent de cette maladie, la plus fréquente des maladies génétiques. Les chercheurs français ont découvert que la déficience en adrénoencodystrophie n'est pas une maladie génétique, mais une maladie acquise. Cette découverte ouvre de nouvelles perspectives de traitement.

FRANCK NODD

«références insuffisantes»

analyses biologiques médicales à l'Agence du médicament

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

La Fédération des biologistes de France, qui compte plus de 1 200 adhérents, a exprimé, dans un communiqué publié lundi 7 septembre, le profond mécontentement de ses membres face à la décision de l'Agence du médicament de suspendre les analyses biologiques médicales.

ÉCONOMIE

Selon le président de la firme suédoise

Renault-Volvo devrait dégager 30 milliards de francs d'économies d'ici à la fin de la décennie

Annoucé lundi 6 septembre (le Monde du 7 septembre), la fusion entre Renault et Volvo ne sera effective que le 1^{er} janvier 1994. Selon le président de Volvo, Pehr Gyllenhammar, les synergies ainsi créées devraient permettre de dégager 30 milliards de francs d'économies d'ici à l'an 2000.

Il n'y eut pas d'échange d'allocutions; tout juste arborèrent-ils un clip représentant un drapeau français et un drapeau suédois entrelacés à la boutonnière. Pas de signature publique non plus, mais beaucoup de déclarations d'amour. Devant une nuée de caméras et de photographes et des centaines de journalistes, Louis Schweitzer, le patron du directoire de Renault-Volvo, et Pehr Gyllenhammar, président du conseil de surveillance, encadraient le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications, Gérard Longuet, lors de la conférence de presse annonçant la création du nouveau groupe Renault-Volvo, lundi 6 septembre au siège de Renault à Boulogne-Billancourt. «Il est brillant et intègre. Je l'aime

en tant que personne», déclarait M. Gyllenhammar à propos de M. Schweitzer. Plus prude, ce dernier avouait qu'après de tels propos il lui était difficile de trouver d'autres mots, mais n'en pensait pas moins.

La société Renault-Volvo sera officiellement créée le 1^{er} janvier 1994. Comme nous l'avons écrit (le Monde du 7 septembre), 35 % de son capital sera détenu par Volvo et le reste par l'Etat français (normes les 0,79 % de certificats d'investissement dans le public). La moitié de la participation de Volvo sera en fait indirecte; elle transite par un holding, RVC, détenu à 49 % par Volvo et 51 % par Renault SA. Ces structures seront mises en place rapidement et fonctionneront parallèlement aux structures existantes dans chacune des deux sociétés d'ici au 1^{er} janvier.

Unité de commandement

Car Louis Schweitzer veut aller vite. «Nous souhaitons battre nos concurrents, les Japonais et les autres. Et pour y parvenir la vitesse est un facteur essentiel». C'est une des raisons principales de la fusion. Pour coopérer, une alliance était

suffisante. Mais pour agir vite, «il fallait une unité de commandement».

La structure retenue permettra de privatiser Renault sans modifier profondément l'organigramme. «C'est la privatisation s'opère par vente sur le marché des 46,5 % environ du capital que l'Etat détient directement dans Renault-Volvo et éventuellement par la cession du contrôle du holding de l'Etat à un futur groupe d'actionnaires stable. Ce mécanisme permettra d'assurer le contrôle français sur le groupe fusionné», a précisé Gérard Longuet. «La privatisation ne se fera pas avant le deuxième semestre 1994. Mais j'aurai beaucoup de satisfaction de l'engager avant le premier semestre 1995», a-t-il ajouté.

De son côté, Volvo aura un droit de veto sur certaines décisions stratégiques: augmentation de capital ou acquisition d'une valeur supérieure à 40 % du capital; changement de statut de Renault-Volvo; cessions d'actions détenues par RVC dans Renault-Volvo si ces cessions modifient significativement l'équilibre des pouvoirs; cessions majeures d'actifs. Toutes ces décisions, qui relèvent d'une assemblée générale extraordinaire, ne pourront

en effet être prises qu'avec l'accord des deux actionnaires Renault et Volvo.

Au plan opérationnel, le pouvoir sera néanmoins bien entre les mains de l'actuel président de Renault. Comme il l'a précisé lui-même, la société Renault-Volvo dont il présidera le directoire sera «la clef de voûte» du dispositif et le président du conseil de surveillance «n'aura pas de pouvoir juridique propre». Le conseil de surveillance comprendra 14 membres: 10 représentants des actionnaires, dont 6 représentant Renault et Volvo, 1 représentant des organisations syndicales suédoises, 1 représentant du personnel des filiales de Renault-Volvo situées hors de la France et de la Suède, 2 représentants élus du personnel. Le directoire sera composé de 5 membres, 3 proposés par les Français et 2 par les Suédois.

La constitution du groupe reste soumise à l'approbation des conseils d'administration des deux firmes, des pouvoirs publics français et des instances antitrust nationales et supranationales (département américain de la justice et Commission des Communautés européennes).

ANNIE KAHN

Seuls la CGT et le PCF protestent

La CGT Renault veut «rendre inopérante» la fusion. La coordination CGT du groupe Renault «entend tout mettre en œuvre pour rendre inopérante la fusion» des constructeurs automobiles français et suédois. Les syndicats CGT du groupe Renault ont décidé, lundi 6 septembre, «de soumettre au débat des salariés une initiative d'actions coordonnées, courant septembre, en s'adressant à toutes les centrales syndicales». La CGT a recueilli 45,2 % des suffrages lors des élections des délégués du personnel (1991) et devance nettement la CFDT (23,5 %), FO (14 %), la CFE-CGC (11,3 %), et la CFTC (2,6 %).

La CFDT Renault «favorable» au rapprochement. Le conseil syndical CFDT du groupe Renault a indiqué, lundi 6 septembre, que l'organisation syndicale «a été favorable au rapprochement des firmes Renault et Volvo, y compris jusqu'au stade actuel» tout en formulant deux «exigences»: que les salariés gardent au minimum les mêmes possibilités d'informations et de consultations; que ni l'emploi, ni l'existence de tel ou tel établissement, ni le pouvoir d'achat, ni les conditions de travail ne «soient remis en cause du fait de la fusion».

FO Renault: «Pas d'a priori défavorable». Le comité de coordination FO de Renault-France a indiqué, lundi 6 septembre, que la fusion Renault-Volvo «ne soulève pas d'a priori défavorable» de l'organisation syndicale. FO précise qu'elle a obtenu du PDG de Renault SA, rencontré le 31 août, «l'assurance que les accords et la politique contractuelle préexistante par FO resteront en vigueur» et estime que «la prise de contrôle par Renault de cette nouvelle société conduit à assurer sa pérennité». Le syndicat souligne en revanche qu'il «reste attentif aux économies d'échelle nécessaires engendrées par cette fusion».

Le Parti communiste français (PCF): «Un mauvais coup contre l'emploi». Le PCF s'est élevé, lundi 6 septembre, contre la fusion Renault-Volvo, qualifiée de «mauvais coup contre l'emploi, la démocratie et l'indépendance nationale». Cette fusion ne peut «que se traduire par une accélération des délocalisations, des fermetures d'établissements et des suppressions d'emploi, tant chez Renault qu'à RVC», selon le PCF qui rappelle, dans un communiqué, que «depuis le début du rapprochement Renault-Volvo en 1990, Renault a supprimé 28 000 emplois et Volvo 9 200».

EN BREF

Le nombre des immatriculations de voitures neuves dans la CEE a baissé de 3,6 % en août. Les immatriculations de voitures de tourisme neuves ont baissé de 5,6 % au mois d'août dans la CEE par rapport au même mois de 1992, a annoncé lundi 6 septembre à Bruxelles l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Le total des voitures immatriculées s'est élevé à 927 510, contre 983 020 en août 1992. Sur les huit premiers mois de l'année, la diminution du nom-

bre des immatriculations s'est établie à 16,8 %. De janvier à juillet, elle était de 18,1 %. La baisse des immatriculations est moins importante que les mois précédents, en raison notamment de la forte hausse (+9,2 %) des ventes de voitures neuves au Royaume Uni. La Grande-Bretagne est le seul pays de la CEE à avoir enregistré une hausse des ventes en août. Les marchés français et allemand ont poursuivi leur dégradation, les immatriculations y baissant respectivement de 17,9 % et 15,7 %.

Les constructeurs européens jettent l'insuffisance la baisse de 18,5 % des exportations japonaises d'automobiles. L'accord conclu le week-end dernier entre la CEE et le Japon et qui prévoit une baisse de 18,5 % des exportations de voitures nippones vers la Communauté en 1993 (le Monde du 5-6 septembre) est «un pas dans la bonne direction, mais il n'est tout de même pas satisfaisant», a estimé lundi 7 septembre James Rosenstain, porte-parole de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). «Sur un

marché qui va baisser de 17 %, la part de marché des constructeurs japonais va continuer d'augmenter», passant de 11,3 % en 1992 à 12,5 % ou 13 % en 1993, a-t-il déclaré à Bruxelles. Cet accroissement résultera de ventes de voitures fabriquées en Europe par les constructeurs nippons, les fameux «transplants». L'ACEA, qui rassemble les grandes firmes automobiles européennes à l'exception de PSA (Peugeot-Citroën), table sur une baisse de 17 % du marché automobile dans la CEE en 1993.

Regrets et espoirs en Suède

STOCKHOLM

de notre correspondant

Volvo est-il devenu français ou bien reste-t-il suédois? Beaucoup de Suédois s'interrogent après la fusion de la firme de Göteborg avec le constructeur français Renault. Les réactions au mariage sont assez partagées en Suède. Par les actionnaires, la direction de Volvo, les syndicats et le gouvernement, l'annonce attendue de la fusion a été accueillie très favorablement. Le premier ministre, Carl Bildt, a estimé que celle-ci constituait un point d'ancrage puissant pour l'industrie automobile suédoise en Europe, un mariage de raison qui permettra à l'avenir de conserver une production automobile en Suède.

Même optimisme, cependant teinté de fatalisme, au sein des centrales syndicales concernées par la fusion. Pour Ole Ludvigsson, représentant central ouvrier LO, une rationalisation et une restructuration étaient de toute façon inévitables et néces-

saïres. Ce rapprochement, estime-t-il, permettra de terme non seulement de préserver l'emploi et la production en Suède, mais également de créer de nouveaux emplois grâce aux effets conjugués de la concurrence et de la compétitivité. Les échanges croisés de participation entre Renault et Volvo fin 1990 avaient suscité scepticisme et inquiétude dans les milieux syndicaux suédois, qui, aujourd'hui, ont adopté une autre attitude. L'idée de la nécessité d'un rapprochement plus étroit a fait son chemin. Aucun responsable syndical ne remet en doute le bien-fondé de la fusion Renault-Volvo.

Symbole très vivace

L'homme de la rue, lui, est plus circonspect. Toucher à Volvo, c'est toucher à la Suède. Et la Suède sans Volvo n'est plus la Suède. Le symbole reste très vivace. Mais à aussi il semble que le désir de l'entreprise française ait impressionné les

Suédois plus qu'ils ne voudraient en fait le reconnaître. De toute façon, comme s'accordait à le dire la direction de Volvo et le gouvernement suédois, la survie de Volvo passait par la fusion avec un autre constructeur automobile. Renault et Volvo se complètent et sont faits pour s'entendre.

Un bon nombre de questions restent cependant en suspens. La production restera-t-elle en Suède? Comment vont fonctionner les relations intersyndicales entre Suédois et Français? On note déjà des divergences de vues entre la CGT, qui n'accepte pas la fusion, et LO qui l'accueille favorablement. Et que vont devenir les sous-traitants de Volvo? Certains fournisseurs ne vont pas être en reste se sont déjà mis au travail. Premier effet positif de la fusion: les Suédois auront à leur disposition tous les modèles de chez Renault, avantage dont ils ne bénéficient pas jusqu'à présent. (trad.)

Filiale néerlandaise de Volvo et Mitsubishi

Ned Car s'interroge sur son avenir

AMSTERDAM

de notre correspondant

La fusion entre Renault et Volvo n'avait pas encore été officiellement confirmée que la FNV (la principale centrale syndicale néerlandaise) émettait, lundi 6 septembre, ses craintes quant aux conséquences de ce rapprochement pour Ned Car, filiale aux Pays-Bas du groupe suédois et client du groupe français. La direction de Ned Car n'a pas fait de commentaire.

Anciennement Volvo Car, rebaptisée Ned Car en 1991 à la suite d'un partage paritaire de son capital entre le groupe de Göteborg, Mitsubishi, cette société de Born (Limbourg) est le berceau de la série des Volvo 300 et, aujourd'hui, de celle des Volvo 400 (440 et 460), motorisées par Renault. Lors de la dernière recapitalisation, les syndicats avaient obtenu le maintien, jusqu'à la fin de 1994 au moins, d'un important centre de développement, garant selon eux

de l'identité d'une entreprise condamnée sans cela à devenir une simple usine-tournevis.

Le mariage Renault-Volvo a réveillé ce spectre. Selon la FNV, le groupe français dispose d'un appareil de recherche tel que le centre Ned Car, où travaillent environ 600 personnes, pourrait être menacé. Le syndicat Henk van Rees s'est aussi inquiété pour l'activité production de Ned Car. Constant que les Volvo 400 «correspondent au segment de marché qui procède à Renault l'essentiel de son chiffre d'affaires», il «conçoit très bien que les Français songent à en tirer vers eux la production».

Ambitieux plan d'investissement

Celle-ci doit être portée à 100 000 exemplaires par an à partir de 1995, date à laquelle les chaînes mécaniques de Ned Car produiront également 100 000 Mitsubishi. Les actionnaires ont lancé un ambitieux plan d'investissement

qui n'a pas été remis en cause par les manœuvres dilatoires de l'entreprise: 222 millions de francs de pertes en 1991 et 730,8 millions en 1992, dont 351 provisions pour réduire le nombre de salariés de 6 100 à 4 900. Un porte-parole du ministère néerlandais des affaires économiques nous a déclaré que Volvo et Mitsubishi avaient eu un week-end donné à La Haye l'assurance que le rapprochement du premier avec Renault «n'aura pas d'influence sur leur coopération actuelle et à venir». Il a précisé que le ministre «avait pris acte que la fusion Renault-Volvo n'aurait pas de conséquence pour Ned Car».

Autre entreprise néerlandaise directement concernée, le constructeur de camions DAF, qui, à peine saisi d'un mariage total, voit deux de ses principaux concurrents s'unir et prendre la deuxième place du marché européen. Le porte-parole de DAF Trucks a estimé tout commentaire «prématuré».

CHRISTIAN CHARTIER

Développant son discours sur une autre politique de l'emploi

M. Séguin défend les missions locales

S'exprimant à l'ouverture d'un colloque organisé les 6 et 7 septembre par le Conseil national des missions locales, présidé par Robert Galley, député RPR et maire de Troyes, Philippe Séguin, président (RPR) de l'Assemblée nationale, qui accueillait les participants, a repris et complété le discours sur une autre politique qu'il avait prononcé en juin (le Monde du 18 juin). Il y a également ajouté des considérations d'actualité en prenant la défense des missions locales et des PAIO (permanences d'accueil, d'information et d'orientation), destinées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, qui sont menacées.

Favorable «au rapprochement» des actions à dominante d'insertion sociale et de celles d'insertion professionnelle quand il était lui-même ministre, a-t-il rappelé, M. Séguin «regretterait qu'on puisse l'interpréter si ce devait être l'effet du transfert aux conseils régionaux des compétences de l'Etat». Il estime que «les missions locales et les PAIO ont fait leurs preuves», et, conformément à sa logique, souligne son «attachement au pilotage global par l'Etat des moyens d'une politique dont il garde la responsabilité». Une colla-

boration avec l'ANPE pourrait être «bénéfique» mais, a-t-il poursuivi, «si la mission locale ou le PAIO n'est plus qu'un guichet, on peut effectivement s'interroger sur la nécessité de son autonomie par rapport à l'ANPE».

Ce plaidoyer a permis au président de l'Assemblée nationale de reprendre ses propositions et de réexpliquer son argumentaire si souvent commenté pendant l'été. Il a donc réitéré qu'il souhaitait «un grand service de l'emploi, de l'activité et de l'insertion largement déconcentré», rassemblant tous les moyens humains et financiers de la lutte contre le chômage. Il a redit qu'il incluait l'assurance-chômage «dont la nationalisation me paraît plus que jamais d'actualité» et insisté sur le rôle de l'Etat.

Mais il est surtout revenu sur la notion «de renversement complet des valeurs» qu'il prône, passant «d'activité et non pas d'emploi». «Je parle d'activité car je crois que l'emploi classique est déjà mort», a-t-il déclaré, avant d'affirmer: «Si l'emploi classique est mort, le plein emploi, lui, est depuis longtemps enterré». D'où l'urgence, à ses yeux, de nouvelles solutions.

A. L.

La concertation sociale à Matignon

Suite de la première page

Dans ce contexte, un seul point marque un changement dans l'attitude du gouvernement: l'abandon du projet concernant l'allongement des durées de recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et aux missions d'intérim. Et encore, s'agit-il d'un repli tactique, syndicats et patronat ayant fait valoir qu'un accord interprofessionnel était intervenu en 1990 que seule une négociation devrait amener. Sur tous les autres, les modifications apportées restent sujettes à interprétation, tant le souci était grand de ménager l'inconciliable, à la fois les exigences ou les refus du CNPF et de la CGPME, le désir d'obtenir «un plus» manifesté par une CFDT jugée plus ouverte, le tout sans compromettre davantage ses relations avec FO, la CFE-CGC, la CFTC, si ce n'est avec la CGT, décidée à se saisir de l'occasion offerte pour «sensibiliser» l'opinion et tenter de réaliser «des convergences syndicales». D'où le sentiment mitigé, exprimé sur le peron de l'hôtel Matignon.

Un traitement d'équilibriste

Fortement contestée par les organisations syndicales, qui voulaient au minimum qu'elle soit liée à la réduction du temps de travail, l'annualisation de temps de travail a dû faire l'objet de ce traitement d'équilibriste. Il est donc acquis, pour satisfaire la CFDT, qui considère toutefois «le pas insuffisant», qu'il n'y aura pas d'annualisation sans négociations et sans contrepartie en réduction du temps de travail ou en formation. Mais, de l'«invitation» à négocier, «nous sommes passés au mieux à une recommandation», notait Alain Delcroix, secrétaire général de la CFTC. A l'issue, le flou demeurait puisque Edouard Balladur renvoyait aux partenaires sociaux le soin de définir, de l'interprofessionnel, de la branche, de l'entreprise ou de l'établissement, «le cadre le plus adapté (pour) choisir les dispositions les meilleures». Une façon de se défaire qui permettrait au CNPF de ne pas se sentir contraint et qui l'autorisait à répéter que «la contrepartie est une notion antinomique» à l'emploi...

Sur le travail du dimanche, la formule finale laisse pareillement toutes les portes ouvertes. M. Balladur ayant rappelé qu'il n'avait «aucune volonté de bouleverser la loi de 1906», il promet que des «adaptations aux réalités nouvelles» seraient introduites afin que des dérogations soient accordées pour les zones d'activité touristiques — ou pour les Champs-Élysées à Paris et aux activités de services destinées aux personnes. En revanche, pour reprendre l'expression de Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, «des points d'achoppement» subsistent, sur le contrat d'insertion professionnelle qui pourrait rassembler à l'ancien SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle) ou préfigurer un «SMIC-jeunes». Ce à quoi il faudrait ajouter la confirmation de la politique d'allégement des charges sociales dont les résultats «en termes d'emploi, de formation et de temps de travail» ne feront l'objet que d'une consultation des comités d'entreprises.

Où est l'emploi dans tout ça? Sous diverses formes, cette question revenait dans les propos des dirigeants syndicaux, en fin de journée. De contreparties ou d'engagements, il n'a pas été question. Ce qui amène Marc Blondel, secrétaire général de FO, à répéter son «scepticisme à l'égard des ponts» contenus dans ce projet de loi qui lui font craindre «l'éclatement de la situation de salariés». Ce qui justifie le doute de Paul Marchelli, qui refuse de le «baptiser plan pour l'emploi» ou explique la prudence de Nicole Notat.

Mais c'est Louis Vianney, secrétaire général de la CGT, qui a été le plus catégorique. «Que vont penser les chômeurs», s'est-il exécuté, «l'emploi n'est pas vraiment un rendez-vous des discussions actuelles». En écho, François Perrot, pour le CNPF, a cependant voulu voir dans cette réunion «une étape décisive». Cela sera-t-il suffisant pour rassurer le premier ministre qui a besoin d'une mobilisation forte des entreprises contre le chômage, à défaut d'avoir convaincu les syndicats de la dynamique qui soutiendrait son projet de loi quinquennal?

ALAIN LEBEAUE

LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1993

100 000 SANS-DOMICILE-FIXE Parias dans la ville

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

ÉCONOMIE

En attendant son discours sur une autre politique de...

M. Séguin défend les missions locales

Le ministre de l'Éducation nationale, Michel Séguin, a défendu hier les missions locales, créées par la loi de 1989, devant le Conseil national des missions locales. Il a souligné que ces structures, qui ont pour vocation d'aider les jeunes à trouver un emploi, jouent un rôle essentiel dans l'insertion professionnelle. Il a également évoqué les difficultés rencontrées par ces missions et a promis que le gouvernement s'efforcerait de leur apporter son soutien.

La concertation sociale à Matignon

Dans ce contexte, au sein duquel se joue un changement dans l'attitude du gouvernement, l'abandon du projet de loi relatif à la durée déterminée (CDD) et aux missions d'intérêt. Et encore, s'agit-il d'un repli tactique, syndical et patronal ayant fait valoir qu'un accord interprofessionnel était intervenu en 1990 que seule une négociation pouvait amener. Sur tous les points, les modifications apportées restent sujettes à interprétation, tant le socle de la loi de 1989 est solide que celui du CNPF et de la CGPME, le désir d'obtenir « un plan » manifeste par une CFTD jugée plus ouverte, le fait sans compromission d'avoir des relations avec FO, la CFE-CGC, la CFTC. Et ce n'est pas le CFTC, décidé à se saisir de l'occasion offerte pour « sensibiliser » l'opinion et tenter de réaliser « des engagements syndicaux ». D'où le sentiment mitigé, exprimé sur le terrain de Matignon.

Un traitement d'équilibre

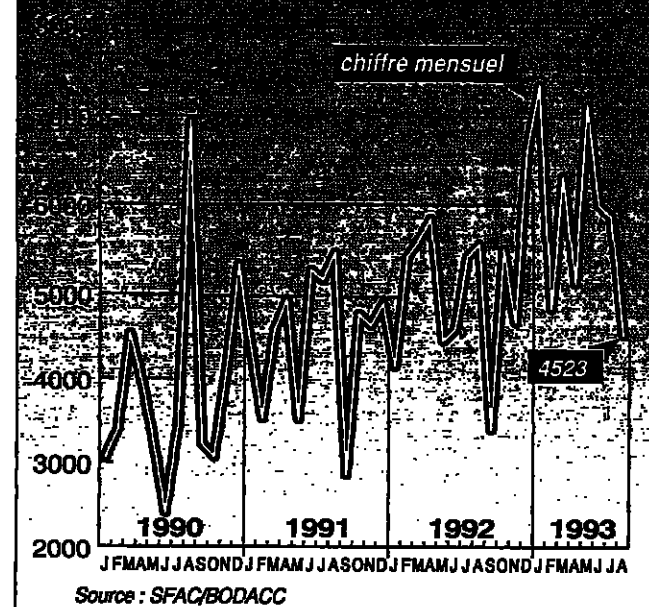
Le traitement d'équilibre par les organisations syndicales, qui visent à équilibrer les dépenses de travail à la hausse et les dépenses de travail à la baisse, est un sujet d'actualité. Les syndicats demandent que le traitement d'équilibre soit appliqué à tous les salariés, sans exception. Ils soulignent que cela est nécessaire pour assurer l'équité et la justice sociale.

Ancien président de la CGPME

Léon Gingembre est décédé

L'industriel Léon Gingembre, ancien président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) pendant près de dix ans, est décédé dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 septembre dans un hôpital parisien à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Délégué général de la CGPME dès 1943, Léon Gingembre en devint le président en 1969, et occupa ce poste jusqu'en 1978, date à laquelle il fut remplacé par René Bernasconi.

Moins de défaillances d'entreprises en août



Le nombre de défaillances d'entreprises enregistré en août (4 523) est en baisse sensible, selon les indications fournies par la Société française d'assurance-crédit (SFAC). Ce chiffre est, en effet, non seulement le plus bas depuis septembre 1992 (3 391 ce mois-là), mais aussi le plus bas relevé mensuel, pour un mois d'août, depuis 1989 (3 368). Le mois dernier s'est inscrit, en tout cas, en très net retrait par rapport aux records atteints en janvier (7 350) ou encore en mai (7 129). S'il est encore difficile de dire s'il s'agit d'une simple correction passagère ou d'un véritable retournement, la SFAC estime que ce chiffre va « dans le sens de légers frémissements, perceptibles dès l'été 1993, de la situation économique ».

ÉTRANGER

Alors que la spéculation s'accroît contre la monnaie

Le nouveau ministre belge du budget engage la bataille du franc

BRUXELLES
de notre correspondant

Une des premières activités du roi Albert II, au retour de ses vacances en France, a été de recevoir le nouveau ministre du budget, dimanche 5 septembre au château de Laeken, afin qu'il prête serment devant lui, comme l'exige la coutume belge. Agé de cinquante-six ans, économiste de formation et président du Parti social-chrétien flamand (CVP), Herman Van Rompuy, entre dans le gouvernement de Jean-Luc Dehaene avec le titre de vice-premier ministre. Il remplace au budget Mieke De Weert, qui était le seul ministre non parlementaire dans le gouvernement formé en mars 1992.

M. Van Rompuy retourne au « Vlaams Economisch Verbond », le patronat flamand, où elle occupait déjà d'importantes fonctions avant sa promotion ministérielle. En principe, elle a donné sa démission pour des raisons de convenance personnelle. L'arrivée de M. Van Rompuy - qui devra être remplacé dans sa fonction de chef du CVP - au sein de l'équipe gouvernementale n'en revêt pas moins une signification politique, alors que la spéculation contre le franc belge s'accroît.

Depuis une dizaine d'années, le gouvernement belge a opté pour une « politique du franc fort », en l'« arrimant » au bloc deustche-mark-florin, les deux meilleures devises du SME. L'assainissement des finances publiques et la compétitivité extérieure des entreprises belges incitaient à cette politique. Ces trois dernières années, la situation a cependant changé. La stagnation du PIB a entravé le processus d'assainissement structurel. La dette, dépassant 120 % du revenu national, est une des plus élevées de la Communauté.

Fin juillet, le taux de chômage atteignait 13,5 %, contre 11,7 % douze mois plus tôt. Au 1^{er} septembre, le déficit budgétaire s'élevait déjà à 440,8 milliards de francs belges (73 milliards de francs français), alors que les prévisions dans le cadre du « plan de convergence » européen étaient « seulement » de 381 milliards pour toute l'année.

Dans ces conditions l'« arrimage » du franc belge au deustche-

mark paraît de plus en plus artificiel aux spéculateurs internationaux et à une partie des milieux financiers belges. Il y a quelques jours, des économistes flamands de l'université catholique de Louvain (KUL, distincte de l'université francophone de Louvain-la-Neuve) ont demandé le flottement de la monnaie nationale pour favoriser la relance. M. Dehaene juge cet avis « inopportuniste » et affirme sa volonté de poursuivre sa politique antérieure.

Mais, depuis juin, la franc belge a perdu quelque 5,5 % par rapport au deustchemark, malgré une hausse constante des taux d'intérêt pour essayer d'arrêter la glissade. Avec un premier ministre issu de ses rangs, et un ministre du budget qui était son chef jusqu'à dimanche, le CVP - principal parti flamand mais en régression constante depuis quinze ans (43 % des voix aux législatives de 1978, 22 % des intentions de vote selon les derniers sondages) - joue gros dans la bataille monétaire en cours.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les discussions sur le volet agricole du GATT

M. Balladur hausse le ton pour rassurer les agriculteurs

Edouard Balladur est « tout à fait résolu à utiliser le droit de veto » pour s'opposer au pré-accord de Blair House concernant le volet agricole du GATT, si aucune « ouverture n'est possible », indiquait-on à Matignon lundi 6 septembre. L'entourage du premier ministre soulignait, toutefois, que le gouvernement entendait « faire tout pour ne pas en arriver à cette extrémité ». Toutes les voies de la discussion n'ont pas encore été explorées, ajoute-t-on rue de Varenne. Il apparaît que ce langage de fermeté s'adresse à la Commission.

INDICATEURS

ALLEMAGNE
Inflation : prix stables en août. - Les prix à la consommation dans la partie occidentale de l'Allemagne sont restés stables en août par rapport à juillet. Sur un an, la hausse des prix est de 4,2 % (août 1993 comparé à août 1992) contre 4,3 % un mois auparavant (juillet 1992 comparé à juillet 1993).
Commandes industrielles : + 3 % en juillet. - Les commandes à l'industrie manufacturière (secteur énergétique exclu) dans la partie occidentale de l'Allemagne ont augmenté de + 3 % en juillet par rapport à juin. Cette augmentation fait suite à une baisse de 1,5 % au mois de juin et à une hausse de 2,5 % en mai. Sur les mois de juin et juillet comparés à avril et mai, les commandes sont en augmentation de 1,5 %.

COMMUNICATION

EN BREF

Audiovisuel public : le budget de RFI connaît la plus forte progression. - Avec 8,8 % de hausse en 1994, le budget de Radio France Internationale enregistre la plus forte augmentation de l'ensemble du secteur audiovisuel public. Cette progression est notamment liée à la mise en service de nouveaux émetteurs de RFI, en Afrique noire et en Extrême-Orient. Selon la loi de finances initiale, le service public se verrait doté de 14,923 milliards, soit au total un gain de 4,2 % par rapport à 1993. Le budget de France Télévision est en hausse de 4,5 %, (4,7 % pour F2 et 4,2 % pour F3). Le plafond des recettes publicitaires de France 2, qui passe 2,2 %, a été fixé à 1,768 milliards de francs, tandis que celui de France 3 ne pourrait pas dépasser 861 millions de francs. Le budget de RFO, pour cause de modifications de son cahier des charges, progresserait de 5,1 %. Enfin, la Sept-ARTE, Radio France et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) bénéficieraient respectivement d'un budget en hausse de 3 %, 2,9 % et 0,1 %.

Le budget de la future chaîne d'informations en continu sera inférieur à 200 millions de francs, selon M. Le Lay. - Le budget de la future chaîne d'informations en continu, dont le lancement est prévu par TF1 au printemps 1994

NOUS DECLARONS ACHÉVÉE UNE UNION MONÉTAIRE EUROPÉENNE.

<p>ALLEMAGNE / Deutsche Bundespost Postbank</p> <p>Postbank</p> <p>AUTRICHE / Postsparkasse</p> <p>P.S.K.</p> <p>BELGIQUE / Postcheque</p> <p>POSTCHEQUE</p> <p>DANEMARK / GiroBank A/S</p> <p>GiroBank</p> <p>ESPAGNE / Caja Postal</p> <p>Caja Postal</p> <p>ARGENTARIA</p>	<p>FINLANDE / Postipankki Ltd</p> <p>POSTIPANKKI</p> <p>FRANCE / La Poste</p> <p>LA POSTE</p> <p>IRLANDE / An Post</p> <p>POST</p> <p>LUXEMBOURG / P et T</p> <p>P.T. LUXEMBOURG</p> <p>NORVÈGE / Post giro</p> <p>POST GIRO</p>	<p>PAYS-BAS / Postbank NV</p> <p>POSTBANK</p> <p>ROYAUME-UNI / Girobank plc</p> <p>Girobank</p> <p>SUEDE / Postgirot</p> <p>POSTGIROT</p> <p>SUISSE / PTT</p> <p>PTT</p> <p>MEMBRES DU RESEAU EUROGIRO</p>
--	---	--

L'Europe dispose dès à présent d'un nouveau système de paiement transfrontières.

Né d'un partenariat entre différents établissements financiers, EUROGIRO est un réseau électronique intégré qui établit de nouvelles normes dans le transfert de fonds, au-delà des frontières nationales.

Le réseau EUROGIRO offre un mode de paiement international, totalement dématérialisé et sûr entre les 40 millions de particuliers et d'entreprises constituant la clientèle de ces établissements.

Ces opérations sont réalisées à « vitesse électronique », faible coût et avec une totale fiabilité.

Le réseau EUROGIRO constitue la base d'une gamme de services conçus pour effectuer tous types d'opérations - des petits règlements occasionnels, aux paiements importants fréquents et multiples.

EUROGIRO représente un progrès important dans le domaine des paiements transfrontières et une forme d'union monétaire à même d'exporter l'adhésion de tous.

EUROGIRO

LE NOUVEAU MODE DE PAIEMENT À "VITESSE ÉLECTRONIQUE"

POUR OBTENIR TOUTS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR EUROGIRO, VEUILLEZ ENVOYER UN FAX À COPENHAGUE (45) 42 52 42 66, OU ÉCRIRE À EUROGIRO NETWORK A/S, PO BOX 188, DK-2670, TAASTRUP, DANEMARK OU VOUS ADRESSER À L'ÉTABLISSEMENT FINANCIER DE VOTRE PAYS DONT LE NOM FIGURE CI-DESSUS.

LE MONDE
diplomatie

SEPTEMBRE 1993

100 000 SANS-DOMICILE-FIXE
Paris dans la ville

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

١٥٠٠

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 septembre † Hésitant.

La bourse de Paris a été très hésitante mardi 7 septembre. Elle a montré comme au restant souvent une évolution monotone. En clôture de 18 h l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse plus une perte symbolique de 0,04 %. A la clôture les valeurs françaises étaient en hausse : tout sauf symbolique - de 0,03 % au moment de perdre sans nettement 0,01 % au démarrage de 19 h 30.

Les milieux financiers restent très attentifs aux fluctuations du dollar et du franc, mais ils ne se résignent pas à la dérive. Mieux, dans la mesure, le Bundesbank a envisagé une prise en pension à court terme du dollar infléchi de 8,80 %. Cette décision ne permettrait pas d'anticiper les dispositions qui allaient prendre jour à la Banque centrale allemande en matière de taux. A l'évidence, les milieux financiers espèrent un geste de l'Institut d'arbitrage allemand qui per-

Les valeurs ont grimpé à leur seul son : l'unique hausse de la semaine a été celle de la Bourse de Francfort, alors que l'indice de la Bourse de Berlin a exclu l'indice européen. L'indice de la Bourse de Francfort a grimpé de 1,25 %, celui de la Bourse de Berlin de 0,50 %. L'indice de la Bourse de Francfort a grimpé de 1,25 %, celui de la Bourse de Berlin de 0,50 %.

NEW-YORK, 6 septembre Clos

ous les marchés commerciaux et financiers ont cherché à se
aux États-Unis pour la célébration de la Fête d'indépendance.

LONDRES, 6 septembre ↑ **Morose**

L'indice *Footsie* des cent grandes valeurs s'est inscrit en très légère hausse, lundi 6 septembre, au Stock Exchange de Londres. Au terme des transactions, le principal indicateur de la place a gagné 1,7 point, soit 0,06 % à 2 068 points, dans un marché morose

meure au bon... de 213 millions.

La London... a été aussi détachant du dividende... sociétés... comme Bunn... portant 21 points à 2 173... tules 9 points à 637... 248,5 et de 100... 213 millions.

	VALEURS	Don- née
		2000
Alfred Yvonne		
B.P.		67
B.T.R.		100
Century		100
De Beers		100
Glus		100
ICI		100
Reunert		100
Shel		100
Union		100

TOKYO, 7 septembre ↓ **Sous les 12 000 points**

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse, mardi 7 septembre, sous l'effet de prises de bénéfices et de ventes liées à l'indice et consécutives à la forte hausse de la semaine dernière. A l'issue des échanges, l'indice Nikkei a cédé 98,71 points, soit 0,47 %, à 20 982,28 points, son plus bas niveau depuis le début de l'année.

Le marché japonais a été dominé par la baisse de la Nikkei, qui a entraîné la chute de la plupart des autres indices. Le Nikkei a perdu 98,71 points, soit 0,47 %, à 20 982,28 points, son plus bas niveau depuis le début de l'année.

Le marché japonais a été dominé par la baisse de la Nikkei, qui a entraîné la chute de la plupart des autres indices. Le Nikkei a perdu 98,71 points, soit 0,47 %, à 20 982,28 points, son plus bas niveau depuis le début de l'année.

VALZING	PIC
Agencies	10
Brokers	10
Commodities	10
Fug Bank	10
Wanda Morris	10
Marcus & Co.	10
Mitchell Morris	10
Sney Cor	10
Taylor Morris	10

Flambée de hausse à la Bourse de Tel-Aviv

La Bourse de Tel-Aviv s'est enflammée sur le sujet de l'accord négocié à Gato entre Israël et l'O.L.P. sur l'autonomie dans les territoires occupés, gagnant près de 10 % au cours de la semaine écoulée. La Bourse a clôturé, dimanche 5 septembre, à un nouveau record de l'indice, à 224,75 points, en hausse de 4,66 %. Elle avait déjà gagné 5 % au cours de la semaine écoulée, record record qui a permis à la Bourse de remonter au-dessus de son point de départ.

« Si Israël n'aurait pas attendu », dit un journaliste financier, « la hausse aurait été de 10 % au lieu de 5 % ». Le chef du département de la Bourse de Tel-Aviv, M. Shalom, a déclaré :

CHANGES / BOURSES

15

Orléans, 9.500 F
Mardi 7 septembre, le deutschemark se dépréciait à 3.3158 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 3.3245 francs dans les échanges ultérieurs de lundi soir (cf. l'insertion). A 3.3274 francs selon le cours indicatif de la Banque de France. Le dollar progressait contre le franc à 4.4850 francs contre

FRANCFORT	4 sept	7 sept	105,5
Dollar Jan 1982	1,079	1,115	105,5
TOKYO	6 sept	7 sept	105,5
Dollar Jan 1982	104,95	104,10	105,5

MARCHE MONÉTAIRE
(en francs suisses)

Paris (7 read) 9710-9716
 New York (1 read) 9710-9716

[illegible]

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

~~CONFIDENTIAL~~

[illegible]

TAUX D'INTERET DES LOANS

100-443887-100

[illegible]

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements
16 62 72 00

MARCHÉS FINANCIERS

Liquidation : 23 septembre

Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30

CAC 40 : -0,40 % (2149,26)

BOURSE DE PARIS DU 7 SEPTEMBRE

Maxim compét(1)	VALEURS	Cours précéd.				Maxim compét(1)	Cours précéd.				Maxim compét(1)	VALEURS	Cours précéd.				
		1	2	3	4		1	2	3	4			1	2	3	4	
147,28	EDF-EDF 5%	5830	5500	-0,55	Monteur	147,28	EDF-EDF 5%	5830	5500	-0,55	Monteur	147,28	EDF-EDF 5%	5830	5500	-0,55	Monteur
85,23	B.N.P. (T.P.)	1001	1028	-0,54	Monteur	85,23	B.N.P. (T.P.)	1001	1028	-0,54	Monteur	85,23	B.N.P. (T.P.)	1001	1028	-0,54	Monteur
75,95	Clydebank (T.P.)	1001	1028	-0,54	Monteur	75,95	Clydebank (T.P.)	1001	1028	-0,54	Monteur	75,95	Clydebank (T.P.)	1001	1028	-0,54	Monteur
12,75	Rhone-Poulenc (T.P.)	2250	2256	-1,31	Monteur	12,75	Rhone-Poulenc (T.P.)	2250	2256	-1,31	Monteur	12,75	Rhone-Poulenc (T.P.)	2250	2256	-1,31	Monteur
18,14	St Gobain (T.P.)	1105	1120	-0,13	Monteur	18,14	St Gobain (T.P.)	1105	1120	-0,13	Monteur	18,14	St Gobain (T.P.)	1105	1120	-0,13	Monteur
14	Thomson SA (T.P.)	1015	1028	-0,55	Monteur	14	Thomson SA (T.P.)	1015	1028	-0,55	Monteur	14	Thomson SA (T.P.)	1015	1028	-0,55	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur
14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur	14	Alcatel	645	645	0,00	Monteur						

Comptant (réfaction)	Sicav (réfaction) 6 septembre
----------------------	-------------------------------

Compagnie										selection										selection										9 septembre									
VALEURS		% de cours	% de coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Emprunt frais incl.	Rachet net	VALEURS		Emprunt frais incl.	Rachet net	VALEURS		Emprunt frais incl.	Rachet net												
Obligations										Étrangères																													
EmMag. Paris				4150	—		EmMag. Paris				4150	—		Action				259,80	252,65	France Parie				134,72	130,80	Plaintes				1407,22	1407,22								
Edelstein Bosph C				691	694		Edelstein Bosph C				691	694		Actionnaire C et D...				3198,67	3198,67	France-Regione				127,14	128,06	Plénitude				161,40	161,40								
Edelstein Bosph C				389	389		Edelstein Bosph C				389	389		Amis-gan				823,38	791,71	Fanch-Associations				39,32	39,32	Presse Cressance				6162,46	6147,31								
BSE 5% 81-82				117,20	7,570		A.E.S. AB				570	570		Amphibie				789,38	749,58	Fanch-Cap.				49,34	48,61	Prise Gestion				1944,17	1941,81								
CPME 5% 81-82				117,20	7,570		Alcan Al				570	570		Associés				541,76	525,25	Fanch-Dal...				230,23	229,12	Prise Gestion				1114,32	1114,32								
CPME 5% 81-82				114,30	6,884		Alcan Alumin.				115	115		Olivetti Priv.				5,95	5,95	Fanch-Associations				39,32	39,32	Prise Gestion				6162,46	6147,31								
CPME 5% 81-82				114,30	6,884		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				122,07	8,874		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332		Foncheur Can				967	671		Piror Inc				370	—	Associés				3347,75	3347,75	Fanch-Associations				39,32	39,32								
CPME 5% 81-82				111,20	8,332																																		

[illegible][illegible][illegible]

Ecuador																	
B Hypoth. Econ	170		Saline de Mid 2	545	543				Ecar. Escuderos	2676.98	2598.18	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
B.I.P. Intercont 2	467	442	Servicio M.	150					Ecar. Escuderos	171.95	163.63	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
B.I.P. de la C	2925		Solo 2	701					Ecar. Escuderos	163.63	158.34	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
B.I.P. de la C	380	330	S.L.P.H.	115	115				Ecar. Escuderos	7540.55	7540.55	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
B.I.P. de la C	36.00	35.50	S.L.P.H.	460					Ecar. Escuderos	2295.25	2295.25	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.41	Tasao Pac	1516.60	1520.56
Cadabro	60		S.L.P.H.	228		228.20			Ecar. Escuderos	2722.42	2722.42	None-Patrons	1583.41	1583.4			

Eux Bessie Vicky	3080			G.I.M. S.A.	695	701	France Unigraphics	450,02	451,11	Pennaval	672,88	673,02
Ecco 1	381	386		Gravograph	156	150	Francis	544,71	528,84			

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTE		Matif (Marché à terme international de France) 6 septembre 1993							
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 08/09	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 08/09	<div>36-15</div> <div>TAPEZ LE MONDE</div> <div>PUBLICITÉ FINANCIÈRE</div> <div>☎ 46-62-72-67</div>	NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME				
			achat	vente					Nombre de contrats estimés : 193 734				Volume : 15 499				
									Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93	
									Dernier.....	126,54	123,52	123,32	Dernier.....	2173,50	2181,50	
									Précédent....	126,28	123,04	122,82	Précédent....	2165	2179	
Etats Unis (1 USD).....	5,7905	5,6985	5,45	5,95	Or fin (à la barre).....	67700	67600										
Ecu.....	6,6545	6,6870			Or fin (en lingot).....	68110	67800										
Allemagne (100 DM).....	361,7900	352,7400	360	362	Napoléon (200).....	300	307										
Belgique (100 FF).....	115,2710	115,2445	115,85	116,85	Pièce F 10 (F).....	398	...										
Canada (100 C\$).....	3173,1400	314,2880	302	323	Pièce Suisse (20 F).....	390	381										
Israël (1000 ILS).....	3,6255	3,6175	3,35	3,80	Pièce Lorraine (10 F).....	390	380										
Danemark (100 kr.).....	66,2300	66,4000	80	88	Souverain.....	2450	2415										
Irlande (1 p.).....	8,1485	8,1580	7,80	8,05	2000 20 dollars.....	1237,50	1210										
Grèce (100 drachmes).....	8,0895	8,1255	8,25	9,15	Pièce 10 dollars.....	2450	2415										
Grèce-Bretagne (1 L).....	2,4835	2,4785	2,68	3,09	Pièce 5 dollars.....	765	...										
Grèce (100 drachmes).....	400,4900	400,3700	387	409	Pièce 50 pesos.....	2530	2500										
Suisse (100 F).....	71,3600	71,5300	67	76	Pièce 10 florins.....	410	395										
Suède (100 kr.).....	80,6200	80,8200		84													
Norvège (100 N).....	49,9800	50,1200	48,20	51,20													
Autriche (100 sch.).....	4,2655	4,3120															
Espagne (100 pes.).....	169,2500	169,1500	169,25	169,30													
Portugal (100 esc.).....	2,1150	2,1150	4,05	4,55													
Canada (1 \$ C).....	5,4722	5,4722	4,300	4,55													
Japon (100 yens).....	4,5474	5,4475	5,20	5,60													

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi date mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant du coupon - Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date vendredi : compensation - Vendredi date samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux L = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
N = Nancy Ne = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ♦ droit détaché - < cours du jour - ♦ cours précédent
o = offert - d = demandé - / offre réduite - / demande réduite - # contrat d'animation

[illegible]

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements
16 62 72 00

ÉCHECS

Le championnat du monde

Kasparov et Short, les rebelles

Le championnat du monde d'échecs commence mardi 7 septembre à Londres. Il oppose le tenant du titre, le Russe Garry Kasparov, trente ans, au Britannique Nigel Short, vingt-huit ans. Le tirage au sort effectué vendredi 3 septembre a donné les Blancs à Kasparov pour la première partie. En février dernier, les deux joueurs, en créant l'Association professionnelle des échecs (PCA), sont ouvertement entrés en dissidence contre la Fédération internationale des échecs.

Le match Kasparov-Short aurait dû être le championnat du monde d'échecs 1993. En fait, après des manœuvres d'arrière-cour et des combinaisons plus tordues que celles qu'imagineaient les joueurs d'échecs eux-mêmes, il ne sera qu'un des deux championnats du monde disputés cet automne.

En effet, un schisme a divisé cette année le monde ordonné des soixante-quatre cases. En février dernier, Garry Kasparov et Nigel Short dénonçaient le choix de la Fédération internationale des échecs (FIDE) d'organiser le championnat du monde à Manchester, la ville anglaise proposant une bourse de 1,7 million de livres (1). Les deux hommes, estimant qu'ils n'avaient pas été consultés et que la FIDE les plaçait devant le fait accompli, ont alors créé leur propre fédération, l'Association professionnelle des échecs (PCA), désignée par ses initiales anglaises PCA et mis le match qui devait les opposer aux enchères (le Monde du 25 mars 1993). Le champion russe profitait ainsi de l'occasion pour régler quelques comptes avec son vieil ennemi, le Philippin Florencio Campomanes, président de la FIDE, notamment coupable d'avoir interrompu de manière arbitraire son premier championnat du monde, en 1985, alors qu'il réalisait

spectaculairement son retard face à son compatriote et éternel rival Anatoli Karpov.

En mars dernier, Kasparov et Short, les deux « rebelles », ont accepté l'offre du groupe de presse britannique Times Newspapers (qui édite le quotidien *The Times*) d'organiser la rencontre à Londres, offre accompagnée d'une bourse de 1,7 million de livres, car, plus que jamais, échecs riment avec chèques. La FIDE ne s'est évidemment pas laissée faire et, après avoir excommunié le duo de schismatiques en les gommant purement et simplement du classement international Elo des joueurs d'échecs (2), le président Campomanes a fait appel à deux « fidèles » pour disputer le championnat du monde FIDE : Anatoli Karpov, champion du monde de 1975 à 1985, et le Néerlandais Jan Timman - respectivement troisième et deuxième du tournoi des candidats remporté par Short - tous deux âgés de quarante-deux ans, ont accepté de se joindre à ce qui ressemble fort à un simulacre.

Un avenir compromis

Leur rencontre a commencé lundi 6 septembre aux Pays-Bas par une victoire de Karpov avec les noirs, et s'achèvera à Oman, le sultanat ayant largement contribué, sur le plan financier, à l'organisation du match. La FIDE avait prévu de le doter d'une bourse record de 1,8 million de livres, versée à parts égales par les deux pays organisateurs, mais la fédération néerlandaise, qui a mis en avant la mauvaise conjoncture économique, a obtenu qu'elle soit réduite de moitié.

Cependant, pour tous les amateurs, il ne saurait y avoir qu'un seul véritable championnat du monde, celui de Londres, même s'il a nettement perdu de son aura. Il oppose en effet le tenant du titre, meilleur joueur depuis bientôt dix

ans, à son challenger officiel, qui a dû, pour en arriver là, battre et Karpov et Timman. De plus, la présence à ce niveau de la compétition de l'Anglais a quelque chose de symbolique : il est le premier joueur occidental à parvenir en finale depuis l'Américain Bobby Fischer, sacré champion du monde en 1972.

Quelle que soit l'issue du match de Londres, l'horizon des échecs reste brouillé et l'avenir des deux rebelles compromis. La PCA, comptant sur la personnalité et la renommée de ses deux vedettes, a invité cinquante grands maîtres internationaux à participer aux qualifications pour son championnat du monde 1995. Or ceux qui feront un pas vers Kasparov et Short s'excluront implicitement de la puissante FIDE, qui regroupe pas moins de 149 pays dans le monde. Pour l'heure, personne n'a osé répondre à l'invitation. Pis, la liste officielle des finalistes pour le championnat du monde FIDE 1995 est déjà établie et on imagine mal que les grands maîtres qui se sont qualifiés, parfois à grand peine - comme le Français Joël Lautner, - compromettent leur carrière échiquéenne en se rapprochant de la PCA. Le schisme que le Russe et le Britannique ont provoqué risque de les couper du monde des échecs, à moins qu'un armistice ne soit conclu.

A Londres, il n'est pour l'instant pas question de penser à l'avenir. La traditionnelle guerre des nerfs a commencé la semaine dernière par conférences de presse interposées. Avant même le premier coup de la première partie, les deux alliés d'hier sont redevenus non pas adversaires mais franchement ennemis. Nigel Short, en bon Anglais qui se respecte, a tiré le premier en accusant Kasparov d'avoir, tout en soutenant Mikhail Gorbatchev et sa perestroïka, puis Boris Eltsine lors du putsch manqué de 1991, entre-tenu des rapports avec le Parti communiste et le KGB. Il a également comparé son adversaire à une carpe, en raison de son abondante pilosité. Kasparov, grand seigneur et favori du match (3), a à peine relevé. Mais il a depuis longtemps promis que la rencontre serait courte. En anglais, cela se dit : short.

PIERRE BARTHÉLÉMY

- (1) Une livre sterling vaut environ 8,70 francs.
(2) Officiellement, Kasparov compte 2815 points Elo et Short 2660. A titre de comparaison, Karpov et Timman en comptent respectivement 2760 et 2620.
(3) Le bilan des seize rencontres officielles entre Kasparov et Short est le suivant : dix victoires pour le Russe, une pour l'Anglais et cinq parties nulles.

Le Monde donnera l'intégralité des parties du championnat du monde opposant Garry Kasparov à Nigel Short.

Le règlement

- Le nombre des parties est limité à vingt-quatre.
- Chaque partie gagnée vaut un point, une partie nulle un demi-point, une défaite zéro point.
- Le vainqueur sera celui qui réalisera le plus haut score à l'issue des vingt-quatre parties. En cas de match nul, le champion du monde conservera son titre.
- Les parties sont jouées le mardi, le jeudi et le samedi à 15 h 30 (heure locale, 16 h 30 heure française) ; les ajournements le mercredi, le vendredi et le dimanche. Repos le lundi. Aucun time-out (jour de repos demandé par le joueur) n'est prévu.
- Cadence de jeu : chaque joueur dispose de deux heures pour ses quarante premières coups. Ensuite, le rythme est de vingt coups à l'heure. L'ajournement intervient après six heures de jeu (donc après le sixième coup).
- Arbitres : Youri Averbach (Russie) et Carlos Falcon (Espagne).
- Prix : les deux joueurs se partageront une bourse de 1,7 million de livres. Cinq huitièmes de cette somme iront au vainqueur, trois huitièmes au perdant, tous deux devant verser 10 % de leurs gains à la PCA.
- Lieu de la rencontre : le Savoy Theatre, à Londres.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6122

VERTICALEMENT

- Des lieux d'où l'art n'a pas été absent. Est comme l'éclair.
- Evidemment pas branché. Ville du Nigéria.
- Nom de père. Qu'on a trop fait attendre.
- Participe. A l'ouest de Samos.
- Des lieux communs. Préfixe indiquant que les choses ont été faites à moitié.
- Circule à l'étranger. En Suisse.
- Un meuble inutile pour ceux qui n'ont rien à dire.
- Nom donné à une demoiselle. Comme des sardines en boîte.
- Est opposé à l'instinct de mort. Peut se faire dans un tube.

Solution du problème n° 6121

Horizontalement

- Intrigues.
- Maritime.
- Prote.
- Ecu. Moine.
- Tiss. Acis.
- Vi. Us. Sial.
- Osier.
- Viii. Sa. Patron.
- Assié. X. Tari. Ré.
- Entités.

Verticalement

- Impétuosité.
- Narcisse.
- An.
3. Trou. Art.
- Rit. Asepsie.
5. Item. Iras.
6. OAS. Titi.
7. Urticaire.
8. En. Nil. Ogr.
9. Sèves. Anées.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Langue, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Landrot
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(préfète du directeur de la rédaction)

Thomas Parnet
Bernard Lemaire
Jean-Pierre Simon

Daniel Vernet
Éditeur
(des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Germain (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGOUTIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (01) 40-46-25-26
Téléfax : 40-46-25-28
ADMINISTRATION :
1, PLACE MONTENAPOLÉON
94002 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-88-25-26
Téléfax : 40-88-30-10

Le Monde

EDITIONS
NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Michel LEVALLOIS,
ont heureux d'annoncer la naissance
de leur quatrième petit-enfant
le 26 août 1993.
chez
Agès et Kader ABDERRAHIM.

Mariages

Daniel et Mireille CANET
sont heureux de faire part du mariage
de leur fille
Stéphanie
avec
Adrian SARGEANT,
célébré à Edimbourg, le 23 août 1993.

Décès

Lyon. Saint-Etienne. La Batie-
Rolland.

Anne et Jacques,
M. et M^{me} André Bousquet,
se enfants,
Petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
Les familles Bousquet, Journaud,
Turin, Grimaud,
Parnet et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine BOUSQUET,
née Turin,
survenu dans sa quatre-vingt-douzième
année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 8 septembre 1993, à 8 h 45,
en l'église du Plateau, à La Duchère,
suivie de l'inhumation au cimetière de
Mondimur, vers 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

La vicomtesse de Bretzel
Rambures,
née Calogera,
Le vicomte Jean-Louis de Bretzel
Rambures,
Le baron et la baronne Etienne Fain,
se enfants, ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du rappel à
Dieu du

vicomte
de BRETIZEL RAMBURES,
le 1^{er} septembre 1993.

PIERRE BARTHÉLÉMY
(1) Une livre sterling vaut environ
8,70 francs.
(2) Officiellement, Kasparov compte
2815 points Elo et Short 2660. A titre de
comparaison, Karpov et Timman en
comptent respectivement 2760 et 2620.
(3) Le bilan des seize rencontres offi-
cielles entre Kasparov et Short est le sui-
vant : dix victoires pour le Russe, une
pour l'Anglais et cinq parties nulles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Thor. Paris.

M^{me} Suzanne Charrier,
se enfants
Et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CHARRIER,
survenu à Avignon, le dimanche 5 sep-
tembre 1993, dans sa soixante-septième
année.

Les obsèques civiles auront lieu le
mercredi 8 septembre, à 15 heures, au
cimetière de Noves (Bouches-du-
Rhône).

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Max, Fabienne, David Costa,
Jean-François Crochet,
Les familles Costa, Castro, Baranes,
Castellani, Lotzertstein, Szwarc et Bri-
ant, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacqueline COSTA,
née Lewanglik,
des suites d'un cancer, à l'âge de
soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi
9 septembre 1993.

On se réunira à 13 h 45, au cimetière
de Père-Lachaise, salle du Crémato-
rium.

Ni fleurs ni couronnes.

78, rue Gabriel-Péri,
92120 Montrouge.

M^{me} Chana Dreyfus,
sa fille Denise Klein,
sa petite-fille Valérie Klein,
Et sa famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Louis DREYFUS,
pharmacien à Lutetbach,
survenu le 4 septembre 1993.

L'inhumation a eu lieu le mardi
7 septembre, à 16 heures, au cimetière
de Flastat.

13, rue de la Forêt,
68460 Lutetbach.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

M. Jacques Franck,
M. et M^{me} Bernard Franck,
Catherine Franck,
Denis Franck,
Leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lucienne FRANCK,
née Joseph,
survenu le 3 septembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu le 6 septem-
bre, dans l'intimité, au cimetière pari-
sien de Montmartre.

M. et M^{me} Alain Denizot,
Et Françoise et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Odette GABORIT,
veuve Denizot,
survenu le 31 août 1993.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
3 septembre, dans la plus stricte inti-
mité.

Chemin Cazan,
83910 Pourrières.

France Grisard et Marc Fisman,
Nicolas, Jérôme et Anne,
Jean et Marie-Laure Grisard,
Odile, Agnès et Clément,
Patrice et Michèle Grisard,
Séverine et Claire,
font part du décès, à l'âge de quatre-
vingt-un ans, de

Camille GRISARD,
le 26 juillet 1993.

39, rue Jonquoy,
75014 Paris.
40, rue d'Antipoul,
75019 Paris.
25, allée Leprince-Ringet,
42100 Saint-Etienne.

Philippe LEVEAU
a quitté la vie le 2 septembre 1993.

Il avait trente et un ans.

Geneviève et Rémy Leveau,
Catherine et Laurent Benzon-
Leveau,
Béatrice et Hervé Grandury-Leveau,
font part de leur douleur.

L'inhumation a eu lieu le 7 septem-
bre, à Pierrelaye, dans le caveau de
famille.

32, rue de Lyon,
75012 Paris.

Salah Baccouche,
La famille Sieber,
Ses amis intimes,
ont l'immense tristesse de faire part du
décès de

Lilly LUWAK SIEBER,
artiste peintre,
survenu le 27 juillet 1993.

Une cérémonie religieuse sera célé-
brée en la basilique Notre-Dame-de-
Victoires, place des Petits-Pères,
Paris-2^e, le jeudi 9 septembre, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse, à Paris.

M^{me} Christian Rabut,
Marianne, Edouard et Adrien
Bertrand,
se beaux-enfants,
Et M^{me} Patrick Rabut,
Christophe, Béatrice et Philipp,
leurs enfants,
La famille,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Christian RABUT,
survenu le 6 septembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 9 septembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-Sulpice, à Paris.

2, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.
Goethestrasse 37,
Kronberg, 61476 D.

Le président,
Le directeur général,
Et le personnel de la Compagnie de
Suez.

Le président,
Les directeurs généraux
Et le personnel de la Banque Indo-
suez,
ont la tristesse d'annoncer le décès de
leur collaborateur, ancien collaborateur
et ami,

M. Christian RABUT,
directeur de la Compagnie de Suez,
ancien directeur
de la Banque Indosuez,

survenu le 6 septembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 9 septembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e.

[Né le 7 février 1943, Christian Rabut était
directeur à la direction des participations lan-
ciennes et nouvelles de la Compagnie de Suez
depuis janvier 1992. Il était entré en avril 1983 à
la Banque Indosuez et avait occupé des responsa-
bilités au département étranger, à la direction de
l'Europe et du département international. Il
avait aussi été directeur de l'école des hautes études
commerciales, marié et père de quatre enfants.]

Alexandra Henneberg,
Morgane Pomponi-Pomponetti,
Georges Pomponi
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Patricia POMPONI,
Une messe sera célébrée le samedi
11 septembre 1993, à 12 heures, église
Saint-Médard, 141, rue Montfard,
Paris-9^e.

M^{me} Charles Sadron,
née Aubel,
Marie-Louise et Pascal Lang-de
Lury.

M. et M^{me} Marc Leng
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Chauvot,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Paul Eck,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Colette Eck,
M. et M^{me} Maurice Goumain,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Maxime Aubel,
se enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} André Aubel,
leurs enfants et petits-enfants,
Ainsi que les familles Dumurgier,
Gagliardi, Genet, Guiochet et Lemaire,
Ses alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles SADRON,
professeur honoraire
au Muséum national
d'histoire naturelle,
professeur honoraire
de l'université de Strasbourg,
directeur honoraire
du Centre de biophysique moléculaire
d'Orléans,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 septembre 1993, à
Orléans, dans sa quatre-vingt-douzième
année.

La levée du corps aura lieu au salon
funéraire, 2, rue de la Poêle, Orléans
(Loiret), le 10 septembre, à 10 heures.

Les obsèques seront célébrées au
cimetière de Châteauneuf, à 15 h 30.

2, rue François-II,
45100 Orléans.

M^{me} Pierre Bianquis,
M^{me} Robert-Adolphe Schiumberger,
M^{me} Eric Barde,
M^{me} Daniel Seydoux,
M^{me} Marcel Seydoux,
M^{me} Pierre Dels,
M^{me} Georges Roederer,
sa famille
Et les résidents de la maison de
retraite du Châtelet,

ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de

Antoinette SEYDOUX,
survenu le 5 septembre 1993, à
Meudon.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 8 septembre, à 10 heures, au
Châtelet.

L'inhumation aura lieu, dans l'inti-
mité, au cimetière de Cateau (Nord).

Le Châtelet,
3 bis, rue du Bel-Air,
92190 Meudon.

M^{me} Michèle Varières,
se enfants,
Et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel VARIÈRES,
survenu le 4 septembre 1993, à l'âge de
cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 9 septembre, en l'église Notre-
Dame-de-France, de Juvy-sur-Orge.

32, boulevard de la Cascade,
91260 Juvy.

Remerciements

Le professeur Jean-Paul Binet,
Ainsi que sa famille,
Et la famille Vernier,
remercient toutes les personnes qui se
sont associées à leur immense chagrin
lors du décès de

M^{me} Jean-Paul BINET,
et vous prient de trouver ici l'expres-
sion de leur gratitude.

Anniversaires

Ramonville. Paris. Washington
DC.

Le 7 septembre 1987,

Michel MARTINEZ,
docteur en médecine,
interne en psychiatrie,
nous quittait accidentellement.

Ses parents, sa sœur, son frère,
sa famille,
Et ses amis,
se souviennent.

Communications diverses

Le Consistoire israélite de Paris,
rappelle que la cérémonie des déportés
sera célébrée le dimanche 12 septembre
1993, à 11 heures, en la grande syna-
gogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e, en
présence des plus hautes autorités
civiles, religieuses et militaires.

La majorité et l'échéance présidentielle

Jacques Chirac affirme qu'il ne sera « jamais en concurrence » avec le premier ministre

Jacques Chirac a profité de son passage au « Club de la presse d'Europe 1 », lundi 6 septembre, pour dissiper l'impression de malaise suscitée par sa rivalité, réelle ou supposée, avec le premier ministre. « Édouard Balladur et moi, ne serons jamais en concurrence, je tiens à ce qu'on le sache dans la classe politique et l'opinion publique », a dit le maire de Paris. Il a expliqué cette affirmation par « des raisons simples, qui tiennent à l'amitié, à la droiture, à un socle commun de convictions forgées depuis longtemps et à notre sens commun de l'intérêt de l'Etat et de la nation ».

Le président du RPR s'est gardé de révéler s'il sera ou non candidat à l'élection présidentielle. « Est-ce que je souhaite délivrer un message dont je me sens porteur ? Sans aucun doute. Que personne ne doute de ma détermination. Quand et comment ? Il est tout à fait prématuré d'en parler », a précisé M. Chirac, qui a assuré ne pas regretter « une seconde » de ne pas occuper la place de chef du gouvernement, en se réjouissant

que « la cohabitation soit ce qu'elle est ». Interrogé sur la politique conduite par M. Balladur, il a déclaré qu'elle est « sans aucun doute la mieux adaptée à la nécessité d'un redressement et d'un assainissement de la situation française ». Il a observé, ainsi, que « le gouvernement a mis tous les moyens en œuvre pour lutter contre le chômage », qu'il a fait « le seul choix possible, c'est-à-dire celui de la stabilité » sur le plan monétaire, qu'il a mis en œuvre « une politique de défense vigoureuse et intelligente de nos intérêts » sur le plan international et qu'il a pris « toutes les mesures nécessaires pour préserver notre protection sociale menacée ».

M. Chirac a confirmé (le Monde du 2 septembre) qu'il avait « rédigé en commun », avec M. Balladur, les deux communiqués qu'il avait publiés lors de la crise monétaire du mois d'août.

M. Chirac a appelé la majorité à soutenir « sans réserve et sans état d'âme l'action du gouvernement », car, selon lui, « le gouvernement (...) est actuellement au milieu du

gué ». « Il ne faut pas qu'il y ait qui tirent à hue et à dia, même si, sur tel ou tel point, ils estiment qu'on aurait pu faire un peu autrement ou un peu mieux. C'est possible, mais ce n'est pas le problème. Le problème est de sortir du gué », a-t-il expliqué. Au sujet de la révision de la loi Falloux sur le financement de l'enseignement privé, M. Chirac a déclaré faire « toute confiance au gouvernement pour poursuivre dans le sens des engagements pris » pendant la campagne législative.

Enfin, il a jugé « indispensable qu'il y ait une liste unique » de la majorité aux élections européennes, en estimant « un peu prématuré » de désigner dès maintenant une tête de liste. « Naturellement, je me réjouirais qu'Alain Juppé prenne la tête de liste, c'est à lui d'en décider », a-t-il toutefois précisé. Se félicitant de l'action du secrétaire général du RPR, M. Chirac a souligné que « sa mission, qu'il remplit parfaitement », est d'être ministre des affaires étrangères plutôt que député européen.

EN BREF

□ British Aerospace s'allie avec Eurocopter pour un marché britannique d'hélicoptères. — British Aerospace va créer une société commune avec le consortium franco-allemand Eurocopter pour répondre à l'appel d'offres de l'armée de terre britannique en vue d'acheter une centaine d'hélicoptères anti-chars qui remplaceront ses Lynx. On attend une décision de Londres pour octobre ou novembre prochain. Eurocopter propose son Tigre, face à une offre du groupe américain McDonnell Douglas qui a accepté de confier à la société britannique Westland la production de l'hélicoptère Apache. En s'alliant avec un partenaire britannique, Eurocopter et McDonnell Douglas espèrent séduire les décideurs de Londres.

□ Niveau record pour les exportations d'armes britanniques en 1993. — Les exportations d'armes britanniques atteindront un niveau record en 1993 et dépasseront les 5,2 milliards de livres (environ 45 milliards de francs) de 1992, a annoncé Sir Alan Thomas, chef du service des exportations d'armes du ministère britannique de la défense. La Grande-Bretagne aura ainsi pris 20 % des parts du mar-

ché mondial. Elle se situe, cette année, à la deuxième place des pays exportateurs, derrière les Etats-Unis. Ces résultats ont été principalement obtenus grâce à la signature d'un contrat de vente de quarante-huit avions de combat Tomcat à l'Arabie saoudite.

□ NIGERIA : confiscation du passeport de l'écrivain Wole Soyinka. — Le quotidien nigérian The Guardian a indiqué, lundi 6 septembre, que les autorités du pays avaient confisqué, la veille, à l'aéroport de Lagos, le passeport de l'écrivain Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, alors que ce dernier arrivait de Londres. D'autre part, Ernest Shonekan, le chef du gouvernement intérimaire, a obtenu la levée du mot d'ordre de grève du syndicat des employés du secteur pétrolier (NUPENG), rétablissant ainsi l'approvisionnement en carburant de Lagos, la capitale économique. — (AFP, Reuters)

□ Le Front national veut doubler le nombre de ses listes aux élections municipales de 1995. — Bruno Gollnisch, membre du bureau politique du Front national et responsable du parti d'extrême droite dans la région Rhône-Alpes, a indiqué, lundi 6 septembre, à Lyon,

qu'aux élections municipales de 1995 son mouvement « doublera le nombre de ses listes, pour plus que doubler le nombre de ses élus ». « Nous sommes en mesure de faire un « tabac » dans de nombreuses municipalités et, notamment, dans le Midi », a-t-il affirmé.

□ « Le Quotidien du maire-Hebdo » cesse de paraître. — Le Quotidien du maire-Hebdo a annoncé le 1^{er} septembre qu'il allait cesser de paraître. La chute des recettes publicitaires est à l'origine de cette décision, ainsi que la baisse des abonnements, passés de quatre mille en 1989 à sept mille actuellement, du fait des mesures de restriction prises par les collectivités locales dont le journal voulait être le titre de référence. Le Quotidien du maire, créé en 1987 par Jean-Jacques Guillet et Philippe Tesson (le Quotidien de Paris), avait été contraint en 1990 de passer à un rythme hebdomadaire, après des pertes financières et une restructuration du capital qui avait fait de la Générale des Eaux l'un des principaux actionnaires, la part de M. Tesson étant réduite à 4,9 %. La société éditrice du Quotidien du maire-Hebdo a été dissoute mais un accord avec son concurrent, le Moniteur des villes, édité par CEP Communication, permettra de reclasser des journalistes en échange de la reprise des abonnements en cours.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Gérard Longuet : « l'UDF n'arbitrera pas les choix du RPR »

Gérard Longuet, ministre de l'industrie, président du Parti républicain, a affirmé sur Europe 1, mardi 7 septembre, que « l'UDF n'arbitrera pas les choix du RPR ». Présent à l'université d'été du RPR, à Strasbourg, le 4 septembre, M. Longuet a affirmé qu'il sera « inlassablement présent au RPR, quand on le lui demandera, pour marquer qu'il y a une solidarité qui est la condition du succès » de la majorité.

Le président du PR a souligné que cette présence ne signifiait pas, pour autant, un engagement auprès de Jacques Chirac au dépens d'Edouard Balladur, qui n'était pas à Strasbourg. « Je me garde bien, dans une assemblée RPR, de choisir l'un ou l'autre (...). Les bons mariages sont ceux où on se respecte mutuellement et où chaque famille n'essaye pas de régler les problèmes de la famille voisine », a ajouté M. Longuet.

Le président du PR, qui avait affirmé le 4 septembre que le PR a « vocation à présider l'UDF » (le Monde du 7 septembre), s'est attiré, lundi, une réplique de Pierre-André Wiltzer, député UDF, qui a observé que « à sa connaissance », cette présidence, occupée par Valéry Giscard d'Estaing, « n'est pas à l'UDF ». « Le jour où elle le sera, ce ne sera pas aux partis de décider, mais aux représentants des militants de voter », a ajouté le député de l'Essonne.

Jean-Louis Ottavi à la tête du service de coopération technique internationale de la police

Le contrôleur général Jean-Louis Ottavi a été nommé chef du service de coopération technique internationale de la police (SCTIP) par arrêté du ministre de l'intérieur Charles Pasqua. Il succède à Jacques Franquet, devenu en juillet dernier le directeur central de la police judiciaire, dont il était l'adjoint au SCTIP depuis juillet 1992.

Menant une carrière policière des plus rapides, M. Ottavi avait suivi de près les dossiers du terrorisme en 1990 comme adjoint au chef de l'unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT). En septembre 1991, il avait accompagné à Matignon le préfet Ivan Barbot, chargé des questions de sécurité au cabinet du premier ministre Edith Cresson.

[Né le 11 octobre 1943 à Tunis, le commissaire Ottavi a commencé sa carrière à la Police de Paris et des frontières (PAF) de Marseille en 1977 avant d'être affecté au service central de la PAF à Paris en février 1982. Adjoint au chef de l'UCLAT en mars 1990, il avait suivi le préfet Jean Barbot, en septembre 1991, pour s'occuper des questions de sécurité au cabinet du premier ministre. Devenu contrôleur général, M. Ottavi était adjoint du SCTIP depuis juillet 1992.]

Devancé aux élections législatives

Le maire de Noisy-le-Grand se démet de son mandat

Françoise Richard, maire (UDF-PR) de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), a annoncé, lundi 6 septembre, sa décision de mettre un terme à son mandat à compter du 15 septembre, pour « retrouver une vie personnelle et familiale (qu'elle estime nécessaire après ces dix années au service de la commune) ». Elle a avisé les membres de son équipe municipale le 2 septembre et adressé, le 3, sa lettre de démission au préfet du département.

Sans se prononcer sur le nom de son successeur, le maire démissionnaire « souhaite que la majorité municipale, à laquelle (elle) reste profondément attachée, désigne en son sein son meilleur représentant pour poursuivre dans la fidélité l'engagement qui a été (le sien) au service des Noisyens ». Elue au conseil général en mars 1985, réélue en mars 1992, Françoise Richard a précisé qu'elle conservera son mandat à l'assemblée départementale, mais elle n'a pas

encore décidé si elle continuera de siéger en tant que simple élue au conseil municipal de sa commune.

M^{me} Richard, âgée de cinquante-deux ans, avait été élue au conseil municipal en 1983 sous l'étiquette RPR. Après l'annulation de ce scrutin par le Conseil d'Etat, elle avait ravi la mairie, en mars 1984, au maire communiste, Marie-Thérèse Goussard. Elle conseillère régionale par le RPR, elle s'était démise de ce mandat en avril 1989, après sa réélection à la mairie, pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul. Ayant maintenu sa candidature aux élections législatives de mars dernier, face au député socialiste sortant, contre le candidat officiel investi par l'UDF, Christian Demuyne (RPR), maire et conseiller général de Noisy-le-Grand, qui l'avait emporté, elle avait été exclue du RPR. Elle avait alors adhéré au Parti républicain.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

SOMMAIRE

DÉBATS

Armée : « La plume sans le masque », par Bruno Boubée. Justice : « Garde à vue ou garde avec », par Thénos Grumbach... 2

ÉTRANGER

Les pourparlers de paix israélo-arabes... 3
Les effets de l'embargo dans l'ex-Yougoslavie... 4
Des détenus musulmans ont été victimes d'exactions de la part des Croates... 4
San-Sebastian en colère contre l'ETA... 5
Somalie : nouvelles attaques américaines contre le général Aidid... 5

POLITIQUE

L'application des accords de Schengen sur l'immigration... 7

SOCIÉTÉ

La décision de l'Union européenne de football excluant l'Olympique de Marseille de la Coupe d'Europe... 8, 9 et 10
Le contrôle des analyses biologiques médicales confié à l'Agence du médicament... 10
Tennis : les Internationaux des États-Unis... 10
Le championnat du monde d'échecs... 22

SCIENCES • MÉDECINE

L'évolution en quête de synthèse • Hépatite C : les premiers pas de l'interféron alpha • Une bouffée d'oxygène pour les étoiles... 11 à 13

CULTURE

Arts : la collection Barnes exposée au Musée d'Orsay... 14
Cinéma : Adieu ma concubine sort (en version expurgée) sur les écrans de Pékin ; le réalisateur

Chen Kaige et la censure invisible : le palmarès du XIV^e Festival des Films du monde, à Montréal... 15
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Jeux d'ombres »... 15

ÉCONOMIE

La désescalade du crédit à la consommation... 14
Les réactions après la fusion Renault-Volvo... 18
M. Séguin défend les missions locales... 18
Le nouveau ministre belge du budget engage la bataille du franc... 19
Vie des entreprises... 20

INITIATIVES

• Dossier : le travail perd sa valeur
• Chômage : la Haute-Savoie innove
• Management : la stratégie se démocratise • Insertion : ne pas mettre en péril ce qui existe • Tribune : « Docteur Jekyll et Mister Hyde », par Jean Allègre • Echos • Stages... 25 à 46

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 5
Cartes... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Radio-télévision... 23
Spectacles... 16

La télémétrie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 25 à 46

Le numéro du Monde daté 7 septembre 1993 a été tiré à 485 953 exemplaires.

48 MODELES DE COMPAQ, UNE SEULE ET UNIQUE BOITE .



Tout Compaq, rien que Compaq. Le groupe IC vous propose à Paris une boîte unique en France. Exclusivement consacré à Compaq, IC PC c'est 300 m2 de sourires, de conseils et de services dédiés à la meilleure des gammes actuelles de PC. IC PC : 83/85 RUE DE JAVEL 75015 PARIS.



Encore Compaq, toujours Compaq. Du ProLinea au Systempro, IC PC vous présente dans son show room l'intégralité de la gamme et vous offre les meilleurs prix sur tous les Compaq. Vous devriez déjà être chez IC PC. FAX. 45 77 97 43 / TEL. 40 58 00 58

COMPAQ

ENTRE COMPAQ ET VOUS IL Y A IC PC

JAVEL 150

DOSSIER • Le travail perd sa valeur

Le temps partiel annualisé

L'UAP va négocier un accord : les salariés y gagneraient en autonomie

POUR lutter durablement contre le chômage, « la voie, à mes yeux, la plus prometteuse, non la moins difficile, consiste à repenser complètement l'organisation du travail ». Au nom de la solidarité, Jean Peyrelevade, président de l'UAP, se prononce ainsi, dans le Monde du 8 juin, en faveur d'un développement systématique du travail à temps partiel, notamment dans le cadre de l'année. Cette option préférait, en fait, la négociation d'un accord qui doit s'ouvrir le 13 septembre à l'UAP, visant les 9 200 administratifs de l'entreprise. Les 9 000 commerciaux étant exclus de son champ d'application.

Concrètement, à l'UAP, les mères de famille pourraient travailler à mi-temps en étant libérées le mercredi et durant les vacances scolaires et toucheraient une rémunération régulière tout au long de l'année, proportionnelle au temps travaillé. En outre, ce dispositif pourrait s'appliquer à des préretraites progressives (hors du cadre FNE) et à des salariés plus jeunes et sans enfants, mais pour eux, la formule serait assortie d'une majoration de salaire - cofinancée par l'UAP et l'Etat - car les bénéficiaires ne pourraient pas choisir leurs plages de travail, qui seraient définies en fonction des besoins des services.

Point-clé de l'accord envisagé : « Chaque fois que des salariés acceptent le temps partiel, nous nous engageons à recruter autant de personnel de manière à maintenir la force de travail globale de l'entreprise », précise Jean-Pierre Narnio, directeur central des ressources humaines. Une initiative qui permettrait à l'UAP de redresser sa pyramide des âges grâce à l'embauche de jeunes. Selon lui, 300 personnes seraient susceptibles de passer à mi-temps en 1994, ce qui conduirait à 150 recrutements supplémentaires. L'accord éventuel, qui sera basé sur le volontariat, ne pourra toutefois être valide que si la loi quinquennale pour l'emploi prévoit cette formule, le temps partiel étant actuellement réglementé sur la semaine ou sur le mois.

Les syndicats, qui ignorent encore le projet précis, émettent déjà quelques réserves. Pour la CFDT, si le temps partiel sur l'année « correspond à une aspiration des salariés, surtout des mères de famille, encore faut-il en avoir les moyens », précise Jacques Delhomme, délégué du personnel. Des salariés seront prêts à abandonner 20 ou 30 % de leur rémunération, pas 50 %. Selon la CFDT, le salaire moyen à l'UAP est de 8 800 francs net sur douze mois pour environ vingt ans d'ancienneté, hors encadrement. D'autre part, dans cette entreprise où 670 personnes travaillent déjà à mi-temps ou aux quatre cinquièmes, Eric Jacques, membre FO du CCE, souligne que,

« lorsqu'une salariée ne travaille pas le mercredi, le jeudi elle doit faire le travail du jour plus celui de la veille, ce qui crée des situations de retard ».

Un engagement pour cinq ans

L'embauche de personnel en contrepartie ne le rassure pas. « Selon quels critères seront faits les recrutements ? Quels moyens de contrôle aurons-nous du maintien de la force de travail ? Déjà, des services souffrent d'un manque d'effectif chronique. Si l'UAP, qui engrange des bénéfices depuis des années, doit embaucher, elle n'a pas besoin d'artifices de ce genre. » Quant à la CQT, elle estime que « changer le travail, lorsque c'est la direction qui l'impulse, cela se fait sur fond de flexibilité accrue » et « de conditions de travail qui se dégradent sans que les compétences soient reconnues ».

Les syndicats soulignent en effet que les salariés déjà à temps partiel sont défavorisés sur le plan des augmentations de salaire et du déroulement de carrière. Enfin, la direction voudrait que les candidats au temps partiel annualisé s'engagent pour cinq ans alors que la CFDT, notamment, souhaite « une réversibilité à tout moment. Le niveau des salaires et le contexte économique ne nous permettent pas d'interdire à un salarié de revenir au temps plein si son conjoint se retrouve au chômage », insiste Jacques Delhomme.

Mais c'est surtout du côté de la hiérarchie que Jean-Pierre Narnio s'attend à des réactions majeures : « Le temps partiel sur l'année modifie l'organisation du travail, dit-il. Pour la hiérarchie, un poste égale une personne. Demain, une charge de travail égalera une force de travail, mais pas forcément avec les mêmes personnes. C'est un problème culturel. » Pour autant, selon la CFDT, ce roulement de personnel ne dévaloriserait pas le travail, car déjà, « avec 45 jours de congés par an en moyenne, les salariés ont l'habitude d'assurer le suivi des dossiers de leurs collègues ».

Mais Jacques Delhomme reconnaît lui aussi que tout reposera sur l'attitude de l'encadrement, qui devra accepter un roulement accru des salariés et surtout « un peu plus de délégation de pouvoir de façon à ne pas aller vérifier tous les dossiers, comme cela se passe parfois. Du coup, les salariés gagneront en autonomie. Ils en ont envie, même si les contreparties ne sont pas toujours équilibrées. Par contre, si la hiérarchie ne joue pas le jeu, on en reviendra à un système de gardes-chiourme ».

Francine Alzicovici

De nouveaux comportements

Dans un rapport pour l'Institut de l'entreprise, Michel Bon analyse l'évolution des attitudes face au travail

ET si l'économie n'avait plus besoin du même travail, ou des mêmes travailleurs ? Et si les hommes et les femmes d'aujourd'hui aspiraient à moins travailler, ou à travailler autrement ? Et si, enfin, la place du travail dans la hiérarchie des besoins de l'entreprise avait changé ?

Toutes ces questions sont au cœur du travail réalisé par Michel Bon, ancien président de Carrefour et aujourd'hui à la tête de l'ANPE.

En juin 1993, sous le titre « Les attitudes devant le travail », Michel Bon achève le rapport d'une commission dont il a la présidence au sein du programme « emploi » de l'Institut de l'entreprise. « Nous vivons dans un ordre simple, positiviste, souligne l'auteur, les besoins sont illimités : ils nourrissent un progrès technique indéfini qui, à son tour, affermit le lien social par les améliorations qu'il permet et les emplois qu'il crée. Quand la croissance s'étiole et que le

chômage se répand, c'est tout cet enchaînement vertueux qui est mis en doute. »

Qu'est-ce qui, au fond, préside à la désorganisation de la « trame du tissu social » qu'est l'emploi ? Le règne de l'économie tertiaire, souligne d'abord l'auteur, qui rappelle que « nous sommes passés d'une économie dominée par la production de biens à une économie dominée par la production de services ». Evidente, certes, qui cache pourtant des effets importants en ce qui concerne l'attitude face au travail.

Menace sur la cohésion sociale

Parce qu'ils sont plus féminins, « dans une société encore masculine » : parce qu'ils se déroulent souvent dans de plus petites unités qui ne favorisent pas le sentiment d'appartenance à un « corps social » ; parce que,

enfin, en l'absence d'un produit tangible du travail, ils ne facilitent pas la « reconnaissance sociale », les emplois du tertiaire souffrent, selon Michel Bon, d'un « déclassement social ». En plus des difficultés d'ordre culturel, que chacun rencontre dans un emploi « fondé sur le relationnel » - et non plus sur la compétence liée à la production d'un objet, symbole du travail fourni - l'évolution vers l'économie de services laisse inefficaces les différentes politiques de l'emploi. « Le chômage ne recule pas quand la croissance est là et progresse vivement quand elle n'y est plus », note Michel Bon, qui souligne que tous s'interrogent davantage sur la façon de conduire que sur la valeur.

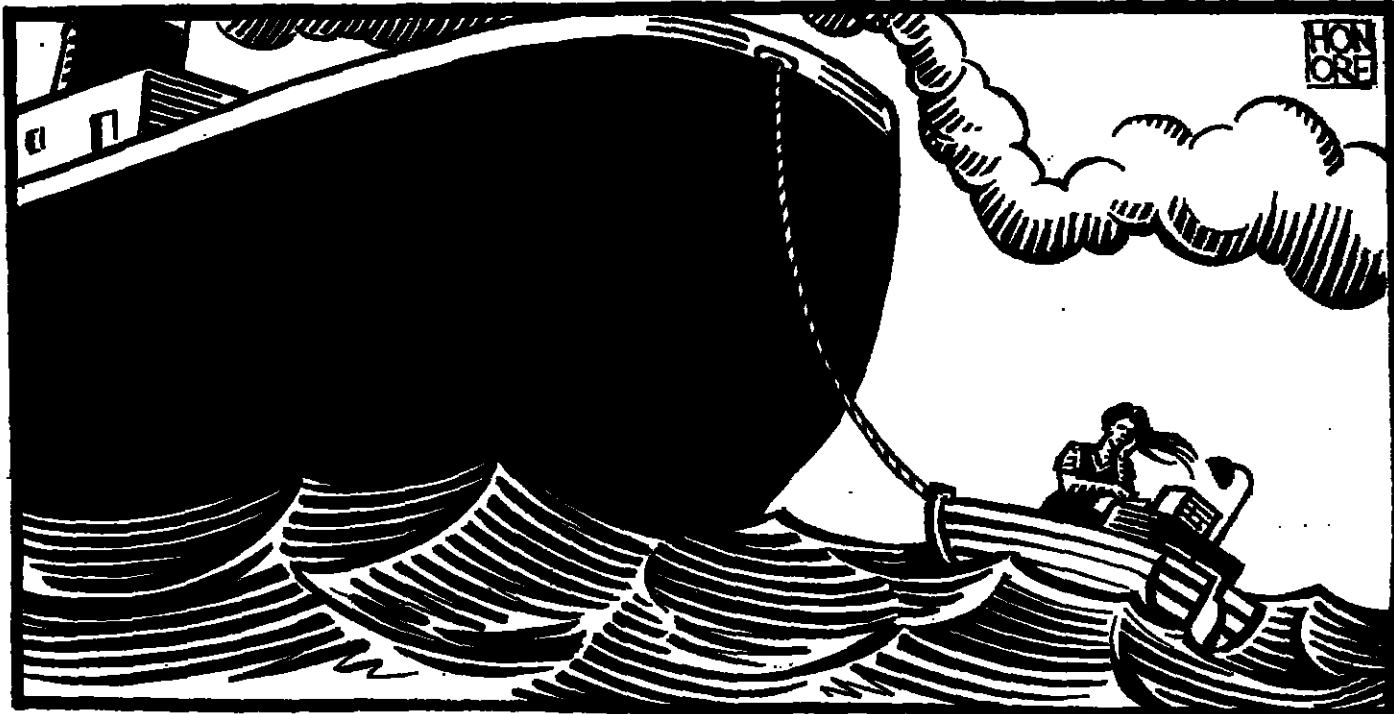
Face à cette mutation structurelle du « moteur de l'économie », existe-t-il un moindre appétit pour le travail ?

Les enquêtes le montrent : il n'existe « aucun déclin de la valeur travail », note Michel Bon. En revanche, la crise aidant, les

représentations du travail changent : travail-plaisir et travail-éprouvance sont plus volontiers que travail-devoir. Mais la pression du chômage vient largement pondérer cette évolution, créant une inquiétude qui « contamine l'attitude face au travail ». « On s'accroche à la sécurité qu'il apporte, même si on est pas très heureux, même si l'employeur en profite. »

Le regard sur l'emploi s'est donc modifié, et le lien social tout autant que les motivations s'en ressentent. La conception « sécuritaire » du travail recule - en même temps que la sécurité de l'emploi - de même que « l'implication des salariés dans l'entreprise ». Autant de signes qui attestent que « la croyance dans le progrès est ébranlée » et qui menacent la cohésion sociale. « Pas tellement par le risque d'une explosion comme en 1936 ou en 1968, indique Michel Bon, que par celui d'une atomisation de la société (...). »

Olivier Piot



UN ENTRETIEN AVEC GUY ROUSTANG

« Chercher l'autoréalisation dans tous les domaines de la vie »

Directeur de recherche au CNRS (laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Aix-en-Provence), Guy Roustang vient de publier aux Editions du Seuil, avec Bernard Perret, rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation, l'ouvrage « L'économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle ».

« Les formes juridiques actuelles du contrat de travail (CDD, stages, etc.) ne permettent pas aux salariés d'acquiescer un statut social, d'avoir une identité au travail. On est loin de la valorisation de la culture ouvrière des années industrielles. Comment voyez-vous cette évolution du lien entre identité et travail ? »

« L'évolution du lien entre identité et travail est en effet considérable par rapport au milieu du siècle, où la grande industrie avec une classe ouvrière nombreuse était au cœur du système productif. Il peut nous sembler paradoxal aujourd'hui que le travail ait été à ce point source d'identité : il était valorisé pour lui-même, alors que les conditions de travail étaient très dures, les rémunérations modestes, les durées du travail considérables selon nos normes actuelles. Mais les « travailleurs » avaient un sentiment de fierté et de puissance, ils se considéraient comme les créateurs de richesses et avaient tendance à penser que les dirigeants, cadres et autres bureaucrates étaient des intrus. Je me souviens, dans l'industrie automobile, d'un professionnel tôlier

qui ne manquait pas une occasion de dire, que si le contremaître l'empoisonnait trop, il demanderait sa paie et partirait avec sa caisse à outils chercher du travail ailleurs. A la limite, les conditions de travail pénibles permettaient de montrer sa force. Les ouvriers de la fonderie de Billancourt, qui travaillaient dans une chaleur épouvantable, faisaient les fiers lorsqu'ils arrivaient à la cantine. C'étaient les costumes parmi les costumes. »

« L'éthique du travail et ses contraintes étaient intégrées, et les espoirs se situaient dans l'avenir : « Je travaille pour que mes enfants aient une vie meilleure que la mienne. » Le mouvement ouvrier espérait une future société socialiste ou communiste. Chacun devait faire son devoir, manifester le sens de ses responsabilités. Le tiers-état n'était mal vu. La fidélité à l'entreprise, la fierté de participer à la création d'un produit pouvaient aller de pair avec la lutte des classes. Enfin, le travail était le sens de l'existence. »

« Bien sûr, l'augmentation du chômage, les licenciements collectifs, la multiplication des CDD et des stages font que l'on ne peut plus s'identifier de la même manière à un monde du travail qui a tant de mal à vous faire une place. Il est difficile aujourd'hui de vendre sa force de travail et il paraît que tout le monde ne serait pas « employable ». Mais ces évolutions objectives n'expliquent pas seules la fin de l'éthique du travail. Les exigences des individus à l'égard du travail ont changé. La nécessité de travailler

est reconnue comme une contrainte pour accéder à la consommation, mais on ne fait plus du travail une vertu. On prend ses distances par rapport au travail, à moins qu'il ne soit l'occasion de se réaliser soi-même, de par les relations qu'il permet, ou l'autonomie et la créativité qu'il autorise. »

« Par exemple, le développement des métiers de soins aux personnes, considérés par certains comme des métiers serviles, ne favorise pas l'attachement à la profession. »

« A l'intérieur des services, ce qui concerne les soins aux personnes ou plus généralement le relationnel est souvent dévalorisé. Notre société a tendance à sous-estimer les activités qui relèvent plutôt du cadre domestique et qui étaient l'attribution des femmes. Si aujourd'hui on prend acte que nous avons abondance de biens et qu'au contraire il y a pénurie de lien social, peut-être faut-il renverser la perspective et reconnaître socialement et économiquement la grandeur de ces métiers à petits salaires. Le métier de gardien d'immeuble dans un quartier en difficulté suppose un savoir-faire et des qualités hors du commun, très supérieurs à ce qui est nécessaire en face d'une table à dessin ou d'un ordinateur. »

« Quelles sont les stratégies de compensation identitaires que peuvent mettre en place les salariés non satisfaits de leur statut professionnel ? Certains semblent vouloir se détacher de l'entreprise en ne travaillant plus qu'à temps partiel

ou pour plusieurs employeurs. »

« Même la plupart de ceux qui sont satisfaits de leur statut professionnel n'en font plus le centre de leur vie. Ils veulent se réserver du temps pour eux-mêmes, pour les amis, pour la famille, pour diverses activités où « ils s'éclatent ». Ils ne sont plus convaincus qu'il faille « perdre sa vie à le gagner ». A fortiori, ceux qui ne trouvent aucun plaisir dans leur travail et qui considèrent que le temps qu'ils y consacrent est du temps qui leur est volé. Une partie de ceux qui travaillent à temps partiel le font librement pour s'occuper de leurs enfants ou se consacrer à des activités enrichissantes pour eux, mais ce n'est pas, le plus souvent, un rejet du travail. On cherche l'autoréalisation dans tous les domaines de la vie. »

« C'est plutôt au début de la vie active que l'on constate que les jeunes (indépendamment de la difficulté de trouver du travail) hésitent à s'engager vraiment dans un emploi, comme ils hésitent à créer une famille ou à s'engager dans un syndicat. Cette crainte d'être prisonnier d'un emploi s'inscrit dans une recherche d'identité difficile, qui ne concerne pas que la vie professionnelle. Notre société ne transmet plus les modèles de comportement dans lesquels il suffisait autrefois de se mouler, chacun cherche péniblement son identité par tâtonnement, et l'engagement professionnel n'y échappe pas. »

Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet

Vieillesse et scepticisme

Travailler moins long

Une double révolution culturelle

*Digital introduit le temps partiel
à l'occasion d'un plan social*

dée à l'équipe de travail. Autre signe : les cadres sont de moins en moins prêts à acheter des actions de leur société (50,9 % en 1991 contre 29,6 % en 1993). Enfin, certains outils de management, tels que les cercles de qualité et groupes de progrès, sont en recul. Ce qui relève, encore, d'une désillusion.

Dans ce contexte, que peuvent signifier les innovations managériales lancées par un patronat « moderniste » ou le raccrochement à des valeurs plus larges, telles que « l'entrepreneuriat citoyen » ? Il faut y voir une réponse des dirigeants. Le fait que la cohésion sociale ne peut être obtenue par les seules performances propres à l'entreprise, traduit Yves Lichtenberger, directeur du Centre d'études et de

EPSY : les motivations changent. Aujourd'hui, les conditions de travail sont mises prioritairement en avant (+ 29,3 %) et ce, avant la sécurité de l'emploi, le niveau de salaire, les possibilités d'évolution et de promotion. « Ce renversement de tendance envers les conditions de travail, estime EPSY, correspond à un désengagement vis-à-vis de l'entreprise, qui n'offre ni pérennité de l'emploi, ni perspectives crédibles d'évolution, ni débouchés à la revendication salariale. Plus inquiétant, les cadres

Il en résulte un sentiment de défiance, d'autant plus marqué que le référentiel change et que l'on est remis en cause par beaucoup. Une foule de signes de progrès de l'individualisme, de scepticisme grandissant à l'égard des innovations managériales, de défiance vis-à-vis des directions, de renversement des motivations, voire de « cocoon social », se manifestent. Ce qui se traduit par des modifications du comportement : le surinvestissement observé au milieu

tailleur (1). Ainsi, une très haute importance est accordée par les salariés à la définition de la tâche, laquelle est perçue comme un élément déterminant : « Avoir un travail bien défini, en quelque sorte "au carré", est une aspiration à ne pas vouloir prendre de risques, commente Jean-Claude Ducatt, directeur d'EPSY. Ce qui explique qu'aujourd'hui le rôle des organisateurs est en train de supplanter celui des directeurs de ressources humaines. » On note encore une diminution de l'importance accordée

D'après son franchi le pas pas solidarité. Pour franchi des franchissements. Sans toujours savoir d'ailleurs si le petit savoir était le leur ou celui d'un camarade de service ou d'agence. « La réflexion sur la valeur travail n'a pas été au centre de leurs préoccupations. Ils ont voulu en premier lieu, et c'est positif, sauver des emplois. Mais les choses se sont faites dans la précipitation. Je pense que la réflexion de fond ne pourra se faire qu'à partir de maintenant », estime Bruno Cha-

Une méthode douce pour diminuer les effectifs.
Toutes les catégories sont concernées

A y regarder de près, c'est surtout l'attitude des entreprises qui est en train de changer. Elles ont découvert, dans le temps partiel, un moyen de diminuer leurs effectifs au travail et certaines le proposent à leurs salariés à des conditions attractives. Par exemple, à l'usine Régnaud-Reynolds SA de Valence, 12 % des 454 salariés ont opté librement pour le temps partiel et cette proportion a augmenté de 10 points au cours de la dernière année. Les catégories les plus concernées, depuis le personnel d'atelier jusqu'aux cadres. Au siège parisien de la CARCEP, organisme de retraite et de prévoyance, le temps partiel librement choisi touche près de 10 % des 367 salariés. En général, le salaire est réduit dans la même proportion que le temps de travail. Mais la formule fait principalement appel à deux catégories d'indé-

que temps, l'un de ses collègues a pris un abonnement hebdomadaire à un journal, un troisième consacrerait désormais la moitié de son temps à peaufiner ses spectacles de prestidivination – son violoncelle d'Ingres. Christine P., magasinière, a opté elle aussi pour le mi-temps, mais parce que les différentes dispositions prises par la société se combinent si heureusement qu'elle gagnera presque autant qu'avant un emploi à plein temps.

Rien de tout cela ne permet de penser que l'on voit pointer un salariat d'un nouveau type prêt à assumer le partage du travail, quitte à restreindre son niveau de vie. Beaucoup ne pourraient le faire que très difficilement à cause des tristes réalités de la répartition principale ou secondaire, pour leur voiture, etc. Mais d'au-

qu'il est possible de faciliter cette situation des bœufs. Ce centre de soins et de rééducation pour enfants pratique depuis cinq ans une politique de « temps choisi » qui permet aux 530 salariés de prendre autant de congés supplémentaires qu'ils le désirent, à condition d'en faire la demande d'une année sur l'autre. « La formule était chacun à tenir bon », dit-il, « mais ça ne fonctionne pas », souligne Gérard Guillemin, le directeur général adjoint. La perte de rémunération qui découle de ces absences est évaluée sur les douze mois de l'année, ce qui fait qu'on trouve des salariés deux ou trois fois moins payés pendant un temps choisi même parmi ceux qui ont de petits salaires. Ainsi, bien que le salaire soit toujours au moins de 500 francs par mois, Elisabeth L., commis de cuisine au service de restauration, n'envisage plus de

Le travail à temps réduit, aujourd'hui proposé pour lutter contre les sureffectifs, fait une catégorie supplémentaire d'adeptes : une mosaïque disparate de personnes pour qui l'offre patronale se trouve « bien tomber », parce qu'elle leur permet de régler au moindre coût un problème personnel ou de réaliser un projet. Stéphane B., ajusteur à la SNECMA, va ainsi pouvoir consacrer du temps à la petite entreprise qu'il a créée et dont il compte pouvoir vivre d'ici quel-

reconnait Natanaël D... Mais si je
travaillais moins nous n'aurions
plus de superflu... Pourtant, on
perçoit chez beaucoup un ébranle-
ment, des interrogations, ne de-
couvrant de la fragilité de ces
puissants navires... Les hommes
se croient embarqués dans un
vie : la SNECma, IBM (garni
d'autres), Le Gens, dit Stéphane
B..., ressentent un mélange de ras
le bol et de tristesse. Ils font un
retour sur eux-mêmes, l'envie leur
vient de vivre autrement, quitte à
se serrer un peu la ceinture... Ce
n'est pas encore demain qu'ils ré-
aliseront ce rêve mais quelque
chose bouge dans les têtes.

L'expérience du centre hélioma-
r de Roscoff (Finistère), montre

Les hommes constituent, eux aussi, un cas significatif. Ils sont peu nombreux, mais, avec le temps, ils ont pris une importance proportionnellement, presque autant que les femmes, au temps choisi. On voit ainsi chacun apprendre en douceur à mesurer ce qui est le mieux pour la qualité de sa vie. Pour l'année en cours, ce sont près de 20 % des effectifs qui sont concernés ; et 286 semaines complètes ainsi que 269 semaines en temps partiel se trouvent « libérées » pour l'embauche de remplaçants, embauches certes temporaires mais fort appréciées dans la région.

Marie-Claude Betheder

 **UNIVERSITÉ PARIS
DAUPHINE**

Ingenieurs • Gestionnaires
Créateurs • Diplômés des
Universités et des Grandes Ecoles

Vous voulez avoir une réflexion et
une vision globales, vous investir et
devenir acteur à part entière dans un
monde en mutation pour :

- organiser en Europe la synergie des
compétences et cultures,
- conduire des projets au carrefour
des Arts, des Techniques, des
Sciences et de l'Entreprise.

Le  présente le premier

**Diplôme
d'Etudes
Supérieures
Transdisciplinaires**

**SCIENCES
ARTS
ENTREPRISE**

Admission multicritères (niveau Bac + 4)
Enseignement semestriel - Formes
compatibles avec votre orientation.

Réunions d'information à Dauphine

Pour la session
Mardi 14 septembre - 18 h - 20 h 20
ou **Levra + CV + photo à :**
CETEC-LEFR, av. des Sciences et de la Technologie
et du Mail de Lausanne-Tourmaillon, 75776 Paris cedex 16
Tél. (33)-1 44-46-45 04 - Fax (33)-1 44-46-45 22

**CERTIFICAT EN
DROIT DES AFFAIRES
INTERNATIONALES**

Formation professionnelle dans les domaines du droit commercial international, droit français des affaires et droit communautaire
... pour ceux qui travaillent déjà au sein d'un service juridique d'entreprise ou d'un cabinet d'avocats internationaux, ou ceux qui désirent percer dans ce domaine.


SESSION D'INFO GRATUITE :
JEUDI 9 SEPTEMBRE à 18 h 30
ou
SAMEDI 11 SEPTEMBRE à 10 h

RÉSERVEZ UNE PLACE :

**THE
AMERICAN UNIVERSITY
OF PARIS**

département de formation permanente

Tél. : 45-51-64-58

 **CONSERVATOIRE
NATIONAL
DES ARTS ET METIERS**

**DEMAIN...
INGENIEUR MANAGER**

UN PROFIL RECHERCHE PAR L'ENTREPRISE


INGENIEUR OU SCIENTIFIQUE

- Vous pouvez élargir vos perspectives de carrière, tout en continuant à exercer votre activité.
- Le CEPRIM a conçu pour vous une formation générale au Management donnant lieu à la délivrance d'un diplôme homologué au niveau I (3e cycle).
- De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.
- Nombre de places limité.

Renseignements et documentation auprès du :

**CENTRE DE PREPARATION
DE L'INGENIEUR AU MANAGEMENT**

2, rue Conté, 75003 PARIS - Tél. : (1) 40 27 25 59



INITIATIVES
EXPERIENCES

CHÔMAGE

La Haute-Savoie innove

L'ANPE propose aux firmes
un contrat de service-qualité

«**N**OUS sommes en présence d'une administration qui a envie de changer», témoigne Geneviève Lepeltier, de la direction des ressources humaines de la société Salomon. Ce constructeur annécien de matériels de sport est l'une des sept entreprises de Haute-Savoie signataires d'un contrat de service-qualité que leur ont proposé les services départementaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Un document novateur de dix articles, par lequel ces entrepreneurs (1) s'engagent, par exemple, à participer à des prestations de services des agences locales envers des demandeurs d'emploi et à communiquer à l'ANPE l'ensemble de leurs offres. En «contrepartie», les agences de l'ANPE, au nombre de cinq en Haute-Savoie, s'engagent à offrir aux entrepreneurs des contacts personnels et une régularité de visites, une continuité du service ainsi que son évolution selon le changement technologique prévisible.

La montée
du sous-emploi

On peut s'étonner que tout cela ne soit pas devenu, depuis longtemps en France, le «pain quotidien» de la relation entre l'économie privée et le service public de l'emploi. Des années de suspicion mutuelle et l'afflux des chômeurs en sont sans doute les causes, et la Haute-Savoie ne déroge pas à la règle. A la fin du mois de juin, le département était le plus éprouvé de Rhône-Alpes par la montée du sous-emploi, avec 29 478 chômeurs inscrits (+ 25,7 % sur douze mois «glissants»). Pour l'ANPE, nécessité a fait loi : «Nous comptons une part de marché de 25 % des offres d'emploi», déplore Xavier Charvet, chargé du développement et de la communication, qui lance cette initiative, avec le concours d'experts du cabinet lyonnais Algor-Management.

«Tout a commencé par une demande de l'ANPE en vue de la formation de son propre personnel aux réalités de l'entreprise», reconnaît M^{me} Lepeltier.

Les échanges ont été riches, sans finalité immédiate, et le contrat est devenu l'expression publique d'une démarche. Nous nous sommes engagés à avoir une attitude plus ouverte, au-delà des obligations légales», alors que Salomon a encore dû mettre en œuvre un plan social «lourd», voici deux ans. Selon M. Charvet, l'idée est venue durant l'application du plan de progrès de 1990 qui a vu le réaménagement du parc d'agences de l'ANPE et une nouvelle organisation du travail en leur sein, avec plus de polyvalence et de rotations du personnel entre les postes.

Voici quelques années, la délégation Rhône-Alpes de l'ANPE a déjà été le «laboratoire» d'une nouvelle utilisation de l'informatique, par laquelle le demandeur pouvait enfin avoir accès à des offres provenant de zones géographiques plus éloignées de son domicile. En Haute-Savoie, M. Charvet voudrait voir l'ANPE devenir «un gestionnaire de la ressource humaine externe», capable même d'imaginer la formation en fonction d'emplois qui n'existent pas encore. «C'est une opération médiatique, sans engagement des entreprises», juge Bethsabée Lunel, la secrétaire de l'Union locale CGT d'Annecy. Il s'agit seulement d'appliquer la loi, qui prévoit depuis longtemps le dépôt de toutes les offres d'emploi auprès de l'ANPE. Le Comité local d'action pour le droit au travail a rencontré récemment André Martin, le président de l'ANPE, pour souligner l'insuffisance des moyens matériels mis à disposition du personnel de l'ANPE et des chômeurs. Jean-Pierre Thoubans, le secrétaire départemental de la CFDT, salue l'ambition de l'ANPE de réhabiliter la notion même de service public, en s'adaptant aux demandes des entreprises. Lui aussi n'y voit de limites que dans les moyens.

De notre bureau régional
à Lyon,
Gérard Buéty

(1) Il s'agit des entreprises Téfal, Salomon, DAV, Eaux minérales d'Evian, SNR roulements, Somfy et Dynastar.

MANAGEMENT

La stratégie se démocratise

De la communication et surtout de la pédagogie
pour diffuser les grands choix de l'entreprise

HIER encore affaire exclusive de sociétés de culture taylorienne guidant encore sous un vernis moderniste leurs troupes selon des normes et des procédures préétablies et n'acceptant guère d'impliquer leurs subordonnés dans des décisions stratégiques. «On ne peut également partager la stratégie sans climat de confiance», estime Peter Kraljic, directeur général de McKinsey. Malheureusement, les restructurations et les plans sociaux qui y sont associés ne sont guère propices à cette symbiose pourtant nécessaire aujourd'hui.

«Mais, avant tout, il n'y a d'appropriation que si le salarié est susceptible d'utiliser son intelligence et de reconstruire la démarche en utilisant sa propre expérience», explique Michel Zarka. Pas question donc de se contenter d'une communication passive, type journal, tract ou vidéo conférence. Et comment éviter que chacun n'interprète à sa manière la vision de l'entreprise, au risque de déboucher sur un ensemble d'actions incohérentes ?

Eviter le piège
de la Bible incantatoire

«Pour mobiliser l'entreprise autour de la qualité, l'approche stratégique de l'entreprise doit nécessairement être comprise et communiquée à tous niveaux», explique Philippe Gamba, directeur marketing de Renault. Ainsi, le constructeur automobile cherche à faire converger tous ses métiers autour de ce pôle d'excellence, de l'ouvrier sur la chaîne au vendeur en contact avec le consommateur.

Mais comment faire partager ces grands principes aux salariés sans tomber dans le piège de la Bible incantatoire ?

L'échec de nombreux projets d'entreprise montre qu'il ne suffit pas de proclamer de belles intentions. «D'abord, une telle démarche participative signifie que l'entreprise est prête à faire la part de l'intelligence», souligne Michel Zarka, directeur associé

de CRC Conseils. Or beaucoup de sociétés de culture taylorienne guidant encore sous un vernis moderniste leurs troupes selon des normes et des procédures préétablies et n'acceptant guère d'impliquer leurs subordonnés dans des décisions stratégiques. «On ne peut également partager la stratégie sans climat de confiance», estime Peter Kraljic, directeur général de McKinsey. Malheureusement, les restructurations et les plans sociaux qui y sont associés ne sont guère propices à cette symbiose pourtant nécessaire aujourd'hui.

«Mais, avant tout, il n'y a d'appropriation que si le salarié est susceptible d'utiliser son intelligence et de reconstruire la démarche en utilisant sa propre expérience», explique Michel Zarka. Pas question donc de se contenter d'une communication passive, type journal, tract ou vidéo conférence. Et comment éviter que chacun n'interprète à sa manière la vision de l'entreprise, au risque de déboucher sur un ensemble d'actions incohérentes ?

Diverses méthodes participatives sont aujourd'hui proposées. De son côté, AMS a mis au point un support ludique, véritable parcours pédagogique qui permet par le jeu et la réflexion de reconstruire la stratégie de l'entreprise et de la décliner dans son univers quotidien.

Impliquer
le vendeur

C'est la méthode retenue par Renault pour faire comprendre à son réseau commercial (50 000 personnes concernées) l'originalité de la Twingo et déboucher sur de nouveaux réflexes de vente. «Dans le cadre de notre démarche qualité, nous

voulons nous servir de la Twingo comme levier de progrès en montrant qu'on peut vendre autrement», met en avant Philippe Gamba. L'objectif était non seulement de convaincre la force de vente qu'il est possible de vendre au prix proposé par le constructeur, sans remise, mais également d'essayer de comprendre les motivations du client sans chercher à lui imposer le produit à tout prix.

Par petits groupes de travail, les commerciaux ont travaillé sur les différents thèmes de stratégie commerciale (produit, positionnement, clientèle) présentés sous forme de planches. Par exemple, avec celle consacrée à la connaissance du produit, chacun était appelé à faire part de ses commentaires sur son allure, ses atouts, son prix en cochant les cases réponses se rapprochant le plus de sa vision personnelle. Après avoir évacué les a priori négatifs, à travers des discussions collectives, chacun devait ensuite construire son propre argumentaire de vente. Une façon vivante d'impliquer le vendeur.

Mais, pour que de tels exercices de style aient un effet dans le temps, il est toujours indispensable de contrôler régulièrement l'acquisition des connaissances et de fixer à chacun des objectifs opérationnels. L'un des pionniers de la planification stratégique, Sollac, travaille sur la traduction concrète de son projet Sollac 2005 en mettant en place à tous niveaux des chantiers pilotes.

«Si le comité de direction est en charge du management stratégique, de la définition des grands axes et des principes de fonctionnement, c'est à vous, cadres dirigeants, qu'il appartient de les porter au niveau opérationnel, de les appliquer, mieux de les adapter avec finesse et réactivité dans la pratique quotidienne», expliquait

Catherine Lévi

INSERTION

Ne pas mettre en péril ce qui existe

Eviter de déstabiliser le tissu économique local

ENCOURAGER la création d'emplois ou d'activités nouvelles sans mettre en péril ce qui existe déjà. Au moment où les initiatives foisonnent pour résorber un chômage lancinant, le risque s'aggrave d'un recrutement «à la Pierre de l'économie locale», à force de vouloir «habiller les Paul de l'insertion». Se voulant exemplaire dans la réinsertion professionnelle des RMistes, le conseil général du Pas-de-Calais a tenté, pour sa part, de se prémunir contre cette dérive lors de l'adoption, en juin 1992, de son plan en dix mesures destiné à favoriser l'emploi des chômeurs en situation difficile. En vertu de ce plan, artisans et entreprises locales sont pour la première fois associés en amont de l'insertion des publics en difficulté. Le texte prévoit également de modular les subventions d'insertion en fonction du risque de désorganisation du marché local.

«Au début, les professionnels avaient peur de l'insertion, y voyant l'émergence d'une concurrence déloyale», explique, un an plus tard, Michel Lefait, vice-président (PS) du conseil général du Pas-de-Calais, en charge des affaires sociales. «Mais, progressivement, nous leur avons montré que non seulement l'insertion professionnelle de ces publics n'entraîne pas en concurrence avec eux, mais qu'au contraire nous pouvions résoudre, par ce biais, certaines de leurs difficultés, notamment de recrutement».

Exemple de cette coopération montée avec les professionnels, les contrats d'objectifs passés avec des chambres consulaires, par lesquels ces dernières s'engagent à prospecter les emplois artisanaux en souffrance, suscep-

tibles d'être ensuite pourvus par des chômeurs de longue durée. Par-delà cette action d'insertion, «la chambre vise à créer un climat de confiance avec des professionnels qui se sentent souvent perdus devant les démarches administratives d'un recrutement», observe Raoul Mesureur, directeur du centre de formation des apprentis de la chambre des métiers du Pas-de-Calais. En un an, cette dernière a d'ores déjà rempli la moitié de son contrat, en plaçant une cinquantaine de chômeurs de longue durée sous contrat à durée déterminée d'au moins six mois. «Nous avons même détecté trois fois plus d'emplois disponibles que nous ne pouvions en satisfaire!», se félicite Jean-Marie Benoit, secrétaire général de la chambre.

Faire émerger
les besoins

La recette? «Nul ne doit abandonner sa logique au cours de l'opération», affirme Raoul Mesureur. Un entrepreneur n'est pas là pour résoudre le problème d'un chômeur, mais pour faire face à une réalité économique. «C'est pourquoi, à l'aide d'un questionnaire, nous invitons le chef d'entreprise à réfléchir sur son fonctionnement économique afin de faire émerger ses besoins en recrutement à court et moyen terme», explique Raoul Mesureur. A charge ensuite pour la chambre des métiers et les différents services de l'emploi de s'assurer des capacités du RMiste à tenir ce poste, à le former au besoin, à boucler le montage juridique et financier du recrutement et à continuer de

suivre le nouvel embauché pendant encore un an...

Autre forme de coopération développée par le conseil général : la complémentarité avec les activités d'insertion proprement dites. C'est l'exemple du stage de cordonnerie monté en association avec le Secours populaire et le syndicat patronal des cordonniers. Par cette opération, les stagiaires, recrutés essentiellement parmi les sans-domicile fixe, retrouvent une activité utile en réparant les chaussures et autres cartables récupérés par le Secours populaire, et remis en vente pour quelques francs par l'association caritative. Ce faisant, les stagiaires, qui apprennent le métier avec des cordonniers professionnels, en viennent à constituer, pour ces derniers, un vivier naturel de recrues potentielles.

Les responsables du plan local d'insertion par l'économie (PLIE) du district d'Arras, privilégié, pour leur part, la coexistence d'entreprises traditionnelles et de structures d'insertion sur les mêmes marchés. «Pour approfondir cette complémentarité, les professionnels ont d'ailleurs été invités à entrer dans le capital de ces entreprises d'insertion», précise Xavier Desjonquères, chargé de l'animation du PLIE d'Arras. Ainsi dans le secteur de la transformation des déchets alimentaires en produits d'agriculture, un accord a été passé entre les professionnels qui se chargent du ramassage des déchets dans les grandes cuisines (telles celles des cantines scolaires) et l'entreprise d'insertion qui assure les collectes individuelles. Ailleurs, des agriculteurs se sont eux-mêmes regroupés pour constituer une association

intermédiaire de travail saisonnier. «Ils tentent aujourd'hui de décrocher le marché des fournisseurs de fraises et de framboises aux normes américaines pour Haagen Dazs!», relève Xavier Desjonquères. Dernière étape que le conseil général s'appête à franchir : la mise en place d'un fonds d'aide au démarrage d'activités d'insertion tenant compte du marché économique local. Quatre types d'activités ont été définies : entreprises d'insertion créant directement en concurrence avec les professionnels locaux; activités exerçant en dehors du marché concurrentiel; celles offrant un nouveau service d'intérêt public; associations intermédiaires offrant aux personnes la possibilité de reprendre une activité sur des missions de courte durée. Pour chacun de ces organes d'insertion, le conseil général a modifié, non seulement, l'aide financière apportée, mais aussi les résultats escomptés sur le plan de l'insertion et les moyens exigés pour y parvenir.

A l'échelle du nombre de RMistes du Pas-de-Calais (21 759 allocataires en avril), les résultats obtenus dans le développement de ces structures d'insertion par l'économie peuvent paraître, avec 2 037 personnes concernées, encore bien modestes au regard de l'urgence et de la rigueur déployées. «Depuis que les quatre piliers de notre économie - textile, charbonnages, ports et sidérurgie - se sont écroulés, nous sommes condamnés à inventer de nouvelles pistes», rappelle Michel Lefait. Aucune n'est à négliger...

Valérie Devillechabrous

Docteur Jekyll et M^{me}

par Anne Hidalgo

«**N**ous sommes en présence d'une administration qui a envie de changer», témoigne Geneviève Lepeltier, de la direction des ressources humaines de la société Salomon. Ce constructeur annécien de matériels de sport est l'une des sept entreprises de Haute-Savoie signataires d'un contrat de service-qualité que leur ont proposé les services départementaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Un document novateur de dix articles, par lequel ces entrepreneurs (1) s'engagent, par exemple, à participer à des prestations de services des agences locales envers des demandeurs d'emploi et à communiquer à l'ANPE l'ensemble de leurs offres. En «contrepartie», les agences de l'ANPE, au nombre de cinq en Haute-Savoie, s'engagent à offrir aux entrepreneurs des contacts personnels et une régularité de visites, une continuité du service ainsi que son évolution selon le changement technologique prévisible.

Voici quelques années, la délégation Rhône-Alpes de l'ANPE a déjà été le «laboratoire» d'une nouvelle utilisation de l'informatique, par laquelle le demandeur pouvait enfin avoir accès à des offres provenant de zones géographiques plus éloignées de son domicile. En Haute-Savoie, M. Charvet voudrait voir l'ANPE devenir «un gestionnaire de la ressource humaine externe», capable même d'imaginer la formation en fonction d'emplois qui n'existent pas encore. «C'est une opération médiatique, sans engagement des entreprises», juge Bethsabée Lunel, la secrétaire de l'Union locale CGT d'Annecy. Il s'agit seulement d'appliquer la loi, qui prévoit depuis longtemps le dépôt de toutes les offres d'emploi auprès de l'ANPE. Le Comité local d'action pour le droit au travail a rencontré récemment André Martin, le président de l'ANPE, pour souligner l'insuffisance des moyens matériels mis à disposition du personnel de l'ANPE et des chômeurs. Jean-Pierre Thoubans, le secrétaire départemental de la CFDT, salue l'ambition de l'ANPE de réhabiliter la notion même de service public, en s'adaptant aux demandes des entreprises. Lui aussi n'y voit de limites que dans les moyens.

«Pour mobiliser l'entreprise autour de la qualité, l'approche stratégique de l'entreprise doit nécessairement être comprise et communiquée à tous niveaux», explique Philippe Gamba, directeur marketing de Renault. Ainsi, le constructeur automobile cherche à faire converger tous ses métiers autour de ce pôle d'excellence, de l'ouvrier sur la chaîne au vendeur en contact avec le consommateur.

Mais comment faire partager ces grands principes aux salariés sans tomber dans le piège de la Bible incantatoire ? L'échec de nombreux projets d'entreprise montre qu'il ne suffit pas de proclamer de belles intentions. «D'abord, une telle démarche participative signifie que l'entreprise est prête à faire la part de l'intelligence», souligne Michel Zarka, directeur associé de CRC Conseils. Or beaucoup de sociétés de culture taylorienne guidant encore sous un vernis moderniste leurs troupes selon des normes et des procédures préétablies et n'acceptant guère d'impliquer leurs subordonnés dans des décisions stratégiques. «On ne peut également partager la stratégie sans climat de confiance», estime Peter Kraljic, directeur général de McKinsey. Malheureusement, les restructurations et les plans sociaux qui y sont associés ne sont guère propices à cette symbiose pourtant nécessaire aujourd'hui.

«Mais, avant tout, il n'y a d'appropriation que si le salarié est susceptible d'utiliser son intelligence et de reconstruire la démarche en utilisant sa propre expérience», explique Michel Zarka. Pas question donc de se contenter d'une communication passive, type journal, tract ou vidéo conférence. Et comment éviter que chacun n'interprète à sa manière la vision de l'entreprise, au risque de déboucher sur un ensemble d'actions incohérentes ? Diverses méthodes participatives sont aujourd'hui proposées. De son côté, AMS a mis au point un support ludique, véritable parcours pédagogique qui permet par le jeu et la réflexion de reconstruire la stratégie de l'entreprise et de la décliner dans son univers quotidien.

C'est la méthode retenue par Renault pour faire comprendre à son réseau commercial (50 000 personnes concernées) l'originalité de la Twingo et déboucher sur de nouveaux réflexes de vente. «Dans le cadre de notre démarche qualité, nous voulons nous servir de la Twingo comme levier de progrès en montrant qu'on peut vendre autrement», met en avant Philippe Gamba. L'objectif était non seulement de convaincre la force de vente qu'il est possible de vendre au prix proposé par le constructeur, sans remise, mais également d'essayer de comprendre les motivations du client sans chercher à lui imposer le produit à tout prix.

Par petits groupes de travail, les commerciaux ont travaillé sur les différents thèmes de stratégie commerciale (produit, positionnement, clientèle) présentés sous forme de planches. Par exemple, avec celle consacrée à la connaissance du produit, chacun était appelé à faire part de ses commentaires sur son allure, ses atouts, son prix en cochant les cases réponses se rapprochant le plus de sa vision personnelle. Après avoir évacué les a priori négatifs, à travers des discussions collectives, chacun devait ensuite construire son propre argumentaire de vente. Une façon vivante d'impliquer le vendeur. Mais, pour que de tels exercices de style aient un effet dans le temps, il est toujours indispensable de contrôler régulièrement l'acquisition des connaissances et de fixer à chacun des objectifs opérationnels. L'un des pionniers de la planification stratégique, Sollac, travaille sur la traduction concrète de son projet Sollac 2005 en mettant en place à tous niveaux des chantiers pilotes.

«Si le comité de direction est en charge du management stratégique, de la définition des grands axes et des principes de fonctionnement, c'est à vous, cadres dirigeants, qu'il appartient de les porter au niveau opérationnel, de les appliquer, mieux de les adapter avec finesse et réactivité dans la pratique quotidienne», expliquait

Catherine Lévi

«**N**ous sommes en présence d'une administration qui a envie de changer», témoigne Geneviève Lepeltier, de la direction des ressources humaines de la société Salomon. Ce constructeur annécien de matériels de sport est l'une des sept entreprises de Haute-Savoie signataires d'un contrat de service-qualité que leur ont proposé les services départementaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Un document novateur de dix articles, par lequel ces entrepreneurs (1) s'engagent, par exemple, à participer à des prestations de services des agences locales envers des demandeurs d'emploi et à communiquer à l'ANPE l'ensemble de leurs offres. En «contrepartie», les agences de l'ANPE, au nombre de cinq en Haute-Savoie, s'engagent à offrir aux entrepreneurs des contacts personnels et une régularité de visites, une continuité du service ainsi que son évolution selon le changement technologique prévisible.

Voici quelques années, la délégation Rhône-Alpes de l'ANPE a déjà été le «laboratoire» d'une nouvelle utilisation de l'informatique, par laquelle le demandeur pouvait enfin avoir accès à des offres provenant de zones géographiques plus éloignées de son domicile. En Haute-Savoie, M. Charvet voudrait voir l'ANPE devenir «un gestionnaire de la ressource humaine externe», capable même d'imaginer la formation en fonction d'emplois qui n'existent pas encore. «C'est une opération médiatique, sans engagement des entreprises», juge Bethsabée Lunel, la secrétaire de l'Union locale CGT d'Annecy. Il s'agit seulement d'appliquer la loi, qui prévoit depuis longtemps le dépôt de toutes les offres d'emploi auprès de l'ANPE. Le Comité local d'action pour le droit au travail a rencontré récemment André Martin, le président de l'ANPE, pour souligner l'insuffisance des moyens matériels mis à disposition du personnel de l'ANPE et des chômeurs. Jean-Pierre Thoubans, le secrétaire départemental de la CFDT, salue l'ambition de l'ANPE de réhabiliter la notion même de service public, en s'adaptant aux demandes des entreprises. Lui aussi n'y voit de limites que dans les moyens.

«Pour mobiliser l'entreprise autour de la qualité, l'approche stratégique de l'entreprise doit nécessairement être comprise et communiquée à tous niveaux», explique Philippe Gamba, directeur marketing de Renault. Ainsi, le constructeur automobile cherche à faire converger tous ses métiers autour de ce pôle d'excellence, de l'ouvrier sur la chaîne au vendeur en contact avec le consommateur.

Mais comment faire partager ces grands principes aux salariés sans tomber dans le piège de la Bible incantatoire ? L'échec de nombreux projets d'entreprise montre qu'il ne suffit pas de proclamer de belles intentions. «D'abord, une telle démarche participative signifie que l'entreprise est prête à faire la part de l'intelligence», souligne Michel Zarka, directeur associé de CRC Conseils. Or beaucoup de sociétés de culture taylorienne guidant encore sous un vernis moderniste leurs troupes selon des normes et des procédures préétablies et n'acceptant guère d'impliquer leurs subordonnés dans des décisions stratégiques. «On ne peut également partager la stratégie sans climat de confiance», estime Peter Kraljic, directeur général de McKinsey. Malheureusement, les restructurations et les plans sociaux qui y sont associés ne sont guère propices à cette symbiose pourtant nécessaire aujourd'hui.

«Mais, avant tout, il n'y a d'appropriation que si le salarié est susceptible d'utiliser son intelligence et de reconstruire la démarche en utilisant sa propre expérience», explique Michel Zarka. Pas question donc de se contenter d'une communication passive, type journal, tract ou vidéo conférence. Et comment éviter que chacun n'interprète à sa manière la vision de l'entreprise, au risque de déboucher sur un ensemble d'actions incohérentes ? Diverses méthodes participatives sont aujourd'hui proposées. De son côté, AMS a mis au point un support ludique, véritable parcours pédagogique qui permet par le jeu et la réflexion de reconstruire la stratégie de l'entreprise et de la décliner dans son univers quotidien.

C'est la méthode retenue par Renault pour faire comprendre à son réseau commercial (50 000 personnes concernées) l'originalité de la Twingo et déboucher sur de nouveaux réflexes de vente. «Dans le cadre de notre démarche qualité, nous voulons nous servir de la Twingo comme levier de progrès en montrant qu'on peut vendre autrement», met en avant Philippe Gamba. L'objectif était non seulement de convaincre la force de vente qu'il est possible de vendre au prix proposé par le constructeur, sans remise, mais également d'essayer de comprendre les motivations du client sans chercher à lui imposer le produit à tout prix.

Par petits groupes de travail, les commerciaux ont travaillé sur les différents thèmes de stratégie commerciale (produit, positionnement, clientèle) présentés sous forme de planches. Par exemple, avec celle consacrée à la connaissance du produit, chacun était appelé à faire part de ses commentaires sur son allure, ses atouts, son prix en cochant les cases réponses se rapprochant le plus de sa vision personnelle. Après avoir évacué les a priori négatifs, à travers des discussions collectives, chacun devait ensuite construire son propre argumentaire de vente. Une façon vivante d'impliquer le vendeur. Mais, pour que de tels exercices de style aient un effet dans le temps, il est toujours indispensable de contrôler régulièrement l'acquisition des connaissances et de fixer à chacun des objectifs opérationnels. L'un des pionniers de la planification stratégique, Sollac, travaille sur la traduction concrète de son projet Sollac 2005 en mettant en place à tous niveaux des chantiers pilotes.

«Si le comité de direction est en charge du management stratégique, de la définition des grands axes et des principes de fonctionnement, c'est à vous, cadres dirigeants, qu'il appartient de les porter au niveau opérationnel, de les appliquer, mieux de les adapter avec finesse et réactivité dans la pratique quotidienne», expliquait

Catherine Lévi

«**N**ous sommes en présence d'une administration qui a envie de changer», témoigne Geneviève Lepeltier, de la direction des ressources humaines de la société Salomon. Ce constructeur annécien de matériels de sport est l'une des sept entreprises de Haute-Savoie signataires d'un contrat de service-qualité que leur ont proposé les services départementaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Un document novateur de dix articles, par lequel ces entrepreneurs (1) s'engagent, par exemple, à participer à des prestations de services des agences locales envers des demandeurs d'emploi et à communiquer à l'ANPE l'ensemble de leurs offres. En «contrepartie», les agences de l'ANPE, au nombre de cinq en Haute-Savoie, s'engagent à offrir aux entrepreneurs des contacts personnels et une régularité de visites, une continuité du service ainsi que son évolution selon le changement technologique prévisible.

Voici quelques années, la délégation Rhône-Alpes de l'ANPE a déjà été le «laboratoire» d'une nouvelle utilisation de l'informatique, par laquelle le demandeur pouvait enfin avoir accès à des offres provenant de zones géographiques plus éloignées de son domicile. En Haute-Savoie, M. Charvet voudrait voir l'ANPE devenir «un gestionnaire de la ressource humaine externe», capable même d'imaginer la formation en fonction d'emplois qui n'existent pas encore. «C'est une opération médiatique, sans engagement des entreprises», juge Bethsabée Lunel, la secrétaire de l'Union locale CGT d'Annecy. Il s'agit seulement d'appliquer la loi, qui prévoit depuis longtemps le dépôt de toutes les offres d'emploi auprès de l'ANPE. Le Comité local d'action pour le droit au travail a rencontré récemment André Martin, le président de l'ANPE, pour souligner l'insuffisance des moyens matériels mis à disposition du personnel de l'ANPE et des chômeurs. Jean-Pierre Thoubans, le secrétaire départemental de la CFDT, salue l'ambition de l'ANPE de réhabiliter la notion même de service public, en s'adaptant aux demandes des entreprises. Lui aussi n'y voit de limites que dans les moyens.

«Pour mobiliser l'entreprise autour de la qualité, l'approche stratégique de l'entreprise doit nécessairement être comprise et communiquée à tous niveaux», explique Philippe Gamba, directeur marketing de Renault. Ainsi, le constructeur automobile cherche à faire converger tous ses métiers autour de ce pôle d'excellence, de l'ouvrier sur la chaîne au vendeur en contact avec le consommateur.

Mais comment faire partager ces grands principes aux salariés sans tomber dans le piège de la Bible incantatoire ? L'échec de nombreux projets d'entreprise montre qu'il ne suffit pas de proclamer de belles intentions. «D'abord, une telle démarche participative signifie que l'entreprise est prête à faire la part de l'intelligence», souligne Michel Zarka, directeur associé de CRC Conseils. Or beaucoup de sociétés de culture taylorienne guidant encore sous un vernis moderniste leurs troupes selon des normes et des procédures préétablies et n'acceptant guère d'impliquer leurs subordonnés dans des décisions stratégiques. «On ne peut également partager la stratégie sans climat de confiance», estime Peter Kraljic, directeur général de McKinsey. Malheureusement, les restructurations et les plans sociaux qui y sont associés ne sont guère propices à cette symbiose pourtant nécessaire aujourd'hui.

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général



Notre entreprise
(+ de 2 MF, 5 000 personnes)
est spécialisée dans les travaux électriques.

POSTES BASÉS A PARIS OUEST

Directeur de centre de profit

Réf. 1570

Votre mission : en relation avec la direction générale, soutenir activement le développement de votre entité. Animer et motiver une équipe très professionnelle. Assurer l'animation commerciale. Définir et négocier la stratégie. Gérer les moyens en hommes, équipements et budgets.

Votre profil : 35/45 ans. Une formation grande école de type X - Ponts, Supélec, ESTP... Anglais courant. De réelles qualités de manager. Une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer. Un tempérament commercial et d'entrepreneur. La connaissance des métiers de l'électricité automatisés. De réelles aptitudes à gérer un centre de profit.

Directeur de département

Réf. 1580

Votre mission : Animer et motiver une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau en automatismes et informatique industrielle. Valider les solutions techniques et les présenter à nos clients en collaboration avec le service commercial. Assurer la gestion en hommes, budgets et moyens des projets. Développer nos prestations par la fiabilité et l'ingéniosité des solutions choisies.

Votre profil : 35/40 ans. Une formation supérieure d'ingénieur de type Supélec, ENSEIHT, ESME..., la maîtrise de la langue anglaise. La parfaite connaissance des métiers de l'automatisme et de l'informatique industrielle en entreprises d'installation électrique de préférence. La pratique des services à l'industrie. Une mentalité d'entrepreneur et un tempérament de manager. Des qualités relationnelles et de gestionnaire.

Nous vous offrons : Une structure très opérationnelle au sein d'un groupe important. Un très haut niveau de décision et la possibilité d'évoluer avec nous. Des conditions de travail motivantes.

Merci d'adresser votre candidature à Vidal Associates, 20-22 rue Louis Armand, 75015 Paris, en mentionnant la référence du poste choisi sur la lettre et l'enveloppe.



TOURISME

VALENCE

DIRECTEUR

Entreprise de tourisme à vocation familiale et sociale, nous gérons 4700 lits sur 15 centres de vacances, 1600 emplacements de camping, avec un effectif de 270 personnes. Nous vous confions la responsabilité de la gestion de l'entreprise, et de la commercialisation de nos produits. Sous la responsabilité du Président, et avec une large délégation, vous moderniserez les outils et les pratiques de gestion, et rechercherez les conditions de l'élevation de la motivation du personnel. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez eu la responsabilité de structures plus petites ou équivalentes dans le même secteur d'activité ou dans un secteur similaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la Réf. 5131 à DIAGNOR 38 rue de Latre de Tassigny - 69009 LYON à l'attention de Guy Pellée en précisant votre niveau de rémunération.

Cette société française, leader mondial dans son domaine, recherche pour conforter son expansion un

Directeur Commercial Groupe

FRANCE ET INTERNATIONAL

Sud-Est - 600/800 KF + bonus + voiture de fonction

Directement rattaché à la Direction générale, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la gestion commerciale et de l'animation des forces de vente du Groupe, auprès d'une clientèle très diversifiée qui va du détaillant aux plus grands groupes multinationaux. Agé de 38/45 ans, de formation supérieure, vous pourrez justifier d'une expérience réussie de 10 à 15 ans de Direction Ventes et Marketing au sein d'un groupe international, menée de préférence sur des produits professionnels à usage grand public : équipements de bureau, photographie et photocopie, informatique...

Ce poste est réservé à un meneur d'hommes, entrepreneur, charismatique, excellent communicateur, fiable, dynamique, négociateur né, à l'aise dans un environnement international. Outre le français, vous parlez nécessairement deux langues européennes dont l'anglais couramment. Adressez votre dossier de candidature (lettre + CV + rémunération actuelle) à Antoine Kamphuis :

KM & associés

Conseil en recrutement

14, rue de Téhéran - 75008 PARIS - Fax : (1) 45.62.14.28

Directeur Financier Groupe

750 KF +

Sa mission :

- concevoir et diriger la politique financière du Groupe,
- créer un langage "Groupe" pour l'ensemble des filiales européennes,
- diriger l'introduction en Bourse.

Son profil :

- une solide expérience de direction financière au sein de groupes internationaux, impliquant coordination des filiales et acquisitions d'entreprises,
- une maîtrise parfaite des métiers de direction financière (comptabilité, trésorerie, gestion financière, droit commercial et fiscal, politique bancaire et son application...),
- une réelle aptitude de pédagogue auprès des hommes qui ont à mettre en œuvre la politique déterminée,
- une capacité éprouvée de négociateur avec les banques,
- une pratique courante de l'anglais et la connaissance d'une autre langue de la Communauté (l'allemand ou l'espagnol).

La mission que notre Président veut lui confier exige impérativement une personnalité de tout premier plan.

Nous vous invitons à adresser, d'abord, votre dossier de candidature sous référence ES/DF à notre Conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS. Il vous assure une réponse très rapide.

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

Laboratoire pharmaceutique français international, reconnu comme l'un des plus dynamiques et des plus innovants dans le domaine du médicament éthique recherche son

DIRECTEUR DES AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES INTERNATIONALES

Rattaché à la Direction de la Recherche et du Développement, il aura la responsabilité de la Stratégie d'enregistrement et de soutien de nos produits au niveau international. Professionnel des Affaires Réglementaires, il sera Responsable des questions légales et réglementaires liées à l'enregistrement de nos produits dans le monde.

A ce titre, notamment, il conseillera les différents responsables de nos activités Recherche et Développement dans le choix et l'opportunité des études qu'ils génèrent. Par sa présence régulière à l'étranger, il mettra en œuvre et entretiendra des contacts de haut niveau avec les autorités administratives et scientifiques.

Animateur d'équipe, patron reconnu, il dirigera et coordonnera l'activité de plusieurs départements Affaires Réglementaires composés de professionnels expérimentés dans ce domaine.

Ce poste, de haut niveau de responsabilités, sera confié à un médecin ayant déjà eu une expérience internationale confirmée et reconnue dans le domaine des enregistrements de produits éthiques, acquise au sein d'un groupe pharmaceutique ou à une personnalité scientifique ayant une bonne connaissance des affaires réglementaires internationales.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 44591 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui nous le transmettra.

MEDIA SYSTEM

Directeur d'Exploitation

Notre entreprise, spécialisée dans la production et la distribution de produits alimentaires, recherche un Directeur d'Exploitation pour la région de Paris. Le candidat idéal devra avoir une expérience significative dans la gestion d'équipes et la coordination des activités de production et de distribution. Une formation supérieure et une maîtrise de l'anglais sont des atouts. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 1234 à notre service RH, 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

REPARTNER

DIRECTEUR GENERAL

DIRECTEUR GENERAL



EIDE GROUP

Notre entreprise, spécialisée dans la production et la distribution de produits alimentaires, recherche un Directeur Général pour la région de Paris. Le candidat idéal devra avoir une expérience significative dans la gestion d'équipes et la coordination des activités de production et de distribution. Une formation supérieure et une maîtrise de l'anglais sont des atouts. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 1234 à notre service RH, 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

COPI

55-10-10-10

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 8 septembre 1993 31

LES DIRIGEANTS

Directeur d'Exploitation



Avec 20 sites industriels répartis en France, nous sommes parmi les cinq grands de la profession du carton ondulé. Notre croissance et nos objectifs de développement nous incitent à rechercher, pour notre filiale de l'Ouest (125 personnes, 144 MF), notre nouveau Directeur d'Exploitation.

Le challenge que nous nous sommes fixés et qui sera le sien est de mener à terme l'association d'un marché considérable et d'une entreprise née et armée pour être le leader régional.

L'homme que nous souhaitons est un authentique manager opérationnel. Il est issu du monde industriel, il a su faire l'amalgame des différentes composantes de l'entreprise et est un familier de la vie des groupes.

Organisation, commercialisation, gestion sont ses trois principes d'action, rigueur son exigence personnelle et animation son credo.

Veillez adresser lettre de motivation, CV et photo, sous réf. A793R à RH PARTNERS, 18 rue Ferrère, 33000 Bordeaux et consulter la définition de fonction sur Minitel 3617 code RHPARTNERS.

RH PARTNERS

Groupe de Sociétés spécialisé dans l'ingénierie patrimoniale, l'optimisation fiscale et le développement international recherche, disponible rapidement, son

600KF+ DIRECTEUR GENERAL

De formation supérieure, c'est un professionnel expérimenté des produits financiers de placement et de gestion patrimoniale, sur lesquels il pourra intervenir tant au stade du développement qu'à celui du marketing (particuliers, entreprises). Il dispose impérativement d'une expérience d'au moins dix ans du management d'une entité autonome.

Outre les missions d'animation, d'organisation et de contrôle liées à la fonction, le poste exige une personnalité dotée du charisme et de l'entregent nécessaires pour impliquer ses équipes afin de concourir à la croissance commerciale attendue.

Le Conseil de l'Entreprise, Alain LOREAL, attend vos candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae complet, photo, dernière rémunération) à l'adresse indiquée ci-dessous. Les candidats retenus recevront, préalablement à l'entretien, une note d'information sur la Société. La procédure de recrutement implique la passation de tests. Il ne sera pas répondu aux dossiers non conformes.

SIGMUND

SIGMUND, réf. 93/18
43, avenue Hoche
75008 PARIS.

En France et dans le monde...



INGENIERIE DES TRANSPORTS URBAINS

Métro de Lyon
Tramways de Nantes, Saint-Etienne, Rouen, Grenoble, Strasbourg, etc.
Etudes pour Canton, Abidjan, Porto, Athènes, Eurotunnel...

Filiale du groupe SCETAROUTE et de Bechtel, nous imaginons, concevons et réalisons depuis plus de 20 ans des systèmes de transports considérés parmi les plus modernes. Notre développement en France et à l'étranger conduit notre PDG à rechercher et intégrer, dans le Comité de Direction, son

Directeur du Développement Commercial

Développer la stratégie en fonction des marchés, de la concurrence et de l'entreprise, proposer une politique commerciale globale et la mettre en œuvre
Fisser, avec nos porteurs : bureaux d'études, banques, entreprises, ministères, etc., des réseaux de relations durables permettant d'identifier les grands projets de transport et de positionner notre société et son savoir-faire
Négocier et générer des affaires nouvelles, suivre les appels d'offres français et internationaux
Elaborer et contrôler le budget d'action commerciale
Sont les principales missions que nous confions à un candidat de 40 ans environ qui intégrera une équipe compétente de 130 spécialistes.

De formation supérieure (Ingénieur ou ESC) vous avez une expérience significative de développement d'un service ou d'un produit auprès de collectivités locales (transports, urbanisme, travaux publics...) en France et à l'étranger. Vous maîtrisez l'anglais.

Vous avez acquis une bonne compréhension des enjeux politiques et économiques, et vous êtes conscient de l'importance des circuits de décision dans l'aboutissement des projets. Développeur, négociateur, vous savez créer un climat favorable à des négociations de haut niveau.

Le poste est basé à Lyon.
Dominique-Pierre MILLOT, notre conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 2053 M.

RHOC

19 place Tolozan - 69001 LYON

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

CONSEILS EN CARRIÈRE

Dirigeants prêts à changer ?

Pourquoi attendre ? Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle : vous avez le sentiment qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 8000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Bilan de carrière, Outplacement ?

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.342.52.49
Bureau associé : Londres

L'UNION DES GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS DE VIANDE DE BRETAGNE (U.G.P.V.B.) RECRUTE SUR RENNES SON

DIRECTEUR GENERAL

MISSION : Représenter l'élevage breton auprès des partenaires publics et privés, régionaux, nationaux et internationaux.

Assurer l'encadrement économique, sanitaire, environnemental des adhérents (42 groupements, représentant 20 000 éleveurs et un CA de 13 Mds de Francs).

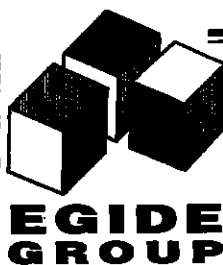
Animer une équipe de 13 personnes, dont des spécialistes de haut niveau (agronomie, médecine vétérinaire, droit, informatique).

PROFIL : Diplômé de l'enseignement supérieur, 40 ans minimum, le candidat retenu aura une expérience approfondie du monde agricole et de son organisation. Il aura de grandes capacités de synthèse et d'anticipation pour dégager les axes forts sur lesquels l'Union devra développer de nouvelles expertises. Il sera enfin un négociateur-débattre de haute volée, servi par un moral de grant.

Merci d'adresser, sous réf. 1160C, un dossier de motivation très chapeauté (avec CV, photo, indication de salaire) à notre Conseil



Yves MOY
Le Cruguellic,
56270 PLOEMEUR



Entreprise spécialisée en fabrication de boîtiers hermétiques et interconnexions pour la microélectronique professionnelle et l'industrie aéronautique internationale civile, militaire et spatiale.

• leader européen • 70 MF de CA
• 120 personnes • 60% à l'export
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT

Votre mission : Notre marché est étroit et très spécialisé. Les produits sont complexes et souvent réalisés sur mesure pour des clients exigeants. Vous dirigez des "commerciaux de haut niveau" dont un américain, un israélien, un anglais et un allemand, tous très expérimentés, et une administration des ventes nécessitant une gestion performante.

Vous êtes : Ingénieur de grande école types Mines ou équivalent, vous avez au moins dix ans d'expérience dont une expérience technique en matériaux métalliques ou céramiques et une expérience de vente de composants mécaniques ou électroniques de haute technologie, parfaitement bilingue anglais, avec une bonne capacité d'organisation, de management et de négociation.

Nous vous proposons : Un poste basé à St. Quentin en Yvelines (78). Une rémunération motivante, dans une équipe dynamique.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence "Dir. Cial" à Mme Mousci, EGIDE SA, Parc de Pissaloup, 2, rue Descartes, 78190 TRAPPES.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

France Telecom Mobiles Radiomessagerie, exploite les services de radiomessagerie de France Telecom.

Chef des ventes
Euteltracs

Vous assurez la promotion du nouveau service de messagerie et de localisation par satellite Euteltracs auprès du monde des transports, animez une équipe commerciale et technico-commerciale et constituez un réseau de prescripteurs et d'installateurs du service.

Agé de 35 ans, diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, animateur et négociateur, vous êtes un professionnel confirmé de la vente aux entreprises de service de technologie avancée et avez une excellente connaissance du monde des transports. Réf. A3 07 05

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à notre conseil, Madame Claude Favereau, Favereau Consultants, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

France Telecom
Mobiles

Radiomessagerie

Chef de produit

Votre mission : le lancement d'un nouveau service de radiomessagerie, l'analyse du marché, le positionnement du service, l'élaboration du cahier des charges, la définition et la mise en œuvre du plan marketing opérationnel en particulier, les outils d'aide à la vente.

A 30-35 ans, homme de marketing, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, avez une bonne connaissance du secteur des télécommunications et des services publics et/ou privés de messagerie écrite type X 400 développés en partenariat. Anglais indispensable. Réf. A3 07 06

Un partenaire européen pour des
télécommunications mondiales
Responsable Marketing
Europe

BT est l'un des principaux opérateurs de télécommunications dans le monde. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre filiale SYNCORDIA, le poste de RESPONSABLE MARKETING EUROPE.

Votre mission : En étroite collaboration avec le Directeur Marketing Europe, soutenir les ingénieurs commerciaux, gérer la communication, suivre et analyser le marché, la concurrence, les cibles.

Nous vous offrons : De participer à notre développement européen, de rejoindre un Groupe International de grande envergure sur un marché porteur, d'intégrer une équipe très motivée.

Un profil opérationnel : 29/35 ans
Une formation supérieure, une expérience exigeante réussie, le goût et la pratique de l'informatique, de l'analyse relationnelle, beaucoup de dynamisme, une large disponibilité et le goût des déplacements.

Pour un entretien individuel avec la société le 10/09/93, adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROIMM, 27/29 rue Raffet, 75016 PARIS. Fax (1) 40 50 54 52 en indiquant la référence 8832 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Anglais
courant

La Défense

BT

COMMERCIAL
DE HAUT NIVEAU H/F
HEC-ESSEC-SUP DE CO PARIS

plus de 3 500 km et le chiffre des ventes dépasse les 2 milliards de francs. Au sein du Service Commercial, vous assurez les relations commerciales avec les distributeurs : constitution des dossiers, analyse commerciale et élaboration des propositions, participation aux négociations.

Vous prendrez aussi en charge les études de rentabilité économique de projets commerciaux particuliers et participerez à la détermination

bénéficiez d'une première expérience commerciale. Doté d'un esprit de synthèse et d'excellentes capacités relationnelles, votre sens du dialogue et votre goût des contacts vous permettront de donner à ce poste toute sa dimension.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la référence LM/GSO, à G.S.O., 49, avenue Dufau, BP 522, 64010 Pau Cedex.

MONNERET

Nous sommes l'un des leaders français du jeu, n°1 mondial du baby-foot et n°1 européen du billard de loisir. Notre réussite repose sur notre savoir-faire technique, notre capacité d'innovation et notre niveau de qualité. Soucieux d'acquiescer une dimension internationale de plus en plus grande, nous sommes fortement implantés à l'étranger (Grande-Bretagne, Bénélux, Etats-Unis, Allemagne, Italie...) et notre dynamisme à l'exportation a été récemment récompensé. En développement constant, nous recherchons pour renforcer notre progression internationale notre

DIRECTEUR COMMERCIAL
EXPORT

Directement rattaché au PDG, vous avez pour objectif le développement et l'évolution de tous les circuits de distribution de la société à l'étranger (agents, représentations, direct).

En liaison avec le PDG, vous définissez et mettez en œuvre la politique commerciale export. Vous initiez son évolution et nos implantations nouvelles dans les pays cibles.

A 30/40 ans, issu d'une école supérieure de commerce ou équivalent, vous parlez couramment l'anglais et une autre langue. Vous avez une expérience réussie à l'export dans la vente de biens d'équipements saisonniers (sports, loisirs...) de grande consommation.

Pour réussir, vous vous appuyez sur une marque forte soutenue par une politique de communication active et sur une gamme étendue de produits et de moyens.

Professionnalisme et esprit de coordination constituent vos principaux atouts et vous permettant de vous exprimer pleinement au sein d'un projet d'entreprise dynamique.

Poste basé dans le Jura (120 km au nord de Lyon).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation) s/réf 01103 LM au Cabinet Bernard Jacquet à rue Bony 69004 LYON



HITACHI

MATÉRIEL MÉDICAL HIGH TECH

vous donne rendez-vous page 36
pour un poste de Directeur des Ventes France

Notre groupe américain, N°1 mondial de la courroie de transmission de puissance, accroît sa présence en Europe, et crée, au sein de sa division "After Market" (130 MF de CA), la fonction de :

MARKETING MANAGER
TRILINGUE ANGLAIS - ALLEMAND

Pour l'ensemble des pays européens et des circuits de distribution, vous assurez l'interface entre les produits fabriqués et les produits vendus : préparation des catalogues et supports d'aide à la vente, élaboration des packaging, organisation des promotions et des salons professionnels, suivi du SAV.

A 27/30 ans, fort d'une première expérience marketing-vente, vous avez l'esprit européen, une passion pour l'automobile et un grand sens du service. Ce poste exige une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Le poste est basé à Lille et nécessite des déplacements internationaux.

Merci d'adresser CV, lettre et photo, sous référence 40 à notre conseil KEY MEN - 21, rue Faidherbe - 59600 LILLE.

KEY MEN

Directeur du
marketing
600 KF +

Notre groupe développant des marques de forte notoriété est un des leaders de l'industrie agro-alimentaire française.

Pour faire face à notre croissance, nous recrutons le Directeur du Marketing d'une de nos importantes filiales (3 milliards de francs).

La mission : vous animez et formez une équipe de chefs de groupe et chefs de produits, vous élaborez un plan marketing et participez à la réalisation des objectifs qualitatifs et quantitatifs sur lesquels vous vous engagez et travaillez en étroite relation avec les Directeurs Commerciaux, vous supervisez la création de nouveaux produits et l'enrichissement des gammes existantes.

Il est exigé : de formation supérieure, âgé(e) de 40 ans environ, vous avez une expérience réussie de Directeur Marketing d'une société développant des marques reconnues dans l'industrie agro-alimentaire. Homme ou femme de conviction, vous savez mobiliser votre équipe autour des projets ambitieux.

Il est offert : un poste évolutif dans une ville agréable située à 2 heures de Paris au sein d'un groupe leader. Volonté de fonction.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1211/LM A à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07. Il sera répondu à tous les dossiers correspondant aux caractéristiques demandées.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

Un département de Bernard Krief Consulting Group
Washington, Moscou, Bruxelles, Paris

LE MOND

Directeur de projets

auprès des collectivités locales

omica

MONDE DE L'ENTREPRISE

VENTE DIRECTE

ECONOMISTE

هذه امته الاصل

REPRODUCTION INTERDIT

Un partenaire européen pour des communications mondiales

Responsable Marketing Europe

ET est l'un des principaux opérateurs de télécommunications dans le monde. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre filiale SYNGEMA, le poste de **RESPONSABLE MARKETING EUROPE**.

Votre mission : En étroite collaboration avec le Directeur Marketing Europe, il Soutiendra les Ingénieurs Commerciaux, il Gèrera la communication, il Suivra et analysera le marché, la concurrence, les cycles.

Nous vous offrons : De participer à notre développement européen, De rejoindre un Groupe International de grande envergure sur un marché porteur, D'intégrer une équipe très motivée.

Un profil opérationnel : 29-35 ans
☐ Une formation supérieure ☐ Une expérience exigente réussie. ☐ Le goût et la pratique de l'informel ☐ De l'aisance relationnelle ☐ Beaucoup de dynamisme ☐ Une large disponibilité et le goût des déplacements.

Pour un entretien individuel avec la société le 10/03/93
Adresser au **Syngema CV**, lettre et photo à
Monsieur, 37/29 rue Haffet, 75016 PARIS
Fax (33) 40 50 54 52 en indiquant la
référence 8832 sur la lettre et sur l'enveloppe

La Défense

BT

Promotion - Médias - Communication

MARKETING MANAGER
TRILINGUE ANGLAIS - ALLEMAND

KEY MEN

Directeur du marketing

K

BERNARD KRIFF RECRUTEMENT
 Le Département de la Santé et de la Sécurité

Directeur de projets

ornicar
 GROUPE H&C CONSEIL

TRINITY - ALBERT

ECONOMISTE

**10, rue Guynemer
92136 Issy-les-Moulineaux**

chantal geller & associés
DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES

G A L E R I E S
Lafayette

4 Merci d'envoyer lettre manuscrite,
CV et photo à E. Remontet,
GALERIES LAFAYETTE,
40 bd Haussmann, 75009 Paris.

- Vous êtes chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de la politique de communication, à l'élaboration de laquelle vous participez avec la Direction Générale Commerciale et l'Agence de Publicité.
- Vous êtes Responsable de la planification générale. Vous êtes assisté d'un Chef de Groupe pour la publicité, la promotion et le studio.
- Vous avez la responsabilité directe de l'équipe chargée d'appliquer les actions de communication des filiales de province (organisation, planification, édition des supports, préparation des PLV) et vous supervisez la section comptable et le suivi budgétaire.

Expérience exigée en agence et en entreprise dans un poste équivalent.

Conseil de Direction

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous réf. 86701 à PROJETS - 42 rue
Denis Papin - 94851 IVRY SUR SEINE CEDEX qui transmettra.

LE MONDE DES CADRES

Responsable Marketing

Interconnexion réseaux locaux d'entreprise

France Télécom Réseau et Services Internationaux, opérateur international de France Télécom, recherche sa Direction Marketing et Développement.

Rattaché au Chef de produit, vous participerez au développement de l'offre internationale du Groupe France Télécom dans ce domaine : analyse de la concurrence et des marchés, définition et proposition de la stratégie d'approvisionnement et de la politique tarifaire, contribution aux développements et à la réalisation des produits et services, collaboration à la définition de la communication et de la promotion.

A 30 ans environ, de formation supérieure (BAC ou équivalent), vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience réussie de plus de 3 ans dans le domaine des réseaux, dont au minimum 1 an en poste marketing.

Le poste est basé à Paris 12e.

La Direction recherche des personnes intéressées par ce poste de cadre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) sous référence DE/M à CHANEL - DGRH - Recrutement Cadres 135, Charles de Gaulle - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.



France Telecom
Réseau et Services Internationaux
Marketing Développement

Délégué Export Pays de l'est

Au sein de notre Direction Export Europe, vous prendrez en charge, avec vos 2 assistantes commerciales, notre implantation dans les pays suivants : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, CEI, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Tout en assurant notre développement dans le cadre de notre politique commerciale, vous veillerez au respect de notre image de marque. Responsable du suivi commercial, vous réaliserez la gestion des budgets de ces marchés.

De formation Ecole de commerce, vous justifiez d'une expérience de l'export des produits de luxe sur les pays de l'Est. A vos qualités d'animateur et votre capacité d'intégration s'ajoute une grande disponibilité : ce poste exige bien sûr de nombreux déplacements. Vous parlez couramment anglais et maîtrisez si possible le russe et l'allemand. Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une solide formation à nos spécificités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) sous référence DE/M à CHANEL - DGRH - Recrutement Cadres 135, Charles de Gaulle - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

CHANEL

CONSULTANT

**ORGANISATION
MANAGEMENT
DEVELOPPEMENT**

Vous êtes Ingénieur, ou Diplômé Grande Ecole, pourvu de solides compétences complémentaires, par exemple en comptabilité, en organisation, ou en informatique.

Intervenant déjà - ou pas encore - en tant que consultant, vous maîtrisez l'un au moins des grands domaines de gestion de l'entreprise, à la suite d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une importante organisation industrielle ou de services.

Vous recherchez une structure pouvant satisfaire votre éthique personnelle et professionnelle, qui se traduit notamment par :
- un travail de haute qualité, avec ouverture d'esprit et une exigence de rigueur,
- une polyvalence dans les approches, et l'actualisation constante de méthodologies de pointe,
- la volonté d'accroître votre autonomie, en même temps que vos capacités.

Nous sommes un cabinet dont la dimension et l'état d'esprit permettent la confiance réciproque. Vous pourrez faire partie d'une véritable équipe, où les performances de chacun alimentent et soutiennent l'action de tous, avec un esprit de corps assurant à la fois les développements individuels et l'essor collectif.

La base du poste est à Paris. Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier (C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions) - qui sera traité en toute confidentialité - à Jacqueline BAC - OMD Consultants, 42 avenue Kléber 75116 Paris.

Dans le cadre de son développement, BERNARD JULHIET, l'un des leaders français du Conseil en management, marketing et développement commercial, crée un poste de

CONSULTANT SENIOR

SECTEUR DISTRIBUTION PETROLIERE

Dans ce secteur que vous connaissez bien, vous serez amené à conduire des missions d'audit et de conseil, notamment en matière d'ingénierie de la formation.

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (Ecole de commerce ou équivalent), vous avez passé au minimum 5 ans dans les activités de distribution d'une grande compagnie pétrolière, sur le terrain d'abord auprès du réseau, puis dans une équipe de formateurs. Vous écrivez et surtout parlez couramment Espagnol et Anglais.

Homme de conviction et de dialogue, vous avez bien sûr de réels talents de pédagogue, le goût de l'action tout autant que celui de la réflexion, et un sens aigu de la négociation à haut niveau. Vous êtes disponible, y compris pour des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, cv et photo sous référence CDP/M à l'attention de Monique LEVERT, Bernard Julhiet, 79-83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

JEUNE CADRE BANCAIRE

**A FORT POTENTIEL
ANGLAIS IMPERATIF**

A 25/27 ans, de formation IEP, SUP de CO, HEC,.... débutant ou avec une courte expérience professionnelle, vous souhaitez développer votre potentiel en rejoignant une équipe performante orientée vers une clientèle multinationale.

Dans le cadre de votre formation au métier bancaire, vous assurerez une mission d'analyse et de contrôle de nos engagements clients avant d'évoluer rapidement vers de plus larges responsabilités dans le domaine des relations clientèle, avec de possibles spécialisations produits, y compris dans les activités de marchés.

Nous offrons une rémunération motivante à des candidats de valeur.

Les premiers entretiens auront lieu en anglais.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en indiquant vos prétentions à notre Conseil MERCURI URVAL, 95, av. Victor-Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex sous réf. 660533/LM (portée sur lettre et enveloppe).

Mercuri Urval

Un nouvel élan pour votre carrière

Vous êtes dynamique, vous possédez une expérience dans la gestion des affaires au niveau européen.

Notre société, leader dans son industrie avec un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars, cherche actuellement à accroître sa présence en Europe.

Si vous êtes un cadre expérimenté, énergique et créatif, et si vous êtes tenté par le défi de mettre sur pied une activité de premier ordre dans le domaine des services.

Un des postes suivants peut vous offrir des perspectives de carrières intéressantes:

DIRECTEUR DU MARKETING (réf. F1)

Responsable de l'intégralité de l'action marketing avec pour objectif de prendre des parts de marché dans le domaine des services et reportant au Directeur Général, il prend notamment en charge le développement et le positionnement des produits, la segmentation du marché, l'analyse de la concurrence, la politique de prix, et la communication corporate. Ce poste s'adresse de préférence à des candidats disposant d'une expérience réussie dans le marketing d'au moins 10 ans au sein d'une société de services européenne, et diplômé d'une grande Ecole de gestion ou de Commerce.

POUR LES POSTES DE DIRECTEURS SUIVANTS :

Nous recrutons des directeurs pour assurer le développement de nos nouvelles activités. Ces directeurs reportent au niveau Direction générale. Ces postes s'adressent de préférence à des candidats ayant une expérience de 5 à 8 ans dans une multinationale et ayant un diplôme universitaire ou de grande Ecole.

DIRECTEUR DU MARKETING (réf. F2)

Responsable de l'évaluation et du développement des stratégies marketing, il identifie les opportunités commerciales, et effectue des analyses de la clientèle et de la concurrence servant de base à la politique produits et à la tarification.

DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION ET DE L'INGENIERIE DES OPERATIONS (réf. F3)

Responsable de l'évaluation, de la planification et de la mise en place des stratégies et du code de procédures opérationnelles, il travaille en collaboration avec la Direction générale pour mettre en place le réseau et les installations nécessaires au fonctionnement performant de l'activité.

L'ensemble des postes proposés ci-dessus offre une rémunération attractive ainsi que des avantages sociaux compétitifs. Une connaissance parfaite de l'anglais et, si possible, de l'allemand et/ou du français sera un plus apprécié. Tous ces postes sont basés à notre siège, dans un pays de la Communauté Européenne, et nécessitent des voyages fréquents à l'étranger. Si vous pensez être l'homme de notre réussite, merci de nous faire part de vos motivations et de vos expériences dans les domaines décrits ci-dessus, dans votre réponse à ces annonces. Veuillez envoyer votre curriculum vitae EN ANGLAIS, en rappelant la référence qui correspond au poste de votre choix à COMMUNIQUE, 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT.

DIRECTEUR INFORMATIQUE (réf. F4)

Responsable de la conception et du développement de l'architecture des systèmes stratégiques de la société, au service des clients et des équipes internes, il identifie les technologies de pointe (matériel, logiciel, réseau, gestion des données) et leurs applications pour les principales fonctions de l'entreprise.

DIRECTEUR FINANCIER/COMPTABLE (réf. F5)

Responsable de l'ensemble des questions financières de l'entreprise, il met notamment en place les procédures et contrôles financiers, établit les prévisions financières, et prend en charge la comptabilité et la consolidation des résultats.

Nous offrons également des postes d'analystes. Donnez une impulsion nouvelle à votre carrière en établissant, avec nous, cette activité. Nous offrons des opportunités dans les domaines de marketing, de planification des opérations, de l'informatique et de la finance/comptabilité.

ANALYSTES ECONOMIQUES (réf. F6)

A partir des informations glanées sur le terrain ou par d'autres sources, il élabore des budgets et des analyses financières, maintient des outils analytiques sur support informatique, et élabore des présentations à la Direction. Ce poste s'adresse de préférence à des candidats diplômés d'université ou de grande Ecole, ayant une solide formation analytique, et ayant une expérience professionnelle antérieure appropriée.

SECTEURS PUBLICS

Collectivités locales

Collectivités locales

Sous-Directeur d'Etablissement Pénitentiaire

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

Collectivités locales

REPRODUCTION INTERDITE

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

Vous êtes licencié(e) du
Diplôme d'études de
niveau de 3^e année
pour les sciences
comptables
complémentaires par
exemple en comptabilité
en organisation ou en
informatique

Intervenant déjà ou pas encore - en tant que consultant ou
maîtriser l'un au moins des grands domaines de gestion de
l'entreprise, à la suite d'une expérience réussie de 3 à 5 ans
dans une importante organisation industrielle ou de services

Vous recherchez une structure pouvant satisfaire votre équilibre personnel et professionnel, qui se traduit notamment par :

- un travail de haute qualité, avec ouverture d'esprit et une exigence de rigueur,
- une polyvalence dans les approches, et l'actualisation constante de méthodologies de pointe
- la volonté d'accroître votre autonomie, en même temps que vos capacités.

Nous sommes un cabinet dont la dimension et l'état d'esprit permettent la confiance réciproque. Vous pourrez faire partie d'une véritable équipe où les performances de chacun alimentent et soutiennent l'action de tous, avec un esprit de corps assurant à la fois les développements individuels et l'essor collectif.

La base du poste est à Paris.
Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier
(C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions) - qui sera
traité en toute confidentialité - à Jacqueline S&C
OMD Consultants, 42 avenue Kleber 75116 Paris.

**A FORT POTENTIEL
ANGLAIS IMPERATIF**

de formation IEP, SUP de CO, HEC,
et une courte expérience professionnelle
développer votre potentiel en rejoignant
notre équipe orientée vers une clientèle

de votre formation au métier bancaire : une mission d'analyse et de contrôle de vos clients avant d'évaluer rapidement vos responsabilités dans le domaine des crédits, avec de possibles spécialisations ultérieures dans les activités de marchés.

une rémunération motivante à des
deux.

avec lettre, CV et photo en indiquant vos
noms à notre Conseil MRC URI URVAL
n°1860, 94561 Rueil-Malmanson Cedex
15 134M mention sur lettre et enveloppe

Mercuri Urval

MULHOUSE RECRUTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE SES MUSÉES DE SOCIÉTÉ

(Musée National de l'Automobile, Musée Français du Chemin de Fer, Musée de l'Impression sur Étoffes et du Papier Peint, Musée Historique)

un CHEF DE PROJET

STATUT :

Fonction Publique Territoriale ou contrat

- Mettre en œuvre le projet « Musée sans Frontières » commun aux Musées de la Région Mulhousienne. Faire évoluer le projet culturel initial et l'adapter aux budgets.
- Assumer la responsabilité de services communs (communication, conseil en restauration, scénographie...)
- Développer la notoriété nationale et internationale du pôle muséal.

PROFIL DU TITULAIRE :

- Tout profil de « développeur » ayant des aptitudes à conduire un projet de développement culturel et touristique ou conservateur en chef spécialisé dans la culture scientifique et technique et conservateur ayant vocation à le devenir.

CANDIDATURES -

Les candidatures, accompagnées d'un *curriculum vitae*, devront être adressées à :

M. le maire de la Ville de MULHOUSE
B.P. 3089 - 68062 MULHOUSE CEDEX
 (contact : C. SAUVE - (16) 89-32-58-64.)

AVANT LE 30 SEPTEMBRE 1993

RECHERCHE LE :

**DIRECTEUR DE CABINET
DU MAIRE**

Outre une expérience réussie dans la fonction ou dans une fonction similaire, le candidat devra présenter d'excellentes capacités de synthèse.

Il devra aussi maîtriser la fonction communication. La connaissance de la région sera un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser une lettre de motivation manuscrite
et un curriculum vitae détaillé à
M^{me} Nicole Guirard, Mairie de Nîmes,
place de l'Hôtel-de-Ville, 30033 NIMES CEDEX,
sous référence LMDC.

ORGANISME DE FORMATION MIDI-PYRÉNÉES
recherche
SON RESPONSABLE FORMATION PROFESSIONNELLE

MISSION :

- **ÉVALUER** les besoins en formation des PME ;
- **PROPOSER** une offre de conseil et **ÉLABORER** des produits de formation ;
- **ANIMER** une équipe de conseillers et de formateurs en optimisant l'efficacité des prestations et la qualité ;
- **GÉRER** un centre de profit, sur le plan commercial et financier.

PROEN

- **CANDIDAT:** Bac + 4, de 30 à 40 ans ;
- **EXPÉRIENCE** éprouvée dans le milieu de la formation professionnelle.
- **CONNAISSANCE** des PME-PMI.

Candidatures (CV, photo et prétentions) à remettre sous réf. 8670
Le Monde Publicité
 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia. 75902 PARIS Cedex 15.

**CHARGÉ DE MISSION
PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE**

Votre mission : animer et coordonner les initiatives du Conseil
 Communal de la Prévention de la ville avec ses différents
 partenaires, aider le tissu associatif à développer des actions
 en direction des jeunes, favoriser les démarches de
 sensibilisation dans les établissements scolaires.
 Vos atouts : une forte capacité de dialogue et d'animation
 démontrée lors d'une expérience professionnelle. Formation
 universitaire souhaitée.

Salare selon références (Contractuel)

Adressez votre candidature à M. Le Maire, Direction des Ressources Humaines, BP 530, 60021 BEAUVALS CERGY.

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Quel rapport y-a-t-il entre des entreprises qui cherchent et des demandeurs d'emploi qui trouvent ?

Les professionnels de l'ANPE. Rejoignez-les.

CONCOURS NATIONAL D'ADMINISTRATEURS
LE 5 OCTOBRE 1993

Ecouter et proposer, conseiller et orienter, accompagner et agir...

Chaque jour, les 14 500 collaborateurs de l'ANPE, véritables professionnels de l'emploi, mettent leur expérience au service d'autres professionnels. Ainsi, l'Agence Nationale Pour l'Emploi joue pleinement son rôle d'intermédiaire actif entre les entreprises et les demandeurs d'emploi.

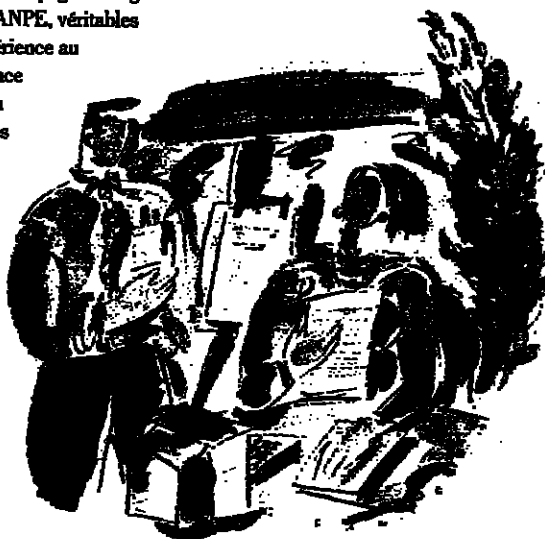
Vous êtes titulaire d'un bac + 4 (maîtrise, diplôme d'école d'ingénieurs ou de gestion), vous êtes âgé(e) de plus de 18 ans et ressortissant(e) de la CEE*.

Vous souhaitez développer vos capacités d'analyse, votre sens de l'innovation et vos talents d'animateur. Devenez administrateur à l'ANPE :

vous serez directeur d'une agence locale ou vous exercerez des responsabilités au sein d'une délégation régionale ou départementale. 15 postes sont à pourvoir sur l'ensemble du territoire pour des missions variées.

Pour nous rejoindre, retirez votre dossier d'inscription à l'agence locale ANPE la plus proche, ou renseignez-vous sur Minitel 3615 code ANPE. Vous avez jusqu'au 16 septembre 1993 minuit pour renvoyer votre dossier, le cachet de la poste faisant foi.

* Ce concours est également accessible aux demandeurs d'emploi de plus de 45 ans, sans condition de diplôme et ayant cotisé pendant au moins 10 ans à une ou plusieurs caisses de retraite fédérées dans l'AGIRC.



ANPE
Des équipes en action



**CONSEIL
GÉNÉRAL**
DE LA HAUTE-GARONNE

• Une Collectivité dynamique (925.962 habitants)
• Un pôle universitaire, des industries d'avenir
• A proximité de la mer et de la montagne
recrute par voie de mutation ou de détachement

Des Directeurs Adjoins

POUR LA DIRECTION DE LA SOLIDARITÉ DÉPARTEMENTALE

• **Un Délégué à l'Aide et à l'Action Sociale en faveur de l'Enfance et de la Famille**

Inspecteur ou Attaché Territorial, Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales ou Directeur Territorial (Réf. DA1)

Comptant sur votre connaissance approfondie de la législation dans ce domaine, nous vous proposons de favoriser une approche cohérente et unifiée de l'Aide Sociale à l'Enfance sur le Département ; de coordonner les politiques de l'Enfance et de la Famille dans un objectif d'efficacité au service public ; de piloter le développement d'un dispositif de prévention alliant les interventions individuelles et les actions globales ; de contribuer à la qualité du dispositif de l'Aide Sociale à l'Enfance, de la Protection de l'Enfance Maltournée et de l'Adoption.

• **Un Délégué à l'Insertion**

Inspecteur ou Attaché Principal, Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales ou Directeur Territorial (Réf. DA3)

Vous avez une connaissance approfondie de la législation relative à l'emploi, à l'insertion et à l'insertion, vous êtes en mesure de prendre en charge la cohérence du dispositif départemental de lutte contre la précarité et l'exclusion (développement d'une approche globale des problématiques de l'insertion) ; l'intensification de l'animation et d'intervention du Conseil Général dans les actions de prévention, la mise en œuvre et l'évaluation des actions départementales, ainsi que la coordination des professionnels intervenant dans ce domaine.

• **Un Délégué à l'Aide Sociale et aux Affaires Sanitaires et Sociales**

Inspecteur ou Attaché Principal, Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales ou Directeur Territorial (Réf. DA4)

Vous avez une connaissance approfondie de la législation relative à l'aide sociale et aux affaires sanitaires et sociales, en faveur des personnes âgées et handicapées ainsi que des adultes susceptibles de bénéficier d'une prestation sociale ou médicale. Vous êtes également chargé d'améliorer l'adaptation entre le dispositif existant et les besoins des usagers, de gérer le dispositif des prestations et de piloter les actions engagées.

Des compétences en législation sanitaire et sociale et des connaissances générales en informatique sont vivement souhaitées.

Tous, vous alliez une grande autorité naturelle, des aptitudes particulières à l'arbitrage, un sens aigu de l'animation et du travail d'équipe (solitude et dialogue), ainsi qu'une solide pratique de la gestion des Collectivités Territoriales.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et dernière fiche d'identité) avant le 30 septembre 93 en précisant sur l'enveloppe la référence : **Conseil Général de la Haute-Garonne, Direction des Ressources Humaines, Place Saint Etienne, 31090 TONTOUSSE Cedex**

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

MATERIEL MEDICAL HIGH TECH

HITACHI

Un des leaders mondiaux en matériel médical implanté banlieue Sud Paris (Les Ulis) réalise l'équipement du secteur public et privé de la Santé grâce à des matériels de Haute Technologie.

**DIRECTEUR
des VENTES FRANCE**

400/450 KF

Il définira la stratégie des actions commerciales, les plans de promotions, la politique de prix et assurera les relations avec les grands comptes. Il encadrera et animera une équipe de 10 Ingénieurs Commerciaux + 2 Ingénieurs Supports.

Profil : ESSEC ou 3me cycle scientifique avec expérience personnelle du terrain + 3 ans de direction d'équipe dans une entreprise de biens d'équipements professionnels High Tech (pas obligatoirement du secteur médical). Anglais courant impératif.

Recrutement immédiat. Confidentialité totale garantie. Décision immédiate.

Envoyer lettre manuscrite + CV précis + photo + références + rémunération actuelle à J.N. TRINH, Consultant - 1, rue des Roches 27930 BROSVILLE - Tél. (16) 32 34 36 44

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique



La BAREP, Banque de Récompense et de Placement,
Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, recherche un

Spécialiste Back Office

De formation supérieure (au minimum Bac + 4), vous bénéficiez d'une première expérience (de 2 ans et plus) en banque ou cabinet d'audit acquise comme responsable de la gestion administrative et du contrôle des OPCVM.

Evolatif, vous alliez rigueur et esprit d'initiative. Vous avez une parfaite connaissance de la langue anglaise et maîtrisez la micro informatique (Excel, etc...).

Votre mission consistera à assurer et superviser le traitement administratif des OPCVM dans le cadre d'une gestion sophistiquée.

Vous êtes motivé(e) par un travail d'équipe au sein d'une petite structure jeune, riche en innovation.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. LM à la BAREP - 16, avenue de Messine - 75008 PARIS.

ADMINISTRATION

DE PROJET

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

... pour la Direction de la Solidarité Départementale ...

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

CHEF DE PROJET

Les AGF recherchent, pour leur Direction DEVELOPPEMENT VIE, un Chef de Projet expérimenté.

Votre mission : Prise en charge intégrale de la conception organisationnelle générale et détaillée d'un projet transversal, impliquant une bonne connaissance des métiers de l'assurance (Vie, IARD) et la nécessité de négocier avec les représentants des utilisateurs issus de structures administratives et commerciales.

A ce titre, vous animerez et coordonnerez un ou plusieurs groupes de travail sur des thèmes ayant trait par exemple : à l'organisation et la mise en place de services destinés à nos clients,

• à l'amélioration des structures d'accueil téléphonique, • à l'optimisation des circuits d'encaissement des primes.

Votre profil : De formation supérieure, ingénieur ou école de commerce, vous avez une expérience de 3 à 5 ans de la conduite de projet et de la mise en place de schéma organisationnel acquis de préférence en cabinet ou dans un groupe d'assurances. Vous avez prouvé vos capacités d'animation et de conduite d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle), sous référence M6V, à Christine LABBE - AGF Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 55 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



Prendre en charge la fonction juridique de Danone

DANONE

7 usines totalisant
2 800 personnes
en France, réalisant un
CA de près de 7 MdF,
premier producteur
mondial de produits
laitiers frais.
Qualité, fiabilité et
rapidité : trois règles
d'or pour satisfaire
chaque jour un million
de consommateurs.

Rattaché au Directeur administratif et financier, vous assurez la fonction juridique de la société en tant que seul expert dans ce domaine.

Véritable conseil interne de l'ensemble des Directions, vous garantissez la validité juridique de leurs actions, et les aidez dans le suivi des différentes procédures engageant des tiers. Vous êtes attentif à l'évolution de la législation dans tous les domaines et en informez les opérationnels. Vous travaillez évidemment en relation avec la Direction juridique de BSN.

Dans une entreprise où le marketing innove en permanence, vous vous attachez particulièrement à lui apporter des réponses rapides : votre connaissance du droit des marques et de la concurrence vous permet d'assurer cette mission importante sur les dossiers de promotion, packaging, communication, ainsi que sur les contrats de distribution.

Avec une formation de niveau DEA, DESS en droit des affaires, vous avez une expérience de la fonction de 6 à 10 ans acquise en entreprise ou au sein d'un cabinet, qui vous a permis de bien connaître le secteur de la grande consommation.

Sachant agir avec esprit de décision dans un univers très concurrentiel où le marketing fait la différence, vous êtes un homme de solutions.

Poste basé à Levallois-Perret.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MD054 à BSN, Service recrutement des cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN

L'Univers du Conseil bouge
Un Rendez-vous à ne pas manquer
pour un Dirigeant

Directeurs Financiers

Aujourd'hui, vous êtes reconnu comme professionnel de votre secteur d'activité.

A 38-40 ans, de formation Grandes Ecoles, après une solide expérience en Entreprise, vous avez atteint une fonction de Direction et prouvé votre capacité à manager. Recruter, faire évoluer vos collaborateurs, agir en expert auprès des directions fonctionnelles ou opérationnelles de votre Société, autant de savoir-faire qui constituent désormais votre capital professionnel.

Vos compétences, nous vous proposons, dès demain, de les exercer en devenant Conseil de l'ensemble des sociétés de votre secteur d'activité.

Votre esprit d'entreprise, vous l'exprimerez pleinement en créant et développant votre propre clientèle avec une motivation renforcée par une rémunération très stimulante liée aux affaires traitées. En intégrant la structure de MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS, vous bénéficiez, au-delà d'une véritable éthique et d'un professionnalisme reconnu depuis plus de 20 ans dans l'univers du recrutement, des atouts d'une Entreprise qui adopte un nouveau positionnement sur le marché des Ressources Humaines.

Pour approfondir notre offre, contactez-nous rapidement sous réf. MJ/LM avec lettre manuscrite, CV + photo à notre nouvelle adresse :

Michel Jouhannaud Conseils - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret cedex.

MICHEL JOUHANNAUD
CONSEILS
mjc
RESSOURCES HUMAINES
INTERNATIONAL SEARCH GROUP

Banque internationale
de premier plan
recherche
pour ses activités
de Marchés de Capitaux

CONSULTANTS EN ORGANISATION EXPERIMENTES

Marchés
de Capitaux

Dans le cadre de l'évolution de nos systèmes d'information, au sein d'une équipe de haut niveau, vous conduirez les projets permettant d'améliorer la gestion des opérations de Marché.

Votre mission :

- Auditer, concevoir et mettre en place des solutions organisationnelles ou informatiques pour les front-offices, les back-offices et la comptabilité,
- Réaliser des missions ponctuelles d'assistance aux services opérationnels.

Pour cela, vous serez amené à encadrer une équipe que vous contribuerez à former (jusqu'à 10 personnes selon les projets), et serez en relation avec les équipes informatiques.

Votre profil :

De formation grande école d'Ingénieurs ou de Commerce, vous justifiez d'une expérience de 2 à 10 ans qui vous a familiarisé avec l'audit en organisation et/ou la conduite de projets informatiques, de préférence dans le domaine des marchés financiers.

Ces postes à forte responsabilité vous assureront de réelles opportunités d'évolution.

Merci d'adresser lettre de motivation, curriculum vitae et prétentions sous référence 301/LM à COMMUNIQUÉ - 50/54 rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

MEDIA

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

- Ressources humaines - Juridique

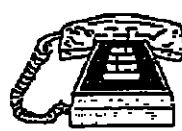
Groupe Industriel International, recherche pour sa
Direction Fiscale

A 35/40 ans, vous avez déjà
pratiqué la fiscalité dans une
entreprise pendant 3 à 5 ans,
et naturellement vous parlez
l'anglais.

Merci d'adresser votre
candidature (lettre manuscrite,
curriculum vitae, photo et pré-
tentions) sous référence 307
à : MEDIA.PA - 50/54 rue
de Sully - 92513 BOULOGNE-
BILLANCOURT CEDEX qui
transmettra.

CADRE FISCALISTE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

"L'Audit au GAN, une assurance de réussite"

■ Le Gan, l'un des tous premiers groupes du secteur de
l'Assurance recherche :

2 AUDITEURS

Rattachés à la Direction de l'Audit, vous serez chargés de réaliser des missions d'Audit au Gan et dans ses filiales (françaises et étrangères). Ces missions, au sein d'unités tant opérationnelles que fonctionnelles, concernent toutes les grandes fonctions du Groupe.

Pour assurer toutes ces missions, cette équipe se compose d'auditeurs ayant des formations et des expériences diversifiées : actuelles, ingénieurs financiers, organisateurs...

Afin de compléter les compétences existantes, nous recherchons :

- un Auditeur diplômé d'une grande école d'Ingénieurs ayant 5 ans d'expérience en SOUSCRIPTION DE RISQUES INDUSTRIELS. Réf. PR1

- un Auditeur diplômé d'une grande école de commerce ayant au moins 3 ans d'expérience d'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER acquise dans le secteur de la banque et/ou de l'assurance. Réf. PR2

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la
référence du poste choisi, au Gan, DRH/GRC,
2 rue Pille-Vill, 75448 Paris Cedex 09.



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

MEDIA

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

COVERLAND

Juriste

Coverland, une société du Groupe Redland n°1 mondial de la tuile recherche un

Nous vous proposons de venir rejoindre une société en plein développement où nous vous donnerons les moyens de réussir pleinement votre mission. Vous possédez une maîtrise ou un DESS Droit des Affaires allié à une expérience de 3 à 4 ans dans une fonction similaire et maîtrisez également différents domaines du droit : responsabilité contractuelle, droit des contrats, droit civil. Dans le cadre de votre fonction, vous organisez, négociez et formalisez le cadre juridique des relations de la société avec ses différents partenaires. Vous êtes chargé de répondre aux difficultés juridiques rencontrées par les opérationnels de la société ; pour ce faire, vous analysez les risques liés à une situation donnée et trouvez les solutions les mieux adaptées. Rigoureux et précis, vous établissez également les contrats juridiques, la mise en place de procédures internes. Vous saurez instaurer des relations de confiance avec vos différents interlocuteurs. La maîtrise de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Valérie DESTEMBERG - COVERLAND - 2, rue Daguerre 92500 Rueil-Malmaison.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE, QUI DÉVELOPPE FORTEMENT SES ACTIVITÉS SUR LES PRODUITS DÉRIVÉS

RECHERCHE

Trader swaps de taux

Basé à Paris, vous serez chargé de gérer un book de swaps de taux. Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure, type ingénieur ou école de commerce, vous possédez une expérience réussie d'environ deux ans en tant que trader, éventuellement dans un domaine autre que les swaps de taux, mais surtout dans une salle de marché active.

Vous devez faire preuve de qualités de rigueur, de dynamisme et d'adaptation. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Ce poste offre une rémunération motivante et d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

IFI Conseil
Consultants Juristes
33, rue de Vivienne
75002 Paris
sous référence DLG/9

MULTINATIONALE, LEADER DANS SON SECTEUR, EFFECTIF EN FRANCE : 6500 PERSONNES, CA : 4,2 MILLIARDS DE FF, RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL À PARIS LA DÉFENSE :

OTIS



JURISTE D'ENTREPRISE

DROIT DES AFFAIRES

Vous interviendrez sur les fusions et acquisitions, la préparation des Conseils d'Administration et Assemblées Générales de la société et de ses filiales.

Vous assurerez l'interface juridique avec les filiales, superviserez les baux commerciaux et la gestion d'assurances. Vous serez chargé ponctuellement des questions de Droit des Affaires.

Agé de 30 ans environ, titulaire d'un DEA ou DESS Juridique, vous justifiez nécessairement de 5 ans d'expérience, d'une pratique de la micro-informatique et de l'anglais. Qualités d'écoute, sens du dialogue et rigueur assureront votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 127/6 à notre Conseil Nicole Ancessi 19, rue de la Trémoille 75008 PARIS.

CABINET MICHEL KLOPFER

Conseil en Finances et Contrôle de Gestion auprès des Collectivités Territoriales, recherche, dans le cadre d'une forte croissance de ses activités, un

CONSULTANT

- * Formation de préférence Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce.
- * Maîtrise impérative, à la fois de la comptabilité publique et de la comptabilité privée.
- * Expérience 3 à 5 ans de finances et/ou contrôle de gestion dans le secteur public local, avec résultats effectifs.
- * Qualités humaines propres au métier du conseil : grande rigueur intellectuelle, sens de l'engagement personnel, capacités pédagogiques, forte disponibilité.

-Lieu de travail : Paris - déplacements.

-Perspectives d'évolution : Participation au capital de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite + CV : 79, avenue de Ségur 75015 PARIS

MIGADE
un département de Momentum

Conseil en Ressources Humaines

27, rue Garnier

92200 NEUILLY SUR SEINE

Tél : 46 24 31 29 Fax : 46 24 08 98

Juriste de banque confirmé (e)

La Caisse d'Epargne des Alpes pour son siège de Grenoble recherche un(e)

Une formation supérieure juridique dans le domaine bancaire, ainsi qu'une expérience significative du poste d'au moins 5 ans sont indispensables.

Adressez CV, lettre, photo et prétentions à la Direction des Ressources Humaines, Caisse d'Epargne des Alpes, 10 rue Hébert, 38043 Grenoble Cedex. (réf. 661 sur l'enveloppe)

CAISSE D'EPARGNE DES ALPES

Professionnel du contrôle de gestion devenez consultant dans un domaine d'avenir la frontière entre la gestion et le social

et passez de l'Entreprise au Conseil en bénéficiant ainsi d'une liberté d'action et d'un style de vie de type profession libérale.

Vous avez : une formation grande école, une véritable maîtrise du contrôle de gestion et une expérience de grande entreprise et/ou de consultant. Vous avez en plus une sensibilité pour le social et la gestion participative et une volonté d'autonomie. Votre âge : 30 à 40 ans environ.

Nous vous offrons : un travail stimulant de conseil auprès de grandes entreprises basé sur une méthodologie qui a fait ses preuves, l'aventure exigeante de développer un cabinet de haut niveau, une rémunération motivante avec possibilité à terme d'association.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à :

ECOMOTIV, 9, rue Adolphe-Focillon 75014 PARIS

Groupe bancaire recherche pour son Siège Social situé en proche banlieue parisienne, un(e)

Juriste

CDD MINIMUM 7 MOIS

Remplacement maternité

iplômé Bac + 4/5 en Droit des Affaires, vous maîtrisez - après une première expérience réussie - le droit des sociétés et les opérations bancaires. Vos connaissances en fiscalité et en comptabilité ainsi que vos capacités relationnelles seront un atout dans l'examen de votre candidature. Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation et photo) sous référence DAJ à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 Boulogne Cedex.

Pour passer vos annonces :

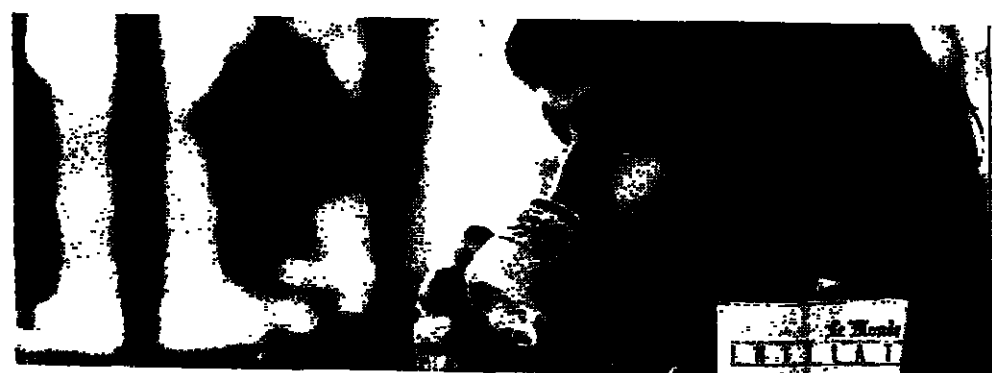


46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

C'est pour les généralistes ; le 14 septembre*, ce sera surtout pour les financiers et les juristes, c'est le Monde Initiatives.



* daté 15

Pour agir et pour réfléchir

طبعة 15

ADMINISTRATION

Juriste Bancaire à culture internationale

Vous serez chargé de la gestion juridique des opérations bancaires et financières de la société. Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Le Cabinet des Affaires Juridiques et Financières recherche pour son premier plan

Juristes d'Affaire

Immobilier - Droit des Assurances

Vous serez chargé de la gestion juridique des opérations bancaires et financières de la société. Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

Vous devrez également assurer la mise à jour des documents juridiques et la gestion des archives.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

European Audit

As a result of promotions within the Group, this major US multinational, with revenues in excess of \$20 billion, seeks its next generation of Financial Managers.

BRUSSELS

Excellent tax efficient salary + car

Russian language ability a major advantage

Based in Brussels, the audit team is young, multi-cultural and highly professional. Team membership averages two years before promotion into an operational role. Reporting to the Regional Audit Manager, you will undertake financial and operational reviews throughout the European region.

Requirements:

- a university degree followed by an accountancy/business qualification
- a minimum of three years audit experience
- fluency in English and at least one other European language
- ready to travel 75% (return to Brussels at weekends).

In addition, Russian language ability would be highly desirable due to recent expansion into Eastern Europe.

You will be dealing with top international management influencing key strategic decisions during a time of exciting change in Europe. If you have the initiative and drive to succeed in this highly motivating, competitive environment please write to:

Rod BAILEY at NICHOLSON INTERNATIONAL
Search and Selection Consultants - 126, rue Réaumur
75002 PARIS, quoting reference number RB 880 M.
Alternatively, call for an initial discussion on
(1) 41.82.72.32 or fax details on 42.33.56.35

NICHOLSON INTERNATIONAL
France

United Kingdom - Belgium - Holland - Spain - Germany - Italy - Turkey - Poland - Czech Republic

M E D I C A L

PROFIL

Profile: It is essential that the incumbent speaks English fluently and has working knowledge of Spanish or Italian. Applicants must have prior Product management experience in the Medical field, working with Distributors (good track record) and ready to travel 50 percent of time. Office in Paris area, working: throughout Europe.

Activities: Create and support marketing activities with Distributors, including:

- establishing short-term activity plans and sales targets,
- planning and attending trade shows,
- organize in-house training of salesmen,
- supporting PR activities/seminars etc.

Personal follow-up on important customers in all countries, Daily support of Distributors' activities.

The company, a subsidiary of an American firm, develops and manufactures unique surgical equipment based on a new technology.

Interested candidates should send a detailed CV and letter to
J.M. TRINH, consultant
1 rue des Roches - 27930 BROSVILLE FRANCE
Tel: (33) 32 34 36 44 - Téléfax: (33) 32 34 34 41

Ipari telephely-
agazgató magyarországi

Filiale d'un groupe leader opérant sur le marché du traitement des déchets industriels, nous recherchons pour la Hongrie le Directeur de notre centre de traitement.
La mission: Rattaché à notre Délégué Général pour la Hongrie, vous assurez la direction opérationnelle de l'usine. A ce titre, vous:

- encadrez et animez une centaine de personnes,
- organisez vos services production, entretien, commercial et administratif,
- êtes le garant de l'application de nos procédures industrielles et de notre savoir-faire sur le site.

Il est exigé: âge de 35/45 ans, de formation ingénieur, vous avez une expérience réussie d'encadrement en milieu industriel d'au moins 10 ans, de préférence dans un processus à feu continu.
La parfaite connaissance du hongrois est impérative. **Il est offert:** un poste de responsabilité industrielle en Hongrie au sein d'une société leader.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1208 A à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07. Il sera répondu à tous les dossiers correspondant aux caractéristiques demandées.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

Un département de Bernard Krief Consulting Group
Washington Moscou Bruxelles Paris

LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve pour des emplois de la carrière ABAS

Agents Scientifiques spécialisés en
RADIOPROTECTION OPERATIONNELLE
COM/R/A/114

La candidate devra apporter la preuve d'une expérience pratique et d'une connaissance théorique approfondie, tant dans le domaine de la protection civile que dans celui de la protection des travailleurs. En particulier, il devra être en mesure d'assurer: ■ l'évaluation des risques et de l'incidence sur l'environnement des émissions de tritium et de plutonium sous forme liquide et gazeuse, le cas échéant d'aide de systèmes informatiques adéquats; ■ la gestion d'un laboratoire de mesure de la radioactivité et le traitement des données correspondantes; à cet égard, une expérience des mesures sur le tritium est importante; ■ les essais de mise en service des systèmes de radioprotection installés dans des laboratoires en vue de la manipulation correcte de quantités élevées de tritium (g), et l'attribution des équipements fixes de contrôle et de mesure; ■ l'évaluation et le calcul de l'équivalent de dose engagée par contamination interne due au tritium, au plutonium et aux sources gamma, en utilisant au besoin des modèles informatiques.

PROFIL: la candidate doit apporter la preuve de son expérience scientifique en question. **FORMATION:** diplôme universitaire dans les disciplines scientifiques en question.

CONDITIONS GÉNÉRALES: ■ Contrats: temporaires de durée déterminée (renouvelables). ■ Nationalité: être ressortissant de l'un des Etats membres de la CE. ■ Lieu d'affectation: tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. ■ Age: être né après le 22/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour: les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation d'enfant(s) ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

La candidature des fonctionnaires supérieurs des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve pour des emplois de la carrière ABAS pour des activités concernant la politique scientifique et technologique de la Communauté, ainsi que le Programme-Cadre

AGENTS SCIENTIFIQUES PRINCIPAUX
COM/R/A/115

dans les domaines indiqués ci-dessous:

1. TOXICOLOGIE (in vitro)
2. BIOPHYSIQUE
3. ANALYSE DES RISQUES/CRÉATION DE MODÈLES

Les candidats doivent être possesseurs d'un DIPLÔME UNIVERSITAIRE dans une discipline significative. Les candidats doivent posséder une expérience minimale de 15 ans dans un domaine significatif. La description des TÂCHES, LA QUALIFICATION requise pour les différents domaines et les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit, faisant référence au COM/R/A/115 et au numéro du domaine considéré, à l'adresse suivante:

CCCE, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles (tél.: 3332-2-295 56 60 - télécopieur: 3332-2-295 22 39).

Les formulaires doivent être remplis et signés et doivent parvenir à l'adresse précitée, avant le 22/10/1993, le cachet de la poste faisant foi.

CONDITIONS GÉNÉRALES: ■ Contrats: temporaires de durée déterminée (renouvelables). ■ Nationalité: être ressortissant de l'un des Etats membres de la CE. ■ Lieu d'affectation: tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. ■ Age: être né après le 22/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour: les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation d'enfant(s) ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

La candidature des fonctionnaires supérieurs des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve pour des emplois dans la carrière ABAS pour des activités concernant la politique scientifique et technologique de la Communauté, ainsi que le Programme-Cadre

TECHNICIENS DE LABORATOIRE
COM/R/B/23

dans les domaines indiqués ci-dessous:

1. CHIMIE ANALYTIQUE
2. INFORMATIQUE RELATIVE À LA CHIMIE
3. TOXICOLOGIE
4. EQUIPEMENT ANALYTIQUE/ELECTRONIQUE

La description des TÂCHES, LA QUALIFICATION requise pour les différents domaines et les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit, faisant référence au COM/R/B/23 et au numéro du domaine considéré, à l'adresse suivante:

CCCE, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles (tél.: 3332-2-295 56 60 - télécopieur: 3332-2-295 22 39).

Les formulaires doivent être remplis et signés et doivent parvenir à l'adresse précitée, avant le 22/10/1993, le cachet de la poste faisant foi.

CONDITIONS GÉNÉRALES: ■ Contrats: temporaires de durée déterminée (renouvelables). ■ Nationalité: être ressortissant de l'un des Etats membres de la CE. ■ Lieu d'affectation: tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. ■ Age: être né après le 22/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour: les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation d'enfant(s) ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

La candidature des fonctionnaires supérieurs des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve pour des emplois dans la carrière ABAS pour des activités concernant la politique scientifique et technologique de la Communauté, ainsi que le Programme-Cadre

AGENTS SCIENTIFIQUES
COM/R/A/116

dans les domaines indiqués ci-dessous:

1. CHIMIE ANALYTIQUE (organique, inorganique)
2. ANALYSE DES ALIMENTS - 3. TOXICOLOGIE - 4. ECOLOGIE
5. PHYSIQUE ET CHIMIE DE L'ATMOSPHERE - 6. BOTANIQUE
7. STATISTIQUE/CRÉATION DE MODÈLES
8. DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE - 9. BIOPHYSIQUE
10. ANALYSE DES RISQUES/CRÉATION DE MODÈLES

Les candidats doivent être possesseurs d'un DIPLÔME UNIVERSITAIRE dans une discipline significative. La description des TÂCHES, LA QUALIFICATION requise pour les différents domaines et les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit, faisant référence au COM/R/A/116 et au numéro du domaine considéré, à l'adresse suivante:

CCCE, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles (tél.: 3332-2-295 56 60 - télécopieur: 3332-2-295 22 39).

Les formulaires doivent être remplis et signés et doivent parvenir à l'adresse précitée, avant le 22/10/1993, le cachet de la poste faisant foi.

CONDITIONS GÉNÉRALES: ■ Contrats: temporaires de durée déterminée (renouvelables). ■ Nationalité: être ressortissant de l'un des Etats membres de la CE. ■ Lieu d'affectation: tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. ■ Age: être né après le 22/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour: les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation d'enfant(s) ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

La candidature des fonctionnaires supérieurs des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

SECTEUR

Production 1

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

PROFIL DE CANDIDAT

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



INGÉNIEUR CHEF DE PROJET INFORMATIQUE AIX-EN-PROVENCE

Notre PME de 150 personnes, spécialisée dans l'étude, la conception, l'intégration et la maintenance de matériels et logiciels sur mesure pour l'Armée et l'Industrie, recherche un INGÉNIEUR CHEF DE PROJET.

Fort d'une double compétence hard et soft, maîtrisant ORACLE et INGRES, possédant, impérativement, au moins 5 ans de pratique professionnelle, vous êtes expérimenté en réseaux, en SGBD et vous maîtrisez les langages C, UNIX et MOTIF.

Après la phase de définition des besoins sur le terrain auprès des utilisateurs, vous assurez le développement de la partie informatique d'un grand projet.

Merci de joindre à votre CV une lettre manuscrite à la Direction des Ressources Humaines. Nous vous assurons réponse et discrétion.

12E - BP 140 000
13794 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 03

Sud-Ouest

Multinationale américaine intervenant dans le domaine de l'électronique recrute

1 ingénieur informatique de gestion à fort potentiel

Issu impérativement d'une Grande École (Centrale, Polytechnique, Mines) et possédant une première expérience au sein d'une structure internationale.

Nous souhaitons rencontrer des candidats polyvalents, très mobiles à l'échelon mondial et habitués à travailler dans la concertation et en équipe sur des projets variés. La pratique de l'anglais oral et écrit est nécessaire.

Ce poste sera évolutif à terme vers des responsabilités de management.

Les entretiens auront lieu à Paris et Toulouse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence LM 117 B2 à notre Conseil : APPORTS - 55, avenue Louis Bréguet, Bâtiment Hermès - 31400 TOULOUSE.



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

IMPORTANT
GROUPE IMMOBILIER FRANÇAIS
RECHERCHE POUR
SA FILIALE RUSSE SON :

Directeur du Département Construction

particulièrement chargé de la Direction du Département "Projets" (Maître d'Ouvrage délégué) et de la supervision et coordination des filiales BTP locales. Vous devrez pouvoir faire état d'un minimum de 10 ans d'expérience dans un environnement de travail difficile. Formation : Grande Ecole ESTP.

Poste basé à MOSCOU, connaissance de l'anglais indispensable et russe très apprécié.

Merci d'adresser vos prétentions, C.V. et photo sous réf. 53003 à Organisation et Publicité - 2 rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

Conjuguez
votre
futur
au
présent

CHEF DE PROJET TRADUCTION/LOCALISATION

Vous prendrez en charge l'adaptation pour la France, l'Espagne et l'Italie de nos documentations et logiciels en supervisant la traduction, la révision, la correction et le diagnostic. Vous serez l'interlocuteur principal de nos prestataires extérieurs pour la réalisation de ces produits.

De formation linguistique ou traduction (EST, ISL...), votre expérience dans un environnement high-tech vous a amené à coordonner des projets similaires. Vous êtes bien sûr familiarisé avec les environnements Macintosh et Unix ainsi qu'avec les logiciels de Desktop Publishing.

De tempérament rigoureux, vous avez le sens de l'organisation et faites preuve d'une grande aisance relationnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite et en mentionnant la réf. PV à SYBASE FRANCE, DBL, 31/35 rue Froidevaux, 75011 PARIS.

SYBASE
Le Système de Référence

Votre challenge : l'assurance qualité !
au sein d'un important groupe français de dimension internationale

CHEFS DE PROJET CONFIRMES BORDEAUX - GRENOBLE - ORLÉANS

A 40 ans environ, de formation bac + 4/5 souhaitée et de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie, acquise en SSII, de 7 à 10 ans en conduite de projets informatiques. Vous maîtrisez non seulement les aspects ingénierie et méthodologie, mais aussi l'aspect assurance qualité ISO 9000.

L'entité "Développements informatiques", chargée de l'ingénierie des logiciels applicatifs de gestion pour l'ensemble de cet important groupe, vous propose de rejoindre ses équipes et de mettre votre expérience au profit de son action en vue de l'obtention de la certification AFAQ.

Rattaché au Directeur de la Qualité et basé au sein de l'un des centres de production de logiciels, vous aurez un rôle de soutien et de conseil en matière d'ingénierie et de méthodologie, en vue de développer la qualité technique des productions : missions d'études et de contrôle, coordination des activités de production, promotion des normes, méthodes et outils nécessaires à la réalisation de l'assurance qualité, dynamisation des actions de mise en œuvre du système Qualité.

Environnement technique : IBM/BULL/Client-serveur, MVS, GCOS8, UNIX, OS2, Merise, PacBase.

Outre votre professionnalisme, vos qualités de rigueur, de management et votre sens relationnel contribueront à votre réussite à ce poste.

Réf. PB (Bordeaux), réf. PG (Grenoble), réf. PO (Orléans)

Merci d'adresser, sous la référence choisie et en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à :

SM Conseil
3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Nicholson International France,
votre partenaire Ressources Humaines à l'International
s'agrandit et vous prie de noter ses nouvelles coordonnées :
126 rue Réaumur - 75002 PARIS.
Tél : (1) 44.82.72.32 - Fax : (1) 42.33.56.35

**n NICHOLSON
INTERNATIONAL**
France

Royaume Uni - Allemagne - Pologne - République Tchèque
Pays-Bas - Belgique - Espagne - Italie - Turquie

ES

DICAL

**ATIONAL
NAGER**

ncombent speaks English fluently and has working
taken. Applicants must have prior Product management
at field, working with Distributors (good track record)
ment of time. Office in Paris area, working : troughout

sting activities with Distributors, including
term activity plans and sales targets.
ing trade shows,
training of salesmen,
vibes/seminars etc.

ortant customers in all countries.
xre activities.

ary of an American firm, develops and manufactures
t based on a new technology.

uld send a detailed CV and letter to

30 BROSVILLE FRANCE
Téléfax : (33) 32 34 34 41

**LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

proède actuellement à une sélection de candidats
ue de constituer une liste de personnes qui
dans la carrière A4 pour des postes de haut niveau
scientifique et technologique de la Communauté.

**AGENTS SCIENTIFIQUES PRINCIPAUX
COM/RA 115**

dans les domaines indiqués ci-dessous :

1. TOXICOLOGIE (in vitro)
2. BIOPHYSIQUE
3. ANALYSE DES RISQUES/CRÉATION DE MODÈLES

candidats doivent être possesseurs d'un DIPLÔME UNIVERSTITAIRE dans
série scientifique
candidats doivent posséder une expérience minimum de 5 ans dans le
série scientifique
description des TÂCHES. LA QUALIFICATION requise est :
série et les formulaires de l'acte de candidature doivent être envoyés
1. l'adresse au COM/RA 115 et au numéro de poste correspondant
série suivante

CCF, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche,
BOULEVARD 123-11, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles
(Tél. : 332-2-296 56 50 - télécopieur : 332-2-296 22 38)

de formulaires dûment remplis et signés doivent parvenir à l'adresse
précitée, avant le 22-10-1993, le cachet de la poste faisant foi.

NOTIONS GÉNÉRALES : ■ Contrats : respecter les délais de réponse
duvables). ■ Nationalité : être ressortissant d'un pays de l'Union
■ Lieu d'affectation : tous les lieux de travail de la Communauté
c. souvent hors du pays d'origine des candidats. ■ Age : les candidats
2. Des obligations à la limite d'âge sont prévues pour les candidats
relativement des CEE. Les services obligatoires (militaire, service de santé
dents) d'un handicap physique. Les candidats doivent être en possession
i spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances
scientifiques : connaissance approfondie d'une des langues officielles de la
Communauté Européenne (allemand, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, grec, irlandais ou roumain) et connaissance d'une autre langue officielle
langue.

La Commission des Communautés Européennes n'est pas responsable
La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité de
chances entre les femmes et les hommes.

**LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

proède actuellement à une sélection de candidats
ue de constituer une liste de personnes qui
dans la carrière A4 pour des postes de haut niveau
scientifique et technologique de la Communauté.

**AGENTS SCIENTIFIQUES
COM/RA 115**

dans les domaines indiqués ci-dessous :

1. CHIMIE ANALYTIQUE (organique/inorganique)
2. ANALYSE DES ALIMENTS
3. TOXICOLOGIE
4. ÉCOLOGIE
5. PHYSIQUE ET CHIMIE DE L'ATMOSPHÈRE
6. STATISTIQUE
7. STATISTIQUE/CRÉATION DE MODÈLES
8. DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE
9. BIOPHYSIQUE
10. ANALYSE DES RISQUES/CRÉATION DE MODÈLES

candidats doivent être possesseurs d'un DIPLÔME UNIVERSTITAIRE dans
série scientifique
candidats doivent posséder une expérience minimum de 5 ans dans le
série scientifique
description des TÂCHES. LA QUALIFICATION requise est :
série et les formulaires de l'acte de candidature doivent être envoyés
1. l'adresse au COM/RA 115 et au numéro de poste correspondant
série suivante

CCF, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche,
BOULEVARD 123-11, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles
(Tél. : 332-2-296 56 50 - télécopieur : 332-2-296 22 38)

de formulaires dûment remplis et signés doivent parvenir à l'adresse
précitée, avant le 22-10-1993, le cachet de la poste faisant foi.

NOTIONS GÉNÉRALES : ■ Contrats : respecter les délais de réponse
duvables). ■ Nationalité : être ressortissant d'un pays de l'Union
■ Lieu d'affectation : tous les lieux de travail de la Communauté
c. souvent hors du pays d'origine des candidats. ■ Age : les candidats
2. Des obligations à la limite d'âge sont prévues pour les candidats
relativement des CEE. Les services obligatoires (militaire, service de santé
dents) d'un handicap physique. Les candidats doivent être en possession
i spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances
scientifiques : connaissance approfondie d'une des langues officielles de la
Communauté Européenne (allemand, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, grec, irlandais ou roumain) et connaissance d'une autre langue officielle
langue.

La Commission des Communautés Européennes n'est pas responsable
La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité de
chances entre les femmes et les hommes.

SECTEURS DE POINTE



Notre département de gestion des données cliniques basé à Strasbourg, recherche :

1 PROGRAMMEUR CONFIRME 1 GESTIONNAIRE DE BASE DE DONNEES SOUS CLINTRIAL

Vous travaillerez au sein de notre groupe de biométrie en étroite collaboration avec nos équipes thérapeutiques et biométriques du monde entier. Vous serez responsable de l'élaboration et du suivi des bases de données cliniques, des procédures de saisie des rapports d'études cliniques, et du développement de programmes pour valider les données et produire les éditions des rapports de recherche. Votre contribution sera essentielle pour mettre en place et former notre équipe au logiciel CLINTRIAL.

Pour le poste de PROGRAMMEUR vous avez au moins cinq ans d'expérience en programmation de base de données médicales, et vous maîtrisez l'environnement VAX/VMS, et les langages ORACLE, SQL, RPL et RSI (réf. PRCB SP).

Pour le poste de GESTIONNAIRE DE BASE DE DONNEES vous avez au moins deux ans d'expérience dans le même environnement avec la maîtrise de CLINTRIAL (réf. PRCB DM).

Pour les deux postes, des facilités de communication, la maîtrise de l'Anglais tant oral qu'écrit et le goût du travail en équipe sont nécessaires. Veuillez nous transmettre votre dossier en anglais, (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle et photo) à l'attention de :

ROCHE ICRC - M. G. THIRY - B.P. 83 - 67382 LINGOLSHEIM Cedex.



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
recherche

2 Ingénieurs ou Universitaires

Chimie + Radiochimie

Département Qualifications - Contrôle - Ingénierie

Dans le cadre d'une mission générale d'instruction de dossiers d'évaluation et d'agrément des colis de déchets radioactifs gérés par l'ANDRA, vous serez plus particulièrement en charge : des relations avec nos centres d'expertise et de stockage ; de la définition et de la réalisation du programme des opérations d'expertise sur colis de déchets ; de la rédaction de rapports d'informations et de préconisations visant à améliorer les procédés. Vous aurez de plus un rôle d'expert en chimie lors de problèmes génériques ou spécifiques concernant le conditionnement des déchets.

A 30 ans au moins, ingénieur ou universitaire (doctorat), maîtrisant l'anglais, vous possédez une expérience de 5 ans environ en industrie ou en laboratoire, si possible dans le traitement des déchets. Vous êtes familiarisé avec la mise au point de procédés de conditionnement et les analyses physico-chimiques et radioactives.

Réf. 201C

Ces postes sont basés en proche banlieue Sud, quelques déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite en indiquant la référence du poste choisie à notre Conseil : Antoinette LECLERCQ, PSYNERGIE, 2 rue St Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE PARIS - LYON
MARSEILLE MONTPELLIER

Génie Atomique - Physique Nucléaire

Département Environnement - Sécurité - Qualité

Interface entre les industriels et les instances ministérielles, ce département gère et assure la sécurité des sites de stockage de déchets radioactifs ainsi que la protection à long terme de l'environnement et des hommes.

Intégré à une équipe de haut niveau scientifique, votre mission portera principalement sur : l'établissement de dossiers de synthèse des acquis et expériences ; l'archivage de données techniques et scientifiques permettant la pérennité de la mission de surveillance de l'ANDRA ; la réalisation de documents d'information et d'échanges.

Vous avez au moins 30 ans, une formation scientifique supérieure, pratiquez couramment l'anglais (écrit et parlé). Une expérience d'environ 5 ans acquise en industrie nucléaire, à des fonctions ayant développé vos capacités de synthèse, vous a de plus sensibilisé aux problèmes d'environnement et de gestion de la sécurité en ce domaine.

Réf. 201B

Aujourd'hui,
LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DE
PARIS est au
service de 267 734
entreprises sur
Paris et sa région
et gère un budget
de 3 milliards de F.

Son rôle est
multiple :
consultatif, appui
aux entreprises,
enseignement,
gestion
d'équipements
publics.

Mais la C.C.I.P.
ce sont aussi de
prestigieuses
filiales : Palais des
Congrès, Parc des
Expositions Paris-
Nord Villepinte - et
à travers ses
réalisations,
la maîtrise des
technologies de
pointe.

La Direction de l'Action Economique et
Internationale (150 personnes) apporte un
appui et un conseil individuel et personnalisé
aux entreprises, qu'il s'agisse de création, de
recherche de partenaires, d'acquisition ou de
nouveaux développements afin d'assurer leur
croissance sur les marchés étrangers.

Ingénieur Conseil

Qualité - Normalisation -
Certification

Vous apportez un appui opérationnel aux PME
en matière de qualité, normalisation et
certification.

Vous organisez des réunions collectives
notamment sur les normes européennes.

Vous participez aux réunions techniques telles
que ACQI, RNPQ, MFO, AFNOR.

Vous instruisez des dossiers pour l'obtention de
subventions.

De formation ingénieur, doublée d'une
expérience concrète en entreprise si possible en
qualité ou normalisation, vous avez une bonne
connaissance en gestion (analyse financière).

Vous avez un sens commercial, votre esprit d'initiative
et votre sens de l'organisation vous permettront
d'être rapidement opérationnel.

Une bonne maîtrise de l'anglais est un atout
pour le poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV
+ photo + prétentions) sous référence
ALM09332 à la C.C.I.P. - DRH - 8, rue
Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Cette entreprise stéphanoise, filiale d'un groupe national
privé, exploite et commercialise un service grand public :
les transports urbains. Après avoir réalisé d'importants
investissements sur les bâtiments, véhicules, outils de
gestion et acquis une manière de travailler plus
entrepreneuriat et commerciale, elle aborde le réseau et crée
le poste de

RESPONSABLE DE L'AMÉNAGEMENT DU RÉSEAU DE TRANSPORT URBAIN

Ce responsable va aménager le réseau de manière à l'adapter aux
besoins de la population : nouvelles fréquences, nouveaux horaires,
nouvelles lignes... Il a également à intégrer et à traiter les questions
techniques liées à ces aménagements et à être l'interlocuteur des
services techniques des villes, D.O.E.

Ingénieur ou Sup de Co, vous avez, à 30 ans minimum, réalisé des
études intégrant des dimensions commerciales marketing et
techniques.

Olivier RANDON vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prétentions sous réf. 35.09GZ à BOSSARD CARRIÈRES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient - 69003 LYON.

BOSSARD
CARRIÈRES

Le conseil au service du recrutement

Sycomore

Sycomore est une société d'ingénierie informatique spécialisée dans les systèmes ouverts
et les architectures distribuées.

Ses domaines d'intervention sont essentiellement :

- Le conseil, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage des grands projets, l'intégration
de systèmes et la maîtrise d'œuvre.
- Les architectures distribuées.
- L'administration de systèmes, de réseaux, et d'applications dans les
environnements Unix.
- La réalisation de systèmes et le développement de logiciels.

Après deux ans de croissance, nous voulons renforcer nos moyens et recherchons des
ingénieurs (Grandes Écoles, Miage, universités américaines), consultants et chefs de
projets.

Si vous possédez une expérience et de solides compétences dans l'un ou plusieurs des
domaines techniques suivants :

- Architecture de systèmes distribués (spécification et réalisation).
- DCE-DME.
- Administration de système et de réseau.
- Bases de données distribuées et front-ends SQL.

et si vous avez le désir de développer ces compétences au sein d'une équipe motivée par
l'excellence, rejoignez-nous.

Jacques STERN
Président

Bruno FONTAINE
Directeur Général

Merci d'envoyer vos candidatures à l'attention de :
Sycomore - CNIT - B.P. 452 - 92053 Paris La Défense.



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

SECTEUR

Production de

Ingénieurs

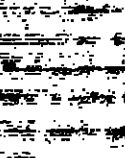


INGÉNIEUR HABILISTE

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

INGÉNIEUR OPTICIEN

INGÉNIEUR D'ÉTUDES



La Direction de l'Action Economique et Internationale (160 personnes) apporte un appui et un conseil individuel et personnalisé aux entreprises, qu'il s'agisse de conseil, de recherche de partenaires, d'acquisition ou de nouveaux développements afin d'assurer la croissance sur les marchés étrangers.

Ingenieur Conseil

Qualité - Normalisation - Certification

Vous apportez un appui opérationnel au P.E. en matière de qualité, normalisation et certification. Vous organisez des réunions collectives, notamment sur les normes européennes. Vous participez aux réunions techniques telles que ACFCI, RNPO, MFC, AFNOR. Vous instruez des dossiers pour l'obtention de subventions. De formation Ingénieur, doublée d'une expérience concrète en entreprise, vous possédez une qualité ou normalisation, vous avez une bonne connaissance en gestion (analyse financière). Votre sens commercial, votre esprit d'initiative et votre sens de l'organisation vous permettent d'être rapidement opérationnel. Une bonne maîtrise de l'anglais est un atout pour le poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre - photo - prétentions) sous référence ALM09532 à la C.C.I.P. DRH 8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Ingenieurs

Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. De la conception des nouveaux produits à leur production, Valeo Eclairage Signalisation met en oeuvre les moyens à la pointe de la technologie pour offrir aux constructeurs des solutions performantes et fiables. Face à l'évolution rapide du marché mondial de l'automobile et pour répondre efficacement aux besoins de ses clients, Valeo Eclairage Signalisation s'est fixé comme objectifs prioritaires la qualité totale et le développement de sa capacité d'innovation. Par la conception de produits de taille de plus en plus réduite tels que les projecteurs à surface complexe et l'enrichissement des fonctions de la signalisation arrière, Valeo Eclairage Signalisation contribue à l'amélioration de l'aérodynamisme des véhicules, au confort et à la sécurité des automobilistes. Pour faire face à notre expansion, nous recherchons pour nos 2 Divisions françaises :



INGENIEUR FIABILISTE

Réf. IF

Vous serez chargé de garantir la conception des produits nouveaux par la réalisation de tests, de calculs et de simulations. Ce poste conviendra à un jeune Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole Généraliste. Des connaissances techniques en Mécanique, Thermique et Matériaux (plastiques) sont nécessaires. La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

INGENIEUR MECANICIEN

Réf. IM

Vous serez chargé d'une part, de conduire les développements dans le domaine de l'assemblage (nouveaux concepts et process) et d'autre part, d'assurer l'homologation laboratoire des matières plastiques et des colles. Ce poste conviendra à un Ingénieur Mécanicien avec une formation complémentaire en polymères. L'allemand est exigé, l'anglais serait un atout supplémentaire.

INGENIEUR OPTICIEN

Réf. IO

Vous serez chargé, au sein de groupes projets performants, de la conception et du développement de systèmes optiques destinés à des produits industrialisés en grande série. Ingénieur E.S.O./formation Grande Ecole option optique, vous pratiquerez l'anglais et vous posséderez rigueur, dynamisme et capacité au travail en équipe.

INGENIEURS D'ETUDES

Réf. IE

A partir du cahier des charges, vous mènerez à bien, à l'aide de moyens CAO, les pré-études et études de projecteurs ou de feux automobiles en étroite relation avec nos clients constructeurs et nos sous-traitants. Vous assurerez un rôle actif, de la conception des produits à leur industrialisation, dans le cadre d'une organisation en groupes projets associant nos équipes méthodes, essais, prototypes... Ingénieur Généraliste, vous possédez, de préférence, une première expérience en Bureau d'Etudes. Anglais, rigueur et capacité au travail en équipe sont indispensables. La pratique de l'allemand serait un atout supplémentaire.

INGENIEURS METHODES PRODUCTION

Réf. IMP

Au sein de la fonction production, vous serez chargé de l'amélioration de la productivité des moyens existants. Ce poste conviendra à un Ingénieur Généraliste diplômé d'une Grande Ecole, ayant le goût du terrain et des aptitudes à la relation avec le personnel de fabrication. Anglais, rigueur, dynamisme et capacité au travail en équipe sont indispensables.

INGENIEUR QUALITE FABRICATION

Réf. IQ

Vous serez chargé de mener les actions nécessaires à la maîtrise de la qualité en fabrication (formation du personnel, audits produit, contribution permanente à l'amélioration des procédés de fabrication). Ce poste conviendra à un Ingénieur Généraliste, diplômé d'une Grande Ecole de préférence, avec une spécialisation Qualité. Anglais, rigueur, dynamisme et capacité au travail en équipe sont indispensables.

ACHETEURS

Réf. AC

Chargé de proposer et de mettre en oeuvre la stratégie de développement et de partenariat avec les principaux fournisseurs de familles de produits majeurs ou d'immobilisations, vous négociez les conditions économiques qui assureront à nos usines les meilleures prestations qualité/délais. Bien entendu, la veille technologique fait partie intégrante de ce poste. En outre, vous contribuerez, en liaison avec nos équipes projets, à mener à bien le développement de nos produits nouveaux. Ce poste conviendra à un Ingénieur Grande Ecole, de préférence, âgé de 30 ans minimum avec une formation complémentaire à la gestion ou aux achats, pratiquant l'anglais, possédant une première expérience dans le domaine des achats et désireux d'intégrer une équipe aux objectifs ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Catherine MAURICE - Responsable de la Gestion des Cadres - VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION 34, rue Saint André - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Cette entreprise stéphanoise, filiale d'un groupe national privé, exploite et commercialise un service grand public : les transports urbains. Après avoir réalisé d'importants investissements sur les bâtiments, véhicules, outils de gestion et acquis une manière de travailler plus entrepreneuriale et commerciale, elle aborde le revenu et met le poste de :

RESPONSABLE DE L'AMENAGEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT URBAIN

Ce responsable va aménager le réseau de transport urbain de la population stéphanoise. Il aura à sa disposition : un personnel technique expérimenté, des outils de gestion et des services techniques des villes.

Ingénieur ou Sup de Co, vous avez à 30 ans minimum des études supérieures des dimensions techniques et humaines.

Claude RANCHON vous remercie de lui adresser votre photo et prétentions sous réf. 45 0702 à BOSSARD CARRIERES Tour France Lyonnais - 179 rue Servan - 69573 LYON.

BOSSARD CARRIERES

comore

nergie informatique spécialisée dans les systèmes d'entreprise essentiellement

à la maîtrise d'ouvrage des grands projets, l'intégration d'ouvrages et d'ouvrages

systèmes, de réseaux, et d'applications dans les

re et le développement de logiciels

nous voulons renforcer nos moyens et recruter des

age, universités américaines, consultants et chefs de

et de solides compétences dans l'un ou plusieurs des

des spécification et réalisation.

ressenti, fondamental SQL.

personnes compétentes au sein d'une équipe motivée et

Bruno FONTAINE
Directeur Général

et vos candidatures à l'attention de
P. H. P. 157 - 93000 Paris La Defense

Notre société, implantée en région parisienne, est une filiale d'un groupe leader, dont l'activité se situe principalement dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement. Dans un contexte d'expansion, nous recherchons notre

INGENIEUR D'ETUDES SENIOR

A 30/35 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs. Votre maîtrise des études technico-économiques et des études de faisabilité vous permettent de garantir leur qualité. Rattaché au Directeur des études, réalisations et exploitation, vous coordonnerez et piloterez des projets industriels, mettrez en place des procédures et des outils appropriés et animerez dans ce but une équipe d'ingénieurs d'études. Vous avez à votre actif une expérience réussie d'environ 5 ans dans plusieurs des domaines suivants : thermique, environnement, valorisation des déchets, études technico-économiques, études de faisabilité, business-plan. Ce poste est réellement évolutif. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 0410202 à PREMIER CONTACT, 38 rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret cedex.



GROUPE VALLOUREC
Recherche pour promouvoir ses produits en développement et apporter un soutien technique aux commerciaux.

INGENIEUR PRODUITS

Sous la responsabilité directe de la Direction Commerciale, travaillant en étroite relation avec la cellule Recherche et Développement, vous apporterez vos connaissances et votre appui à notre force de vente.

Vous participerez vous-même à des négociations commerciales.

Vous aurez une expérience d'engineering en Centrales Electriques, avec des connaissances en métallurgie.

A 40 ans environ, de formation ingénieur-généraliste, vous aurez de solides compétences techniques et le sens du contact client.

L'anglais est indispensable ainsi que l'habitude de travailler avec d'autres cultures.

Le poste est basé au Siège du Groupe à Boulogne, mais nécessite des déplacements en France et à l'Etranger.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence 982 à notre Cabinet Conseil :



Claudine GALLET - Ressources Humaines - 3, rue Cornille 75006 PARIS.

CERGY-PONTOISE

CHARGÉ D'AFFAIRES

Ingénieur Grandes Ecoles

Au sein d'une filiale récente de deux des plus grands groupes industriels, dans le cadre de l'activité maîtrise d'ouvrage de la Société, vous assurerez votre mission pour une unité de traitement et de conditionnement des déchets faiblement radio-actifs.

30 ans et plus, vous êtes ingénieur grande école, spécialisé en chimie, génie chimique ou thermique, vous avez acquis une solide expérience professionnelle dans l'industrie nucléaire.

Vous réussirez dans ce poste évolutif grâce à vos qualités de contacts, votre sens de l'équipe et d'autonomie.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf.93/08 à notre conseil qui l'étudiera en toute confidentialité.

ER RESSOURCES HUMAINES
194, rue de Tolbiac
75013 Paris.



Ressources Humaines

SECTEURS DE POINTE



L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, notre Direction Marketing recherche, pour notre siège situé en région parisienne (92), un :

CHEF DE PRODUIT MARKETING AMONT

Confirmé

En liaison étroite avec nos équipes R&D, vous êtes l'élément moteur de la stratégie produit. Vous analysez l'ensemble des informations nécessaires à la définition des spécifications de nos futurs produits de radiotéléphonie (étude de la concurrence, des attentes des utilisateurs et des réseaux de distribution). Vous déterminez les nouveaux axes de développement en cohérence avec notre politique de gamme.

Idealement titulaire d'une double formation (ingénieur + MBA ou 3ème cycle ESC), vous bénéficiez d'une expérience similaire dans un environnement de haute technologie destinée au grand public. Dans un cadre de travail international, vous pratiquez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand. Vous avez une forte personnalité, des idées, un excellent esprit d'analyse et des aptitudes certaines pour la mobilisation des énergies et le travail en équipe.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 2292 à notre conseil :
PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne - Fax : 41 41 00 15.



Au sein du Groupe BPF INDUSTRIES, leader européen des produits du plâtre, BPF France, 2 200 personnes, 3 milliards de francs de CA, recherche pour sa Division PLACOPLATRE (900 personnes, 1,6 milliard de CA) :

CHEF DE PROJET ENGINEERING

FUTUR OPERATIONNEL :
PRODUCTION/SERVICES TECHNIQUES

Au sein de la Direction Technique, et en liaison avec un bureau d'études et une équipe d'ingénieurs et de techniciens spécialisés, vous coordonnerez les études et la réalisation de nouvelles installations industrielles, dans le cadre de processus fortement automatisés.

Fort de vos résultats dans ce poste, nous vous proposerons rapidement une fonction opérationnelle à larges responsabilités au sein de notre Groupe, en France ou dans une autre Filiale Européenne.

35 ans environ, ingénieur de formation, votre expérience professionnelle a conforté votre potentiel technique (mécanique, électricité, automatisme) et votre sens de l'animation des hommes.

L'anglais est indispensable.

Pour ce poste, basé en Région Parisienne, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous la référence CQ/65 à COGELAN - 2, rue Louis David - 75116 PARIS.



INGENIEUR

QUALITE

Installés à Caen, ville universitaire, nous sommes la filiale en pleine expansion d'un groupe de taille mondiale : PFIZER. L'innovation est la clé de notre succès et la Qualité Totale en est la condition essentielle. Notre Directeur Assurance Qualité recherche un jeune ingénieur.

Développer l'auto-contrôle et le SPC au niveau des opérateurs, participer à la validation des procédés de fabrication, c'est l'objectif principal de votre mission. A ce titre, vous mettez en place les moyens permettant d'assurer la qualité des produits et l'amélioration du système qualité. Vous prenez également en charge la formation du personnel à ces moyens, ainsi que la rédaction des procédures.

Ingénieur de formation supérieure (maîtrise, DESS Qualité, UTC Compiègne...), vous avez pu acquérir, lors de votre première expérience, des connaissances de mécanique et de logiciels micro-informatiques. Vous souhaitez aujourd'hui les appliquer dans une structure industrielle qui vous permettra d'évoluer. Homme de potentiel, vous connaissez les enjeux d'une démarche Qualité Totale dans une entreprise et saurez apporter vos qualités d'animateur convaincu et convaincant, doué pour les contacts et la mécanique. L'anglais vous est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. ING) :
Sté BENOIST GIRARD, DRH - 203, Bd de la Grande Delle 14200 Hérouville-Saint-Claire.

benoist girard

Howmedica International

VOLVO

Truck Finance

Responsable Service

Contrats de Maintenance

Responsable d'un centre de profit à fort potentiel de croissance, vous élaborerez nos contrats de maintenance (tarification, statistiques de rentabilité, contacts et négociation avec nos sous-traitants) et les commercialiserez auprès de nos clients les plus importants.

A 30/35 ans, de formation Ingénieur ou Scientifique, vous avez acquis environ 5 ans d'expérience dans un service de contrats de maintenance, de garantie ou de SAV, dans le secteur des biens d'équipement, de l'automobile ou de l'informatique. Vous pratiquez couramment l'anglais et vous avez envie d'évoluer dans un environnement international. Poste basé à CHAVILLE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à notre Conseil : ARPE - 128, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS, en indiquant sur l'enveloppe la référence RM.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

► RESPONSABLE ACHATS CHIMIE

Notre Groupe, équipementier de l'industrie automobile, est leader sur son marché. L'une de nos sociétés européennes réalise près de 5 md de F. de CA avec 7000 personnes. Elle poursuit avec succès une politique industrielle (20 sites de production) basée sur une technologie de pointe et la qualité totale. Sa direction des Achats participe à cet effort par la rationalisation de son organisation interne, l'accroissement de son professionnalisme et une coordination accrue avec les autres Sociétés du Groupe dans la gestion de produits stratégiques. Elle recherche :

Ingénieur chimiste, votre connaissance des marchés des produits chimiques et plus spécialement ceux des matières premières des mousses au polyuréthane vous permettra de vous charger des achats de ces produits pour la société, pour un montant voisin de 400 MF.

Votre expérience vous permettra en outre d'exercer un rôle de leader européen sur ces marchés, pour le compte d'autres sociétés du Groupe. Anglais et/ou allemand indispensables.

Ce poste est à pourvoir au Sud de la Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manus., CV, photo et prét.) en précisant la réf. 1116/E portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre conseil : Pierre LEMAHIEU.

Synergies

14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

2 CHEFS DE PROJETS EUROPEENS

ENTREPRENDIS

FACTURATION

PLEIN CADRE

RESPONSABLES DEVELOPPEMENT PRODUIT

MISSION : Responsable d'une ligne de produit, vous devrez créer, mettre au point et développer celle-ci en maîtrisant les composants et les processus de fabrication, rédiger les cahiers des charges en utilisant la CAO/DAO, organiser les tests d'usage et de laboratoire, gérer les appels d'offres pour une production en sous-traitance internationale, garantir la qualité par un suivi des produits et un traitement des retours SAV, assurer le pilotage économique de votre activité.

PROFIL : de formation INGENIEUR, UTC filière Design Industriel ou équivalent, vous êtes passionné par le sport et la conception de produits. Vous êtes créatif, dynamique, autonome avec un bon sens de l'organisation. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et aimez voyager.

Si ce poste vous passionne, adressez CV + lettre manuscrite sous réf. 631638 à EUROMESSEGES 6/8, rue des Jardins 59800 Lille, qui transmettra ou tapez 3616 EUROMES code RED.

3616
EUROMES



Leader Mondial des Progiciels de Gestion. Notre groupe, présent dans plus de 35 pays (3 300 personnes, 3 milliards de CA) conçoit et commercialise un système de gestion intégré couvrant l'ensemble du système d'information de l'entreprise dans les environnements grands systèmes et Unix.

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

DOMAINES FINANCIERS/LOGISTIQUE

De formation Bac + 5 ou équivalent, vous avez une expérience de 5 à 10 ans en entreprise et/ou en SSI dans les domaines concernés et les systèmes d'information.

Votre sens de la communication et vos aptitudes relationnelles, alliés à une expérience commerciale réussie doivent vous permettre, au sein de nos équipes :
- de faire connaître notre offre auprès des grandes entreprises industrielles, banques et assurances,
- d'assurer la gestion du cycle de vente (relations, négociations commerciales...),
- d'analyser les besoins et valider l'adéquation du progiciel,
- d'assurer les présentations de notre solution.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence RIMW0993 à l'attention de : Eva WERTHMANN - SAP FRANCE - 14 avenue des Olympiades - 94132 FONTENAY-SOUS-BOIS Cedex.



Métro de Lyon
Tramways de Nantes, Saint Etienne, Grenoble, Rouen, Strasbourg...
Expertises pour Canton, Athènes, Le Caire...

Filiale du groupe SCETAUROUTE et de Bechtel, nous imaginons, concevons et réalisons depuis plus de 20 ans des systèmes de transports urbains parmi les plus modernes, faisant appel aux technologies informatiques de pointe. Nous recherchons, pour travailler sur nos projets, notre :

Ingénieur

Sûreté de fonctionnement

Concevoir la sécurité en faisant l'analyse générale des risques et la définition des objectifs et plans de sécurité
valider et contrôler les études de sécurité : méthodologie, organisation, définition et contrôle des critères de sécurité
coordonner l'ensemble des études de sécurité et participer à la réalisation des dossiers d'exploitation en liaison avec les autorités de contrôle

sont les principales missions que nous confierons à un ingénieur diplômé (A&M, INSA...) de 35 ans environ.

Vous avez une forte expérience de la sûreté de fonctionnement et de la sécurité dans le secteur industriel de haute technologie : transport, aéronautique, armement, nucléaire, etc... Vous maîtrisez bien sûr les méthodes d'analyse de sécurité : AMDEC, analyses de risques, arbres de défaillances... et de validation de logiciel.

Homme de rigueur et de communication, vous parlez anglais et êtes mobile pour des déplacements courts et fréquents.

Le poste est basé à Lyon.

Dominique-Pierre MILLOT, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 2055 LM

RHOC

19 place Tolozan - 69001 LYON

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

LA RÉUSSITE SOURIT
À CEUX QUI SAVENT CHOISIR
LEUR PROPRE UNIVERS



Dans un environnement difficile, H-P continue à afficher une croissance et une rentabilité exemplaires. La raison de ce succès : des paris technologiques audacieux. Notre service informatique interne, véritable vitrine technologique, doit répondre aux besoins de clients particulièrement exigeants : les divisions H-P. Ses ingénieurs travaillent sur les projets et les produits les plus en pointe.

Ingénieur informaticien de haut niveau, si vous possédez une solide expérience, une bonne maîtrise de l'anglais et au delà, la capacité de découvrir des perspectives inédites, nous attendons votre candidature.

• CONSULTANTS SYSTÈME D'INFORMATION

De formation ingénieur en informatique ou génie logiciel, vous avez une expérience d'au moins cinq ans en conseil et technologies de l'information. Une expérience professionnelle en qualité de consultant dans un cabinet d'audit serait un plus. À l'écoute des opérationnels, vous concevez des schémas directeurs et des solutions informatiques en vous appuyant sur des équipes pluri-disciplinaires de haut niveau.

• CHEFS DE PROJETS

De formation Bac + 5, vous possédez une double compétence gestion/informatique et un minimum de 3 ans d'expérience. Responsable de la conception, de la maîtrise d'œuvre et du support de vos projets, vous choisissez les SSII qui vous aideront à les réaliser. Vous agissez en collaboration étroite avec les consultants.

Pour ces postes basés à Grenoble, merci d'adresser votre candidature à : Isabelle CASTELLINI - Service Recrutement - Hewlett-Packard - 38053 GRENOBLE Cedex.



ST **SGS-THOMSON**
MICROELECTRONICS

IMAGINER LE
MICROPROCESSEUR
DU FUTUR

Au deuxième rang européen dans le secteur des semi-conducteurs avec 1,6 milliard de dollars de CA et des implantations mondiales, nous occupons 17 000 personnes dans 15 unités de production (Europe, Amérique, Asie), 8 centres de recherche avancée, 25 bureaux d'études et 44 bureaux de vente.

Concepteurs en micro-électronique débutants ou confirmés

Notre croissance et notre rentabilité nous permettent d'envisager une stratégie offensive. Forts de l'expérience réussie avec notre transputer, nous lançons un vaste programme paneuropéen de conception d'une nouvelle génération de microprocesseur à grande capacité de calcul en parallèle. Ce programme sera associé à une technologie submicronique (0,35 µ) permettant l'intégration de 10 millions de transistors sur le même circuit. Ce nouveau produit permettra ainsi d'apporter des capacités exceptionnelles de calcul de très haut volume pour des applications générales, en particulier dans le domaine de l'informatique (Unix, Windows) et des communications.

Dans ce cadre, nous recrutons pour notre site de CROLLES (Grenoble) où se trouve notre usine modèle, des Concepteurs en micro-électronique débutants ou confirmés. Ingénieur en électronique, vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la conception de circuits intégrés. Une très bonne connaissance des ASIC's, la maîtrise des outils CAO associée éventuellement à celle de l'architecture des calculateurs sont les principaux atouts pour réussir dans votre mission. Vous trouverez dans ce projet de très grande envergure un enjeu à la mesure de votre compétence et des perspectives de carrière internationale exceptionnelles.

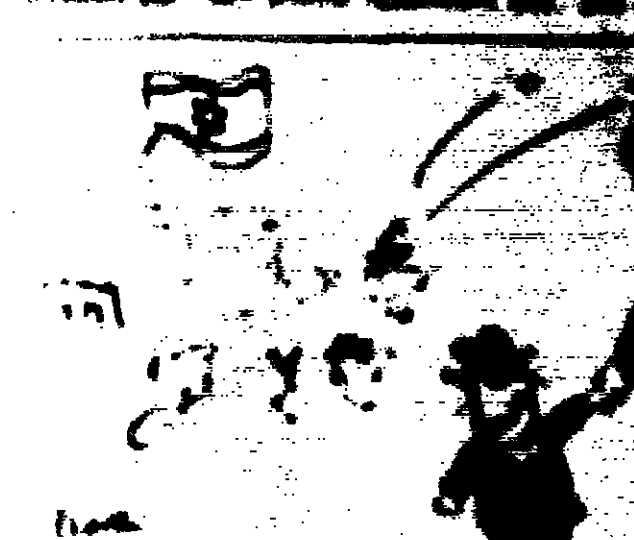


Merci d'adresser votre candidature sous réf. AA64/M à notre Conseil CRITERE 4 rue du Général Lanrezac 75017 PARIS.



Israël et PLOP se réunissent sur leur reconnaissance

Le chef du PLOP, Yasser Arafat, a annoncé mardi qu'il se rendrait à Jérusalem pour rencontrer le ministre israélien de la Défense, Shimon Peres, afin de discuter de la reconnaissance mutuelle.



Les ennuis d'un mal

Le mal de tête est une véritable épidémie. Selon une étude récente, plus de 50 millions de personnes souffrent de migraines chaque année. Les causes sont multiples : stress, fatigue, alimentation déséquilibrée...

Les symptômes sont variés : douleur intense à l'arrière de la tête, nausées, sensibilité à la lumière... Il est important de consulter un médecin en cas de récidive fréquente.

CYRIL COLLAR



Acteur et réalisateur, Cyril Collar a marqué le cinéma français par ses films provocateurs et engagés. Sa mort prématurée a été une grande perte pour le monde du cinéma.